

# Mobilisons l'Europe pour la République centrafricaine ! 96,1

LE MONDE | 27.12.2013 à 16h36 | François Heisbourg (Conseiller spécial, Fondation pour la Recherche Stratégique)

Abonnez-vous

à partir de 1 € Réagir Classer

Partager facebook twitter google + linkedin pinterest

Une situation humanitaire dramatique, un mandat unanime du Conseil de sécurité, un théâtre d'opérations bien connu de la France : toutes les conditions morales, politiques et opérationnelles paraissent réunies pour conduire une intervention brève et réussie en République centrafricaine (RCA). Au lieu de cela, nos soldats se trouvent seuls, face à une situation locale nettement plus dure que prévue. Il n'y aura pas de succès rapide et nos troupes devront probablement être renforcées.

Du côté européen, le tableau est affligeant. Dans la guerre de Libye, le constat avait certes été celui d'une Europe divisée : mais du moins plusieurs de nos partenaires comme la Belgique, le Royaume-Uni, l'Italie, le Danemark, la Norvège (non-membre de l'UE) avaient-ils couru les mêmes risques que nous. Au Mali, la France a engagé seule l'opération « Serval », mais c'était l'urgence absolue de la situation qui dictait cet état de fait : elle ne pouvait ni ne devait subordonner son intervention à la mise sur pied d'une force placée sous drapeau européen. Dans le cas de la RCA, il n'y a pas de désaccord politique, cependant que les tâches militaires requises sont à la portée de toutes les armées européennes. Si l'aide logistique et le soutien politique de nos partenaires européens sont précieux, nous sommes seuls sur le terrain. Si l'on voulait tuer l'idée même de défense européenne, on ne s'y prendrait pas autrement.

## CONTRASTE SAISSANT PAR RAPPORT À 2003

Dans ces conditions, il peut être tentant d'accabler nos partenaires, en commençant par l'Allemagne, qui s'intéresse à l'Europe mais assez peu à la défense, et en continuant par le Royaume-Uni, si proche de nous sur le plan militaire mais qui tourne le dos à l'Europe. On pourrait s'en prendre aussi à Lady Catherine Ashton, haut représentant de l'UE pour les affaires extérieures et de sécurité : si aucun « battle group » européen – ces groupes tactiques de 1 500 soldats dont un est constamment de permanence – n'a été dépêché en RCA, n'est-ce pas en partie de son fait ?

Pourtant, notre pays a sa part de responsabilité dans une situation qui est négative pour le développement de la défense européenne à l'égard de la situation en RCA et en termes de danger pour nos soldats. Le péché originel réside dans la résolution 2127 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui donne mandat à la France, et non à l'Union européenne, en termes de recours à la force. La France, membre permanent du Conseil, a joué un rôle-clé dans la rédaction de ce texte. Il y a là un contraste saisissant par rapport à ce qui s'était passé en 2003, lorsque la France avait convaincu le Conseil de sécurité de mandater une force européenne pour prévenir le risque de génocide dans la province de l'Ituri au Congo-Kinshasa. L'opération européenne « Artemis » d'un volume d'environ 2 200 militaires de 18 pays et d'une durée de trois mois avait été un brillant succès dans une province plus grande que la RCA. Certes, la grande majorité des soldats engagés était française, tout comme les moyens de conduite des opérations : mais le drapeau avait été européen, et cela faisait toute la différence en termes politiques. Notons au passage que tout cela avait été conçu, négocié et mis en œuvre en trois semaines seulement.

## LA RCA ARCHÉTYPE DE LA FRANÇA-FRIQUE ?

Pourquoi en est-il allé différemment cette fois-ci ? En 2013, avons-nous consulté nos partenaires européens avec la ferme volonté d'aboutir à une opération de l'Union comme l'avait fait le président Jacques Chirac dix

ans plus tôt, qui en avait fait une condition sine qua non ? Nous sommes-nous contentés d'anticiper des refus jugés inévitables ? Ou avons-nous préféré la dimension nationale, partant du principe que l'intervention serait facile ? Après tout, la France a une longue expérience d'opérations limitées mais musclées et efficaces en RCA : mais nous ne serions alors guère fondés à nous plaindre du manque de solidarité de nos partenaires pour le cas où les choses ne se passeraient pas comme prévu. Dans ce cas aussi, il ne faut pas s'étonner que certains de nos partenaires tant africains qu'européens puissent voir dans l'opération « Sangaris » notre énième intervention dans cet archétype de la *Françafrique* qu'était la RCA – et que n'étaient ni la Libye ni le Mali. Circonstance aggravante, notre connaissance du pays a été prise en défaut.

Ces questions ne sont pas académiques ; elles appellent une réponse. En attendant, nous sommes dans une situation qui appelle le passage par la case « Europe ». Pour cela une nouvelle résolution du Conseil de sécurité et l'accord des Européens pour partager les responsabilités d'une intervention impliquant le retour à la force seraient souhaitables. C'est cela qui pourrait être visé lorsque les Européens décideront le 20 janvier de la mise en place d'une opération européenne. Une simple force de stabilisation ou d'entraînement ne suffira pas à renouer les fils rompus de la solidarité européenne. A défaut, la question du retrait français risque de se poser au terme des six mois, soit le 5 juin 2014, que le Conseil de sécurité a fixé pour revoir le mandat donné aux forces françaises.

---

Conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique, auteur de *La Fin du rêve européen* (Stock, Paris, 2013)

▪ **François Heisbourg** (Conseiller spécial, Fondation pour la Recherche Stratégique)

La France a lancé l'opération « Sangaris » en RCA, le 5 décembre, dès le vote de la résolution 2127 du Conseil de sécurité autorisant le recours à la force pour rétablir la sécurité dans le pays. Le conflit oppose les ex-rebelles de la Séléka (milice musulmane qui a appuyé le coup d'Etat en mars) aux groupes « anti-balaka » (milices d'autodéfense chrétiennes).

## EZB-Präsident Draghi ärgert sich über Kritik aus Deutschland

### 96,3

28.12.2013 · Für viele ist EZB-Präsident Mario Draghi der eigentliche Held der Eurokrise. Die Kritik aus Deutschland lässt ihn dabei nicht kalt, zeigt nun ein Interview. Und mit Bundesbank-Präsident Weidmann versteht er sich besser.



© REUTERS

EZB-Präsident Mario Draghi kurz vor Weihnachten auf dem EU-Gipfel in Brüssel.

Der [Präsident der Europäischen Zentralbank \(EZB\), Mario Draghi](#), hat sich in ungewohnt scharfer Form über Kritik aus Deutschland am Kurs der Notenbank in der Eurokrise beklagt. „Jedes Mal hieß es, 'Um Gottes willen, dieser Italiener zerstört Deutschland'“, sagte Draghi dem [„Spiegel“](#). Und weiter: „Es gab diese perverse Angst, dass sich die Dinge zum Schlechten entwickeln, aber das Gegenteil ist passiert.“ Tatsächlich habe sich die Lage entspannt, die Inflation sei niedrig, und die Unsicherheit habe sich verringert. „Die Krise ist nicht überwunden, aber es gibt viele ermutigende Zeichen“, betonte der 66 Jahre alte Zentralbanker.

Draghi hatte im Sommer des vergangenen Jahres beinahe schlagartig die Panik an den Finanzmärkten über die Zukunft der Währungsunion beendet. „Die EZB wird alles Notwendige tun, um den Euro zu erhalten. Und glauben Sie mir - es wird ausreichen“, sagte er. Wenig später kündigte die Zentralbank dann an, unter bestimmten Bedingungen Staatsanleihen von Ländern mit großen Finanzschwierigkeiten zu kaufen (OMT-Programm). Aktivieren musste sie das unter deutschen Wirtschaftsprofessoren umstrittene Programm bisher nicht.

Sie kritisieren die Euro-Notenbank für ihre aktive Rolle in der Krisenbekämpfung weiterhin. Zu den Kritikern wird auch Bundesbank-Präsident Jens Weidmann gezählt. Draghi sagte nun zum Verhältnis der beiden Währungshüter: „Unsere Positionen haben sich einander angenähert, und die Zusammenarbeit hat sich verbessert.“ [Im kommenden Jahr urteilt das Bundesverfassungsgericht über das OMT-Programm](#). Draghi betonte, die Notenbank warte dies ab. „Wir haben keinen Plan B“.

#### Weidmann appelliert an Griechenland

Weidmann warnte unterdessen in der [„Bild“-Zeitung](#) davor, dass die Finanzkrise wieder aufflammen könnte, wenn die Euroländer den Reformkurs verließen. Der Euro sei in der „Reha“, dort brauche es Ausdauer und einen starken Willen, andernfalls bestehe Rückfallgefahr. „Momentan haben sich die Finanzmärkte zwar beruhigt. Aber das kann eine trügerische Sicherheit sein.“

Abermals appellierte Deutschlands oberster Notenbanker dabei an [das hochverschuldete Griechenland](#), den drastischen Sparkurs fortzusetzen: „Hilfe von außen kann nur Zeit kaufen, aber die unerlässlichen Reformen im Land selbst nicht ersetzen.“ Dazu sagte Draghi dem [„Spiegel“](#): „In Griechenland hat sich manches zum Besseren entwickelt, aber das Land muss mehr tun, daran gibt es keinen Zweifel.“ Es sei aber keine Überraschung, dass die europäischen Partnerländer mit Athen besonders viel Geduld haben müssten.

Draghi wies außerdem eine Verantwortung der EZB an dem Umstand zurück, dass die Sparzinsen der deutschen Banken seit längerem unter der Inflationsrate liegen. Die Zentralbank beeinflusse über den - historisch niedrigen - Leitzins nur die kurzfristigen Zinsen. Draghi räumte aber ein, dass diese Entwicklung zulasten der Sparer ungewöhnlich sei: „Normal und gesund ist das nicht.“ Unmittelbaren Handlungsbedarf seiner Institution sehe er jedoch derzeit nicht.

Mit Blick auf die Rolle Deutschlands und die neue Bundesregierung betonte der Notenbanker: „Deutschland hilft dem Euro am besten, wenn es seine Wettbewerbsfähigkeit weiter stärkt und das Wachstum fördert. Was immer dabei hilft, ist richtig, alles andere ist falsch.“

December 24, 2013

## Europe's Zigzag Course Toward Integration 96,5

By PAUL TAYLOR | REUTERS

BRUSSELS — The [European Union](#) does not draw straight lines.

The tortuous agreement last week on a common system for shutting failed banks exemplifies the awkward and often unstable compromises by which Europe advances.

The banking union is the biggest leap forward in European integration since the creation of the euro single currency in 1999, and one of its main architects wasted no time in trumpeting the landmark accord.

“I want to underline the speed and the magnitude of this achievement,” the European Council president, Herman Van Rompuy, boasted after the deal among finance ministers. “I know it means a huge deal for markets and the financial world.”

Starting next year, a single supervisor based at the European Central Bank will take direct charge of the European Union’s 126 biggest banks, with a single resolution board to decide when a bank needs to be broken up or closed, backed by a fund financed by a levy on the financial sector.

In line with the precedent set in the euro zone’s bailout of Cyprus in May, a failed bank’s shareholders, creditors and large depositors would all take losses before national and, ultimately, European resolution funds were tapped.

Yet the complex procedures required to order the winding up of a bank, the multiple decision-makers potentially involved, and the absence of a common public financial backstop have led critics to warn that the wobbly new system will not work, let alone break the “doom loop” between weak banks and weak states.

It will take a decade for contributions levied on banks to fill a resolution fund, and it’s not clear whether that fund will be able to borrow on the markets. What happens, economists ask, if next year’s E.C.B. review of banks’ balance sheets and stress test of their ability to withstand financial shocks reveal large capital holes before the fund is in place?

Such criticism, while technically accurate, misses the point. The European Union has shown its determination to keep the show on the road through four years of financial and economic crisis.

That resolve was best illustrated when the E.C.B. president, [Mario Draghi](#), pledged in July 2012 to do “whatever it takes” to preserve the euro, ending speculation that the currency union might break up.

Those words continue to keep markets calm, even though Mr. Draghi’s offer to buy the bonds of any euro zone country that accepts an internationally monitored bailout program has not been implemented, and may never will be.

When it came to banking union, the conflicting demands of creditor and debtor states and of members of the euro and nonmembers — some of which, like Britain, may opt out while remaining part of the single financial market — made any solution complex.

As so often in the past, when European Union countries cannot agree to do something immediately, they set a timetable for doing it in the future, leaving irksome details to be thrashed out later. So the bank levies paid into the resolution fund will be mutualized at the end of a 10-year phase-in.

Complexity, delay, interim steps and planting flags of intent for the future are all part of the tool kit of the architects and plumbers building and fixing an edifice that is neither a federal state nor just an international organization.

That's how the single currency was born in the first place — a deliberately incomplete construct to which its founders knew other features would have to be added over time.

Much of the criticism of the European approach to banking union has been based on comparisons with the United States Federal Deposit Insurance Corporation, which underpins American banks with a credit line from the Treasury. The European Union may eventually reach such a system — possibly after another crisis — but for now its main paymaster, Germany, is not prepared to go that far.

Chancellor Angela Merkel, determined to shield German taxpayers from liability for other countries' banks and to avoid censure by Germany's constitutional court, insisted that the European bank resolution fund should not be given a credit line by the euro zone's bailout fund for states.

Permanent fiscal transfers to weaker European Union partners remain a red line for the Germans, who insist that Europe's economic woes can be overcome with stricter enforcement of rules already agreed to.

As to the practical aspects of the new system, closing a bank may be simpler in practice than it looks in theory, European regulators say, because it is highly unlikely that any national authority would challenge a recommendation of the single resolution board in an emergency. In reality, a few telephone calls between the resolution board's chief, the E.C.B. and the European Commission may settle the matter.

If the system doesn't work, it will be fixed, probably at night on a weekend. That's the way Europe works.

On two weekends in May 2010, for instance, European Union finance ministers meeting almost around the clock agreed on a rescue for heavily indebted Greece and, when that proved insufficient to calm markets, on the creation of a temporary bailout fund.

That was eventually followed by a permanent rescue fund with a larger financial firewall, but still subject to unanimous decision-making. That gives Germany, and its Parliament, a veto over bailouts.

The system doesn't look pretty. In design terms, the European Union's decision-making process produces camels rather than horses. But the European Union keeps moving forward because of the political capital invested in it and the strong awareness of how much each member — especially Germany — stands to lose if the monetary union and the single market were to fall apart.

European officials have long compared European integration to a bicycle that has to keep moving to avoid falling over.

The European bicycle sometimes advances so hesitantly that it zigzags rather than traces a straight line. But as last week's deal on a banking union shows, it is still moving forward.

*Paul Taylor is a Reuters correspondent.*

## France's Operation Butterfly 96,7

By [THE EDITORIAL BOARD](#)

Operation Sangaris, [the French intervention in the Central African Republic](#) that began in early December, was pitched to the public and to the United Nations by President François Hollande's government as a humanitarian intervention necessary to prevent genocide.

In fact, France has multiple reasons for intervening in the Central African Republic. The specter of the Rwandan genocide, in which France's role was severely criticized, is surely a factor, as are the goals of making the region safe for investment and assuring access to resources, including oil and uranium.

Named for an African butterfly, the operation was to be an in-and-out affair that would last no more than six months. But the situation has grown worse since the French intervened, with Muslims accusing France of taking sides in the conflict. France risks a longer and more costly engagement than it anticipated, and it is going to need more help from allies and the United Nations.

More than 1,000 people have died in sectarian violence between Seleka Muslim rebel groups and Christian militias since the French operation began in early December. [According to the United Nations refugee agency](#), 200,000 people have been driven from their homes in the capital, Bangui, and more than a half-million others elsewhere in the country have been, too. At this point, the country is hostage to a brawl between warring sectarian factions, with spillover from and into neighboring Chad, Sudan, Cameroon and the Democratic Republic of Congo.

The [financial and logistical assistance pledged](#) by the United Nations, the United States and the European Union, and the contribution of a planned 6,000 troops by the African Union will not be enough to stop the fighting and allow the distribution of humanitarian aid, let alone bring political stability.

European leaders rebuffed President Hollande's request for military support at the European Council meeting in Brussels last week; they should act quickly to provide additional financial help and [enforce the ban](#) on sending arms and mercenaries to the Central African Republic that the European Union agreed to on Monday.

The United Nations, having authorized the French intervention on Dec. 5, should now move to authorize a United Nations peacekeeping mission. Without additional international assistance, more people will be killed and displaced, and prospects for any kind of political stability across the region will fade.

[Meet The New York Times's Editorial Board »](#)

January 1, 2014

## Europeans United, in Hating Europe 96,8

By *ANDREA MAMMONE*

LONDON — It may seem bizarre that two far-right, nationalist politicians — Marine Le Pen of France and Geert Wilders of the Netherlands — have reached across borders to form a Pan-European group dedicated to weakening the European Union. Their aim is a transnational political alliance that would compete in the May elections for the European Parliament; once in power, they would cooperate to try to rein in the power of Brussels.

Are these politicians, who share an opposition to immigration and a skepticism about the free flow of labor and capital across the Continent, simply hypocritical opportunists, as many Europeans of the left believe? Perhaps.

But in fact, since the early 20th century, Europe's far-right nationalists have often united in search of an "other" to oppose, exclude, resist, restrict or oppress — historically, minorities like Jews, homosexuals, the disabled, Roma, Marxists and, more recently, Arabs, Africans and Asians. What emerged after World War I was a philosophy that could be called Euro-fascist. The most extreme proponents, of course, were the Nazis: Notwithstanding their doctrine of racial supremacy, even they formed alliances with Mussolini's Italy and the militarists of Japan and found keen fascist collaborators in nations they invaded.

This vision did not die with the end of World War II. Transnational links among right-wing parties, based on common fears of minorities and immigrants, endured. The right-wingers, while speaking different languages, borrowed ideals, strategies, slogans and theorists from one another. The National Front in France, founded in 1972 by Ms. Le Pen's father, Jean-Marie Le Pen, imitated the symbol and political tactics of the original neo-Fascist party, the Italian Social Movement, which was formed in 1946 by admirers of Mussolini and, in 1979, coordinated with like-minded French and Spanish parties to compete (with little success) in the first popular elections for the European Parliament.

So when observers marvel about the "new" nationalist parties of Europe, they are capturing only part of the truth. These right-wingers mistrust or even detest the Continent's core institutions — the European Commission, the European Central Bank and the European Parliament — but they are perfectly happy to join up with extremists in other countries to weaken those institutions.

Which raises a question: What makes the European Union so appealing as a target?

The answer may (and should) shock complacent left-leaning and center-right Europeans alike. "Europe," as an idea and a community, has weakened. The European Union's byzantine governance makes it seem unaccountable. Its leaders — notably José Manuel Barroso of Portugal, the president of the European Commission, the union's executive body; Herman van Rompuy of Belgium, the president of the European Council, which comprises the 28 heads of government; and Catherine Ashton, the union's top diplomat — are little known outside of elite circles.

Soaring youth unemployment, stringent fiscal policies, German-led monetary clout and the presence of Muslim immigrants have created a perfect target for the likes of Mr. Wilders and Ms. Le Pen, who blame outside forces like the International Monetary Fund, the European Central Bank and the European Union for their nations' woes. Conveniently, they overlook structural problems like the costs of social welfare and pension programs, declining birthrates, aging populations, stagnant labor productivity and intensifying competition from the economies of Asia and Latin America.



Surveys show that the anti-European Union forces may win more than 90 of the 751 seats to be contested in the May elections for the European Parliament. That might be enough to form an official parliamentary group — and to make them eligible, like the transnational alliances of socialists and center-right Christian democrats, for European Union financing and full political recognition. Even as a tiny, noisy voice within the European Parliament, this alliance could create a lot of trouble. Just think of the successes that Tea Party Republicans have had in impeding decision making in the United States.

The perception that bureaucrats in Brussels, bankers in Frankfurt and European lawmakers in Strasbourg, France, are haughty and indifferent has made it possible for demagogues to pose as populists who are alone in understanding “the people.”

For example, in November, Lorenzo Fontana, an Italian member of the European Parliament from the right-wing Northern League, boasted — ahead of a gathering with leaders of the National Front and similarly oriented Swedish, Austrian and Flemish parties — that they spoke in the name of a “shared ideal of Europe, a Europe of people.” The League’s newspaper, *La Padania*, on Nov. 14, put it this way: “It will be up to the voters, but this time the troops, willing but disorganized, have the opportunity to unite in a single ‘army’ behind an able leader.”

How would these right-wingers reshape Europe? They say they would give power back to nations by dismantling the technocratic decision-making power amassed in Brussels and returning powers back to individual member states. They would pause, if not quite reverse, six decades of growing integration.

Tragically, in the face of this assault, calls for European solidarity are few. This is a sign of how far Europe has come from the dream that helped lift it from the ashes of war. It is a sign of the fading of the vision — common markets, democratic institutions and societal integration — promoted by the postwar founders of European integration: thinkers and statesmen like Konrad Adenauer, Winston Churchill, Jean Monnet, Robert Schuman and Altiero Spinelli.

**The European Union must reclaim its reputation as a champion of the people. Its leaders should abandon their embrace of technocratic solutions, their support for the banking sector and their stoic austerity. Unless they deliver more jobs, and more of a sense that citizens are in charge, the far right will only keep growing.**

*Andrea Mammone is a lecturer in modern European history at Royal Holloway, the University of London.*

January 1, 2014

## French Leader Would Reward Companies That Hire More People 96,10

By [DAVID JOLLY](#)

PARIS — President François Hollande, seeking to reduce France’s punishingly high unemployment rate, has called for a “responsibility pact” with businesses that would reward companies that hire more people with lower taxes and greater flexibility.

“There is but one objective, one priority, one engagement, and that’s employment,” Mr. Hollande said in [his New Year’s Eve](#) address to the nation.

The idea of the pact, he said, “is founded on a simple principle: lower employment costs and fewer constraints on business activities.” In return, Mr. Hollande added, businesses must step up with more hiring and greater willingness to work with employees to reduce layoffs.

He did not offer any details of his proposal.

France’s [hourly labor costs](#) are among the highest in Europe, owing in part to employer-borne social charges that on average add nearly 34 percent on top of a worker’s wages. That has become a source of intense concern here in the face of a national debate on the country’s declining competitiveness relative to Germany and East European nations, as well as emerging economies like China.

In his speech, Mr. Hollande pointed to a [deal last May](#) to loosen the country’s restrictive labor practices in exchange for more job security as one of his few recent job market successes. That change made it easier for companies to lay off employees in some cases and to cut workers’ pay and hours when times are hard, in exchange for extending more benefits to workers on short-term contracts.

But unemployment has remained high — 10.9 percent in October, versus 5.2 percent in neighboring Germany — and it dominates the political discourse.

Recent history has included examples of similar government initiatives that failed to accomplish their goals, including a tax break to restaurant owners, who simply pocketed the extra cash rather than hire new workers.

But Pierre Gattaz, president of the country’s biggest business lobby, [Medef](#), responded favorably, saying in a statement that employers were “ready to participate and actively involve themselves” in creating such a pact.

“But we have to move quickly because there is an emergency,” Mr. Gattaz said.

Despite his personal reservations over Europe’s tight-budget orthodoxy, Mr. Hollande, a Socialist, has largely toed the line from Brussels on the need to balance government budgets to help end the sovereign debt crisis that has destabilized the euro zone.

In practice, that means he has followed his predecessor, Nicolas Sarkozy, in raising taxes and freezing spending even with the economy stagnant and about three million people out of work.

Taxpayers’ weariness with ever-increasing demands has helped to push Mr. Hollande’s poll numbers to record lows — and taxes for businesses and households rose again on New Year’s Day.

Prime Minister Jean-Marc Ayrault [responded](#) to nationwide tax protests in November by saying he would lead an overhaul of the system, which he said “has become very complex, almost unreadable.”

Mr. Hollande addressed criticism of the [tax burden](#) and France’s state expenditures, which, at nearly 57 percent of gross domestic product, are the highest in the 18-nation euro zone. He said that he intended to reduce public spending and that his government would “save money everywhere it is possible,” including by reducing “the excesses and abuses” in social welfare spending.

“We have to spend less to reduce our deficit,” Mr. Hollande said, “but also to eventually be able to reduce taxes.”

January 1, 2014

## E.U. Labor Market Opens for Romanians and Bulgarians 96,12

By [DAN BILEFSKY](#)

PARIS — The lifting of labor restrictions on Wednesday for Bulgarians and Romanians in nine European Union countries, including Germany, France and Britain, was greeted as both an opportunity and a threat, touching off fear among some about unchecked immigration from Bulgaria and Romania, two of the poorest states in Europe.

Even before [restrictions were relaxed](#), some British newspapers were predicting an invasion of poor migrants who would claim benefits, take scarce jobs and even steal scrap metal.

In France, unease over the loosening of restrictions is linked to the presence of roughly 20,000 noncitizen Roma, or Gypsies, from Romania and Bulgaria, some of whom live in squalid encampments on the outskirts of French cities. The far-right National Front has warned that Roma could flood the country and has made them an issue before municipal elections in March.

When Romania and Bulgaria joined the European Union in 2007, some temporary obstacles were imposed on their citizens by nine member states for their first seven years of membership, including their right to work and to benefit from social and medical programs.

While analysts say it is too early to predict the outcome of the change of policy, the issue is particularly sensitive in Britain, where a previous Labour government vastly underestimated the number of migrants who would come from Eastern and Central Europe when Britain threw open its doors to the new European Union members from the east in 2004.

Before 2004, a study commissioned by the government suggested 5,000 to 13,000 arrivals a year up to 2010. The 2011 census showed 521,000 Polish-born people listed as residents in Britain, the majority having arrived after 2004.

In prerecession Britain, politicians saw immigration as a catalyst for growth. But now a struggling economy is helping fan anxiety.

The London newspaper The Daily Telegraph [warned](#) this week that Romania and Bulgaria had a liberal attitude toward issuing passports to people in impoverished neighboring states, presaging an influx of poor people from southeast Europe into Britain, with full employment rights.

The Romanian government, for its part, has sought to allay concerns, lamenting what it has characterized as a xenophobic campaign against the country. Britain, it has emphasized, is not even the preferred destination for Romanians.

Professor John Salt of the University College London migration research unit said Wednesday that data from Bulgaria showed that advance bookings for Bulgaria Air, the main air carrier from Bulgaria to Britain, decreased by more than 3 percent for travel in the first three months of 2014, compared with the previous year. He said that all indications were that airlines were not introducing extra flights.

Some economists have said fears of a sudden influx from Romania are exaggerated because Britain has historically absorbed migrants from around the world. Romania's unemployment rate of about 7 percent is roughly the same as Britain's and less than one-third of Spain's. Economic growth is at 4.1 percent. The

Economist [said in a commentary article](#), “The average Bucharest resident is comfortably better off than the average resident of Manchester.”

Laszlo Andor, the European Union’s commissioner for employment, said Wednesday that Britain was unlikely to experience a sudden and large influx of immigrants from the two countries, in part because three million Bulgarians and Romanians had already been able to settle in other European Union countries.

While acknowledging that the newcomers could put a strain on education, housing and social services, he said they would also fill labor market gaps and help offset aging populations.

“The free movement of people has been one of the cornerstones of E.U. integration,” he said in a statement.

“This right is one of the most cherished by Europeans, with over 14 million of them studying, working or retiring in another E.U. state.”

01/02/2014 12:21 PM

## 'This Perverse Angst' 96,14

### Draghi Defends Euro Rescue Policies

**In an interview, ECB chief Mario Draghi, 66, defends his controversial euro rescue policies, saying Germans' fears have failed to materialize and that conditions in the euro zone are improving.**

**SPIEGEL:** Mr. Draghi, do you know Andrea Nahles?

**Draghi:** I have heard the name before but I don't know her personally.

**SPIEGEL:** Ms. Nahles is the new German labor minister and boss of Jörg Asmussen, your former colleague on the executive board of the ECB. The fact that he is giving up this prestigious job has caused great surprise in Germany. Did you chase him out?

**Draghi:** Jörg and I had an excellent personal and professional relationship. I consider it as a great loss for us that he is returning to the government. Of course we did not agree on every occasion.

**SPIEGEL:** Asmussen is the third German central banker to give up his job prematurely, after Bundesbank boss Axel Weber and the former ECB executive board member Jürgen Stark. Why aren't the Germans happy at the ECB?

**Draghi:** You can't compare these cases. Jörg has made it clear that it was only family reasons which prompted him to go back to Berlin. I have no reason to doubt that.

**SPIEGEL:** In any case, Weber and Stark resigned because of your policies, which led to your famous remark in London a year and a half ago about doing "everything necessary" to save the euro. That means, in an emergency, buying up the government bonds of the crisis-ridden countries and taking on risks amounting to billions for which in the end German taxpayers above all would be liable. Can you understand that many German citizens are at odds with this?

**Draghi:** Weber and Stark resigned before my arrival at the ECB. But the truth is that conditions in the euro area have improved considerably since then. Consider the latest developments: Crisis-ridden countries such as Ireland and Portugal are exiting the bailout program, the risk premia for loans to crisis-hit countries in Southern Europe are declining and investors from all over the world are once again investing in Europe. In other words, most of the financial-economic data are turning in the right direction.

**SPIEGEL:** Are you saying the euro crisis is over?

**Draghi:** No, but the fears felt by some sectors of the public in Germany have not been confirmed. What haven't we been accused of? When we offered European banks additional liquidity two years ago, it was said there would be a high rate of inflation. Nothing has happened. When I made my comment in London, there was talk of a violation of the central bank's mandate. But we had made clear from the beginning that we are moving within our mandate. Each time it was said, for goodness' sake, this Italian is ruining Germany. **There was this perverse angst that things were turning bad, but the opposite has happened: Inflation is low and uncertainty reduced.**

**SPIEGEL:** The economic crisis in Europe is still threatening to blow up the euro. Growth is low, so unemployment in Southern Europe is reaching record levels.

**Draghi:** The crisis has not been overcome, but there are many encouraging signs. The economy is recovering in many countries, the imbalances in European trade are declining and the budget deficits in the monetary union are falling. That's more than was expected a year ago.

**SPIEGEL:** But the debt level in many euro area countries is rising unabated, and there's less willingness to reform. Greece, for example, will again miss its targets. Does the country need another bailout?

**Draghi:** In Greece, quite a few things have changed for the better, but the country has to do more, there's no doubt about that.

**SPIEGEL:** In fact, the situation is disastrous. If the state has to take up emergency loans again, Greece will definitely be living off the rest of the euro area. How is the country ever to get back on its feet?

**Draghi:** Some countries need a program that runs for three years; others take somewhat longer. In Greece, the position at the outset was particularly difficult, so now we have to be particularly patient with the country. That's no surprise.

**SPIEGEL:** The reform process is slowing down in other countries as well. France, for example, is again making debts, and the planned reforms in the labor market or the tax system are not moving ahead. How concerned are you about developments in the euro area's second-largest country?

**Draghi:** France is facing the same problems as other countries which need to get their budgets in order and to make structural reforms. Many states have raised taxes and cut investments first. This is the easiest way, but both approaches weaken growth. A more promising avenue is to bring current government spending down and introduce structural reforms in the labor market.

**SPIEGEL:** The only problem is that France isn't doing that. Aren't you getting tired of repeatedly urging the country to reform, but then seeing nothing happen?

**Draghi:** In Latin you say: "Repetita iuvant -- to repeat is beneficial". The fewer changes made in a country, the more often I repeat my messages. And it works.

**SPIEGEL:** We have a feeling that the number of governments which can no longer hear your tune is growing. The new coalition government in Germany, for example, wants to undo the pension reforms made by the former coalition government comprised of the center-left Social Democrats and the Green Party years ago and introduce a universal minimum wage of €8.50 (\$11.67). Are these policies that help the euro?

**Draghi:** It is too early to assess the policies of the new German government. I can only say that the crisis has shown that the monetary union is incomplete and that the weaknesses need to be remedied. **Germany helps the euro best by further strengthening its competitiveness and promoting growth. Whatever helps that process is right, everything else is wrong.**

**SPIEGEL:** Many economists represent a completely different theory. They regard Germany's competitiveness as the real problem of the euro area and are calling for state curbs on exports. What do you think of that?

**Draghi:** **Not much. It's a mechanistic perspective of economic activity, and there's little I can do with it. We won't make the weak stronger by making the strong weaker, as a very wise man once said. That applies to the economy as well. If Germany were less competitive, the euro area as a whole would lose, because less could be produced then.**

**SPIEGEL:** In Germany, ECB policy is unpopular because you have now pushed the interest rates for investments down so far that they are often no longer enough to compensate for inflation. **In other words, only fools save.**

**Draghi:** **That's not the fault of the ECB.** The link between the short-term interest rates set by the ECB and the long-term interest rates paid on investments which are relevant for savers in Germany is not very strong.

**SPIEGEL:** Really? **It's a stated goal of your policy to indirectly suppress long-term interest rates.**

**Draghi:** **No, especially in recent years, we were unable to control long-term interest rates** -- because investors were very unsettled by the euro crisis. **That's why everyone has been taking money into Germany to buy safe German government bonds. That's why the interest rates in Germany have fallen.** We take the concerns of savers very seriously. But how can we respond? **We run monetary policy for the entire euro area, not for a single country.** If we are able to dispel the uncertainty, many investors will again take their money out of Germany and back to their home countries and interest rates will rise again.

**'I Adhere Strictly to the Mandate of the Central Bank'**

**SPIEGEL:** People can see in the statements from their life insurance companies that they are getting ever smaller payouts from year to year because of the interest rates. **The truth is that savers are paying the price for rescuing the euro.**

**Draghi:** I am sure that the insurance companies do not refer to the key policy rate when they send their statements. We can only control that rate. Long-term interest rates are determined largely by global financial markets. **If the Fed decides to buy US Treasury bonds worth \$1 trillion a year, then that affects interest rates worldwide**

**SPIEGEL:** The Fed has now announced plans to reduce government bond purchases. What does that mean for the euro area and the euro?

**Draghi:** So far markets have shown that the announcement by the Federal Open Market Committee (of the Federal Reserve System) has not affected the euro area markets. Their resilience is greater than it was a year ago.

**SPIEGEL:** That doesn't help the savers much. **Currently, you get about 0.8 percent interest per year on a savings account in Germany, while the inflation rate is 1.3 percent. Do you think that is a normal and healthy development?**

**Draghi:** **Normal and healthy it is not.** The real interest rate should be positive under normal conditions. Today in some countries it is negative, in others it is positive and even too high. We are very aware of the risks such fragmentation entails.

**SPIEGEL:** Which risks do you mean?

**Draghi:** First, **the stability of the financial system is at risk if interest rates are too low for too long.** Until now, however, we have only seen significant price increases in some specific and limited markets -- for example, in some real estate markets in Europe. The second serious risk is that inflation, which is already clearly below our 2 percent target, might fall further. Yet we aren't seeing any deflation, i.e. a general fall in prices. But we must be very careful that we do not permanently fall below 1 percent inflation and thus into the danger zone.

**SPIEGEL:** How do you intend to react to it -- **should interest rates fall further?**

**Draghi:** At the moment we see no need for immediate action. We don't have Japanese conditions. There, the expectation of falling prices became entrenched. In the euro area, market participants are convinced that



inflation will rise to close to but below 2 percent again. In addition, Japan for a long time did not respond so resolutely in terms of its monetary policy as did the ECB. And finally, banks and companies in Japan were in a worse condition than those in the euro area today.

**SPIEGEL:** The condition of European banks is bad enough. So the **banking union** is going to come now and create a level playing field for all banks in the euro area. How important is the project for the monetary union?

**Draghi:** Extremely important. Europe's financial system is still fragmented, although the gap in funding costs for banks within the euro area is no longer as wide as it was two years ago. But in lending the differences are still very large, and in some countries the credit flow is disrupted. The banking union can help to restore confidence in cross-border lending. The most important objective of the Asset Quality Review is transparency. We want to shed light on what is hidden in the banks' balance sheets.

**SPIEGEL:** The EU has just agreed on a procedure how to handle banks that are not viable. Does the new resolution mechanism meet your wishes?

**Draghi:** I really want such a mechanism to work. We, as a supervisory body, decide only whether a bank is viable or not. Then the resolution authority has to decide what to do with the bank: close it, split it up or sell it. The problem is, when we say that the bank is not viable, steps then have to be taken extremely quickly. And it is certain that it does not work when hundreds of people across Europe have to discuss what needs to be done.

**SPIEGEL:** But is that certain with the decision taken now?

**Draghi:** If urgent action is needed we'll have a fast-track procedure that gives the European Council and the European Commission 24 hours to decide on proposals of the Board of the resolution mechanism. If they don't decide a bank faces liquidation, so there will be enough pressure to find a solution.

**SPIEGEL:** What condition are European banks in?

**Draghi:** To find that out, we will be closely examining the balance sheets of banks in the coming year. No conclusive judgment can be reached prior to that. But the banking system is now in a much better position than it was four years ago. Since then, around €0.5 trillion of fresh capital has flowed into the euro-area banks and many institutions have changed their business models. What is also certain is that almost all banks have been operating much more profitably and with lower costs.

**SPIEGEL:** You paint a very positive picture of the euro area, but many German policymakers remain very critical of ECB policy. **How much longer can the conflict between you and Bundesbank President Jens Weidmann go on?**

**Draghi:** I would rather speak of convergence than of conflict. **Our positions have clearly moved closer to each other and cooperation has improved. Take the recent interest rate reduction, Bundesbank President Jens Weidmann initially had some reservations, but then he said that this step was justified. I have often said that I have great respect for the Bundesbank as an institution and for what it means to the Germans.**

**SPIEGEL:** That sounds rather like Christmas harmony. **Some economists in Germany speak of the "Club Med" when they talk about the majority of Southern Europeans in the Governing Council and accuse you of copying the inflation policy of the Bank of Italy in the 1970s.**

**Draghi:** There are only a few who are insinuating that I am helping Italy because I'm Italian. This doesn't affect me. I have proved often enough that I adhere strictly to the mandate of the central bank and run a policy for the entire euro area. **This is also true of my colleagues in the Governing Council. No one there thinks in nationalist categories;** that applies more to those who voice such unjustified criticisms.

**SPIEGEL:** But ECB policy is viewed very skeptically not just by the Bundesbank, but also by Germany's highest court, the **Federal Constitutional Court**. Probably at the beginning of the year, the court will rule on whether the ECB's bond-buying program complies with Germany's constitution, the Basic Law. Are you worried about the ruling?

**Draghi:** There is no point in thinking about a court ruling beforehand. But we are certain that with all our monetary policy decisions we are operating within our mandate.

**SPIEGEL:** Many expect that the judges will set a limit on government bond purchases. What will you do then?

**Draghi:** There are already limits. We have said from the beginning that our program would be limited to the purchase of securities with short maturities. Apart from that, we can only wait, we have no Plan B.

**SPIEGEL:** Now you need a successor to the outgoing German ECB Executive Board member Asmussen. The German government has nominated Sabine Lautenschläger, the current vice president of the Bundesbank, Germany's central bank. What do you think of her?

**Draghi:** I have known Ms. Lautenschläger for years and appreciate her work as supervisor. Appointing the members of the Governing Council is a matter for the governments of the euro area. But I would welcome it very much if the vacancy could be filled by a woman.

**SPIEGEL:** Mr. Draghi, we thank you for this interview.

Griechenland

## Genug kann nicht genügen 96,19

02.01.2014 · Griechenland übernimmt die EU-Ratspräsidentschaft. Auch Athen will „mehr Europa“. Damit aber ist Quantität gemeint - nicht Qualität.

Von MICHAEL MARTENS



© DPA Silvesterfeuerwerk über Athen

Manche können von Europa nicht genug bekommen. Mehr Europa und ein besseres Europa solle es sein, so hat Griechenlands Ministerpräsident Antonis Samaras das Ziel der griechischen EU-Ratspräsidentschaft zusammengefasst. Samaras' Stellvertreter, Evangelos Venizelos, griff das Motto in seiner Neujahrsansprache auf. Mehr als ein Dutzend Mal ging es darin um „mehr Europa“. Von einer Vertiefung der europäischen Wirtschaftspolitik sprach Griechenlands Außenminister, von einer europäischen Garantie für Bankguthaben, einem europäischen Sozialstaat, einem europäischen Modell für Wachstum und Wettbewerbsfähigkeit. Von der Abgabe staatlicher Souveränität an eine mit immer größeren Befugnissen ausgestattete EU, von der notwendigen Ergänzung eines solchen europäischen Hoch- und Tiefbaus sprach Venizelos nicht.

Er kämpft im Gegenteil dafür, die Kontrolle übergeordneter Institutionen über Athen an entscheidender Stelle zu schwächen. Venizelos ist einer der Wortführer jener Athener Politiker, welche die Befugnisse der Troika - bestehend aus den Delegationen der EU-Kommission, der Europäischen Zentralbank und des Internationalen Währungsfonds - einschränken wollen. Es könne nicht sein, sagen Venizelos und Gleichgesinnte sinngemäß, dass europäische Beamte und Banker oder die Washingtoner Erbsenzähler des Weltwährungsfonds der demokratisch gewählten griechischen Regierung Vorschriften machten. Unterstützung erhielten Athens Troika-Gegner vom Präsidenten des Europäischen Parlaments. Bei Gesprächen in Athen sagte Martin Schulz, es gehe nicht an, dass die Troika, deren Entscheidungen in das Alltagsleben der Menschen eingriffen, nicht einer übergeordneten Institution verantwortlich sei. Die Gastgeber vernahmen es mit Wohlwollen.

Doch die Diskussion führt in die Irre. Die Delegationen der Troika sind den Institutionen der Geldgeber in Washington und Brüssel, die sie entsenden, Rechenschaft schuldig. Weitere Berichtspflichten sind weder vorgesehen noch nötig, denn die Troika entstand als Ergebnis von Verhandlungen der demokratisch gewählten Finanzminister und Regierungschefs der Eurozone. Sie einigten sich darauf, dass die griechische Regierung als Gegenleistung für die präzedenzlose Solidarität, die Athens Helfer dem Land nolens volens und auf eigenes Risiko bekundeten, die Aufsicht durch die Troika akzeptiert. Von einer nachträglichen Verwässerung dieser Aufsicht durch die Zwischenschaltung weiterer Aufsichtsgremien war nicht die Rede. Es ist ein Irrtum, dass die Troika in Athen sei, um mit der griechischen Regierung zu verhandeln. Sie soll vielmehr darüber wachen, dass die zwischen Griechenland und den Geldgebern längst vereinbarten Reformen auch durchgesetzt werden - nicht mehr und nicht weniger.

Einander nicht näher gekommen

Die Debatte über die vermeintlich mangelnde demokratische Legitimierung der Geldgeber ist bezeichnend für eine Begleiterscheinung der Diskussion über „mehr Europa“. Ein „mehr“ an Europa muss notwendigerweise die Handlungsfähigkeit nationaler Regierungen weiter einschränken. Wenn Athens Regierende „mehr Europa“ fordern, lassen sie das aber allzu gern unter den Tisch fallen. Dass eine gemeinsame Währung ohne Fiskalunion und politische Union langfristig nicht bestehen könne, eine europäische Transferunion aber von einer Mehrheit der Europäer nicht gewünscht wird, ist längst ein Axiom der Europadebatte.

Der griechische Soziologe Michael Kelpanides, einer der klügsten Köpfe seines Landes, hat der Untersuchung dieses Widerspruchs unlängst ein Buch gewidmet. Ausführlich analysiert Kelpanides, warum es einen „europäischen Demos“ nicht gibt und zu Lebzeiten jener, die am liebsten übermorgen „mehr Europa“ einführen wollen, auch nicht geben wird. Eine europäische Bürgergemeinschaft mit kollektiver Identität, deren Mitglieder sich gegenseitig als Teil dieser Gemeinschaft anerkennen, existiert ebenso wenig wie eine nennenswerte paneuropäische Bürgerbewegung zur Stärkung der EU. Die Kommunikationsräume der Europäer enden an den Sprachgrenzen. Dort, wo in Ansätzen ein sprachübergreifender Kommunikationsraum entstanden ist, wird es schnell hässlich.

Griechen und Deutsche haben in den vergangenen Jahren so viel übereinander erfahren wie noch nie. Einander näher gebracht hat sie das nicht, im Gegenteil. Dass die Europäer normalerweise die Debatten in anderen Mitgliedstaaten nicht so genau mitbekommen, ist vielleicht kein Nachteil. Zwar existiert durchaus die Einsicht, dass die europäischen Staaten angesichts ihres abnehmenden ökonomischen, militärischen und politischen Gewichts nur gemeinsam bestehen können. Doch Kelpanides weist auf das Paradox hin, dass trotz des aus dieser Einsicht erwachsenden Handlungsdrucks oberhalb des Nationalstaats dessen Existenz in Europa nicht von oben, sondern im Gegenteil durch ethnische Autonomiebewegungen von unten in Frage gestellt wird. Auch sie können von Europa offenbar nicht genug bekommen.

Quelle: F.A.Z.

Konjunktur

## Der geschwächte Kontinent 96,21

02.01.2014 · Die deutsche Wirtschaft ist zum Jahreswechsel in Seklaune - doch im Rest Europas überwiegt Katerstimmung. Der alte Kontinent hat die Euro-Krise noch längst nicht überwunden. Eine Analyse.  
Von PHILIP PLICKERT



© AP Europa steht vor einem schwierigen Jahr - allem Jubel zum Trotz

Die deutsche Wirtschaft ist zum Jahreswechsel in Seklaune. 2014 dürfte es deutlich bergauf gehen, nachdem die Konjunktur im vergangenen Jahr durch die Euro-Krise belastet war. Alle Umfragen zeigen nun große Erwartungen der Unternehmen für das neue Jahr. Um bis zu zwei Prozent könnte die Wirtschaftsleistung in Deutschland zulegen, schätzen Konjunkturforscher. Vor allem die Binnennachfrage stützt den Aufschwung: Die Investitionen sollten nach längerer Pause kräftig anziehen, der Wohnungsbau wird von den niedrigen Zinsen beflügelt. Zudem sind die Verbraucher in Kauflaune, obwohl die Reallohnentwicklung zuletzt eher enttäuschend war; die Arbeitslosigkeit dürfte auf niedrigem Niveau bleiben.

Deutschland wirkt damit wie eine Insel der wirtschaftlichen Stabilität inmitten der Stürme der angeschlagenen Euroländer. Nur ein bis zwei Flugstunden entfernt stecken viele Volkswirtschaften tief in der Krise. Zwar hat die Eurozone die Rezession vergangenes Jahr gestoppt, doch reicht das seitdem erzielte Mini-Wachstum bei weitem nicht aus, um die Peripherieländer aus dem Sumpf aus Schuldenlasten, Arbeitslosigkeit und schwacher Nachfrage zu ziehen. Für den Durchschnitt des Euroraums erwarten Ökonomen 2014 nur rund ein Prozent Wachstum.

Griechenland ist um 25 Prozent abgestürzt

Erst 2015 dürfte die Wirtschaftsleistung der Eurozone wieder das Vorkrisenniveau von 2008 erreicht haben. Dabei beschönigt dieser Durchschnittswert das Bild: Während die deutsche Wirtschaftsleistung trotz der Krise um etwa sechs Prozent über das Niveau vor 2008 geklettert ist, liegt Spanien um fast sechs Prozent unter dem Vorkrisenniveau, Portugal fast sieben Prozent und Italien um mehr als neun Prozent. Griechenland ist gar um 25 Prozent abgestürzt. Das sind gewaltige Wohlstandsverluste. Die dortigen Gesellschaften stehen unter großen sozialen Spannungen. Absehbar ist, dass Griechenlands Schuldenberg auf Dauer nicht tragbar ist; wohl noch vor der Europawahl wird um einen (verschleierte) Schuldenschnitt gerungen werden.

Europa bleibt ein wirtschaftlich und finanziell geschwächter Kontinent. Ein entscheidender Schwachpunkt ist nach wie vor der Bankensektor der Südländer, die unter vielen faulen Krediten leiden. Bei der Bilanzprüfung durch die Europäische Zentralbank (EZB) müssen alle Leichen aus den Kellern der Banken gezogen und Zombiebanken rigoros abgewickelt werden. Nur so kann die Lähmung des Kreditsektors überwunden werden.

Für Deutschland ist der Leitzins zu niedrig

Absehbar ist, dass die Spannungen in der Währungsunion und wegen des Kurses der EZB im neuen Jahr anhalten werden. Für Deutschland ist ein Null-Leitzins viel zu niedrig. Es drohen Spekulations- und Preisblasen am Wohnungsmarkt, während Sparer und Lebensversicherer unter den Mini-Zinsen leiden. Die Südländer wünschen sich dagegen eine noch lockerere Geldpolitik. Bleibt die Inflation sehr niedrig, könnte die EZB zu

neuen expansiven Maßnahmen greifen, etwa einem großen Ankauf von Anleihen und Wertpapieren („quantitative Lockerung“), was aber hochproblematische Umverteilungswirkungen hätte. In den Vereinigten Staaten bewegt sich die Zentralbank langsam in Richtung einer Verringerung der monatlichen Milliarden-Stimuli. Amerikas Wirtschaft werden 2014 bis zu zweieinhalb Prozent Wachstum prognostiziert, die Arbeitslosigkeit sinkt. So ist eine Verringerung der Geldflut der Fed fällig. Von einem Ausstieg aus der ultraexpansiven Geldpolitik wäre freilich erst dann zu sprechen, wenn die Fed ihre Billionen-Bilanz abbauen würde.

Die Andeutungen der Fed zu einer geldpolitischen Drosselung lösten im Sommer Kapitalabflüsse aus den Schwellenländern aus, ihre Währungen kamen unter Druck. Die meisten Schwellenländer haben aber so große Währungsreserven, dass sie damit fertig werden dürfen. Ihre Wachstumsraten sind zuletzt allerdings gesunken. China versucht nun eine tiefgreifende Reform seines Wirtschaftsmodells, weg von der Fixierung auf Export und staatliche Investitionen. Indien kämpft mit dem hohen Leistungsbilanzdefizit und der Bürokratie. Brasilien hat Defizite in der Infrastruktur. Trotz einer Verlangsamung geht der Aufschwung der Schwellenländer aber weiter, und vieles spricht dafür, dass Nordamerika im Wettbewerb mit den aufstrebenden Ländern seine Position besser halten kann als Europa. Mit seiner günstigeren Bevölkerungsentwicklung, seinen flexiblen Märkten und der Energierevolution (Fracking) hat Amerika mittelfristig bessere Wirtschaftsaussichten.

Der alte Kontinent hat die Euro-Krise noch lange nicht überwunden. Mit ihrer Krisenpolitik hat die EZB die Schmerzen gemildert, aber auch den Reformdruck verringert. Während Spanien und Irland erhebliche Fortschritte gemacht, ihre Lohnstückkosten gesenkt und Exportstärke zurückgewonnen haben, sind in Italien die notwendigen Reformen nicht viel weitergekommen. Neben Italien könnte sich Frankreich mit seiner sozialistischen Regierung zum großen Sorgenland der Eurozone entwickeln. Der Aufschwung der deutschen Wirtschaft steht also unter dem Vorbehalt, dass die Euro-Krise nicht abermals aufflammt.

## Europe is slowly strangling the life out of national democracy 96,23

Decisions affecting the lives of voters are being taken by bureaucrats and unelected 'experts'



Photo: GETTY IMAGES

By [Peter Osborne](#)

9:23PM GMT 01 Jan 2014

 [1391 Comments](#)

Every so often one comes across a book, a poem or a work of art that is so original, perfectly crafted, accurate and true that you can't get it out of your head. You have to read or look at it many times to place it in context and understand what it means.

In the course of two decades as a political reporter my most powerful experience of this kind came when a friend drew my attention to a 20-page article in an obscure academic journal.

Written by the political scientists Richard Katz and Peter Mair, and called "The Emergence of a Cartel Party", it immediately explained almost everything that had perplexed me as a lobby correspondent: the unhealthy similarity between supposedly rival parties; the corruption and graft that has become endemic in modern politics; the emergence of a political elite filled with scorn and hostility towards ordinary voters. My book, *The Triumph of the Political Class*, was in certain respects an attempt to popularise that Katz and Mair essay.

Several months ago I was shocked and saddened to learn that Peter Mair (whom I never met) had died suddenly, while on holiday with his family in his native Ireland, aged just 60. However, his friend Francis Mulhern has skilfully piloted into print the book he was working on at the time of his death. It is called *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy*, and published by Verso. In my view it is every bit as brilliant as the earlier essay.

The opening paragraph is bold, powerful, and sets out the thesis beautifully: "The age of party democracy has passed. Although the parties themselves remain, they have become so disconnected from the wider society, and pursue a form of competition that is so lacking in meaning, that they no longer seem capable of sustaining democracy in its present form."

The first half of Mair's new book concentrates on this crisis in party democracy. He tracks the sharp fall in turn-out at elections, the collapse of party membership (the Tories down from three million in the Fifties to scarcely 100,000 today, a drop of 97 per cent) and the decay of civic participation. Mair shows that this is a European trend. All over the continent parties have turned against their members. Political leaders no longer represent ordinary people, but are becoming, in effect, emissaries from central government.

All of this is of exceptional importance, and central to the urgent contemporary debate about voter disenchantment. However, I want to concentrate on the second half of Mair's book, because here the professor turns to the role played by the European Union in undermining and bypassing national democracy.

He starts with a historical paradox. The collapse of the Soviet Union in 1990 was in theory the finest moment for Western democracy. But it was also the moment when it started to fail. Mair argues that political elites have turned Europe into "a protected sphere, safe from the demands of voters and their representatives".

This European political directorate has taken decision-making away from national parliaments. On virtually everything that matters, from the economy to immigration, decisions are made elsewhere. Professor Mair argues that many politicians encouraged this tendency because they wanted to “divest themselves of responsibility for potentially unpopular policy decisions and so cushion themselves against possible voter discontent”. This means that decisions which viscerally affect the lives of voters are now taken by anonymous, unaccountable bureaucrats rather than politicians responsible to their voters.

Though the motive has been understandable, the effect has been malign, making politicians look impotent or cowardly, and bringing politics itself into contempt. In Britain, for example, David Cameron can do virtually nothing to head off Bulgarian or Romanian immigration. The prime ministers of Greece, Portugal and Spain are now effectively branch managers for the European Central Bank and Goldman Sachs. By a hideous paradox the European Union, set up as a way of avoiding a return to fascism in the post-war epoch, has since mutated into a way of avoiding democracy itself.

In a devastating analogy, Mair conjures up Alexis de Tocqueville, the 19th-century French thinker who is often regarded as the greatest modern theorist about democracy. Tocqueville noted that the pre-revolutionary French aristocracy fell into contempt because they claimed privileges on the basis of functions that they could no longer fulfil. The 21st-century European political class, says Mair, is in the identical position.

To sum up, the European elites have come very close to the abolition of what we have been brought up to regard as politics, and have replaced it with rule by bureaucrats, bankers, and various kinds of unelected expert. So far they have got away with this. This May’s elections for the European Parliament will provide a fascinating test of whether they can continue to do so.

The European Union claims to be untroubled by these elections. A report last month from two members of the Jacques Delors Institute concluded that “the numerical increase of populist forces will not notably affect the functioning of the [European Parliament], which will remain largely based on the compromises built between the dominant political groups. This reflects the position of the overwhelming majority of EU citizens”.

I wonder. In France, polls suggest that the anti-semitic Front National, which equates illegal immigrants with “organised gangs of criminals”, will gain more votes than the mainstream parties. The Front National has joined forces with the virulently anti-Islamic Geert Wilders in Holland, who promises to claim back “how we control our borders, our money, our economy, our currency”. In Britain it is likely that Ukip will win in May. Anti-European parties are on the rise in Denmark, Austria, Greece and Poland.

These anti-EU parties tend to be on the Right, and often the far-Right. For reasons that are hard to understand, the Left continues enthusiastically to back the EU, even though it is pursuing policies that drive down living standards and destroy employment, businesses and indeed (in the case of Greece and Spain) entire economies. In Britain, for example, Ed Miliband is an ardent supporter of the European project and refuses even to countenance the idea of a referendum.

Like Miliband, Peter Mair comes from the Left. He was an Irishman who spent the majority of his professional life working in European universities in Italy, the Netherlands or Ireland. And yet he has written what is by far and away the most powerful, learned and persuasive anti-EU treatise I have come across. It proves that it is impossible to be a democrat and support the continued existence of the European Union.

His posthumous masterpiece deserves to become a foundation text for Eurosceptics not just in Britain, but right across the continent. It is important that it should do so. The battle to reclaim parliamentary democracy should not just belong to the Right-wing (and sometimes fascist) political parties. The Left and Right can disagree – honourably so – on many great issues. But surely both sides of the ideological divide can accept that democracy is still worth fighting for, and that the common enemy has become the European Union.



## The Seven Stages of Guardian attitudes to Eastern European immigration 96,25

By [Sean Thomas](#) **Politics** Last updated: January 2nd, 2014

138 Comments [Comment on this article](#)



This is an optical illusion, reveals the Guardian

We've been talking about nothing else for weeks, it seems: will 2014 see a vast influx of Bulgarians and Romanians, under EU rules of free movement, the same way 2004 saw an influx of Poles, Czechs, Hungarians, *et al*? It didn't happen yesterday, but it's early days.

So worried are the authorities that they have refused to hazard a guess at the potential numbers of incomers – because everyone is mindful of the last Labour government, which infamously predicted maybe 13,000 would migrate here, from the original “accession countries” of Eastern Europe. The eventual total of immigrants was 80 times larger.

And, truth be told, it *is* hard to estimate how many will migrate this time. The present situation is quite different to May 2004: more western European countries are opening their borders, lots of Romanians and Bulgarians have already moved, and so on.

However, one thing we can predict, with certainty, is exactly how the Guardian will react if there is a big influx. They will go through the Official Seven Stages of Guardian Attitudes to Unexpectedly High Levels of Eastern European Immigration.

### **Stage One. Denial.**

When and if there is a large influx, the Guardianistas will, at first, deny it is happening at all, with a [derisive and mocking headline](#) aimed squarely at “hysterical” Right-wingers who predicted “a flood”.

Example paragraph: “Christopher Thompson, a senior diplomat at the British embassy in Warsaw, said: 'Everything suggests that it has been more of a trickle than a flood. All the information of the UK ports authorities backs this up. There has been wild exaggeration.' ”

### **Stage Two. Evasion.**

As it becomes increasingly apparent (about ten weeks later) that there is a bit more than “a trickle” of Eastern European immigrants, indeed that maybe 200,000 have relocated to the UK in the first six months, the Guardian will say: OK it *looks* like quite a few are coming, but [we still need more](#).

Example paragraph: “a report by Labour's favourite think-tank, the Institute of Public Policy Research, says that, far from being overrun by a tide of workers from the east, we may find there will be too few low-skilled immigrants to meet the economy's needs.”

### **Stage Three. Look, squirrel!**

While the number of incomers rises, inexorably, the Guardian will try to distract attention, and confuse the issue, by saying [the stats for an entirely different group of migrants could be wrong](#).

Example misleading headline: “Migration figures explode claims of east European invasion”.

### **Stage Four. Self-hatred.**

When the evidence of mass EU immigration becomes undeniable, the Guardian will half-heartedly admit that there has been quite a large influx – but it doesn't matter, as the migrants are now heading home, [because Brits are violent, criminal racists](#):

Example sentence: “Hundreds of Polish migrants have decided to leave Britain, blaming high crime levels and racism for their premature return to eastern Europe.”

### **Stage Five. Cognitive Dissonance.**

As the disconnect between reality and Guardianland grows dangerously wide, the Guardian will begin to lose it, and say Yes yes OK maybe hundreds of thousands came over, or even millions, who the hell knows, but it's alright, [because at least half of them have already departed, and all immigration is brilliant](#).

Example paragraph: “Director of left leaning Institute for Public Policy Research, Danny Sriskandarajah said: “Migration from the new EU member states has happened on a staggering scale but seems to have been largely positive for all concerned.”

### **Stage six. Grudging acceptance.**

With startling yet entirely predictable duplicity, the Guardian will now state that no matter how many came, even if it *was* lots, [at least they've stopped coming](#), so it's all good.

Example headline: “Data shows huge drop in work applications from ex-communist states with many recent arrivals leaving.”

### **Stage seven. Insanity.**

Having admitted that they got it totally wrong, having admitted that hundreds of thousands of immigrants really did come, and really did stay, and really didn't go home, and really kept coming, and really weren't frightened off by homicidal British racists trying to stab them in the turnip fields of Lincolnshire, the Guardian will now claim that vicious Tory cuts are forcing all these millions of poor EU immigrants [to live in sewers, drink alcoholic handwash, and eat toxic stews made from barbecued rats](#).

Psychologists confirm there is no Stage Eight.

## The European Army: It might be European. It won't be an army 96,27

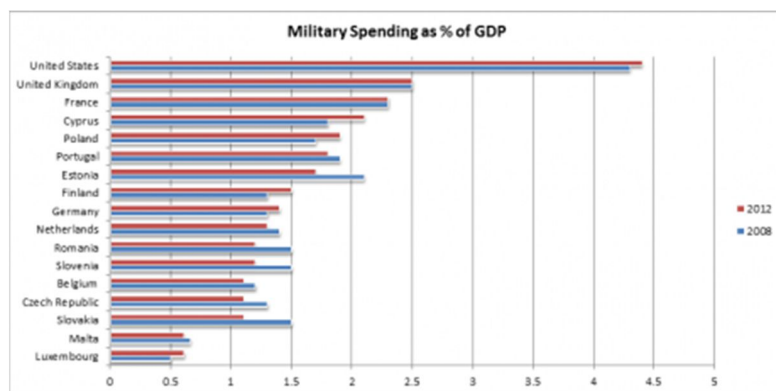
By [Mats Persson](#) **Politics and society** Last updated: December 20th, 2013

[207 Comments](#) [Comment on this article](#)

At the [EU summit](#) this week, David Cameron claimed to have fought off fledgling attempts to allow the European Union “to have capabilities, armies, air forces and all the rest of it.” This led French President Francois Hollande to accuse Cameron of engaging in an age-old political technique: the fake EU row. “There was never any plan for the European Union to buy military equipment and field military forces,” Hollande said. “It’s very easy to claim victories by making claims ahead of European summits.”

Whatever the truth, there’s a far more fundamental point. Let’s say that, magically, 28 countries could drop their national vetoes and agree to create a “European army”. Such an entity could be European. It won’t, however, be much of an army.

Most EU countries simply don’t want to put in the cash needed to be serious military players. As a whole, the US still spends roughly three times more on its armed forces than all EU countries combined. And as the graph shows, in most of Europe military spending is declining, with only three EU countries now above NATO’s recommended 2 per cent of GDP threshold.



And would the European Army actually do any fighting? The EU’s 28 countries have vastly different so-called “strategic cultures.” Would the EU be able to agree to use shared assets on any of the following recent stand-offs: France fighting in Iraq? UK soldiers fighting in the Central African Republic? Germany in Libya? Neutral Sweden, Ireland and Austria in Syria? Croatia, Cyprus or Greece in Kosovo? Germany anywhere? A unified EU security policy seems as far off as it always has.

That said, the various attempts over the years to create an EU military HQ and other piecemeal initiatives illustrate that there are some that do harbour a desire for “more Europe” in this area, which most people in the UK consider an unnecessary diversion of political capital/scarce resources that has the potential to weaken NATO. But that’s what the veto is for.

It’s whether Europe wants to be a serious geo-political region in future that is the real question.

# Merkel says permanently fixing euro zone crisis vital for Germany 96,28

BY ERIK KIRSCHBAUM

BERLIN Mon Dec 30, 2013 1:11pm EST

[0 COMMENTS](#)



Germany's Chancellor Angela Merkel addresses a news conference at the end of a European Union leaders summit in Brussels December 20, 2013.

CREDIT: REUTERS/Francois Lenoir

(Reuters) - Chancellor Angela Merkel will tell Germans their fate is so closely entwined with the European Union that it is imperative to come up with answers on how to permanently resolve the euro zone's sovereign debt crisis.

In an advance text of the traditional New Year's Eve address that she will deliver on Tuesday evening, Merkel said [Germany](#) had a lot of work to do to maintain its own economic strength.

Merkel, who was recently re-elected to a third term, said major goals were to keep working to improve Germany's budget balance and to make a successful transition from reliance on nuclear and fossil fuel energy to more renewable energy.

"We all know that the progress of our country is as dependent as ever on making headway in Europe and on enduringly overcoming the sovereign debt crisis in earnest," Merkel, 59, said in the address, to be aired on public TV networks.

Germany, the EU's paymaster, has been at the heart of the [euro zone](#) crisis. The EU's largest economy has enjoyed steady growth and falling unemployment, in sharp contrast to some of its euro zone partners.

But many Germans have been leery about providing financial support to struggling euro zone countries. Merkel's government was also initially reserved about assisting other countries, which economists say exacerbated the crisis.

Merkel, who spent three months after winning reelection on September 22 on forming a new right-left 'grand coalition' government that took power in December, did not offer details about reform plans.

Her new coalition has set an ambitious target of more than doubling Germany's share of renewable energy by 2025 to 40 to 45 percent from about 25 percent currently.

"There's a lot of work to do so that Germany will remain strong in the future as well," Merkel said in the address.

"What's especially important for me is that we put our finances in order for future generations and that we're successful with the energy transformation," she said.

Germany has been working to reduce its budget deficits in the last decade, aiming to achieve balanced budgets from 2013 to 2015 and a surplus of 0.5 percent of gross domestic product (GDP) in 2016 and 2017.

## Romanian immigrants

### First impressions 96,29

Jan 1st 2014, 17:33 by A.McE.



VICTOR SPIRESAU (pictured, on the right, at Luton airport) had the strange honour of being the first Romanian immigrant to land in Britain on January 1st, the day restrictions on migrant labour from Romania and Bulgaria were relaxed. Citizens of those countries are now allowed to come and work in Britain on the same basis as citizens of other EU countries. Mr Spiresau, who works in construction, said he did not want to “rob” Britain, just make enough money to go home with a nest-egg for his family.

The question haunting Britain’s increasingly agitated debate about immigration is whether characters like Mr Spiresau will define the political narrative of immigration in 2014—or whether a new tranche of arrivals from poorer parts of the old eastern bloc will end up as a drain on the welfare system and public services.

The prime minister, David Cameron, has been under pressure from his Conservative party and beyond to clamp down on welfare entitlements for these newcomers, and has pledged to lengthen the amount of time they must wait before they are able to make a claim on state funds. Statistics suggest that this move may be more sound and fury than practical necessity, though. Just under 2% of people who have arrived in Britain from EU countries since 2010 have claimed unemployment benefit, according to the Labour Force Survey.

Indeed, far from draining the welfare state, the new migrants are likely to boost British coffers. Several recent reports have concluded that migrants pay more in taxes than they took out in welfare payments, because they are mainly young and keen to find work.

Yet Britain does suffer from an anomaly in its welfare set-up, which is likely to trouble Mr Cameron in his political battle with UKIP (an anti-immigration party), his own party’s right-wing and public opinion. Entitlements to claim basic benefits in Britain are relatively generous to newcomers because the social security system is based on means-testing, rather than the contributory principles common in other European countries, which take into account whether a claimant has previously worked and paid into the system.

More inconsistencies arise in practice. Italy, for example, does not offer a “safety net” of benefits that would enable newcomers to claim quickly. In fact, cumbersome bureaucracies and scant entitlements to housing assistance usually deter migrants from claiming very much at all. Spain also curtails access to benefits for those who have not worked unless they can prove extreme hardship. And few Britons would hope to get much out of the Romanian and Bulgarian social security systems, which are poorly administered and frankly impoverished.

Alas for Mr Cameron, changing entitlements is complicated and likely to put him on a collision course with the European Commission and the European Court of Justice. One approach mooted by Open Europe, a think-tank, would be for the British government to garner support for the right to vary welfare payments for newly arrived immigrants. Germany and the Netherlands have signalled sympathy on this point, though the make-up of a new grand coalition in Berlin may not help the case for reform.

In truth, though, Britain's welfare system, designed for an era of much less labour mobility, is unlikely to be greatly strained by a new wave of incomers. But the lack of reciprocity between its set-up and that of other European countries is a reasonable concern, even if the amount of money at stake is modest. Mr Cameron must therefore hope that the majority of migrants who choose Britain as their destination in 2014 are as intent on working as Mr Spiesau.

## Latvia and the euro

# Lat go 96,31

Jan 1st 2014, 10:45 by The Economist | LONDON

THE idea that a country would actually want to join the euro zone is baffling from some points of view. But Latvia will become the currency's newest and 18th member in the first moment of 2014, giving up its national currency, the lat. Our international editor Edward Lucas, who wrote the [obituary for the lat](#) in the World in 2014, was on the BBC World Service this morning (audio, 22 minutes in) and had to begin by [rebuking](#) the presenters for the guffaws with which they had introduced the item. (Other [BBC coverage](#) has been excellent, however).

For a small country on the edge of Europe like Latvia, joining the common currency makes perfect sense, he explained (Edward Lucas is an old Baltic hand who used to run an English-language newspaper there in the 1990s).

The reasons are a mixture of the economic and the political. The costs of an independent currency rise for small economies, and the benefits shrink. Letting it float opens it to speculative attacks and destabilising inflows of hot money. Room for manoeuvre in monetary policy is limited. For this reason, Latvia has been a de facto member of the euro zone for years: the lat was pegged to the euro (and before that to the IMF's notional currency, the Special Drawing Right). The only flexibility Latvia is giving up is the possibility of devaluation: an option which it shunned during the huge recession which followed the bursting of a property and financial bubble in 2008. Instead, it soldiered through, balancing the books with big cuts in public services and salaries.

Lasting gloom from that is one reason why outside plaudits are not matched by the mood inside the country: [Latvians are not greeting the euro with much enthusiasm](#). Some mourn the lat, as a cherished symbol of restored statehood. But the main reason is a general cynicism and mistrust of the political class. Many tens of thousands of people have left the country since independence. Although the economy is now the fastest-growing in Europe, this has yet to tempt many people back. Nevertheless, optimism for 2014 is still to be found in Riga, the country's capital, as seen in our video above.

But the euro's arrival was accompanied by similar scepticism in Estonia, Latvia's similarly-sized northern neighbour. It is now regarded as a big success there. Joining the currency gives a small but noticeable fillip to trade and investment, reducing risk and transaction costs.

The other reason for joining is political. Membership of the euro zone puts Latvia inside the room where the most important decisions are made. For a country that was wiped off the map in a secret deal between the Soviet Union and Nazi Germany in 1939, the advantages of inclusion in decision-making are painfully clear. Russia's growing clout in the ex-Soviet region is keenly felt in Latvia. The finance minister, Andris Vilks, told the [FT](#) that joining the euro meant "we have completed our mission" of joining all the main institutions in Europe from the EU to NATO.

But joining clubs is one thing. Enjoying their benefits is another. Even at today's 4% growth rate, it will take many years before Latvians overcome the legacy of their four decades of enforced isolation and backwardness – and the reckless and incompetent policy-making of some of the years since.

## European economy guide

# Taking Europe's pulse 96,32

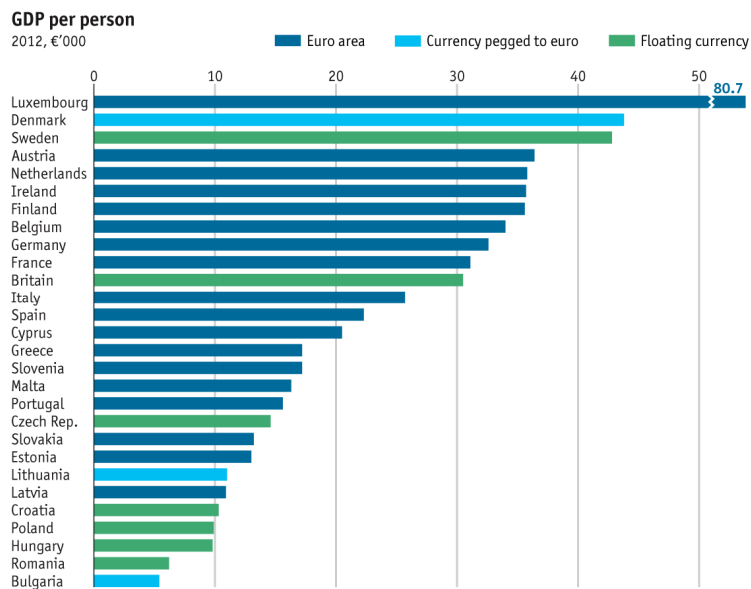
Jan 1st 2014, 10:33 by P.W., A.M. and L.M.

Our interactive overview of European GDP, debt and jobs

### Europe's economies



Source: *The Economist*

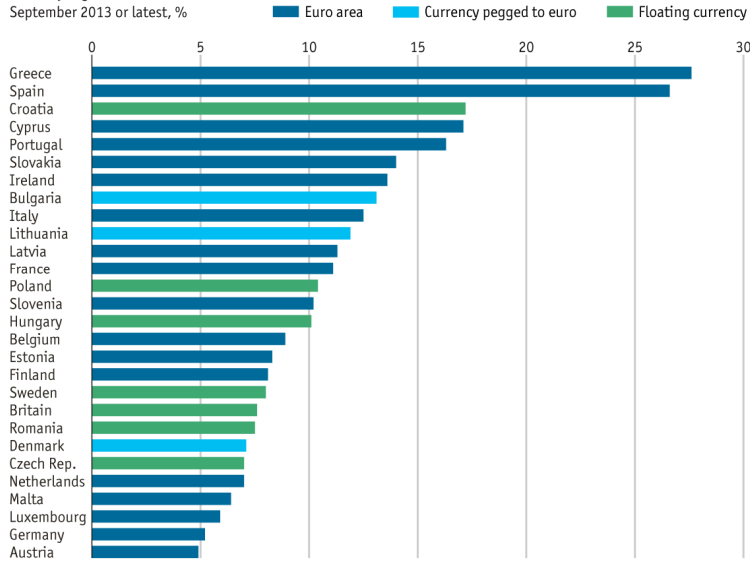


Source: Eurostat



### Unemployment rate

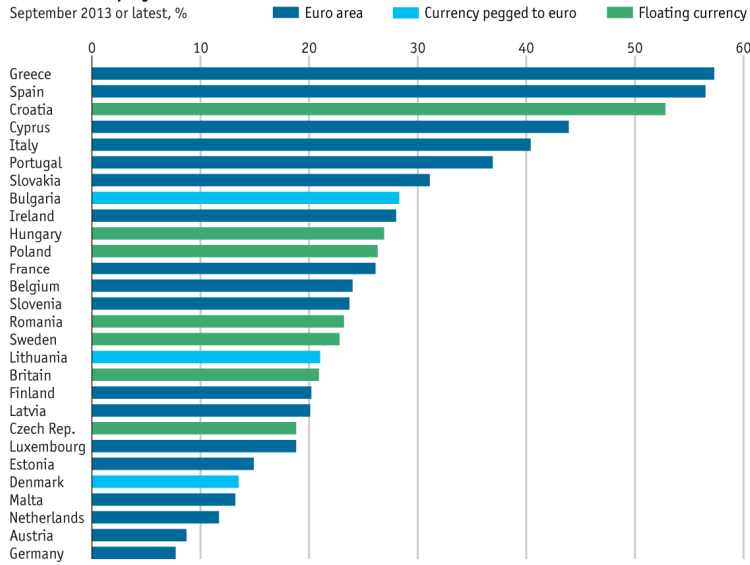
September 2013 or latest, %



Source: Eurostat

### Youth\*unemployment rate

September 2013 or latest, %



\*15- to 24-year-olds

Source: Eurostat

### Public debt

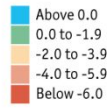
As % of GDP, 2014 forecast



Source: European Commission

### Budget balance

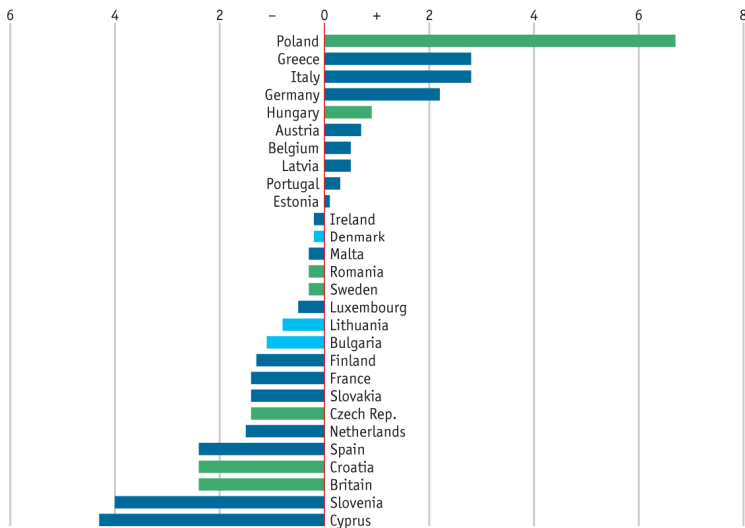
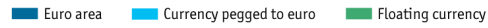
As % of GDP, 2014 forecast



Source: European Commission

### General government primary balance

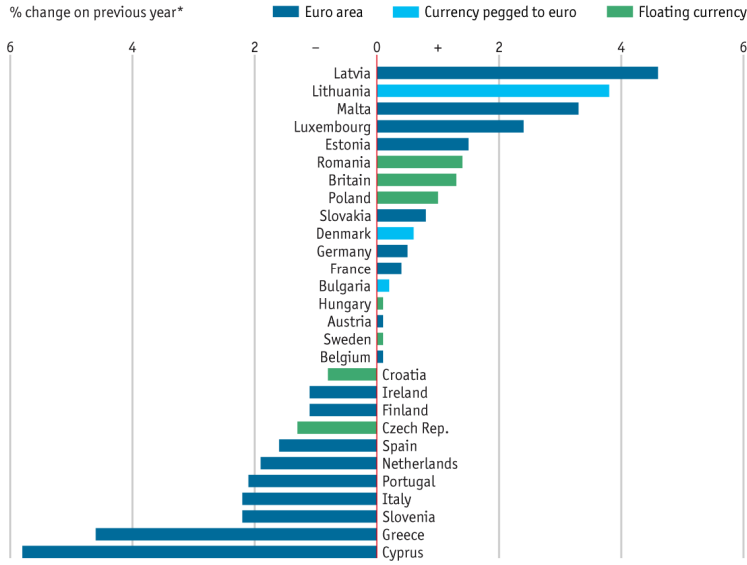
As % of GDP, 2014 forecast



Source: European Commission

**Latest GDP**

% change on previous year\*

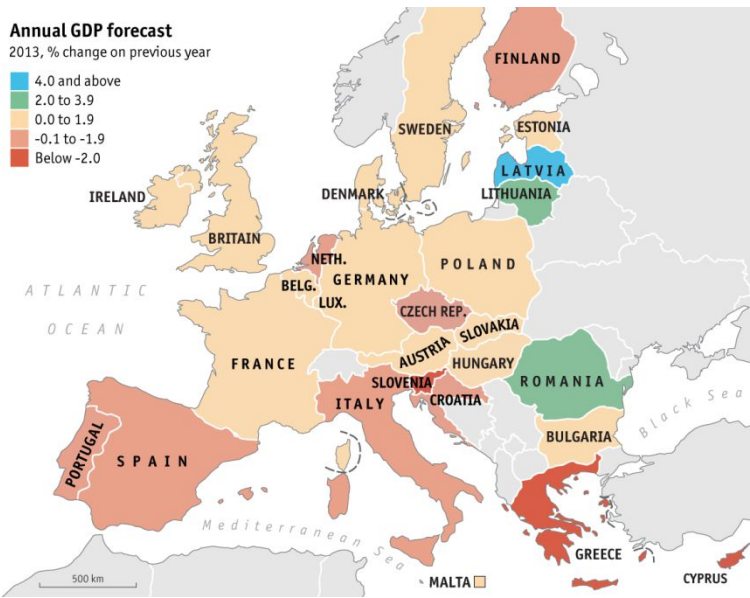


\*Q2 2013 or latest

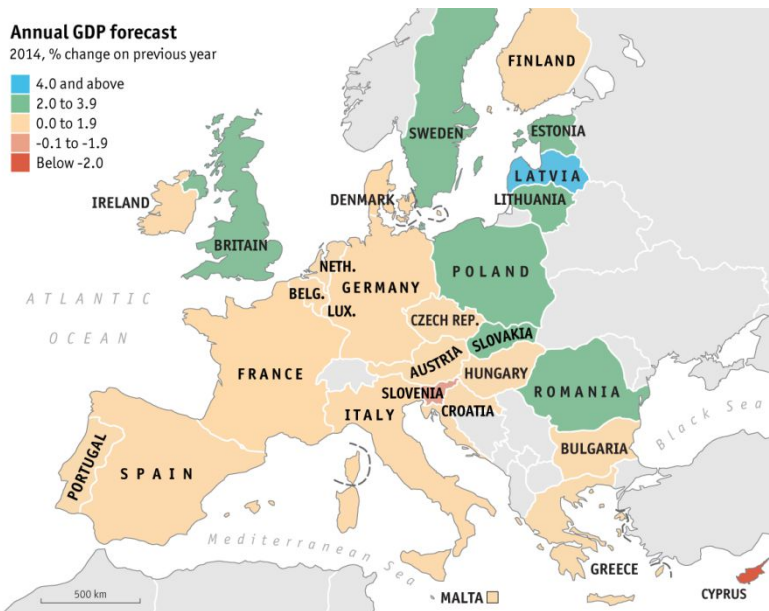
Source: Eurostat

**Annual GDP forecast**

2013, % change on previous year



Source: European Commission



AFTER the long freeze a slow thaw is under way for the European economy. Across the 28-strong European Union, GDP stagnated in 2013 (after falling by 0.5% in 2012) and may expand by 1.4% in 2014, according to new forecasts from the European Commission on November 5th 2013. Across the 17-strong euro area a recovery has got under way following a double-dip recession lasting 18 months, but it is a feeble one. For 2013 as a whole GDP is expected to have fallen by 0.4% (after declining by 0.6% in 2012). It will then rise by 1.1% in 2014.

As was the case in 2013, growth in 2014 will be strongest (4.1%) in Latvia, which joined the euro area on January 1st. Indeed the three Baltic states—including Lithuania outside the euro zone and Estonia within it—will be the three fastest-growing countries in the EU. But the main impetus behind the euro area’s recovery will be a combination of German growth of 1.7% together with a modest return to growth in Italy and Spain, the region’s third and fourth biggest economies. Outside the euro zone, Sweden and Britain are expected to do well in 2014, with growth of 2.8% and 2.2% respectively.

2014’s worst performers will both be in the euro area, where GDP will continue to fall in two countries. Cyprus’s woes will continue, with a further contraction, of 3.9%. And Slovenia’s GDP will slip again, by 1%. Still, this marks a big improvement on 2013 when GDP was expected to have fallen in eight countries in the euro zone and ten in the EU.

The recovery will bring little joy for the jobless. Unemployment in the euro zone is expected to stay at 12.2% in 2014. In the EU as a whole it will dip only slightly, from 11.1% 2013 to 11.0% in 2014.

Our interactive graphic (updated January 1st 2014) displays the latest economic and fiscal differences across the entire European Union.

## The battle for euro-zone reforms

# Angela all alone 96,37

Dec 20th 2013, 17:36 by Charlemagne | Brussels

MAYBE it is the strongest sign that Europe's leaders think the worst of the euro-zone crisis is over. For nearly four years Angela Merkel, the German chancellor, has been all-dominant in Europe. But at this week's EU summit in Brussels she ran into an almost unified wall of opposition - from both creditor and debtor countries alike - against her idea of introducing "contracts" to promote economic reforms. Rub your eyes; this does not happen often in European politics. Usually it is Germany - not the rest of Europe - that says *nein*.

"Millimetre by millimetre we will make progress. But I agree, it's only a millimetre," said an exasperated Mrs Merkel at the end of difficult summit dinner on December 19th.

Germany pushed the idea that countries should sign binding contracts with European institutions on a programme of reforms, in exchange for additional economic help. Northern hawks\* like the Netherlands and Finland were adamantly opposed to additional transfers, fearing they might become permanent. Southern doves rejected the idea of yet more surveillance and reforms imposed from Brussels, especially if the "solidarity mechanism" offered only paltry sums.

The result was a "negative coalition" of the rival camps who opposed the German idea for diametrically opposed reasons, said another senior EU source.

A major factor was that many leaders feared the unpopularity of the move would feed the rise of anti-establishment, anti-EU and anti-immigrant parties in May's European election. So the idea of contracts, repeatedly pushed off since autumn of 2012, has been postponed yet again, to October 2014. "The cadaver is still moving but we will have to wait for a better time to revive it," says one well-placed European official.

Without the fear of an acute crisis that might endanger the euro, nobody was in a rush to abide by Germany's wishes. In the past, countries desperate for Germany's financial backing quickly agreed to two separate rounds of treaty change, which they almost unanimously felt were unnecessary, to satisfy Mrs Merkel's wish to placate the judges of the German constitutional court.

For Germany, the problems of the euro zone ultimately stem from the loss of export competitiveness, particularly in the countries of the periphery that allowed wages to outrun productivity. Its prescription is structural reforms to liberalise labour and product markets, and to promote growth.

But it has proven difficult in the extreme to get countries to change their ways, not least because the structure of economies is a matter to member-states, not European institutions.

Voluntary initiatives, starting with the Lisbon Agenda that sought to make of Europe "the most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world" by 2010, and the follow-on Europe 2020 strategy, were long on words and short on real achievements.

The Euro Plus Pact of early 2010, whereby countries would make voluntary pledges that would be reviewed yearly by peers, came as a response to the crisis but quickly disappeared. The commission's "country-specific recommendations" are now an annual fixture but are little heeded. France, for instance, said the commission should not "dictate" the shape of reforms.

For all the denunciation of austerity, governments have found it easier to cut deficits (too often by raising taxes rather reducing spending) than to address the rigidities of the labour and product markets that hold back growth and, in the case of the euro zone, reduce the flexibility needed to survive within the constraints of a common currency.

In a commentary in the *Financial Times* today, Mario Monti, the former Italian prime minister, offered two explanations for reform-aversion. First, structural reforms run into organised opposition from groups that enjoy handsome rents (say, taxi drivers who restrict those access to taxi licences). Raising taxes causes only generalised grumbling. Second, European rules focus primarily on controlling debt and deficits, rather than on the underlying workings of the economy. He wrote:

*Ultimately, this boils down to a simple rule of thumb: if you meet stronger opposition to structural reforms domestically, and receive less of a push from Europe on this than on budgetary consolidation, the likelihood is that you will make less progress on structural reforms.*

In the autumn of 2012 two factors came together. First, there was Germany's perennial pressure structural reforms, even if it meant re-opening the treaty to make economic co-ordination more binding. Second, France wanted the creation of a "fiscal capacity" - euro-zone budget - to act as a tool of macro-economic stabilisation, for instance by topping up benefits for the short-term unemployed (see my column)

By the end of 2012 the only thing that survived was a thin compromise: countries could, more or less voluntarily, reach “contractual arrangements” with Brussels institutions on a programme of reforms that would be financed by transfers, in the hope of increasing “ownership”. Both sides saw it as a child’s footstep towards their ultimate goal. (see my post [here](#))

As the months have passed, though, both of these elements have been further weakened. The summit communique seeks to bridge the gap between those who wanted “binding” contracts and those who wanted them to be “voluntary”. It now speaks of “mutually agreed contractual arrangements”.

And the associated “solidarity mechanisms”, say officials, are now more likely to be loans than grants; indeed they may just be some form of loan guarantee designed to hold down borrowing costs. Tellingly, François Hollande, the French president, now speaks of “financial capacity”, not a fiscal capacity, which would not be a separate budget. The mass of official verbiage, packed with caveats, is an indication of how difficult the discussion has proven to be (wonks will find it in pages 17-20 of the official conclusions).

For better or worse, the countries that have enacted the greatest reforms are those that have been forced to seek bailouts. Mariano Rajoy, the Spanish prime minister, opposed the contracts but was clear that nobody could accuse Spain of failing to reform.

So the contracts are really aimed at vulnerable countries that have not come under official programmes: principally France and Italy. Fate has ensured that the task of resolving the thorny issue in October must fall to Italy, which will take over the rotating presidency of EU ministerial meetings in the second half of 2014. All that Enrico Letta, the Italian prime minister, would say was that “the time was not right”.

The rejection is particularly galling given that Germany had just taken an important, but insufficient, step to set up a banking union (see my [column](#)). Will Mrs Merkel now block banking union (it is supposed to be completed by May)? Probably not, say senior EU officials; it is too important to become a hostage of tactical games. Mrs Merkel might need only to play a waiting game: sooner or later somebody will want Germany to commit more money to stabilise the euro zone, and then Mrs Merkel will hold up a nice contract for everybody to sign.

\* A reader kindly reminds me that my previous reference to the Netherlands and Finland as “surplus” countries is no longer true.



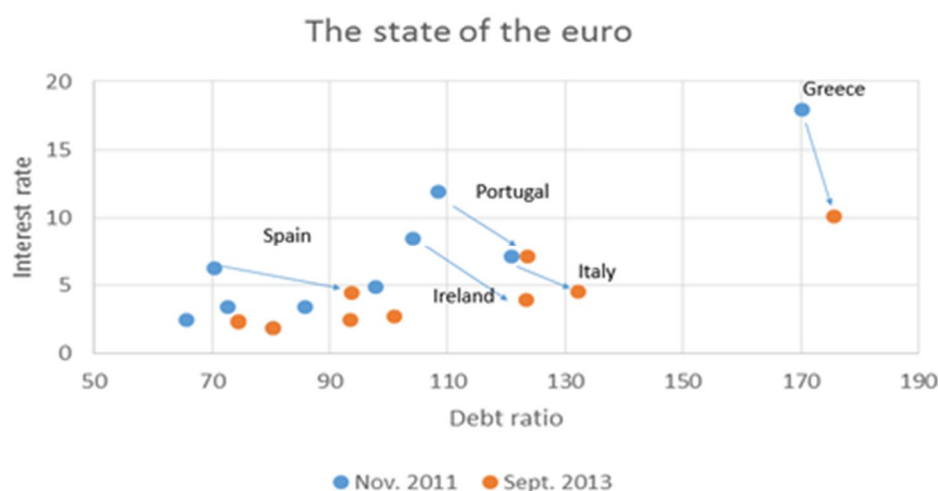
## The Conscience of a Liberal

PAUL KRUGMAN

January 1, 2014, 10:17 am [124 Comments](#)

### The State of the Euro, In One Graph 96,39

Happy New Year! I'm trying to organize my thoughts and data on matters European, and I think I've come up with a useful way to summarize what has been happening in the euro area. In the figure below I compare the ratio of government debt to GDP (from the IMF — year-end number) with the 10-year interest rate (from the ECB) for a number of euro nations; I show two dates, the peak of the euro crisis in 2011 and a relatively recent observation:



What you see here is that borrowing costs for the troubled euro countries have dropped a lot. But it's not because austerity policies have brought their debt under control — debt ratios are still rising, in large part because of shrinking economies and deflation. Instead, there has been a dramatic flattening of the relationship between debt and interest rates.

Why has this happened? The timing strongly suggests that it's mainly the Draghi effect — that the ECB's signal that it will, in a pinch, act as sovereign lender of last resort has removed much of the fear of self-fulfilling liquidity panics. It's possible that there has also been some reduction in the political risk premium, because European nations are proving amazingly determined to stay on the euro at almost any cost.

So is the euro crisis over? No — it's not over until the debt dynamics sing, or perhaps until the debt dynamics sing a duet with internal devaluation. We have yet to see any of the crisis countries reach a point where falling relative wages are generating a clear export-led recovery, or in which austerity is actually paying off in falling debt burdens.

But as a europessimist, I do have to admit that it's now possible to see how this could work. The cost — economic, human, and political — will be huge. And the whole thing could still break down. But the ECB's willingness to step up and do its job has given Europe some breathing room.

## **The Year in Euroland**

**96,40**

### **The single currency still faces serious problems in 2014.**

Updated Dec. 30, 2013 9:17 p.m. ET

The euro zone is poised to enter 2014 on a high note, relatively speaking. For several years it has been easier to call the future of the common currency into doubt than predict its success. But in 2013 the euro survived the tremors in Cyprus, Ireland exited its bailout program, and watching euro-zone sovereign-bond spreads is no longer a daily trauma.

Speaking of Greece, the economy remains a shambles and the country's debt is...



01/02/2014 03:54 PM

## Isolated in Brussels 96,41

### Merkel Clashes with EU Commission

By SPIEGEL Staff

**Even as the euro crisis grows less acute, Europe is stuck. The European Commission is resisting any loss of its power, and many member states are tired of German dominance. Opponents of Europe, including those in Merkel's camp, sense an opportunity.**



On page 157 of the coalition agreement between Germany's center-right Christian Democratic Union (CDU) and the center-left Social Democratic Party (SPD), at the beginning of the section on Europe, there is an oldie that many German governments have crooned in the past. It has to do with the German language -- that is, its use in the European institutions. "German must be put on equal terms, in practice, with the other two procedural languages, English and French," the document reads.

It's a pious hope that will likely remain one, just as it was in the days of former German Chancellors Helmut Kohl and Gerhard Schröder. They too wanted to hear more German spoken in the everyday deliberations of the European Commission and the European Parliament. Of course, there has been no change to the dominance of English and French to this day.

There is no evidence that the current chancellor, Angela Merkel, has ever paid more than lip service to the decades-old language dispute. She couldn't care less whether negotiations and meetings are conducted in English or French. To Merkel, it's more important that her Europe of the future becomes significantly more German. She wants Europe to become a different place, and certainly not the Europe Helmut Kohl envisioned. Merkel's Europe is no longer dominated by the European Commission, but instead is a place where the nation states become increasingly important. This would signify a departure from the history of European development over the course of more than six decades, as well as being a part of Germany's national interest.

That would spell the end for the so-called "Monnet Method," named after the Frenchman Jean Monnet, a bold postwar visionary who, above all, was a gifted tactician. His name stands for the leitmotif of European unification, which he devised: That powers are "communitized" whenever politically feasible, and wherever it is objectively appropriate. This meant that the European Commission in Brussels, the "custodian of the treaties," would gradually become more powerful.

In practice, since the 1950s this has meant: first coal and steel, then agriculture, the large internal market for goods and services, the euro, powers in domestic and judicial policy, social issues, foreign affairs and

preferably a common military. Following every amendment to a treaty, and following almost every landmark decision by the European Court of Justice, the EU's highest court, the European Commission and the European Parliament ended up with more powers than before, while the member states' powers declined.

### **Resistance to Merkel Grows**

Anyone who wishes to depart from this principle is likely to encounter resistance, which means that Merkel needs allies. But the record doesn't look good for the German chancellor at the moment, as she faces growing resistance and is losing allies.

The Germans haven't been on such bad terms with the European Commission in a long time. Brussels is using what is probably its strongest weapon, competition law, to threaten Merkel's most important domestic project at the moment, the federal government's shift away from nuclear power and toward green energy, also known as the *Energiewende*. Conversely, Merkel is hardly making a secret of her view that the European Commission should not be closely involved with the next major steps toward a closer economic and monetary union. In her view, the member states should remain in control when it comes to the further restructuring of Europe -- a challenge to the power-conscious eurocrats and their communitized powers. Commission President Olli Rehn has commented critically, that the community method is needed to fully integrate the small member states into decisions.

Berlin has no trouble accepting this conflict as a fact of life, and the chancellor and her advisers are willing to take their chances. But the Germans are now largely on their own among member states. Both small and large EU countries blocked Merkel's latest push for a reform-oriented, common economic and fiscal policy, using Germany as a model. At the EU summit in the second half of December, Merkel was confronted with harsh words from several European leaders, and the mood at the table turned against her. After the meeting, German EU Commissioner Günther Oettinger had this warning for the Chancellery: "Although Germany is the largest member state, it's still only one of 28. Following the Lisbon Treaty, majority decisions in the EU have increased. This is why Berlin must show a willingness to compromise, just like everyone else."

Brussels is at an impasse. For the moment, the chancellor has become bogged down in her attempt to lead the EU.

Commission President José Manuel Barroso was one of the first targets of her anger. At the EU summit, Merkel took the Portuguese politician aside and flatly told him that the proceedings by the Commission against Germany's renewable law -- the German Energies Act (EEG) -- on the grounds it breaches EU competition regulations was an "affront." She told Barroso that Berlin was certainly willing to discuss the exceptions for energy-intensive businesses, which had been significantly expanded recently. But a general attack on the centerpiece of the German *Energiewende* policy was presumptuous, Merkel said. Since 2002, the European Commission had never raised any fundamental objections to renewable energy, she added, so why now?

### **Commission Pushes Forward**

But the Commission plans to stick to its guns, and the proceeding is continuing as planned. And the EU's executive has even more up its sleeve that will further fuel the conflict. For instance, in Germany energy-intensive companies are not only largely exempt from the EEG reallocation charge, but also from fees for the use of power lines. A decision as to whether this is compatible with competition law will likely be made in the first half of 2014. For some time, Brussels has also been looking into government subsidies for many German regional airports, from Frankfurt-Hahn to Zweibrücken and [Kassel-Calden](#). Brussels also holds a critical view of Deutsche Bahn's monopoly in the rail network, while the European Commission finds fault with the prices that private railroad operators must pay to use the routes.

And the scrutiny of large German export surpluses has only just begun. And although the Chancellery concedes that this scrutiny is formally justified, Berlin is furious nonetheless. It argues that the Commission has granted France and other countries longer grace periods than originally planned to bring their budget deficits below the admissible limit.

Some partners feel a certain sense of *schadenfreude* to see the Germans coming under fire, as became apparent during a recent dinner hosted by the Italian ambassador to the EU. For almost two hours, the discussion also revolved around German trade surpluses. To the great amusement of everyone present, one of the guests suggested that the surpluses could be offset by German penalty payments for the EEG.

The German representatives in Brussels are doing their utmost to defend themselves in the proceeding, but Commission President Barroso has nothing left to lose, with his term ending in the summer of 2014. And his relationship with Merkel is unlikely to improve anymore at this point, despite the critical role she played in providing him with two terms at the head of the Brussels Commission. It isn't something she wants to be reminded of today.

Critics of the Commission at the Chancellery have since prevailed, most notably the department head for Europe, Nikolaus Meyer-Landrut. From Berlin's perspective, the European Commission wants too much and is not capable enough. Berlin sees Barroso as being out of his depth and the group of commissioners as uncontrollable.

For officials in Berlin, the example of "olive oil jugs" is a case in point. In May, a spokesman for the European Commission announced that the small, open containers on millions of restaurant tables in Europe were to be completely banned. In the future, olive oil was to be served in a "special closed container that cannot be refilled." The Brussels agency argued that its aim is to improve hygiene and consumer protection, and that the new rule would prevent customers from being served bad olive oil. But the presumably well-intentioned provision was not well received. Alarmed by the public outcry, the Commission backtracked, and there was suddenly talk of a solo effort by Agriculture Commissioner Dacian Ciolos.

### **An Unruly Commission**

The sheer size of the European Commission is indeed a problem. But because each country ultimately wants to keep its own commissioner, in May the heads of state and government, including Merkel, rejected a plan to reduce the number of commissioners, which was in fact stipulated by treaty. As a result, the center of power in Brussels, with a total of 28 commissioners, will remain almost twice as large as the German cabinet. This leads to bizarrely structured areas of responsibility. For instance, Commissioner Androulla Vassiliou, who is from Cyprus, is in charge of culture, even though the European Commission, under the Lisbon Treaty, has no right to intervene in this area. Maltese native Tonio Borg is also in charge of something that the EU has no authority to regulate: health policy. Four other commissioners share foreign policy responsibilities: Foreign Affairs and Security Policy (Catherine Ashton, Great Britain), EU Enlargement and Neighborhood Policy (Stefan Füle, Czech Republic), Humanitarian Aid (Kristalina Georgieva, Bulgaria) and Development Policy (Andris Piebalgs, Latvia).

Berlin officials feel that the Commission is not taken seriously where it should be. Only 10 percent of the Commission's recommendations to EU member states on issues of economic policy were actually implemented in 2012. The Commission skeptics at the Chancellery suspect that there is something very fundamental behind this. They note that in the wake of the acute euro crisis, major reform decisions are now on the agenda, which will no longer be assigned to Brussels officials, because only national governments can justify them to their parliaments and citizens. "Only nation states can justify the reforms that are now truly necessary," says one of Merkel's key advisers. A pension reform in one country and a relaxation of protections against employee dismissal in another are not the kinds of issues that can be entrusted to the "communitized competency" of the European Commission, say German officials. Decisions with such explosive domestic force for national

governments can only be made by the governments themselves -- within the European Council, the powerful body comprised of the leaders of the 28 EU member states.

In this context, Merkel recently came out as either a winner or a loser. But in most cases she was largely alone.

The Germans prevailed with her ideas for a banking union, against the conceivably broad resistance of the remaining 17 euro countries. For months, German Finance Minister Wolfgang Schäuble (CDU) had been reluctant to grant the European Commission the last word in the liquidation of ailing banks, and he prevailed in the end. In the future, representatives of national liquidation agencies will decide which lenders are to be shut down, if necessary. Although the European Commission can oppose the vote, the finance ministers of the member states, that is, Schäuble and his counterparts, can remove the Commissioners' objection.

The decision on the banking union paves the way for more extensive and deeper integration. But in a departure from the policies of the past, the step chiefly strengthens the rights and powers of the member states, not the Commission. The move had Germany's handwriting all over it, but it also led to new tensions. When the finance ministers were about to toast the agreement with sparkling wine, a Southern European diplomat reportedly turned away, according to the *Süddeutsche Zeitung* newspaper. Everything tasted German on that evening, the diplomat apparently said, and "I don't drink German sparkling wine."

### **An Unresolved Euro Crisis Dispute**

This resentment stems from the unresolved dispute over the right approach in the euro crisis and the lessons to be drawn from it. In 2010, to be able to monitor debtor nations more closely, Merkel almost singlehandedly ensured that the IMF would assume part of the control over bailout programs, and not the European Commission alone. Since then, Germany, using its domestic "Agenda 2010" -- a package of reforms undertaken by former Chancellor Gerhard Schröder to reduce long-term unemployment benefits and otherwise streamline the social security system -- as a model, has pressured the southern countries to implement reforms and austerity programs. They, in turn, want Berlin to promote German domestic consumption more heavily, invest more and export fewer goods to other euro countries.

No one can force Germany, the perceived class geek, to do so. But at the most recent summit, the other EU leaders at least had the strength to put a stop to Merkel. She had emphatically proposed a common, coordinated economic policy in which the euro countries would commit themselves to structural reforms in individually tailored agreements. "If we do not embark on further reforms, we will eventually run into trouble again," Merkel warned at a dinner of the heads of state and government. But not even traditionally pro-German countries like Austria, the Netherlands and Finland agreed with her proposal, let alone the Southern Europeans.

"I don't need these reform agreements," Spanish Prime Minister Mariano Rajoy snapped. "I don't need anyone else to tell me about reforms, because I've already done that." Merkel's concept was "simply half-baked," Austrian Chancellor Werner Faymann said critically. Merkel continued to pursue the idea and bluntly warned that if individual countries ran into trouble again soon, they could not expect to see any German money. "Don't think that the Bundestag will rush to their assistance again." But her arguments fell on deaf ears. Her idea was postponed, in a serious setback for Merkel.

At the beginning of 2014, Merkel's new, German Europe is still up in the air, facing resistance from the Commission and with hardly any support from other member states. And her next move is to mobilize the Christian Social Union (CSU), the CDU's Bavarian sister party, to take a more general anti-European approach.

The CSU is planning a European election campaign that is decidedly anti-Brussels, as indicated by a four-page strategy document drafted by the CSU regional committee for the traditional meeting of its members of parliament in the Bavarian resort town of Wildbad Kreuth. "We need a withdrawal therapy for commissioners intoxicated with regulation," the document, titled "Europe's Future: Freedom, Security, Regionalism and Public

Responsiveness," reads. One of the stated goals of the document is to reduce the size of the European Commission. The CSU proposes the establishment of a new court to take tougher action against the Brussels agency exceeding its authority. "Disputes are to be decided by a European competency court, which would include constitutional judges from the member states." The CSU proposes that referendums be held for important EU decisions, and that EU powers generally be transferred back to the member states. "This could apply to parts of the overregulated internal market, as well as regional policy," the document reads.

The chancellor doesn't want to go that far. But her pivot away from Germany's traditional policy on Europe is also easy to misunderstand. Merkel wants less "Brussels" but "more Europe." But to bring joint control into the Brussels body to which she belongs, the European Council, Merkel must publicly confront the European Commission with its mistakes, so as to deprive it of some of its power. The opponents of Europe are just waiting for that, even in their own camp -- and they are far from satisfied with merely a little more emphasis on the German language in Brussels offices.

**BY NIKOLAUS BLOME, PETER MÜLLER, CHRISTIAN REIERMANN, GREGOR PETER SCHMITZ AND CHRISTOPH SCHULT**

*Translated from the German by Christopher Sultan*

## Wege aus der Eurofalle 96,46

02.01.2014 · Die Krise macht eine kleine Pause. Das sollte nicht darüber hinwegtäuschen, dass die langfristigen Perspektiven der Währungsunion noch immer alles andere als rosig sind. Deshalb lohnt es sich, über Parallelwährungen nachzudenken.

Von ULRICH VAN SUNTUM



© DAPD Wege aus der Euro-Krise suchen viele europäische Staaten schon lange. Können Parallelwährungen helfen?

Die Eurozone steckt 15 Jahre nach Einführung der Gemeinschaftswährung in existentiellen Schwierigkeiten. Von den ursprünglichen Stabilitätsvereinbarungen ist inzwischen nicht mehr viel übriggeblieben: Selbstverantwortung für die nationalen Schulden, Verbot der monetären Staatsfinanzierung, Maastrichter Schuldengrenzen – all das steht bestenfalls noch auf dem Papier. Aus der unabhängigen, allein der Geldpolitik verpflichteten Zentralbank ist eine fiskalische Institution geworden, welche Schuldtitel der schwächeren Mitgliedsländer in großem Stil und ohne Rücksicht auf die Bonität aufkauft. Auf diese Weise sollen Länder wie Griechenland und Italien in der Währungsunion gehalten werden, die eigentlich von Anfang an nicht dafür qualifiziert gewesen sind. Nachdem sie früher ihre Verschuldungsprobleme durch Inflationierung und Abwertung der eigenen Währung gelöst haben, hat diese Rolle inzwischen die Europäische Zentralbank (EZB) für sie übernommen. Denn die Rediskontierung von Schuldpapieren maroder Banken und überschuldeter Staaten ist nichts anderes als die Schöpfung von Geld ohne echten Gegenwert. Mit diesem Geld können die betreffenden Länder im Euroraum reale Güter erwerben.

Auch wenn die Inflationsrate derzeit niedrig ist – irgendjemand muss die Kosten für dieses Geschenk tragen. Derzeit sind das vor allem die Sparer in den Überschussländern. Wegen der nicht einmal die Inflationsrate deckenden Niedrigzinsen erleiden sie allein in Deutschland reale Vermögensverluste von 14 Milliarden Euro im Jahr. Spätestens wenn es zu offiziellen Abschreibungen der von EZB und Rettungsfonds gehaltenen Problempapiere kommt, werden aber auch die Steuerzahler zur Kasse gebeten.

Zwar bilden sich die Zahlungsbilanzdefizite der Problemländer derzeit zurück, und an den Kapitalmärkten ist vorerst wieder etwas Ruhe eingetreten. Dazu hat zweifellos das Versprechen der EZB beigetragen, im Rahmen ihres OMT-Programms notfalls weitere Staatsanleihen in unbegrenzter Höhe zu erwerben. Hinzu kommt der Rettungsfonds ESM, der im Gegensatz zu seinem Vorgänger EFSF die Überschussländer in eine unkündbare Dauerhaftigkeit gebracht hat. Aber die fundamentalen Schwierigkeiten des Euroraums sind damit keineswegs gelöst, im Gegenteil. Indem die ursprünglich als Notmaßnahmen gerechtfertigten Vertragsbrüche nunmehr zum Prinzip erhoben wurden, sind die Anreize für eine nachhaltige Politik der Problemländer eher noch geringer als zuvor.

Die Einheitswährung war ein Schritt zu weit für die Problemländer

Da nützt es auch wenig, dass die Hilfsmaßnahmen jeweils an entsprechende Konsolidierungsanstrengungen gebunden sind. Denn die Disziplinierungsfunktion des Marktinzinses für zu hohe Schulden ist faktisch ausgeschaltet, die Auflagen von ESM und EZB kann man beliebig dehnen bis hin zur Unwirksamkeit. Denn was soll geschehen, wenn Konsolidierungserfolge ausbleiben? Will man dem betreffenden Land den Geldhahn zudrehen oder es gar aus der Währungsunion ausschließen? Das würde der bisherigen Rettungsphilosophie widersprechen, die für einen solchen Fall ja stets eine neue Finanzkrise prophezeit hat. Es wird den Rettungsinstitutionen nach ihrer eigenen Logik also nichts anderes übrigbleiben, als immer wieder

nachzugeben. Damit aber droht der Euro zu einer Inflations- und Schuldenwährung zu werden, ähnlich den früheren Nationalwährungen der Länder, die über die Mehrheit in den Eurogremien verfügen. So hat die Lira zwischen 1963 und 1999, dem Beginn des Euro, mehr als 80 Prozent ihres Wertes gegenüber der D-Mark eingebüßt, der französische Franc immerhin mehr als 60 Prozent. An diese Politik knüpfen die betreffenden Länder jetzt wieder an – nur mit dem Unterschied, dass diesmal die Sparer der Überschussländer die Kosten mitzutragen haben.

Die derzeitige Krisenpause sollte über diese langfristig zutiefst beunruhigenden Perspektiven nicht hinwegtäuschen. Dem Patienten geht es nicht wirklich besser, die eigentliche Krankheit arbeitet sich vielmehr unter dem Morphinium der EZB-Garantien immer weiter fort. Im Übrigen ist auch aktuell die Wettbewerbsfähigkeit der Defizitländer noch keineswegs wiederhergestellt. So gehen die inzwischen ausgewiesenen Senkungen der Lohnstückkosten vor allem in Portugal und Spanien hauptsächlich auf die Entlassung der unproduktivsten Arbeitskräfte zurück, nicht auf echte Produktivitätssteigerungen (DIW). Auch hinter den rückläufigen Leistungsbilanzdefiziten stehen zum guten Teil rezessionsbedingte Importrückgänge und weniger eine Erstarkung der Exportwirtschaft. Vor allem gibt es keine Entspannung an der Schuldenfront. Griechenland wird zweifellos einen neuen Schuldenschnitt benötigen, auch Italien und Portugal sind meilenweit davon entfernt, wieder in die Nähe der Maastrichter Schuldenhöchstgrenzen zu kommen.

Die aktuelle Ruhephase sollte dafür genutzt werden, über eine Reform des Euroraums nachzudenken. Die Einheitswährung hat sich als ein Schritt zu weit für die Problemländer erwiesen. Wegen des fehlenden Wechselkursmechanismus bleiben ihnen nur noch drei Möglichkeiten, mit ihren Defiziten fertig zu werden: Eine harte Anpassungsdeflation (reale Abwertung), Finanzhilfen der Überschussländer bis hin zum teilweisen Schuldenerlass oder Inflationierung des Euro mit dem Ziel der kalten Enteignung ihrer Gläubiger. Realisiert wurde bisher eine Kombination aus allen drei Instrumenten, wobei die Inflationsrate zwar niedrig gehalten wurde, die Zinsen aber noch niedriger (finanzielle Repression). Alle drei Lösungskomponenten sind mit so hohen Kosten für die jeweiligen Bevölkerungen verbunden, so dass der Euro darüber inzwischen zum politischen Sprengsatz geworden ist, statt wie erhofft Europa zu integrieren.

#### Parallelwährungskonzepte für mehr Flexibilität im Euroraum

Aus nicht näher bekannten Gründen scheinen maßgebliche Politiker in Deutschland zu glauben, eine Fiskalunion veränderte die Dinge zum Besseren. Der monetären Integration, so wird argumentiert, müsse nun die fiskalische oder gar die politische Union folgen. Für sich genommen, ist das vielleicht sogar richtig. Allerdings sollte man sich keine Illusionen darüber machen, in welche Richtung die gemeinsame Politik dann gehen würde. Niemand in Italien, Frankreich oder Spanien denkt an deutsche Stabilitätspolitik. Alle historische Erfahrung sowie auch die jüngsten Entwicklungen weisen vielmehr in Richtung einer Inflations- und Schuldengemeinschaft, welche vor allem den Staat als größten Schuldner auf Kosten der Sparer begünstigt.

Eine Fiskalunion wird in den Problemländern zudem als Erweiterung der Haftungsgemeinschaft verstanden. Nicht nur die Bankschulden, auch die Risiken etwa der Arbeitslosenversicherung sollen neuesten Vorschlägen zufolge künftig gemeinsam getragen werden. Damit wären weitere gigantische Transfers in die Problemländer verbunden. Denn diese haben nicht nur weitaus mehr marode Titel in ihren Bankbilanzen, sondern auch ungleich höhere Arbeitslosenquoten als etwa Deutschland und Österreich. Allein bei den Bankschulden der Problemländer geht es um rund 9 Billionen Euro, was nochmals dem dreifachen Betrag ihrer Staatsschulden entspricht. Zwar sollen zunächst nur neue Bankschulden und nicht die Altlasten gemeinschaftlich getragen werden. Aber mit kleinen, scheinbar harmlosen Schritten hat auch die Rettung Griechenlands begonnen. Wer politisch nicht naiv ist, muss wissen, wohin diese Reise geht.

Was können die soliden Länder jetzt noch tun? Ein abrupter Ausstieg etwa Deutschlands aus der Währungsunion könnte zu Panik an den Finanzmärkten führen und wäre auch politisch kaum durchzustehen. Viele Ökonomen haben deshalb resigniert und halten die Eurofalle für längst zugeschnappt. Es gibt aber auch

Vorschläge, den Euroraum wieder flexibler zu machen, was die Wechselkurse und den Umgang mit anhaltenden Zahlungsbilanzungleichgewichten angeht. In diesem Zusammenhang werden insbesondere Parallelwährungskonzepte diskutiert, die zumindest als Übergangslösung zu einem neuen Währungsregime dienen könnten. Ähnliche Ideen waren schon bei den ersten Überlegungen zu einer europäischen Währungsunion von namhaften Ökonomen wie Herbert Giersch vorgeschlagen worden. Auch die Vorstellungen der Bank von England gingen Anfang der 1990er Jahre in diese Richtung, konnten sich aber nicht durchsetzen.

Ein Überschießen des Wechselkurses wäre kaum möglich

Parallelwährungen sind in der Wirtschaftsgeschichte gar nicht selten gewesen. Meist entstanden sie spontan in Reaktion auf Münzverschlechterung und Inflation, wie Fritz W. Meyer und Alfred Schüller in einem Aufsatz von 1976 ausführlich beschrieben haben. Beispiele sind die „Bancomark“ von 1619 und die „Goldmark“, die nach der großen Inflation von 1923 allgemein als Recheneinheit verwendet wurde, obwohl sie physisch niemals existierte. Eine Parallelwährung muss also nicht notwendigerweise alle Geldfunktionen gleichzeitig erfüllen. Es ist durchaus möglich, dass eine relativ instabile Währung weiter als alleiniges Zahlungsmittel verwendet wird, während langfristige Sparanlagen und Verträge in einer anderen, nur als Buchgeld existierenden Währung getätigt werden.

Diese Idee einer Trennung der Geldfunktionen als Schutz vor Inflation griff 1932 der österreichische Geldtheoretiker Robert Eisler wieder auf. Sein Konzept wurde in den 1960er Jahren in Chile erfolgreich angewandt und könnte auch für die Überschussländer des Euroraums einen Weg aus der Eurofalle weisen. Die Grundidee ist relativ einfach. Sie besteht darin, absolut wertstabile Parallelwährungen (Hart-Euro) als reine Buchwährung zusätzlich zum normalen Euro zu schaffen. Das könnte jedes Überschussland autonom tun, indem es seine neue Währung an die nationale Inflationsrate koppelt. Der Umtauschkurs gegenüber dem Euro würde zu Beginn 1:1 betragen, im Zeitverlauf aber mit der jeweiligen Inflationsrate ansteigen. Der nationale Hart-Euro wäre also eine absolut wertstabile Indexwährung, die als Wertaufbewahrungsmittel und zunehmend auch als Recheneinheit für Tarifverträge und andere langfristige Geschäfte dienen könnte. Indem die Notenbanken der Überschussländer den jederzeitigen An- und Verkauf des Hart-Euro zu diesem Kurs garantieren, legen sie auch die Kurse ihrer Hartwährungen untereinander faktisch fest. Letztere würden so immer den Inflationsdifferenzen (in Euro berechnet) entsprechen, ohne dass es dazu weiterer Absprachen bedürfte. Auch wäre ein Überschießen des Wechselkurses mit entsprechenden Exporteinbrüchen, wie es etwa im Falle der Einführung einer frei floatenden neuen D-Mark befürchtet wird, kaum möglich. Notfalls könnten die Notenbanken gegen entsprechende Übertreibungen am Devisenmarkt intervenieren, so wie sie es im Europäischen Währungssystem vor Einführung des Euro getan haben.

Löhne sollten nicht auf Hart-Euro umgestellt werden

Ein weiterer Vorteil besteht darin, dass niemand zum Währungs-umtausch oder zur Verwendung der neuen Währung gezwungen würde. Daher käme es auch nicht zu Kapitalflucht oder ungewollten Bilanzverlusten, wie es in anderen Parallelwährungskonzepten der Fall wäre. Da der Euro zunächst alleiniges Barzahlungsmittel in allen Ländern der Währungsunion bliebe, würden auch kurzfristige Liquiditätsreserven wie etwa Girokonten weiterhin überwiegend auf Euro lauten. Längerfristige Spareinlagen könnten und würden dagegen überwiegend in nationale Hart-Euro umgetauscht werden, um sich vor Inflation und finanzieller Repression zu schützen. Das klingt komplizierter, als es im Alltag der Fall wäre. Denn jeder Tourist oder Berufstätige, der sich in einem Nichteuroland aufhält, ist in einer ganz ähnlichen Situation: Er zahlt in einer anderen Währung als der, in der er rechnet, seine Ersparnisse angelegt hat und sein Gehalt empfängt. In Großstädten wie London ist es ohnehin üblich, wahlweise in Pfund, Euro oder Dollar bezahlen zu können, ohne dass dies zu besonderen Schwierigkeiten führt.



Der Hauptvorteil solcher Parallelwährungen wäre, dass die Defizitländer im normalen Euro verbleiben und diesen weiter inflationieren könnten. Denn mit der Entwertung des Euro verbessert sich ihre Wettbewerbsposition, ohne dass sie den harten Weg der realen Abwertung gehen müssten. Zugleich steigt aber der Kurs der nationalen Hart-Euro-Währungen entsprechend, so dass die darin angelegten Ersparnisse der Bürger wertstabil bleiben. Natürlich werden die Arbeitnehmer in den Überschussländern über kurz oder lang verlangen, dass auch ihre Löhne in Hart-Euro festgelegt werden, da sie sonst Einbußen im Realeinkommen erleiden. Das Gleiche gilt für längerfristige Verträge wie Mieten, Pachten und dergleichen. In den Überschussländern würde sich also allmählich der nationale Hart-Euro auch als Vertragswährung durchsetzen. Das ist für ihre Wettbewerbsfähigkeit unproblematisch, da ja die neue Währung immer nur im Ausmaß der Inflationsrate gegenüber dem alten Euro aufwertet. Umgekehrt dürfen allerdings die Defizitländer nicht den Fehler machen, nun ihrerseits ihre Löhne ebenfalls auf Hart-Euro umzustellen. Wenn sie Nutzen aus der Inflationierung des Euro ziehen wollen, müssen sie vielmehr den damit verbundenen Realeinkommensverlust hinnehmen. Das ist jedenfalls leichter als im Falle einer – derzeit stattfindenden – realen Abwertung, wie die katastrophale Situation am Arbeitsmarkt dieser Länder zeigt.

### Keine Ausweitung der Geldmenge

Vorschläge für inflationsindexierte Wertpapiere zum Schutz der Sparer vor finanzieller Repression wurden schon früher gemacht, etwa von Thomas Mayer und Hans-Werner Sinn in der F.A.Z. vom 26. November 2011. Solche Papiere wären aber wenig liquide und könnten jedenfalls nicht ein normales Sparbuch oder gar Girokonto ersetzen. Im Unterschied dazu wäre ein nationaler Hart-Euro echtes Geld, wenn auch nur in Buchform. Er könnte jederzeit ohne nennenswerte Transaktionskosten für Zahlungszwecke eingesetzt oder in normale Euro umgetauscht werden. Da Letzteres ebenfalls nur eine Buchung und keinen physischen Umtausch erfordern würde, träten dafür auch kaum Kosten auf. Notfalls könnte man die Banken zwingen, Umbuchungen kostenfrei vorzunehmen, denn mehr als der Lösung einer einfachen Dreisatzaufgabe bedarf es dafür nicht.

Wie sieht die buchhalterische Gewinn- und Verlustbilanz bei Einführung des Hart-Euro aus? Der Gewinn liegt eindeutig bei den Sparern in den Überschussländern, denen jedoch entsprechende Verluste ihrer Zentralbanken gegenüberstehen. Denn diese tauschen ja wertstabile Hart-Euro gegen wertinstabile Euro ein und müssen daher im Laufe der Zeit entsprechende Abschreibungen in ihrer Bilanz vornehmen. Dennoch bleibt den Überschussländern ein Nettovorteil, denn die Notenbankverluste werden nach dem Kapitalanteilsschlüssel der EZB auf alle Euroländer verteilt. Nachdem sich die Problemländer bisher auf Kosten aller bereichert haben, drehen jetzt also die Überschussländer den Spieß um. Es findet per saldo dabei übrigens keine Ausweitung der Geldmenge statt, denn die Hart-Euro werden ja nur im Austausch gegen normale Euro herausgegeben. Das gleiche Perpetuum mobile der Gemeinschaftswährung, das bisher die Problemländer begünstigt hat, läuft damit praktisch rückwärts und schützt nunmehr die Sparer der Überschussländer vor den Folgen einer ungehemmten Eurogeldschwemme.

### Hart-Euro-Konten wären für Kleinanleger interessant

Realwirtschaftlich ist dadurch sowohl eine Senkung des Kapitalmarktzinses als auch eine Zunahme der Investitionstätigkeit zu erwarten. Denn da die Einlagen der Kapitalanleger in den Überschussländern nun wertstabil sind, werden die Ersparnisse steigen und auch wieder längerfristig angelegt werden. Das verbilligt die Investitionskosten der Unternehmen und kommt somit Arbeitsmarkt und Wirtschaftswachstum zugute. Auch der Staat kann von den sinkenden Kapitalmarktzinsen profitieren, muss aber andererseits auch einen Teil der Zentralbankverluste tragen. Es mag verwundern oder sogar widersprüchlich erscheinen, dass der Kapitalmarktzins für die Unternehmen sinkt, obwohl die Ersparnisse nach Einführung des Hart-Euro nun höher und jedenfalls nicht mehr negativ verzinst werden. Aber erstens können die Banken jetzt mehr Ersparnisse an die Unternehmen ausleihen, und zweitens werden sie ihre eigenen Reserven ebenfalls überwiegend in Hart-Euro anlegen und damit eine höhere Verzinsung erhalten als zuvor für ihre Euroreserven. Beides versetzt sie in die Lage – und zwingt sie im Wettbewerb – zur Anhebung der Sparzinsen.

Eine weitere Frage ist die, ob die Hart-Euro überhaupt bei den richtigen Adressaten ankommen werden. Könnten nicht Fluchtgelder etwa aus Griechenland oder Italien einen Teil davon vereinnahmen? Das ist theoretisch möglich, allerdings nur in geringem Umfang, da die Notenbanken der Überschussländer nur Geschäfte mit inländischen Kreditinstituten tätigen. Zudem sind Hart-Euro-Konten vor allem für kleine Sparer interessant, während große Kapitalanleger andere Anlageformen bevorzugen. Im Übrigen sieht das Konzept eine unlimitierte Umtauschbereitschaft der Notenbanken von Euro gegen Hart-Euro vor, andernfalls wäre dessen Kurs nicht wie gewünscht steuerbar. Kein deutscher Sparer wird also mit seinem Umtauschwunsch abgewiesen werden. Allerdings steigt der Kurs des Hart-Euro jährlich um die Euro-Inflationsrate, so dass es immer teurer wird, seine Währungsreserven umzuschichten.

### Schrittweise Rückführung der Währungsunion

Im Prinzip könnten solche Parallelwährungen auf Dauer bestehen bleiben. Die Bürger der Überschussländer hätten dann mit ihrem nationalen Hart-Euro eine wertstabile Geldanlage und mit dem normalen Euro dennoch ein gemeinsames, wenngleich weniger wertstabiles Zahlungsmittel. Allerdings dürfte auf Dauer wohl der Wunsch nach einem einheitlichen Geld im jeweiligen Land überwiegen. Früher oder später wird man daher in den Überschussländern dazu übergehen, den Hart-Euro auch als Bargeld einzuführen. Schon bald dürfte er dann den Euro in diesen Ländern ganz verdrängen. Dem Hart-Euro-Block würden neben Deutschland wohl auch die Niederlande, Österreich und Finnland angehören. Nicht auszuschließen ist, dass vielleicht auch andere skandinavische Länder und einige frühere Ostblockstaaten wie etwa Estland dazu stoßen werden.

Die südlichen Länder behielten dagegen mit dem normalen Euro eine schwächere Währung. Die heikle Frage in ähnlichen Reformmodellen, wohin Frankreich dabei gehören würde, würde sich hier kaum stellen. Denn auch Frankreich könnte selbst entscheiden, ob es eine nationale Hartwährung einführen will oder nicht. Eine gemeinsame Zentralbank der Hartwährungsländer ähnlich der EZB würde es nicht geben, ebenso wenig eine Ein- oder Austrittsproblematik. Vielmehr funktioniert der Wechselkursmechanismus in einem System inflationsindexierter Währungen automatisch, ähnlich wie im früheren Goldstandard. Die EZB wiederum verlöre allmählich ihren Einfluss auf die Hartwährungsländer, während diese untereinander als Währungsblock in einer Art EWS 2.0 kooperierten.

Die Parallelwährung ist in diesem Szenario also nur eine Übergangslösung. Sie würde die schrittweise Rückführung der Währungsunion in ein flexibleres Gebilde ermöglichen, ähnlich wie ja auch der Euro selbst schrittweise (und zunächst ebenfalls nur als Buchgeld) eingeführt worden ist. Die Hart-Euro-Einführung würde sogar noch eleganter vonstattengehen, da sie hier nicht zwangsweise, sondern rein evolutorisch erfolgt. Diese Konstruktion würde sowohl ein Überschießen des Wechselkurses als auch eine Panikreaktion der Finanzmärkte weniger wahrscheinlich machen. Sie hätte deswegen wohl mehr politische Akzeptanz als mancher andere Vorschlag, ließe sich aber notfalls auch gegen den Willen der Defizitländer durchsetzen. Denn für die Einführung einer inflationsgeschützten Geldanlage etwa durch die Bundesbank braucht diese nicht die Zustimmung der EZB oder der europäischen Finanzminister, ja nicht einmal der Bundesregierung. Mehr aber würde die Einführung eines Hart-Euro zunächst einmal nicht erfordern. Er wäre damit die ökonomisch und politisch niedrigschwelligste Möglichkeit, dem Euroraum die dringend benötigte Flexibilität wiederzugeben, die er durch die Einheitswährung verloren hat.

### Der Autor

**Ulrich van Suntum** ist Direktor des Centrums für angewandte Wirtschaftsforschung der Universität Münster. Der in Münster und Bochum ausgebildete Volkswirt, der an diesem Montag seinen 60. Geburtstag feiert, hat ein Talent, ökonomische Zusammenhänge sehr anschaulich zu erläutern. Das nutzt er, wo immer sich Gelegenheit bietet, um für die Prinzipien der Marktwirtschaft zu streiten und zu werben – unter anderem auch als Botschafter der Initiative Neue Soziale Marktwirtschaft, die von den Arbeitgebern der Metallindustrie finanziert wird.

[Zur Homepage FAZ.NET](#)

## Europa entscheidet über Hartz IV für EU-Ausländer 96,51

02.01.2014 · Darf Hartz IV an arbeitslose EU-Ausländer gezahlt werden? Eigentlich nicht, sagt das deutsche Recht und will „Sozialtourismus“ verhindern. Doch ist das mit Europarecht vereinbar? Darüber reden sich nun die deutschen Rechtsvertreter die Köpfe heiß.

Von CORINNA BUDRAS



© DPA  Dürfen EU-Ausländer Hartz IV bekommen? Darüber streiten sich die Juristen.

Geht es nach der EU-Justizkommissarin Viviane Reding, ist die Rechtslage klar: „Deutsche Urteile, die EU-Ausländern ohne Aufenthaltsrecht Ansprüche auf Hartz IV einräumen, basieren allein auf deutschem Recht und haben nichts mit EU-Recht zu tun“, behauptete Reding jüngst in einem Interview mit der Nachrichtenagentur AFP. „Wenn nationale Sozialsysteme zu großzügig sind, dann ist es Sache der Mitgliedstaaten, das zu ändern.“

Das allerdings sehen deutsche Sozialrichter landauf landab offenkundig ganz anders. Inzwischen gibt es zahlreiche Urteile von Sozialgerichten und Landessozialgerichten, die sich intensiv mit der Frage auseinandersetzen, ob arbeitslose EU-Ausländer in Deutschland einen Anspruch auf Hartz IV haben, wenn sie vorher hier nicht gearbeitet haben. Ginge es dabei tatsächlich allein um deutsches Recht, wäre die Rechtslage klar. Paragraph 7 Absatz 1 Satz 2 Nr. 2 des Sozialgesetzbuches(SGB) II stellt nämlich unmissverständlich fest, dass das Arbeitslosengeld II in Höhe von nunmehr maximal 391 Euro im Monat nicht an Ausländer gezahlt wird, die sich allein zur Arbeitssuche in Deutschland aufhalten. Mit dieser Ausschlussklausel solle der „Sozialtourismus“ von Personen verhindert werden, die auf dem deutschen Arbeitsmarkt nicht oder kaum integrierbar seien, wie etwas das Landessozialgericht Niedersachsen-Bremen jüngst in einem Eilverfahren feststellte.

Im Einklang mit dem Europarecht

Allerdings scheiden sich nun an deutschen Gerichten die Geister, ob diese Ausnahme im Einklang mit dem Europarecht steht. Je nachdem wie sich die Richter in dieser Frage positionieren, haben sie in den vergangenen Monaten mal für, mal gegen die Anspruchsteller entschieden. Das Bundessozialgericht hat deshalb erst im Dezember den Luxemburger Richterkollegen am Europäischen Gerichtshof den Fall einer schwedischen Staatsangehörigen zur endgültigen Klärung vorgelegt. Entschieden ist damit noch nichts. Allerdings ist damit nun sogar höchstrichterlich festgestellt, dass es ein europarechtliches Problem gibt.

Und das hat es in sich, denn die komplexen Rechtsfragen reichen zurück bis zum Europäischen Fürsorgeabkommen aus dem Jahre 1953 – allerdings nicht für die häufig betroffenen Familien aus Rumänien, da dieses Land nicht zu den Unterzeichnern gehört. Zu diesem Abkommen hat die Bundesregierung vor rund zwei Jahren einen Vorbehalt erklärt, mit dem Hartz-IV-Zahlungen ausgeschlossen werden sollten.

Im Zentrum des Streits stehen jedoch im wesentlichen zwei – europäische – Regelwerke, die das Problem der Zuwanderung innerhalb der Grenzen der EU geradezu konträr lösen: Die europäische „Verordnung zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit“ stellt klar, dass alle EU-Bürger gleich behandelt werden müssen. Die gleiche Frage regelt die „Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April

2004 über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen“, allerdings mit dem genau umgekehrten Ergebnis: Diese „Unionsbürgerrichtlinie“ erlaubt es den Mitgliedstaaten ausdrücklich, EU-Ausländer von der Sozialhilfe auszunehmen.

Gestützt wird das durch ein Urteil des Europäischen Gerichtshofs: Er erlaubte im Juni 2009, Sozialhilfe erst dann zu gewähren, wenn der Arbeitssuchende eine tatsächliche Verbindung mit dem Arbeitsmarkt des Aufenthaltsstaats hergestellt hat. Von dieser Ausnahme hat Deutschland mit Paragraph 7 SGB II Gebrauch gemacht. Vor dem Bundessozialgericht stritten die Parteien deshalb, welche der beiden europäischen Regelungen bei der Auslegung dieser Ausschlussklausel im Gesetz berücksichtigt werden muss.

Verkompliziert wird die Frage in Deutschland nun zusätzlich durch die Hartz-Reformen – die schon unabhängig von den europarechtlichen Aspekten viel Kritik auf sich zogen. Seitdem ist ungeklärt, ob das 2005 eingeführte Arbeitslosengeld II unter den Begriff der Sozialhilfe fällt oder eher eine „beitragsunabhängige Geldleistung“ ist, die nach der Unionsbürgerrichtlinie nicht ausgeschlossen werden darf. Damals wurden Sozialhilfe und die frühere Arbeitslosenhilfe zu einer Leistung zusammengefasst.

Allerdings betreffen diese komplexen Rechtsfragen ohnehin nur einen Teil der Debatte um Sozialleistungen für europäische Zuwanderer: Wer schon einmal in Deutschland gearbeitet hat oder ein Gewerbe betreibt, hat Anspruch auf Arbeitslosengeld II – zumindest als Aufstockungsleistung, wenn der Verdienst nicht zum Leben ausreicht. Auch Kindergeld erhalten alle EU-Bürger – übrigens unabhängig davon, ob sich die Kinder in Deutschland aufhalten.

[Zur Homepage FAZ.NET](#)

## Ouverture du marché du travail européen: la France avait anticipé 96,53

Publiée 03/01/2014 à 06:00



L'Hexagone a ouvert, dès 2007, une liste de 61 métiers en difficulté de recrutement aux Roumains et Bulgares. Liste élargie à 150 métiers en 2008, puis à 291 en 2012.

Alors que l'ouverture du marché du travail européen aux Roumains et Bulgares depuis le 1er janvier provoque une polémique en Allemagne et en Grande-Bretagne, le sujet fait peu de vagues en France.

Et pour cause, l'Hexagone a largement anticipé cette évolution. Dès 2007, la France avait ouvert une liste de 61 métiers dits «en tension» (en difficulté de recrutement) aux Roumains et Bulgares, liste élargie à 150 métiers en 2008, puis à 291 en 2012. Résultat? Une hausse de 56,5% des autorisations de travail des ressortissants bulgares et roumains entre juin et décembre 2012, selon le ministère du travail. Le nombre mensuel moyen de titres de travail délivrés est ainsi passé de 317 dans les neuf premiers mois de 2012 à 496 durant les trois derniers mois de l'année. La tendance s'est confirmée en 2013 avec une hausse de 35% au premier semestre par rapport au second semestre 2012. Mais, pour le ministère du Travail, l'ouverture totale du marché ne devrait pas avoir d'impact «significatif».

### Focus sur les Roms

«La période transitoire instaurée avec ces deux pays s'achève. Il est normal que la règle de libre circulation du traité s'applique, observe l'ancien ministre UMP Hervé Mariton. Les Anglais sont un peu plus nerveux, peut-être parce qu'ils ont déjà accueilli une vague migratoire importante en provenance des pays de l'Est.» Les Polonais sont ainsi devenus la première communauté immigrée à Londres. «En France, le sujet qui cristallise les tensions est plutôt celui des Roms», ajoute le député de la Drôme, insistant sur la nécessité de maintenir des règles fortes pour limiter les abus, comme sur la question des travailleurs détachés. «Il y a un rejet très fort dans l'opinion de la directive détachement, qui crée une concurrence déloyale. Pourtant, on ne parvient pas à faire bouger l'Europe là-dessus», observe Éric Woerth, ancien ministre du Travail de Nicolas Sarkozy, qui juge que l'accord trouvé sur ce dossier début décembre à Bruxelles sera largement insuffisant.

«L'Europe traite de la même façon des pays qui ont des systèmes sociaux très différents», regrette le député des Alpes-Maritimes Éric Ciotti, pour qui les conséquences de cette ouverture ne seront pas neutres. «Il aurait fallu prendre plus de précautions lors de l'adhésion de ces deux pays, poursuit-il. Par exemple, demander en compensation de vrais efforts à la Roumanie sur l'intégration des Roms. Or, en dépit des aides, ce pays ne joue pas le jeu.»

## Immigration, crise financière, Russie... les défis qui attendent l'Europe en 2014 96,54

LE MONDE | 02.01.2014 à 11h19 • Mis à jour le 02.01.2014 à 14h25 | Par Claire Gatinois et Alain Salles



Une fois de plus, l'Europe a fait mentir les Cassandre. Chancelante, imparfaite, l'Union européenne a tenu bon en 2013 et l'euro n'a pas volé en éclats. L'entrée de la Croatie parmi les Etats membres, le 1<sup>er</sup> juillet 2013, les manifestations proeuropéennes en Ukraine cet hiver et l'adoption de la monnaie unique en Lettonie, mercredi 1<sup>er</sup> janvier, témoignent que l'Europe et l'euro peuvent encore faire rêver.

>> Lire aussi : La Lettonie devient le dix-huitième pays membre de la zone euro

Mais la crise économique, politique, sociale, n'est pas terminée et l'année 2014 comporte ses défis. A cinq mois des élections européennes, traditionnel défouloir des électeurs, la tentation sera grande d'éviter les sujets qui fâchent. Le point sur les grandes peurs de l'Europe pour 2014.

### L'ANGOISSE DU SCRUTIN EUROPÉEN

Peu populaires et souvent sans enjeux nationaux, les élections de fin mai pour le Parlement européen passent souvent au second plan dans les pays membres. En particulier lorsque des élections nationales ont lieu dans la même période, comme c'est le cas en France, en Belgique, en Hongrie, en Slovaquie et en Roumanie.

Ce désintérêt des partis traditionnels risque de se payer par une montée des courants populistes. Après des années de crise et d'austérité imposée par Bruxelles, le discours des « anti » s'est affûté. Face aux arguments « techniques » et « soporifiques » des proeuropéens, les pourfendeurs de l'UE semblent désormais « formidables », déplorait l'ancien ministre de ...

A suivre!



# Italy can breach EU deficit limits if it reforms, Renzi says 96,56

ROME Thu Jan 2, 2014 6:14am EST

0 COMMENTS



New elected centre-left Democratic Party (PD) leader Matteo Renzi gestures during his first national meeting in Milan, December 15, 2013.

CREDIT: REUTERS/STRINGER

(Reuters) - Italy can negotiate a relaxation of European Union deficit limits if it shows it is serious about effective reforms to its economy and political system, Matteo Renzi, the new head of the center-left Democratic Party said in an interview on Thursday.

Renzi is not in the government but as head of the biggest party in Prime Minister Enrico Letta's left-right coalition, he will have a decisive role to play in shaping the political agenda and has already called for quicker action on reforms.

"If there's a leadership with a vision, I can't see a problem with passing the deficit ceiling, although we'd have to have a battle to change the rules," he told the daily *Fatto Quotidiano*.

Despite its worst recession since World War Two, Italy has managed to bring its deficit within the EU's limit of 3 percent of gross domestic product, at the cost of deep public resentment at the tax hikes and other austerity measures required to meet the target.

Renzi, the 38-year-old mayor of Florence who won a sweeping victory in his party primary last month to assume leadership of the center-left, said the 3 percent deficit ceiling was a mark of the lack of vision which had pushed Europe into crisis.

"It's obvious you can exceed it; it's an anachronistic limit which dates back 20 years," he said.

He said Italy had to show it was ready to reform its constitution, to cut the bloated cost of its political system, and pass a Jobs Act capable of attracting international investors along with other reforms.

If it did so, "Europe will applaud, even if you breach the 3 percent. Europe needs a living Italy."

Renzi's comments contrast in tone with the position of Letta, who has said repeatedly that Italy's budget discipline had ensured it regained international credibility and lowered its borrowing costs.

However he "categorically" rejected the euro skepticism of the anti-establishment 5-Star Movement, whose leader Beppe Grillo has proposed a referendum on leaving the euro.

"Leaving the euro would have decidedly negative repercussions for Italians, it would send interest rates shooting up, it would make it more difficult for companies to work and it would weaken family purchasing power even more," he said. "I'm open to a discussion but I disagree with it in substance."



## An economist's Christmas 96,57

[Izabella Kaminska](#)

Izabella Kaminska joined FT Alphaville in October 2008. Before that she worked as a producer at CNBC, a natural gas reporter at Platts and an associate editor of BP's internal magazine.

Dec 23 2013 14:28 | [6 comments](#) | [Share](#)

A little Christmas levity courtesy of Lombard Street's [Dario Perkins](#):

*If you put two economists in a room, you get two opinions, unless one of them is Lord Keynes, in which case you get three.' As Winston Churchill noted, economists rarely agree on anything. And the topic of Christmas should be no different. Here is our guide to the macroeconomics of Christmas:*

*Keynesians* – place a lot of emphasis on the ‘macro stabilization’ properties of Christmas. Ideally, they would vary the number of Christmases each year according to the state of the economy. This is best summarized by Paul Krugman’s depression paper ‘*Wish it could be Christmas every day*’, in which he also acknowledges his love of British glam rock. The Keynesians would like to see a larger role for the state, including publically-funded Santas.

*Austrians* – Believe Christmas is dangerous because it inevitably ends with a nasty January hangover. Also worry about the moral hazard implications of gift-giving and the propensity for overinvestment in Christmas decorations. Reject the idea of ‘public’ holidays, arguing the free market would lead to a better outcome.

*Monetarists* – Convinced they are the only ones who know how Christmas ‘really works’ and quickly become frustrated with other economists’ lack of understanding. Their thinking can be reduced to a simple identity, though this is vulnerable to shifts in the velocity of Santa’s circulation. Hardcore monetarists believe in the tight control of chocolate coins to prevent the hyper-inflation of waist lines and the hyper-activity of small children.

*Chicago School* – argue Christmas has no meaningful impact because gift-giving nets out. Fully rational individuals will anticipate this and adjust their behaviour accordingly.

*Macprudentialists* – busy thinking up ways to ‘smooth out’ Christmas. They would like to ‘lean against’ the festive season, perhaps by tightening credit and raising alcohol prices in mid-November and reversing these policies in early January. Some hardliners would like to introduce quantitative controls on Santa’s toy factory.

*Secular stagnationists* – claim Christmas hasn’t been as much fun since the mid-1990s, but can’t really explain why. Perhaps it has something to do with the music.

And, of course, the central banks are equally divided:

*The Federal Reserve* – big fans of Christmas and even have their own Santa lookalike (though, unlike the real Mr C, he is set to retire soon). Becoming frustrated that Santa’s sleigh isn’t one of their policy tools and that they can only influence Christmas indirectly by giving presents to bankers and hoping they re-gift them to the rest of society.

*The ECB* – Generally in favour of Christmas but have a small and powerful minority who believe gift-giving is immoral and must eventually lead to hyper-inflation. President increasingly frustrated with this group’s sobering impact on their annual Christmas party.

*The Bank of England* – committed to enjoying Christmas on the 25<sup>th</sup> December, subject to several clearly specified caveats and ‘knock-out’ factors. Have produced a 24,000 page paper explaining how these work.

*The Bank of Japan* – spent 20 years telling everyone Santa didn't exist and that Christmas was a waste of time. Have now changed their minds, but seem to have a credibility problem.

And not forgetting:

*The UK government* – See Christmas as a good opportunity for the Queen to educate the masses, but worried about its intrinsic 'socialist tendencies'. Ideally would like everyone to work on Christmas day so the UK can better compete with China. (Plutocrats are excluded, to support the demand for yachts/jets/country houses.) Believes Santa should be re-deployed to take money from poor benefit recipients and re-gift it as state-subsidized mortgages to potential voters.

*US Congress* – It just won't feel the same this year without their version of the traditional Christmas family row.

## Martin Armstrong Warns Europeans Of The Coming Expropriation Of 10% Of Everyone's Accounts 96,59



Submitted by [Tyler Durden](#) on 01/02/2014 12:04 -0500

As we have discussed in depth previously ([2 years ago here as "muddle through has failed"](#) and most recently [here as the IMF discussed a "one-off" wealth tax](#)), a confiscation (akin to Cyprus overnight debacle) is coming and Martin Armstrong believes sooner than most think.

Submitted by [Martin Armstrong](#) via [Armstrong Economics](#),

Anyone who thinks it is a fantasy that government will simply just confiscate 10% of everyone's accounts in Europe better have another look at the fool they see in the mirror staring back at them. This **IMF solution** is traditionally French and is really coming because the people in charge are effectively Marxists and this idea came from the IMF under the control of French ideology. They will **expropriate** these funds to save a banking system that they screwed up and will never reform anything because they are incapable of admitting any mistake.

These European government officials really are playing a dangerous game that is inviting total chaos, civil unrest, and may set themselves up for invasion. Instead of Napoleon invading Russia (1812.479), it may be the other way around when they smell weakness.



Let me make this very clear. I have many French friends and they know the people in charge are just Marxists. Adam Smith wrote **Wealth of Nations** because he visited France to investigate Physiocracy that argued agriculture was the only real wealth. Karl Marx did not come up with Communism himself. He was more of a socialist. He did not advocate confiscating all property. It was the French movement of a commune at the time that convinced him their way was better. It was Engels who steered Marx into Communism. These ideas have emerged from France and this is why we have some of the most insane ideas still emerging from this country. There is a core philosophy among some that this socialism is correct.

The IMF proposal to expropriate everyone's accounts in Europe will happen. The consequences could be absolutely the collapse in confidence that will be off the charts. Why should people trust government ever again or any bank for that matter?



My advice to Europe – move as much as you can... - Hollande will come up with that one you can bet. He will weaken Europe and destroy the future of generations yet to come.

**When they took the funds in Cyprus, the EU did not distinguish between European, American, or Russian accounts.**

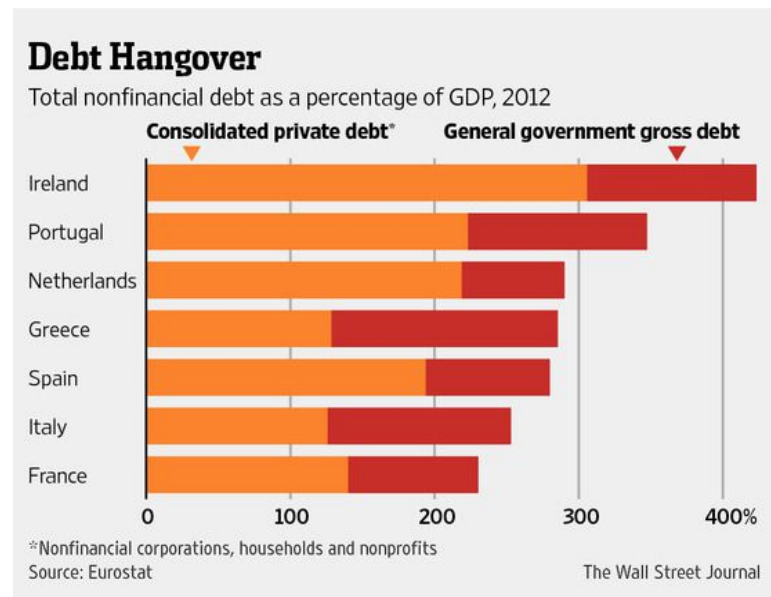
## Three Ways for Europe to Cut Its Debt Load 96,61

Europe has mostly refused to use some powerful medicines to reduce its debt burdens, but some economists doubt whether that will last.

By MATTHEW DALTON

[CONNECT](#)

Updated Jan. 2, 2014 6:19 p.m. ET



BRUSSELS—Before financial crises there's the party, followed by the crash. Then comes the hangover: huge debt burdens that can leave countries with a yearslong economic headache of slow growth and high unemployment.

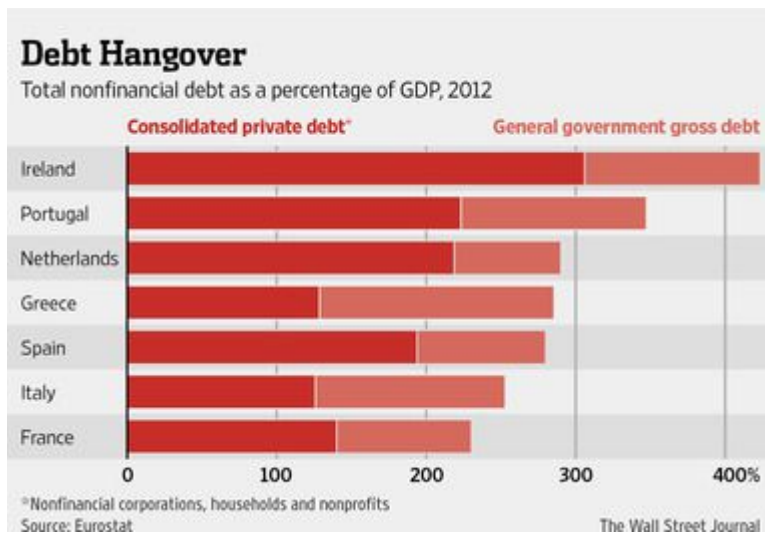
There are some powerful medicines for cutting this debt—all of which impose losses on creditors one way or another—but Europe so far has mostly refused to use them. Some economists doubt whether that will last.

It's a question that is likely to loom over European financial markets this year. Since summer 2012, the pledge by European Central Bank President [Mario Draghi](#) to "do whatever it takes" to support the euro zone has kept a lid on bond yields across the currency area. The euro zone has emerged from recession—barely—and industrial production data from December show the expansion may be continuing.

The problem of Europe's hangover debt, however, remains. While that debt sticks around, companies and governments will be paying it off rather than investing in new factories, equipment and infrastructure. Priority No. 1 for many Europeans is paying off mortgages, not splurging on a vacation or buying more stuff.

Europe's economic policies—cutting deficits to lower debt and enacting "structural reforms" to generate growth—haven't in fact done much to cut debt and could even add to the burden in the years to come, many economists say. Austerity has delivered a sharper-than-expected blow to growth, while evidence that structural reforms are boosting the economy is limited. Instead, incomes, profits and tax revenues have fallen, making debt burdens even heavier to bear.

Stronger remedies are available to cure Europe's debt hangover, according to a new paper from U.S. economists Carmen Reinhart and Kenneth Rogoff. They are: debt restructuring, inflation and "financial repression," which means using government power to force banks to cough up cheap financing for the economy.



The research by Ms. Reinhart and Mr. Rogoff has previously carried weight in Europe: Top policy makers repeatedly cited a paper by the two economists—later shown to contain basic spreadsheet errors that opened their thesis to attacks—to justify Europe's austerity policies.

Europe and other developing economies don't want to go down the restructuring-inflation-repression route to debt reduction, the two economists write, because that's what basket-case, banana-republic economies do to deal with their debt problems. Except history says otherwise, they say: "In most advanced economies, debt restructuring or conversions, financial repression, and higher inflation have been integral parts of the resolution of significant debt overhangs."

Europe has already taken a few steps down this path. Holders of Greek sovereign debt absorbed heavy losses when the country restructured its debt in 2012. Creditors of banks in Spain, Cyprus, the Netherlands, Slovenia and Denmark took losses when banks there were restructured.

The European Union's new "banking union" puts bank creditors on the hook to bolster tottering banks.

But these steps have been limited. The euro zone has sworn that no other government will restructure its debt. And while creditors will take losses in bank restructurings, there has been little discussion of an orchestrated program of debt relief for households that owe money to banks—a longstanding problem in countries such as Ireland, Spain and the Netherlands, where real-estate busts saddled households with big mortgages. Such programs helped cut debt after previous economic crises—such as the Great Depression in the U.S., according to the International Monetary Fund.

So far, there has been very little debt relief for mortgage holders in Europe. Strict bankruptcy laws have also made it difficult to cancel debts, unlike in the U.S., where a wave of mortgage defaults helped cut household debt after the subprime crisis.

A burst of high inflation, even if just temporary, might be the least painful way to rid Europe of its debt hangover. The European Central Bank, however, is struggling to halt the currency bloc's slide toward outright deflation and remains far from sanctioning inflation well over its 2% annual target.

Still, as European policy makers realize the lengthy hangover that lies ahead for the European economy, they may grasp for more powerful medicines that could cut debt, but also roil the region's financial markets.

"The size of the problem," Ms. Reinhart and Mr. Rogoff write, "suggests that restructurings will be needed, particularly, for example, in the periphery of Europe, far beyond anything discussed in public to this point."

## An Unhappy New Year in Europe? 96,63

Confidence in a 2014 recovery appears to be misplaced.

By DESMOND LACHMAN

Jan. 2, 2014 4:09 p.m. ET

At the start of each of the past three years, European policy makers have confidently assured the world that the worst of the debt crisis was over and that their economies were finally on the mend. Yet, at the end of each of the past three years, Europe has been marked by higher unemployment, greater public debt and a more troubled political environment.

Undaunted, both European Central Bank (ECB) President [Mario Draghi](#) and European Commissioner for Economic and Monetary Affairs Ohli Rehn are now once again declaring that Europe has finally turned a corner and that a sustained economic recovery is underway. They are also asserting that there is absolutely no risk that any of the euro zone's 17 member countries might exit the monetary union. Sadly, there are all too many reasons to think that their confidence will prove to be as misplaced in 2014 as it has been in the past.

A principle reason for this pessimism is that Europe's macroeconomic policy setting is not conducive to a sustained economic recovery. Europe's longest economic recession in the postwar period only ended in the middle of 2013, having brought unemployment to a record 12.3%. Underlying all this was the pursuit of budget austerity and the onset of a severe credit crunch, which led the ECB to a more restrictive monetary stance. To compound matters, these policies were being pursued within the euro-zone straitjacket, which precluded currency depreciation.

Yet in 2014, budget austerity—albeit of a lesser degree—will continue to be applied by most euro countries. This will be done in pursuit of the longer term goal of attaining structural budget balance. At the same time, there is every reason to fear that Europe's credit crunch, which has already resulted in the fastest pace of credit contraction in the euro zone's 15-year history, will intensify in the year ahead, since little is being done to recapitalize European banks ahead of the ECB's asset-quality review exercise. That exercise, which will be completed by the end of 2014, will induce European banks to de-leverage at an even faster pace than in 2013.



Mario Draghi, President of the European Central Bank. *Agence France-Presse/Getty Images*

Absent a meaningful economic recovery, Europe's unemployment rate will continue to hover at close to today's record level. Even the ECB and the European Commission are projecting that EU unemployment will remain stuck at close to 12% by the end of 2015.

The persistence of high unemployment would heighten the risk that the debt crisis will erupt again in the year ahead. Persistently high unemployment risks driving the countries on the European periphery into a deflationary trap. Deflation would make it all but impossible for countries such as Greece, Italy, Portugal and Spain to work down their debt-to-GDP ratios in the both the public and private sectors.

Persistently high unemployment is also likely to exacerbate the marked deterioration in the political climate that has already occurred in Europe. Signs of austerity fatigue are all too evident in France, Greece, Italy, and Portugal, where there has been a sharp erosion of public support for centrist parties and a corresponding surge in the polls for populist extremists on both the left and the right. This does not bode well for forthcoming European parliamentary elections in May 2014, which could register strong anti-European sentiment at the ballot box.

It would be comforting to believe European policy makers' soothing reassurances about the economic and political outlook. However, if their past forecasting record is a prologue to the future, one would be mistaken to take them too seriously.

*Mr. Lachman is a resident fellow at the American Enterprise Institute.*



## Demography

# The vanishing Japanese 96,65

Jan 2nd 2014, 10:24 by Buttonwood

THE Japanese population fell by 244,000 in 2013, the [seventh straight decline](#) and also the biggest so far; the trend looks remorseless. Depending on your [assumptions for mortality and fertility](#), there may be 30m fewer Japanese around in 2050 than there were in 2010 (on the most pessimistic forecast, there may be 37m fewer).

We do not really know what the economic, let alone the political impact, of such a change will be. This blog, being financial, has tended to focus on the pensions aspect; pensions are a claim on the incomes of future workers, whether in the form of taxes (state schemes) or claims on financial assets such as equities and property (corporate schemes). Fewer workers should mean lower pensions. The practical impact may be later retirement; figures from [the OECD](#) show that, regardless of the official retirement age of 65, the average Japanese male actually retires at 69. If your pension income looks inadequate, you will be forced to keep working.

But there will be a lot more to this than pensions. We have lived through a long period when population growth has been the norm. Of course, world wars interrupted the trend but they tended to be followed by a [rebound in fertility](#). The French population fell by around 2.5m during the first world war but it was back to almost its 1914 level by 1931. French population growth was certainly sluggish until 1945 but the worry was stagnation, not decline.

If we go back before the Industrial Revolution, then population was more variable, suffering from the classic Malthusian trap of temporarily outstripping the food supply. Historians still debate why the revolution occurred (and indeed whether it was a revolution at all) but clearly it would not have been possible without an improvement in agricultural productivity that both freed workers to move to industry and ensured those extra mouths would be fed.

Population growth contributed around half of all economic growth between 1700 and 2012, according to Thomas Piketty of the Paris School of Economics. Of course, it is quite possible for economies to grow *per capita* in an era of declining population (as the Japanese have managed); individuals can still prosper.

Nevertheless, the consequences will surely be profound. Most welfare systems were set up on a pay-as-you-go basis (benefits are paid out of current taxes) which only work well when those paying-in outnumber those taking out; declining populations lead to very awkward maths. This is particularly so as such schemes have been sold to voters as insurance-like schemes in which what they pay in relates to what they get out; as a result, they naturally resist reforms. It will be interesting to see how the [Spanish pension reform](#), which limits inflation-linking unless the scheme is in surplus, is received by voters.

But rising populations are also associated with higher house prices; "they're not making any more land" is one of the oldest arguments of the property bulls. But in a country where population is falling, property prices might head in the opposite direction. Will that change the mentality of small savers who see their homes as a nest egg; will it change the balance in favour of renting? And then there is debt. Debt is normally fixed in nominal terms; if population and GDP declines, the ratios of debt-per-person and debt-to-GDP increase. That will certainly make people reluctant to take on more debt. But it not clear that we have an economic model that worked well without debt increasing on a steady basis.

Then there is the issue of wages. If we go back to the Black Death, when population fell to a similar extent as Japan's projected decline (albeit more rapidly), that was followed by a shortage of labour which pushed up wages. Perhaps this could be the revenge of the workers after years of real wage declines and a rise in the profit

proportion of GDP? (In the late 14th century, landlords fought back, leading to England's peasants' revolt.) On the other hand, our Free Exchange column this week suggests that rapid population growth leads to declines in inequality, while sluggish population growth increases it. The pre-1700 era was marked by much greater inequality than today, with wealth concentrated in the hands of the land-owning elite.

Some countries (America and Britain included) have much better demographic outlooks than Japan, in part because of a significant level of immigration. But this raises a lot of political issues and is part of the reason why voters are angry and the populist right is doing so well in the polls. Japan has been reluctant to accept immigration. Will Europeans choose to close the borders and if they do, who will staff their nursing homes as they age?

These issues will form the backdrop to the economic and political headlines of the next few decades; it's not clear whether our national leaders are paying them enough thought.

## EU migration

# The gates are open 96,67

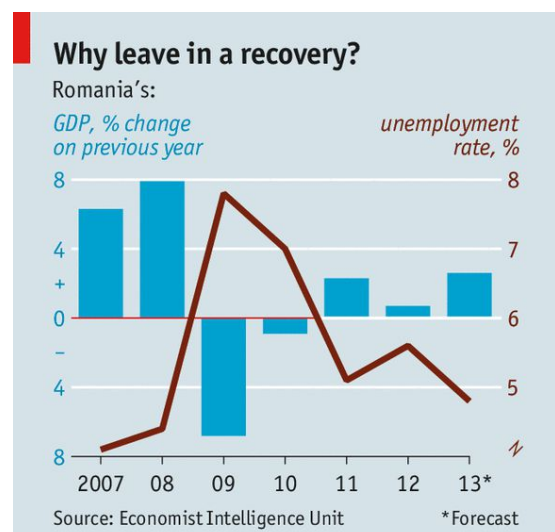
Rich EU countries fret about social-benefits tourism after the lifting of restrictions on the free movement of workers from Romania and Bulgaria on January 1st

Jan 4th 2014 | LONDON and SOFIA | [From the print edition](#)

“WHEN British people come—in thousands—to our Black Sea, to our resorts, and behave like cave men, drink and fight, we don’t say anything... We are going to be much better behaved when we go to Britain. We are not going for fun, we are going for work, for a decent living,” says Petar Dobrev, who has been employed in several Black Sea resorts as a concierge in the past 12 years. Mr Dobrev is planning to move away from Bulgaria before next summer, to Britain or another European Union country. He says employers in his home country exploit people and pay them much less than they deserve.

Mr Dobrev is hoping for fair pay in Britain, Germany, the Netherlands and six other EU countries that fully opened their labour markets to workers from Bulgaria and Romania when transitional controls expired on January 1st. He is not sure where he will go, maybe London, because the city “has many good hotels and they always need people”. And he is determined to work hard to make a living for himself and for the family he wants to start.

The 31-year-old Bulgarian is representative of the typical migrant from Romania and Bulgaria: he is young, eager to work and frustrated with the slow pace of reform and development in his home country. Yet he is unlikely to receive the warm welcome he hopes for. The public, politicians and the press in Britain, Germany, the Netherlands and, to a lesser extent, France and Austria, have spent the months leading up to the dismantling of transitional controls fretting about how many Bulgarians and Romanians will come, whether they will take away low-skill jobs, how their access to social benefits can be restricted and whether begging and sleeping rough will shoot up, in particular in big or industrial cities such as London, Rotterdam, Berlin, Duisburg and Dortmund.



Is Europe facing another big migratory wave from east to west? Ion Jinga, Romania’s ambassador in Britain, does not think so. The last one (the Poles coming to Britain in the aftermath of their country’s EU accession in 2004) happened when only three big countries (Britain, Ireland and Sweden) opened their labour markets and the British economy was booming. Moreover, the population of Romania and Bulgaria combined is only three-quarters the size of Poland’s 39m. And Romania is not doing badly: economic growth has picked up, rising to

4.1% in the latest quarter, and wages are increasing fast. The unemployment rate is below 5% nationally and only 2% in Bucharest, the capital (see chart).

Of Romania's 7m strong active labour force, around 1.1m have a secure job in the state sector, which they will hesitate to give up. Some 3m have already left in the wake of Romania joining the EU in 2007: about 1m went to Italy, another million to Spain, half a million to France, up to 400,000 to Germany and 120,000 to Britain. They worked in a "self-employed" capacity (40% of the workforce building London's Olympic Stadium were self-employed Romanians) or as seasonal or low-skill workers. Some were exploited, as they did not have the same legal protection as nationals; others didn't pay tax. Neither abuse is as likely now that they can be legally employed.

None of the rich EU governments wants to make firm predictions about how many Bulgarians and Romanians will migrate—they are worried about being wrong. Germany's IAB, a research institute, predicts that 100,000 to 180,000 will go to Germany this year. "This cannot be called poverty migration," insists Herbert Brücker of the IAB. Only 7.4% of Romanians and Bulgarians in Germany are unemployed, a bit lower than the national average of 7.7%, and considerably lower than the average of 14.7% among the general immigrant population. Up to 65% work and pay taxes. Although the share of Bulgarians and Romanians, who receive means-tested benefits, is at 10% slightly higher than the 7.5% of the native population, they are net contributors to the pay-as-you-go pensions system. Thanks mainly to favourable demography, the average immigrant contributes around €2,000 (\$2,760) annually to the welfare state and the contribution of Romanians and Bulgarians is estimated to be even higher, says Mr Brücker.

Germans do have some reason to be concerned, however. More than a third of Romanians and Bulgarians working in Germany are unskilled (compared with 11% of the general population) so they crowd native Germans out of low-skill jobs. Another justified worry is that those who neither work nor receive social benefits—many of them Roma—tend to settle in Duisburg, Dortmund, Berlin and a few other big cities. This creates tensions as they mainly live off the black market, begging and petty crime and live in slum-like conditions on the cities' outskirts. The IAB proposes compensatory payments by the federal government to help the worst-affected municipalities.

Politicians woke up very late to the public's worries. Britain's prime minister came out at the end of November with proposals on restricting the access to social benefits for new immigrants. Germany's coalition agreement in late November contained measures on how to curb poverty migration. "Germany is Britain's strongest ally in the EU migration debate," says Mats Persson of Open Europe, a think tank. Hans-Peter Friedrich, the interior minister of Germany's previous government, even suggested talks outside of the EU framework with Britain, Austria, Denmark and the Netherlands on how social-benefit tourism might be curbed, because he was so unhappy about the Commission's insistence that the EU law on freedom of movement cannot be changed.

"It is very difficult to just come here and get benefits," says Jonathan Portes of Britain's National Institute for Economic and Social Research. Restrictions on benefits have been in place since 2004 and the new proposed restrictions mainly reinforce what is already on the books. Britain is however alone among rich EU countries to have a universalist welfare system—all the others are more contribution-based. It therefore has the strongest case for reviewing access to benefits.

Will tightening benefits rules do the trick? For the first time, EU citizens are conflating anti-EU sentiments with anti-immigration feelings. Mixed with an increasing distrust of politicians and a debate on the welfare state, this creates a "perfect storm", says Mr Persson. Europe's best hope is that by the end of 2014 not much will have changed. A manageable number of Romanians and Bulgarians will have migrated westward and most of them will be young and in work. Isolated crimes, benefits fraud and trouble with rough sleepers will no doubt sometimes spill over into the headlines. But, by and large, the arrival of Romanians and Bulgarians will work as well (or as badly, depending on your point of view) as previous openings to new EU members from the east.

The European Central Bank

## Unpalatable choices 96,69

Keeping deflation at bay may involve controversial new policies this year  
Jan 4th 2014 | [From the print edition](#)

SINCE the financial crisis the European Central Bank (ECB) has ploughed a solitary course, reflecting its unique status as a monetary authority without a state. While other big central banks, notably America's Federal Reserve, adopted quantitative easing—buying government bonds by creating money—to stimulate recovery, the ECB relied mainly on lowering interest rates and providing unlimited liquidity to banks on longer terms and against worse collateral. But as the Fed phases out its asset-buying programme in 2014, it may be the ECB's turn to become unorthodox.

Under Mario Draghi the ECB has taken bold steps. Two years ago it provided banks with €1 trillion (\$1.3 trillion) of cheap three-year variable-rate loans to avert a funding crisis. In September 2012 it countered euro break-up fears by pledging, if necessary, to buy unlimited amounts of government bonds for countries besieged by the markets. But the threat now is a slide towards deflation, a worry in the euro area because debt is high in many states and deflation raises its burden in real terms.

Over the past year inflation has slid from 2.2% to 0.9%, well beneath the ECB's target of “below but close to 2%”. An unexpectedly sharp drop in inflation last autumn prompted the ECB to cut its main lending rate in November from 0.5% to 0.25%, a new low. It also extended its undertaking to provide banks with unlimited amounts of short-term funding until mid-2015. And it reiterated its version of forward guidance, adopted in July, which is to keep interest rates at their current or lower levels for an extended period.

In December Mr Draghi argued that monetary policy was sufficiently loose to keep deflation at bay but conceded that inflation will remain low for a prolonged period. The ECB forecasts inflation falling from an average of 1.4% in 2013 to just 1.1% in 2014, and then picking up modestly to 1.3% in 2015. That is already weak, which means that if inflation does drop further (the forecast envisages it could be as low as 0.6% this year) the ECB will have to do more.

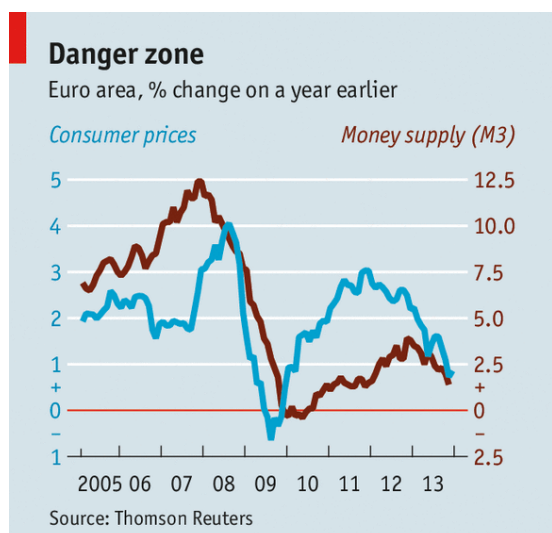
A first step could be a further small cut in the lending rate, to 0.1%. Beyond that the ECB has three main options: strengthening its forward guidance; setting negative interest rates; and quantitative easing.

Since the council's declared policy is that of forward guidance, reinforcing it would make sense. Other central banks provide harder guidance. The Fed and the Bank of England have tied pledges not to raise rates to explicit thresholds for unemployment (and even then not to treat these as automatic triggers). As Willem Buiter of Citigroup points out, the ECB's version could be hardened if the bank were to do another long-term liquidity operation at a fixed rate (either 0.25%, or 0.1% if it cut again). That would enhance the credibility of the guidance and help to keep forward interest rates very low. The policy would come in handy if the Fed's decision to start tapering its asset purchases in January pushed up global interest rates.

Introducing negative rates would be more radical but consistent with the current version of forward guidance, which applies to all the bank's policy rates. The rate that would go negative is the one the ECB pays on overnight money left with it, which since July 2012 has been zero. A negative deposit rate would in effect charge banks for parking spare funds at the ECB. Though this would be unprecedented for the euro area, Denmark went negative in July 2012 (in response to the ECB's zero rate) in order to deter inflows of foreign funds that were putting upward pressure on the krone and threatening its peg to the euro.

The case for the ECB going negative is broader than that for the Danish central bank. Owing to the fragmentation of the euro zone, the deposit rate mainly affects banks in northern creditor countries, which can access the money markets. If the deposit rate turned negative, this would ease money-market rates because it acts as a floor for them. This would help to stimulate activity in northern Europe and might ease upward pressure on the euro, which has been uncomfortably strong for export businesses. An even bigger prize would be if the policy restored a euro-zone interbank market by nudging northern banks to lend again to their southern counterparts, which have been relying on central-bank funding.

But that gain would be elusive if northern banks continued to ostracise southern banks on the ground they are still too risky. And going negative could backfire. Banks would be likely to restore any erosion in their profit margins by raising their lending rates, which would defeat the purpose of the exercise.



Such worries about negative rates might lead the ECB to consider the third option. Quantitative easing would help to stave off deflation by lowering long-term interest rates and shoring up the money supply, which is barely growing (see chart). It is a strategy that has been used by central banks in Britain and Japan as well as by the Fed. If the ECB were to follow suit, it would have to buy in secondary markets a basket of bonds reflecting the economic weight of the 18 euro-zone countries (nearly 30% would thus have to be German).

Of the options available, this is the one that most clearly tackles the deflation risk. But it is particularly difficult to adopt because the Bundesbank opposes bond-buying on the ground that it blurs monetary and fiscal policy, especially in a currency union where there is no equivalent to federal American debt. In December Yves Mersch, a member of the ECB's executive board, said that purchasing a basket of government bonds would pose "immense economic, legal and political challenges".

The ECB wants to avoid having to grasp any of these nettles. It is keener on influencing market expectations through talk and threats rather than deeds. But another downward lurch in inflation may force its hand, in which case 2014 will be the year when the ECB goes unconventional.

Political insurgency

## Europe's Tea Parties 96,71

Insurgent parties are likely to do better in 2014 than at any time since the second world war

Jan 4th 2014 | [From the print edition](#)



SINCE 2010 or so, the Tea Party, a Republican insurgency, has turned American politics upside down. It comes in many blends, but most of its members share three convictions: that the ruling elite has lost touch with the founding ideals of America, that the federal government is a bloated, self-serving Leviathan, and that illegal immigration is a threat to social order. The Tea Party movement is central to the conflict that has riven American politics and the difficulty of reforming budgets and immigration laws.

Now something similar is happening in Europe (see [article](#)). Insurgent parties are on the rise. For mainstream parties and voters worried by their success, America's experience of dealing with the Tea Party holds useful lessons.

### The squeezed, and angry, middle

There are big differences between the Tea Party and the European insurgents. Whereas the Tea Party's factions operate within one of America's mainstream parties, and have roots in a venerable tradition of small-government conservatism, their counterparts in Europe are small, rebellious outfits, some from the far right. The Europeans are even more diverse than the Americans. Norway's Progress Party is a world away from Hungary's thuggish Jobbik. Nigel Farage and the saloon-bar bores of the United Kingdom Independence Party (UKIP) look askance at Marine Le Pen and her Front National (FN) across the Channel. But there are common threads linking the European insurgents and the Tea Party. They are angry people, harking back to simpler times. They worry about immigration. They spring from the squeezed middle—people who feel that the elite at the top and the scroungers at the bottom are prospering at the expense of ordinary working people. And they believe the centre of power—Washington or Brussels—is bulging with bureaucrats hatching schemes to run people's lives.

Mainstream politicians in Europe have tried to marginalise the insurgents, by portraying them as unhinged, racist or fascist. But it is not working, partly because many of the insurgents are making a determined effort to become respectable. UKIP, the FN and the Freedom Party (PVV) in the Netherlands could each win the most votes in European Parliament elections in May. In France, 55% of students say they would consider voting for the FN. The Progress Party has joined Norway's government. Slovakia has a new far-right provincial governor. Count insurgents on the left, such as Syriza in Greece and the Five Star movement in Italy, and mainstream parties in Europe are weaker than at any time since the second world war.

The insurgency is doing well partly because the mainstream has done so badly. Governments encouraged consumers to borrow, let the banks run wild and designed the euro as the pinnacle of the European project. In the past five years ordinary people have paid a price for these follies, in higher taxes, unemployment, benefit cuts and pay freezes.

This newspaper is sympathetic to the Tea Parties' insight that the modern state often seems designed to look after itself, rather than the citizens it is supposed to serve. It is true that the EU has no answer to the problem that minorities of voters in many countries feel it lacks legitimacy—a looming threat to the euro. But Europe's insurgents go further than that.

When Geert Wilders, leader of the PVV, calls the Koran “a fascist book” and Islam “a totalitarian religion”, he is endorsing intolerance. When Ms Le Pen demands protection for French firms from foreign competition, she is threatening to impoverish her compatriots. When UKIP promises British people prosperity outside the European Union, but within a free-trade zone of its own devising, it is peddling an illusion. Increasing inequality and growing immigration are the corollary of technological progress and economic freedoms that most people would not willingly give up.

Such details do not detain Ms Le Pen who, with the swagger of a politician on the rise, predicts that she will be in the Elysée within a decade. That is highly unlikely, partly because national elections are less susceptible to protest votes than European elections are, and partly because as they get closer to power almost all Europe's Tea Parties are likely to reveal themselves as incompetent and factional. Yet the insurgents do not need victory to set the agenda or to put up barriers to reforms. That is why Europeans need to see them off.

### **Honesty in all things**

Attacking the insurgents as fascists worked when Hitler's memory was fresh, but many of today's voters rightly see it as mostly a scare tactic. Even as the mainstream demonises the insurgents, it also panders to them by adopting pale versions of their policies—against immigration, global finance and the EU. But the mainstream is inhibited by a sense of what is possible and an understanding of what is legal. So it ends up flattering the idea that something needs fixing, while seeming to lack the courage to do anything.

The lesson from America is that if Europe's politicians do not want the insurgents to set the agenda, they need to counter their arguments. As long as Republican leaders have indulged Tea Party demands to put purity above the work of governing (for instance, by shutting down the federal government) they have sunk lower in the public esteem. The hardline positions of Republican candidates satisfy the party faithful but drive away undecided voters, costing the party Senate seats in recent elections and arguably the presidency in 2012. Politicians need to explain hard choices and dispel misconceptions. Europe's single market is the source of prosperity: enlarge it. Workers from eastern Europe pay more into government coffers than they take out: welcome them. Politicians prepared to speak out will find that most citizens can cope with the truth.

Ultimately, though, the choice falls to voters themselves. The Tea Party thrived in America partly because a small minority of voters dominate primary races especially for gerrymandered seats. In elections to the European Parliament many voters simply do not bother to take part. That is a gift to the insurgents. If Europeans do not want them to triumph, they need to get out to the polls.



## Europe's populist insurgents

# Turning right 96,73

Parties of the nationalist right are changing the terms of European political debate. That does not guarantee them lasting electoral success

Jan 4th 2014 | MONTELMAR, PARIS AND THE HAGUE | [From the print edition](#)



IN A café on a tree-lined boulevard in Montelimar, a southern French town best-known for its sticky nougat, Julien Rochedy is working on his speech. Young, fashionably bearded and sporting both a well-cut suit and a braided black bracelet, he might be finalising a business presentation, or the launch of a fashion brand. In fact, Mr Rochedy is preparing for a public meeting of the National Front, the right-wing party led by Marine Le Pen.

The National Front (FN) has no local office in Montelimar, nor any historical hold here. The town's narrow streets carry no posters for the evening's meeting. But in France's 2012 presidential election, Ms Le Pen grabbed 21% of Montelimar's first-round vote—more than she did nationwide. So the FN is fielding Mr Rochedy as a candidate in the mayoral elections to be held in March. "I've come here a bit like a missionary," he says cheerfully. That evening a few hundred people turn out, curious to hear Mr Rochedy and his star guest, Marion Maréchal-Le Pen, the 24-year-old niece of the party leader and one of the FN's two deputies in parliament.

Mr Rochedy, author of a book on the decadence of the West and admirer of Nietzsche, is part of a phalanx of young candidates recruited to become the new face of the FN. Under Ms Le Pen's thuggish father, Jean-Marie Le Pen, the party lurked reviled on the far right of politics. For his daughter, decontaminating the brand is part of a programme which she sees as preparing the party, in the past always a protest vote, for real power. Her anti-elitist, anti-Brussels, anti-immigrant stance is playing well with a significant fraction of her countrymen—as are similar messages from charismatic right-wing insurgents across the continent.

### The voice of the people

In May voters across the 28-member European Union will elect 751 deputies to the European Parliament. Polls suggest that the FN could win a plurality of the votes in France. The United Kingdom Independence Party (UKIP) has similarly high hopes, as does the Freedom Party (PVV) in the Netherlands. Anti-EU populists of

the left and right could take between 16% and 25% of the parliament's seats, up from 12% today. Many of those votes will go to established parties of the Eurosceptic left. But those of the right and far right might take about 9%. And it is they, not the parties of the left, who are scaring the mainstream.

The response of the political establishment to a tide of anti-European populism which draws on anti-immigrant feeling and antipathy towards Islam has mostly been to evoke the 1930s and hope for revulsion to take its course. "We should not forget", said José Manuel Barroso, head of the European Commission, "that in Europe, not so many decades ago, we had very, very worrying developments of xenophobia and racism and intolerance."

It is true that some anti-EU parties are toxic. The most sinister is Golden Dawn, which holds 18 seats in the Greek parliament. Despite claiming to have moved beyond its neo-Nazi roots, the movement uses a swastika-like logo, plays the "Horst Wessel Lied" at rallies, and puts its members through military-style training. Its leader, Nikos Michaloliakos, is in jail awaiting trial for association with a criminal gang after the murder of a left-wing anti-fascist rapper.

Squatting on the borders of respectability is Jobbik, now the third biggest party in Hungary's parliament. Like many parties widely regarded as belonging to the far-right, it rejects the label in favour of "radical nationalist". The party denies that it is racist or anti-Semitic; yet Marton Gyongyosi, one of its deputies, declared a year ago that it was time to draw up a list of Jews in parliament and government, on the ground that they represent a "certain national security risk". He later apologised, but the damage was done.

To raise the spectre of a return to 1930s fascism, however, is "not the right question," argues Catherine Fieschi, director of Counterpoint, a British think-tank. Most of Europe's populist parties either have no roots in the far right or have made a conscious and open effort to distance themselves from such antecedents. A better question is how far these parties can use popular dissatisfaction to reshape Europe's political debate, and whether they can use that influence to win real power.

That they are disparate there can be no doubt; they vary hugely according to local tastes, traditions and taboos. Take the FN and the PVV. Late last year their leaders, Ms Le Pen and Geert Wilders, began a political courtship with an eye to creating a new parliamentary group after the European elections. But the PVV is ardent in its support for Israel, while the FN has an anti-Semitic past. The PVV is in favour of gay marriage; the FN marches against it. The PVV sees Islam as a totalitarian danger around the world; the FN frets not over the religion's basic tenets but only about the "Islamification" of France.

Elsewhere some on the populist right—Belgium's Vlaams Belang, Italy's Northern League—want regional autonomy within the EU while others—UKIP and the Finns Party—reject EU membership outright. Those not stained by direct descent from a racist past distinguish themselves from those that are. That is why the FN does not sit in the Eurosceptic group in the European Parliament that UKIP and the Northern League belong to, and why a deal between the PVV and the FN could herald quite an institutional shake-up.

What they all have in common is that they are populist and nationalist, that they have strong views on the EU, immigration and national sovereignty, and that as a result they are doing very well in the polls.

### **Swaggering about**

The euro-zone crisis, and its aftermath, goes some way to explaining why—but it is far from a complete answer. The populist right is nowhere to be found in austerity-battered Spain and Portugal. But it thrives in well-off Norway, Finland and Austria. Between 2005 and 2013, according to calculations by Cas Mudde, at the University of Georgia, there are almost as many examples of electoral loss for parties of the far and populist right (in Belgium, Italy and Slovakia, among others) as there are of gain (in Austria, Britain, France, Hungary, the Netherlands).

But if euro-zone economics are not a full explanation, the crisis has been crucial to setting the scene for the potent new pairing of old nationalist rhetoric with contemporary Euroscepticism. Across Europe disillusion with the EU is at an all-time high: in 2007 52% of the public said it has a positive image of the EU; by 2013 the share had collapsed to 30%. The new identity politics is a way of linking the problems of Europe and those of immigration. It also taps into concerns about the way globalisation, defended by the mainstream political consensus, undermines countries' ability to defend their jobs, traditions and borders.

The parties play on a nostalgia for simpler times that appeals to some older voters; but their pitch also works well with younger voters for whom Europe's dark past is the stuff of history textbooks, not their or their parents' experience. Some of them are more comfortable voicing ideas that their elders either reject or pass over in silence; a study of Facebook fans of populist parties by Demos, a British think-tank, found that those aged 16-20 years were twice as likely as the over-50s to cite immigration as the reason for their support. Fully 55% of French 18- to 24-year-olds say that they would not rule out voting for the FN, according to a recent poll by the Union of Jewish Students in France.

Young or old, populist parties speak to an electorate which Dominique Reynié, an academic at Sciences-Po in Paris, sees as "existentially destabilised": confused and anxious about what they belong to, where their country is heading, and whether their leaders can do anything about it. Most of these parties deny vigorously that in giving these anxieties voice they are merely acting as outlets for protest votes. But protest is nevertheless their theme. "We want our country back," demands UKIP's leader, Nigel Farage. "Less Europe, more Holland," says Mr Wilders.

## Naysayers

Populist and/or Eurosceptic parties on the right and far right in Europe, 2013

Country	Party	Seats in European Parliament
Austria	Freedom Party	●●
Belgium	Vlaams Belang	●
	Libertarian, Direct, Democratic	●
Britain	British National Party	●
	UKIP	●●●●●●●●●●
Bulgaria	Attack	—
	People for Real, Open and United Democracy	●
Croatia	Croatian Party of Rights dr. Ante Starcevic	●
Cyprus	National People's Front	—
Denmark	Danish People's Party	●
Estonia	Independence Party	—
Finland	Finns Party	●
France	National Front	●●●
Germany	Alternative for Germany	—
Greece	Golden Dawn	—
	Popular Orthodox Rally	●●
Hungary	Jobbik	●
Italy	I Love Italy	●
	Northern League	●●●●●●●●
Lithuania	Order and Justice	●●
Netherlands	Freedom Party	●●●●
	Reformed Political Party	●
Norway	Progress Party	—
Poland	United Poland	●●●●
Romania	Greater Romania Party	●●
Slovakia	Slovak National Party	●
Sweden	Sweden Democrats	—
Switzerland	Swiss People's Party	—

Source: European Parliament; party websites; Wikipedia

The problem the populist parties face is that when this sort of protest gains traction its themes can quite easily be grabbed by the mainstream right. When those parties move towards the populists, the populists risk getting swamped even as their messages become mainstream—or, if they attempt to keep a radical edge, being forced back on to the fringes. The tension between influence and power may make the parties' growth self-limiting.

Populist parties that make it into national parliaments can further their agendas by deft horse-trading. From 2001 to 2011 the Danish People's Party under Pia Kjaersgaard swapped parliamentary support for a succession of centre-right minority coalitions for tighter legislation on immigration. They can also hope to move beyond single issues and get into government. To the consternation of liberal Scandinavians, Norway's nationalist-right Progress Party, which secured 16% of the vote at recent parliamentary elections, has been welcomed into a minority coalition government. Its leader, Siv Jensen—a sort of Norwegian Marine Le Pen, who talks about the “rampant Islamification” of Norway—has become the finance minister.

But even where mainstream parties rule out alliances, as France's centre-right UMP does with the FN, the populist right can prompt established politicians to sound a tougher note, thereby legitimising some of the thoughts and vocabulary that once belonged only to the extremes.

The best example of how the new nationalism can pull the political debate in its direction by getting others to ape it is offered by UKIP. It has ten seats in the European Parliament (one of them Mr Farage's) but none in Westminster; it secured just 3% of votes in the 2010 general election. Yet, as Heather Grabbe of the Open Society think-tank in Brussels points out, good poll numbers and impressive showings in by-elections have been enough to give its views potency, strengthening the hands of hardline Eurosceptics in the Conservative Party. As a result David Cameron, the Conservative prime minister, has promised a referendum on British membership of the EU. He also sounds an increasingly hardline note on immigration from the EU, and on the need to clamp down on “welfare tourism”. The opposition Labour Party, relaxed in the past about open borders, now promises to be tougher, too.

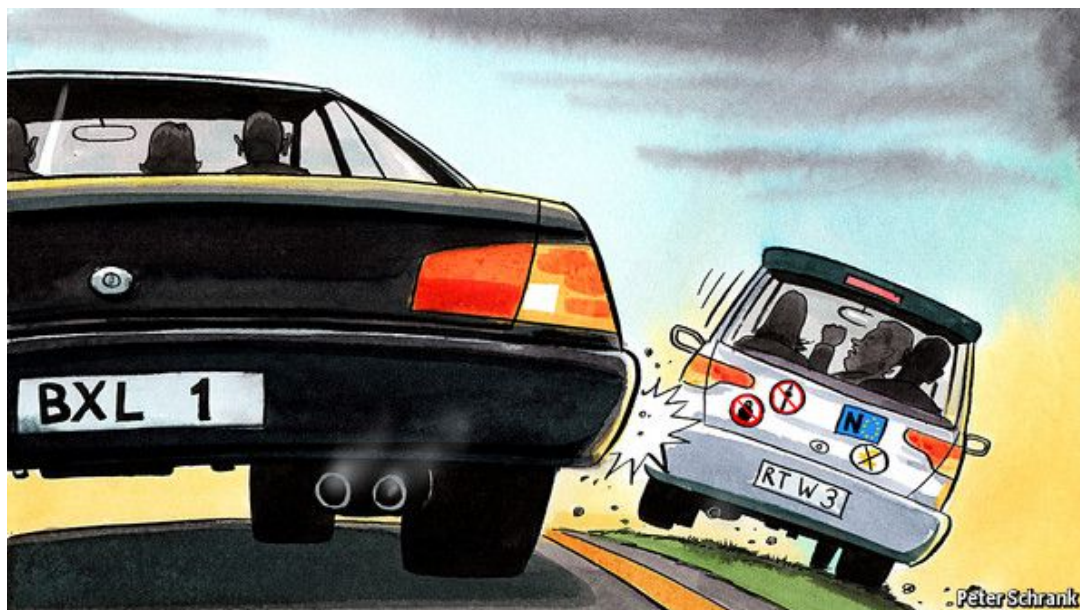
This success is largely Mr Farage's. His canny deployment of saloon-bar blokeishness as common sense is the most potent tool of a party which lacks any strength-in-depth and is prone to chaotic squabbling behind the scenes. His importance is typical of the populist parties' heavy reliance on one-man brands.

Mr Wilders in the Netherlands is the best example. With his distinctive thick silver mane, he is not just the face of the PVV: he is (rather oddly) its only registered member. In the ten years since he founded the party he has consistently courted controversy, calling Islam “a totalitarian religion” and the Koran “a fascist book”. In 2011 he was acquitted on a charge of incitement to racial hatred; he is himself undoubtedly hated by some, to the extent that he has a permanent security detail and unusually strict procedures for visitors. In the corridor outside his parliamentary office, two bodyguards sit on a black-leather sofa next to a potted plant; a poster of Margaret Thatcher hangs on the wall.

Mr Wilders exudes a focused self-confidence, sensing what he calls an “historical moment”: “I really believe that our generation of politicians can for the first time make a difference and get back what belongs to us, which is national sovereignty.” Today, the PVV has 15 seats in the 150-seat lower house of parliament, with a suite of offices there, and ten in the 75-seat Senate. Mr Wilders successfully used his party's votes to back, and then let fall, a minority centre-right coalition government, and to secure a clampdown on immigration and asylum-seeking. Now he hopes to go further. “I think we have really the best chances of becoming the main party in the Netherlands,” he breezily declares.

Mr Wilders keeps a tight grip on party ideology—his blog and Twitter account are the party's most direct way of communicating policy. And he is in complete control of its strategy. Thus the decision to invite Ms Le Pen to visit The Hague was his alone—and not, it seems, an easy one. A Zionist, Mr Wilders says that in the past he had considered it too big a risk to reach out to the FN, “and maybe it still is”. But having heard Ms Le Pen

disown her father's views—Jean-Marie Le Pen once referred to the Holocaust as a “detail” of history—he is taking her at her word.



Though this highly personalised form of politics has worked well so far, it hardly looks sustainable in the long term. The PVV has suffered several defections; two prominent ex-policemen who were among the PPV's most visible and charismatic members of parliament said that they had had enough of Mr Wilders's autocratic style. If popular parties are to survive their founders they need more conventional structures.

Ms Le Pen—who, like Mr Wilders, oozes confidence—is setting about doing just that. Like Mr Farage, she has little by way of an elected power base; the FN has only two deputies in the French parliament, and controls not a single town in France. Yet she has both the governing French Socialists and the opposition centre-right on the run. She is building on strength in the once-Communist industrial north, but also making a new push in southern towns like Montelimar—in October the FN won a stunning by-election victory in Brignoles, not that far away. Ms Le Pen's ambition, she says with a wide grin, is to be “at the Elysée in ten years' time”.

To “de-demonise” the party, she has rid it of its jackbooted types and denounced Nazism as an “abomination”. She rails not against Muslims but “Islamification”, drawing on deep-seated secular French principles to justify her condemnation of religious expression in public places. As a 45-year-old divorced mother of teenagers, Ms Le Pen gives the party a more modern feel by her presence alone. And when she speaks, she is heard by the public at large, not just followers at rallies. Whereas her father was treated by the media as a pariah, she is a frequent guest on news shows. “The image, or the caricature, of a movement of violent macho men has completely disappeared,” she insists.

### **Perfect perishers**

The quest for respectability has been uneven. Ms Le Pen rejects outright the suggestion that there is anything racist about the party today. Yet the FN recently had to suspend one of its municipal candidates for posting a photomontage of Christiane Taubira, the black justice minister, next to that of a monkey on Facebook. Ms Le Pen herself once compared Muslims praying in the French street to the Nazi Occupation.

Her strategy also involves trying to deepen party expertise in a bid to earn policy credibility—not a voters' worry today, but possibly one tomorrow. She has recruited three graduates of the elite Ecole Nationale d'Administration to her team; the fact that she wants such *énarques*, and that there are *énarques* happy to work with her, signals seriousness. And she has lined up scores of young candidates, such as Mr Rochedy in Montelimar, to stand at municipal polls. The idea is to secure them local experience to prepare for bigger ambitions in the future.

Ms Le Pen seeks to resolve the tension between campaigning as an outsider and aspiring to govern by insisting that she is “not against the system”, only the cosy mainstream consensus: “The left and the right that says the same” and is in favour of globalisation and the euro. Another way to deal with the tension is not to move too fast. Sylvain Crépon, at Nanterre University, argues that the FN would be quite happy with limited electoral success this year: enough progress to look good, not so much as to end up mired in the messy compromises the exercise of power would bring.

Ms Fieschi at Counterpoint argues that the tension between the moderation needed for power and the outsider status that attracts a dispirited public makes such parties “fundamentally unstable” in a way that limits their growth. As Matthew Goodwin at Nottingham University points out, Austria’s Freedom Party imploded after it joined government in 2000 because it could not manage the conflict between protest and power. On this analysis, Europe’s populists may be near the height of their influence. Were the economy to recover and unemployment to drop, their message might fall on less receptive ground. Within the European Parliament, rivalry between them may thwart their high hopes for influence. Ms Le Pen sniffs that UKIP “is a bit too immature” to see beyond the caricature of her party.

For the time being, however, a battered Europe is fertile terrain. There is little sign yet of a sustained drop in joblessness, nor decisive economic recovery. Back in the Montelimar café, the *patron* turns out to be an FN supporter too. “We’re not a racist party,” he insists. His grudge, rather, is against Europe, the euro and the complacent leaders who “got us into this mess” in the first place.

January 3, 2014

## Returning of Refugees to Bulgaria Worries U.N. 96,79

By NICK CUMMING-BRUCE

GENEVA — European countries should stop returning asylum seekers to Bulgaria, because they could face “inhuman and degrading treatment” in Bulgaria’s reception centers, which have been stretched thin by a rising number of arrivals, the [United Nations refugee agency said Friday](#).

Standards in Bulgaria’s reception centers have improved in recent weeks, the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees said, but are still “deplorable.” It said it would review the situation in April.

“There were cases where people just weren’t getting food or adequate space to sleep,” said Daniel MacIsaac, a spokesman for the refugee agency, reporting that it had started distributing hot meals at a former army base now serving as a reception center that lacks facilities for cooking or heating. Bulgarian government data showed that nearly half of the asylum seekers returned by other European countries were from Syria, he said.

Austria, Britain, Germany and Switzerland are among 14 European countries that sent 70 asylum seekers back to Bulgaria in the past year under the [Dublin system](#), which provides for claims by migrants seeking entry to Europe to be processed by the first country they arrive in, the refugee agency said.

But asylum seekers reaching Bulgaria face long delays registering applications and a risk of arbitrary detention, it said. Moreover, weaknesses in Bulgaria’s application of laws and international protection policies have worsened over the past year, when the number of people seeking asylum in Bulgaria jumped to around 9,000, from about 1,000 per year previously.

The fact that many of the returned asylum seekers are from Syria, making their way across Turkey toward the rest of Europe, draws attention to the growing refugee problem in Syria. “This is a European issue, not just a Bulgarian one,” Mr. MacIsaac said. “We are calling on the whole of Europe to share this challenge more equally.”

The United Nations has also expressed concern over reports that Bulgaria’s authorities have pushed back migrants seeking to enter the country. Arrivals in Bulgaria in December dropped to fewer than one-third the number the previous month, Mr. MacIsaac said, saying the decline followed a sharp increase in the number of police officers deployed along the border and work on a 20-mile fence along the border.

January 3, 2014

## Unemployed in Europe Stymied by Lack of Technology Skills 96,80

By [LIZ ALDERMAN](#)

DUBLIN — Week after week, newspapers issue a stream of hopeful headlines: Microsoft, PayPal, Fujitsu and scores of other companies are expanding their investments in Ireland, creating thousands of jobs as unemployment hovers near record highs.

There is just one hitch: Not enough people are qualified to fill all the jobs. In some cases, the companies have had to look outside Ireland to recruit candidates with the right skills.

After a five-year economic crisis, the mismatch represents one of the thorniest problems facing Ireland and many other European countries. Hundreds of thousands of people who lost work, and many young people entering the work force, are finding that their skills are ill suited to a huge crop of innovation-based jobs springing up across the Continent.

“In all countries, there is an expectation that many of the new jobs created will be in the knowledge-intensive economy,” said Glenda Quintini, a senior labor economist at the Organization for Economic Cooperation and Development. “But we are seeing a worrisome skills mismatch that means a large number of unemployed people are not well prepared for the pool of jobs opening up.”

Employers have long complained that graduates do not have the skills they need. But in a recent [report](#), the International Labor Organization warned that “skills mismatches and occupational shifts have worsened” in Europe in the wake of the crisis. People laid off in hard-hit sectors, from construction to finance, face lengthy retraining, while too few graduates entering the job market have chosen engineering, science or technology degrees for the growing innovation-based jobs market.

The gap in Europe has important consequences for the recovery as the euro zone grapples with unemployment rates stuck stubbornly above 12 percent: It may hold back a return to meaningful growth and generate “significant economic and social [costs](#),” according to the European Commission, the policy-making arm of the European Union.

The International Labor Organization went further, warning that the gap might contribute to extended spells of unemployment and might reduce the effectiveness of policy interventions to stimulate growth. In the United States, the phenomenon has also helped contribute to a rise in long-term joblessness, the organization said.

Around two million job vacancies around the European Union are languishing unfilled, about the same number as in 2010, in sectors ranging from hotel work to computer programming, according to Eurostat, the statistics office of the European Union.

A [study](#) released in November by Eurofound, the research arm of the European Union, showed that despite the recession, almost 40 percent of companies reported difficulty in finding workers with the right skills, compared with 37 percent in 2008 and 35 percent in 2005.

The problem is especially striking for innovation-based companies, which are generating jobs at a rapid clip as technology spreads through every sector of the economy. By 2015, about 900,000 information and communications technology vacancies may go unfilled in the European Union, the European Commission



warned in a recent [report](#) on the digital economy. The gap “is of major concern to European competitiveness” and to the economy as a whole, the commission said.

Governments and companies around Europe are fast-tracking efforts to retrain the unemployed for a burst of technology-related jobs. They are also stepping up campaigns to lure university students to mathematics, engineering and science in place of popular courses in the humanities and social sciences.

In Ireland, the government introduced a series of retraining and higher-education programs and sought to polish the allure of mathematics degrees as alarm bells sounded over the issue a couple of years ago. At the time, unemployment was around 14 percent after an economic collapse that destroyed jobs in the construction sector, which had employed around a quarter of the young men in the country.

Multinational technology and social media companies kept investing, lured by Ireland’s ultralow 12.5 percent corporate tax rate and an English-speaking work force. But many have been forced to look outside the country for employees with the right skills, despite more than 391,500 being out of work and a jobless rate of around 12.5 percent.

The issue peaked last summer, when PayPal’s chief executive in Ireland, Louise Phelan, stoked controversy by acknowledging that the company had recruited from 19 other countries for 500 positions in its operations center in Dundalk because of a lack of foreign-language skills among Irish nationals. This summer, Fujitsu, which employs 800 people in Ireland, revealed that it had had to hire most of its Ph.D.-level experts from abroad.

All told, around half of information technology jobs in Dublin were being filled with foreign workers, while around 4,500 information technology jobs in the country were going unfilled because of a limited supply of suitably skilled applicants, various [studies](#) have shown. Paul Sweetman, the director of ICT Ireland, a business lobby group, said that part of Ireland’s strategy was to enhance its attractiveness as an investment and work destination by luring bright minds from around the world to the technology sector.

The skills shortage prevented Ireland-based companies from “effectively executing their business strategies,” which created a risk of lower productivity and slower growth, according to a recent [report](#) by the consulting company Accenture.

Part of the problem for all countries, not only Ireland, was that technology-related university training lost appeal after the dot-com bust in the early 2000s, said Regina Moran, the executive director of Fujitsu in Ireland. In Ireland, people flocked to construction or tourism work, which blossomed in the middle of the decade.

Ian Sharpe was one of them. He spent nearly 15 years working in the hotel industry until Ireland’s banking crisis strangled the Celtic Tiger and left him jobless in 2010. He languished on benefits as he tried fruitlessly to find new work.

But last year he latched on to back-to-work programs that the government had introduced with businesses.

Recently, 182 candidates — most of them unemployed, with backgrounds in fields including farming, construction and even astrophysics — went through retraining. One company, VMware, hired 82 people, and other companies hired nearly everyone else — including Mr. Sharpe.

On a recent weekday, he was huddled with a team of technicians in the Cork-based offices of VCE, a joint venture between VMware, Cisco, EMC and Intel that provides cloud and virtualization software and services.

After six months as an intern, he was hired full time to help manage a data center, with an annual salary of around 30,000 euros, or about \$40,000 — about what he was making as a hotel manager.

The initiatives are not without flaws. For example, as part of the JobBridge internship program, people continue to collect unemployment and receive a modest €50 stipend per week. For many, that barely covers transportation and food. Stories have littered the Irish press of abuses by companies in the program, such as giving interns either menial tasks or fully fledged professional work with no pay, and with no job ultimately materializing.

Such talk was so widespread that Mr. Sharpe said that people had urged him not to enter the program. But he wanted to avoid the fate of a number of his friends who had fallen into a rut, where the longer they were unemployed, the less likely they were to get back into the job market.

“I know people who had to get medication for being depressed, because they don’t see anything coming,” he said.

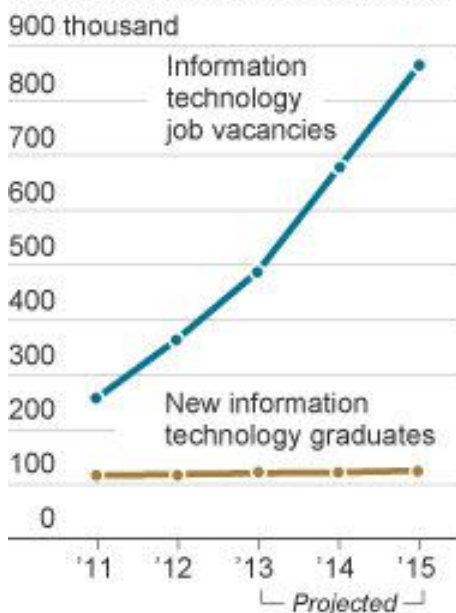
He now has an air of hope. “I’ve gone from someone who had never been professionally involved in I.T. to getting an engineering position just nine months later,” Mr. Sharpe said.

“You can see where you’re going,” he added. “Finally, there’s something to aim for.”

### Skills Mismatch

The European Union lacks qualified candidates to fill jobs in the growing information and communication technology sector.

#### E.U. information technology sector



Source: European Commission

THE NEW YORK TIMES

## L'action de la France en Afrique est un enjeu mondial 96,83

LE MONDE | 04.01.2014 à 12h27 • Mis à jour le 04.01.2014 à 14h03

La présence de troupes africaines, maliennes et tchadiennes notamment, défilant fièrement aux côtés des militaires français sur les Champs-Élysées le 14 juillet 2013, entendait symboliser un tournant majeur dans la politique extérieure de la France. Depuis son élection, en effet, le président de la République a souhaité tourner le dos à des décennies de « Françafrique », c'est-à-dire au contrôle postcolonial des intérêts français sur ce continent, par l'entremise d'une génération de chefs d'Etat africains plus soucieux de leurs intérêts personnels que de ceux de leurs populations.

### **Voir la vidéo Hollande : plus de Françafrique, "il y a la France, il y a l'Afrique"**

François Hollande a voulu changer de stratégie. Pour lui, la France a bien vocation à un rôle africain, ne serait-ce que par son histoire. Mais ce rôle doit être conforme à ses valeurs, celle de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits de l'homme – et de la femme. Le président de la République a rapidement signifié cette nouvelle ligne à ses pairs africains, qui ont diversement apprécié. Il leur a également indiqué que, si la France (dont 5 000 soldats stationnent en permanence en Afrique) était susceptible d'intervenir ponctuellement, ce serait pour une durée limitée, avec un mandat de l'ONU et pour appuyer des solutions africaines aux conflits qui se présenteraient.

La stratégie de M. Hollande a rapidement été mise à l'épreuve au Mali, où a débuté l'opération « Serval » il y a pratiquement un an, le 11 janvier 2013. Le contingent français y compte encore 2 500 hommes, appuyés par ceux de la mission de l'ONU, la Minusma, en grande partie composée de troupes africaines. L'affaire n'est pas terminée, loin s'en faut, mais elle peut être considérée, à ce stade, comme un succès.

### UNE PARTIE RISQUÉE

L'intervention en Centrafrique, lancée le 5 décembre, montre en revanche les limites de cette nouvelle politique. Il suffit d'énumérer les étapes de la tournée africaine que vient d'effectuer le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, au Mali, en République centrafricaine, au Niger, au Tchad, au Gabon et au Congo, pour comprendre que ces mêmes dirigeants africains si utiles au système de la Françafrique restent incontournables dans la recherche de solutions militaires régionales. Rattrapée par la réalité, la France a besoin de soutiens pour renforcer la sécurité et la lutte contre le terrorisme en Afrique : elle va les chercher là où elle peut les trouver.

Paris joue aujourd'hui une partie extrêmement risquée en Centrafrique, dont la complexité a sans doute été sous-estimée. Pour autant, la recherche de ces soutiens indispensables ne doit pas détourner M. Hollande des objectifs louables qu'il a fixés à la France en Afrique. Ce continent, ses liens avec l'Europe, son potentiel économique sont trop importants pour qu'il y renonce. La capacité de destruction des organisations terroristes qui y ont proliféré le lui impose.

Mais les Etats-Unis, importants bailleurs de fonds de l'ONU, et l'Union européenne doivent aussi comprendre que l'enjeu de ces opérations dépasse largement la France. La France était la mieux placée pour intervenir en Centrafrique et elle ne pouvait pas ne pas le faire. Mais elle ne peut pas réussir seule. Il est urgent de la renforcer. Les conséquences d'un échec seraient désastreuses. Pour tous.

01/03/2014 05:05 PM

## Coalition Row 96,84

### Merkel Tries to Defuse 'Poverty Immigration' Debate

**The debate over "poverty migration" to Germany has escalated inside Chancellor Merkel's governing coalition this week, prompting her to step in and seek to calm fears as Bulgarians and Romanians gain access to the European labor market.**

German Chancellor Angela Merkel on Friday indirectly entered into a debate within her governing coalition about controversial calls by conservatives to restrict welfare payments to immigrants from Bulgaria and Romania.

The calls -- which included the slogan "Those who commit fraud are out" and a suggested three-month ban on welfare payments for immigrants -- came in response to the Jan. 1 opening of European [labor markets](#) to residents of the two countries, which are among the [European Union's](#) poorest members.

It's a development that has sparked fears of an influx of "poverty migration" across Europe, one that has sparked debates in France, Britain, Germany and elsewhere in the EU. And Bavaria's Christian Social Union (CSU), the sister party to Merkel's conservative Christian Democratic Union (CDU), has taken the lead in warning against allowing these potential immigrants to benefit from the German social system, prompting criticism from their center-left coalition partners the Social Democrats (SPD), plus accusations of right-wing populism from the opposition.

In reaction, Merkel, who was also previously criticized for her silence on the matter, telephoned her new vice chancellor and SPD leader Sigmar Gabriel to arrange the creation of a special committee for reviewing the issue during a cabinet meeting next Wednesday.

### Freedom of Movement 'Essential' to Europe

But members of Merkel's CDU have also been stirring the populist debate, with European Parliamentarian Elmar Brok suggesting on Friday that immigrants be forced to have their fingerprints taken to prevent welfare fraud. "Immigrants who come to Germany only for unemployment welfare payments, child benefits and health insurance must be sent home quickly to their homelands," he told the tabloid daily *Bild*.

But not all conservatives necessarily agree. Armin Laschet, a fellow CDU member and party leader for the populous state of North Rhine-Westphalia, told public broadcaster WDR 5 that such ideas "really don't fit in an open Europe."

Freedom of movement is an "essential part of European integration," foreign minister and SPD member Frank-Walter Steinmeier told daily *Süddeutsche Zeitung* on Thursday. To question this "damages Europe and damages Germany," he added.

The row over "poverty migration" within the new grand coalition, which began governing shortly before Christmas, is being described as the right-left alliance's first major disagreement by the German media.

Abgehängt

## Die französische Depression 96,85

04.01.2014 · Frankreichs Bürger sind für Reformen - solange sie selbst keine Opfer bringen müssen. Die Verweigerung gegenüber schmerzhaften Einschnitten ist zum Ritual geworden.

Von GÜNTHER NONNENMACHER



© DPA  Angestellte der Technologiefirma Alcatel demonstrieren im Oktober unweit des Eiffelturms gegen die Streichung von Arbeitsplätzen

Frankreich steckt in einer tiefen Depression. Eine Mehrheit der Franzosen glaubt, dass sich ihr Land im Niedergang befinde; zahllose Traktate, die sich schon zu einem eigenen Genre, der „déclinologie“ (Niedergang heißt auf Französisch „déclin“), ausgewachsen haben, bestärken sie in dieser Überzeugung. Das hat vor allem mit der Wirtschaftslage zu tun. Präsident Hollande hatte den Leuten versprochen, dass es zum Jahresende am Arbeitsmarkt eine Trendwende geben werde. Doch davon ist weit und breit nichts zu sehen, und die Lage wäre noch schlimmer ohne einen deutlichen Zuwachs an staatlich finanzierten Jobs für Jugendliche. Die Kennziffern – Wachstum, Betriebsschließungen, Handelsbilanz et cetera – führen dem Publikum vor Augen, dass Frankreich von Deutschland, an dem es sich immer misst, „abgehängt“ wird. Die gedrückte Stimmung hängt außerdem mit dem Eindruck zusammen, dass Frankreichs Einfluss in der Welt und auf die Welt schwindet: Das gilt für die Strahlkraft seiner Sprache und seiner Kultur, es betrifft aber auch die weltpolitische Bedeutung.

Ganz neu ist dieser depressive Zustand nicht. Die ersten Jahrzehnte nach der Gründung der Fünften Republik, als Frankreich unter der Führung de Gaulles große Weltpolitik betrieb und unter den Präsidenten Pompidou und Giscard d'Estaing eine lange Phase des wirtschaftlichen Wachstums erlebte, gelten inzwischen als Goldenes Zeitalter. Der Bruch erfolgte in der Ära Mitterrand (1981 bis 1995): Zum Ende seiner Amtszeit sagte der erste sozialistische Präsident düster, man habe alles versucht, um die Arbeitslosigkeit zu bekämpfen, doch es habe nichts genutzt. Unter seinem Nachfolger Chirac gab es dann eine erste große Debatte über die „soziale Spaltung“ der Gesellschaft und damit verbundene Abstiegsängste. Chirac, politisch und gesundheitlich angeschlagen, war es dann auch, der im Laufe seiner Amtszeit resigniert feststellte, Frankreich sei nicht zu reformieren; als Präsident stellte er Bemühungen, das französische Sozialsystem auf Vordermann zu bringen, danach schlicht und einfach ein.

Nach ihm scheiterte das Energiebündel Sarkozy mit dem Versuch, Frankreich fit für die Globalisierung zu machen – an seinem persönlichen Lebensstil, an seiner politischen Sprunghaftigkeit und am Widerstand der Gewerkschaften. Sein Nachfolger Hollande versucht es seither mit kleinen Reformschritten, die niemanden verprellen sollen. Der Preis dieser unentschlossenen Politik ist ein permanentes Drehen an der Steuerschraube – zum Jahresbeginn ist die Mehrwertsteuer um einen Prozentpunkt angehoben worden –, was das Land inzwischen an den Rand einer Fiskalrevolte getrieben hat.



© REUTERS  Versprechen gebrochen: Präsident Hollande hat es nicht geschafft, eine

Wende auf dem Arbeitsmarkt herbeizuführen

Zu den Paradoxien Frankreichs gehört es, dass eine Mehrheit der Bevölkerung überzeugt ist, dass grundlegende Reformen nötig seien, aber wiederum eine Mehrheit nicht daran glaubt, dass die Politik dazu in der Lage sei. Das ist angesichts des lamentablen Zustands der Parteien eine realistische Einschätzung: Hollandes Sozialisten sind gespalten in einen reformerisch-sozialdemokratischen Flügel und einen sozialistischen, der den „Neoliberalismus“ überwinden und die Globalisierung bekämpfen will. Da der Präsident für seine Mehrheit beide Flügel braucht, schwankt er hin und her. In der Opposition streiten sich Rechtskonservative und Vertreter der bürgerlichen Mitte; ihre Sammlungspartei UMP, die Chirac und Sarkozy an die Macht gebracht hatte, zerlegt sich gerade in Personalquerelen. Der große Profiteur dieser Lähmung ist der Front National (FN) unter Marine Le Pen. Ihr strömen Wähler von links und rechts zu; aus den Europawahlen im Mai könnten die Rechtspopulisten als große Gewinner hervorgehen.

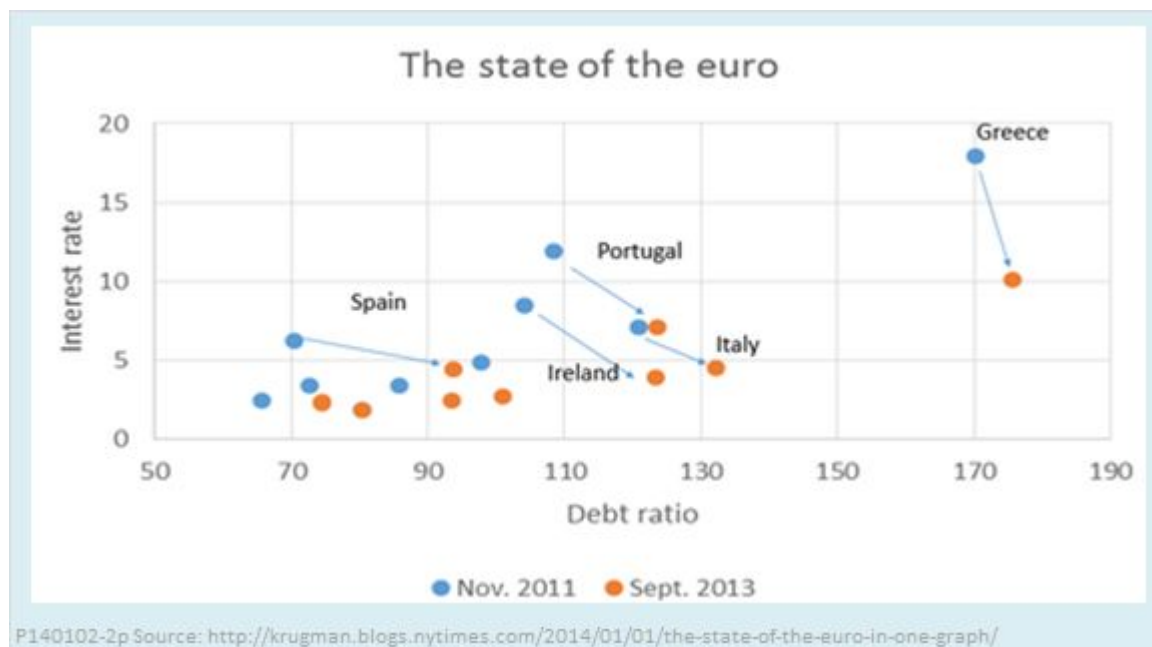
Zur Wahrheit gehört allerdings auch, dass Reformen an den Franzosen selbst scheitern: Sie sind Europameister der Besitzstandswahrung. Die Reformbereitschaft hört deshalb sofort auf, wenn es darum geht, selbst Opfer zu bringen: Ob über die Verlängerung der Wochen- oder der Lebensarbeitszeit diskutiert, ob eine Sanierung des Rentensystems versucht oder mehr Selbstbeteiligung im Gesundheitssystem gefordert wird, ob im öffentlichen Dienst gespart werden soll – immer finden sich Veto-Gruppen, die eine gesellschaftliche Obstruktionsmehrheit hinter sich bekommen.

Diese Verweigerungshaltung ist zum Ritual geworden, weil den Franzosen seit mindestens zwanzig Jahren versprochen wird, dass ihnen die Anpassungsleistungen, die in einer globalisierten Wirtschaft unerlässlich sind, erspart bleiben. Deshalb sind sie auch von der EU enttäuscht: Regierungen jeglicher Couleur haben ihnen stets erzählt, „Europa“ sei ein Schutzwall gegen die Anforderungen der „mondialisation“. Weil sich das Land dieser Illusion zu lange hingeeben hat, wird der Zwang, die bequeme Politik der Staatsverschuldung aufzugeben und sich dem Wettbewerb auf den Weltmärkten zu stellen, als besondere Zumutung empfunden. Die Franzosen sind sich nun bewusst geworden, dass ihre Politiker sie die ganze Zeit belogen haben. Doch ob sie jemanden gewählt hätten, der ihnen die Wahrheit sagt, ist damit noch lange nicht ausgemacht. Diese Schizophrenie ist der eigentliche Grund ihrer Depression.

## Austerity and the Euro in Two Graphs: A Reply to Paul Krugman 96,87

Author: [Ed Dolan](#) · January 2nd, 2014 · [Comments \(8\)](#) [Share This](#) [Print](#) 231 0

Paul Krugman started the New Year yesterday with a zingy little post in [his New York Times blog](#) titled “The State of the Euro in One Graph”. Here is the graph . . .



. . . and here is the text that accompanies it:

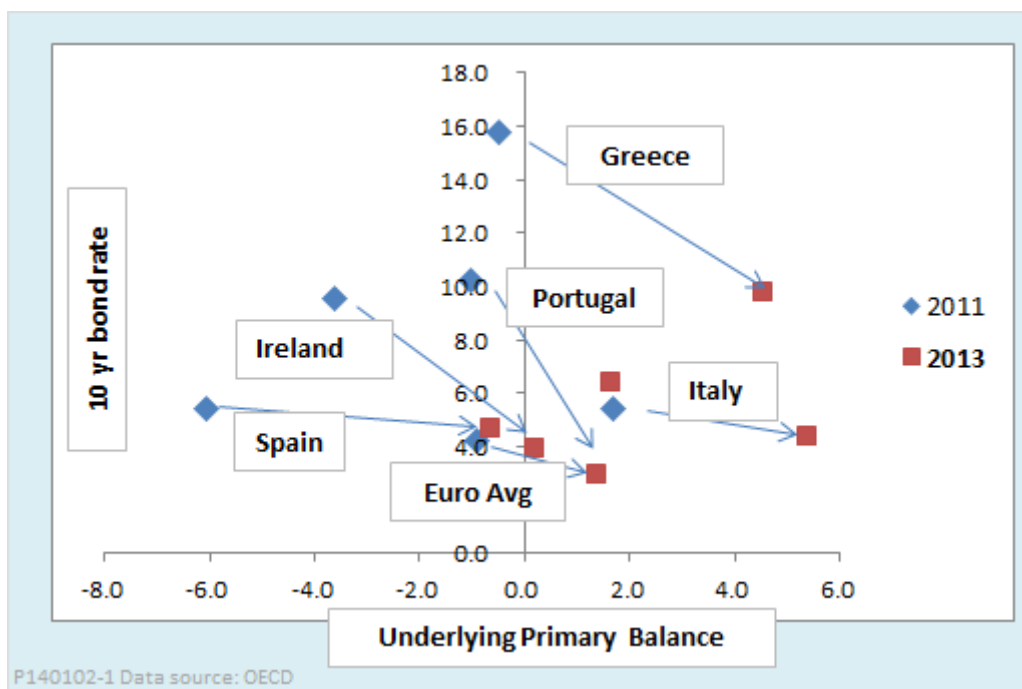
What you see here is that borrowing costs for the troubled euro countries have dropped a lot. But it's not because austerity policies have brought their debt under control — debt ratios are still rising, in large part because of shrinking economies and deflation. Instead, there has been a dramatic flattening of the relationship between debt and interest rates.

Oops. I see two problems here.

If “shrinking economies” are distorting fiscal policy indicators that are stated in relation to current GDP (and they are), shouldn't his graph measure the debt ratio relative to potential GDP, not current GDP?

Since when is the debt ratio the proper measure of austerity policy? Austerity, which we used to call *fiscal consolidation*, means reduction of the *deficit*, not the debt. The debt ratio is too strongly influenced not only by the state of the economy, but by past fiscal history, to be a good measure of year-to-year changes in the policy stance. The chart is further muddled because debt dynamics are strongly influenced by interest rates, the variable on the vertical axis.

Let me suggest an alternative graph that better illustrates the relationship between changes in fiscal policy and changes in interest rates. This version has the 10-year government bond rate on the vertical axis (I think that is what Krugman uses, although he doesn't say so) and the *underlying primary balance* (UPB) on the horizontal axis. The latter is an indicator favored by the OECD that is similar to what we more commonly call the *primary structural balance* (PSB). Like the PSB, it is the surplus or deficit of the government budget, adjusted for both interest payments on the debt and the state of the business cycle. The UPB differs from the PSB in that it also corrects for one-off budget measures like tax amnesties and privatizations, factors that are important for some of the European crisis countries.



My alternative version of the chart bears a superficial resemblance to Krugman's original, in that the arrows all point down and to the right. In fact, though, the message it suggests is exactly the opposite of the conclusion Krugman wants us to reach. Krugman invites us to interpret his graph as showing that austerity *is not* the cause of falling interest rates, whereas the alternative version suggests that austerity *is* helping to bring interest rates down.

Who is right? Well, we all know that correlation is not causation, so neither graph really proves anything. The most we can say about any such graph is whether it is consistent or inconsistent with some hypothesis about the economy. Anyone who understands the basic economics of fiscal policy can recognize that a tendency for the current debt ratio to rise while interest rates are decreasing *is not inconsistent* with the hypothesis that austerity is the cause of the decrease in rates. A tendency for interest rates to fall as the underlying balance moves toward surplus *is consistent* with the hypothesis that austerity is at least among the factors bring rates down.

As regular readers of this blog will know, I am no big fan of fiscal austerity during a slump. Such policies are procyclical. The time to fix the fiscal roof is when the cyclical sun is shining. Premature fiscal consolidation has very likely slowed recoveries from the global crisis in both Europe and the United States. Also, I would not dispute that the "Draghi effect," as Krugman calls it, is a contributing factor in bringing euro interest rates down. The European Central Bank Chairman's pledge to use all available tools of monetary policy to save the euro undoubtedly has had some effect on rates. Still, it does seem plausible that, when deciding how much to pay for euro bonds, investors have taken into account the huge swings toward surplus in the underlying balances of the crisis countries.

Paul Krugman, I think, knows all this. Although it is only January 2, may I nominate his graph for the most disingenuous of the year?



# EdDolan



73p

434 comments posted · 0 followers · following 0

Thank you for amplifying. For all my love of Twitter as a means for calling attention to interesting topics, I find it useless for debate. Here, I have already burned up more than a Tweet and I haven't even addressed your very important points yet.

(1) Yes, there is something to what you say, that the Troika identified the debt ratio as the problem. There was a lot of chatter about the 90 percent debt limit, and all that, some of which is now seen by many economists and policymakers as misguided. However, I think the underlying purpose of the Troika's concern, and that of investors, was whether fiscal policy as a whole was sustainable. Even though the debt ratio was given exaggerated status as an indicator of sustainability, there were a limited number of tools available to move toward sustainability, to be used singly or in combination: Adjust the debt ratio directly through default or restructuring; privatization (that is, reduce financial liabilities by selling real assets); or "austerity," that is, reduce the structural deficit through tax increases and spending cuts. No one ever claimed that fiscal policy could be made sustainable without the austerity element. Even when there was exaggerated focus on the current debt ratio as an indicator of sustainability (and it is a bad one), austerity was always seen as an essential tool. Until it was deployed, neither the Troika nor investors would be willing to believe that the debt ratio could be stabilized. I offer the UPB (or PSB) simply as the appropriate indicator of whether countries were in fact deploying this tool.

(2) You say "Before the crisis began, most of these countries had small fiscal deficits." That is true if you look at current deficits, but saying that only exposes the naivete of the Maastricht fiscal rules in using the current deficit as an indicator of healthy fiscal policy. The real problem is that all of the future crisis countries, with the exception of Spain, were pursuing procyclical fiscal policies, that is, running large structural deficits in the mid-2000s when GDP was running above potential. Greece, Ireland, and Slovenia were also running large underlying primary deficits. Italy had a small primary surplus, but not large enough to assure "mathematical sustainability" of fiscal policy, given its large debt ratio. The big failure of EZ fiscal policy before the crisis was a failure to realize the unsustainability and procyclicality of fiscal policies during the boom of the mid-2000s.

(3) I do agree there was a big psychological element to the crisis. Investors panicked and policymakers could have reduced the panic by reacting more quickly. That is the second fault of EZ policy: Quick reaction is structurally impossible. That is why it was so bad that they ignored structural indicators in earlier years. If you can't react quickly in a crisis, it is better not to let one develop.

Let me close by making it clear where I agree and disagree with Prof. Krugman: I agree on the important point: "Austerity," meaning sharp forcing of the UPB toward surplus in countries with large negative output gaps, is bad policy. It compounded the procyclicality that began when countries allowed their structural deficits to swell during the preceding boom. Where I disagree with Krugman is in whether the trajectory of the current deficit ratio is a good indicator of the stance of fiscal policy. It is not. Therefore, a chart featuring the trajectory of the current deficit ratio should not be offered as evidence that "austerity does not work." Austerity in fact does "work" in the sense that it has helped bring down interest rates. It just doesn't "work" in the sense of promoting stability and prosperity in the crisis countries. - See more at: <http://www.economonitor.com/dolanecon/2014/01/02/austerity-and-the-euro-in-two-graphs-a-reply-to-paul-krugman/#sthash.J2lh2NX9.dpuf>

## Kinder der Sinti und Roma gehören in die Schule 96,90

Vom Image eines unfreiwilligen Einwanderungslandes hat sich Deutschland befreit. Jetzt geht es um Menschenrechte, Freizügigkeit und europäische Werte. Vormoderne Clanstrukturen haben keinen Platz.

Von Necla Kelek



Foto: AFP/Getty Images Wäre doch schön, wenn dieser Junge, statt von seiner Mutter das Betteln zu lernen, zur Schule geht und das Abitur schafft

Nach dem Anwerbestopp für türkische Gastarbeiter im Jahr 1973 wurde durch die Regierung Willy Brandts einer der folgenreichsten Irrtümer der Einwanderungspolitik begangen.

Eine im "Ausländergesetz" wenig beachtete Regelung, die im Rahmen der Familienzusammenführung Ehepartnern und Kindern den Nachzug erlaubte, entwickelte eine Eigendynamik, die niemand vorausgesehen hatte.

Ende 1973 musste die Bundesrepublik an knapp 900.000 im Ausland – vor allem in der Türkei – lebende Kinder von Gastarbeitern Kindergeld zahlen. Ein auf etwa 50 DM pro Kind und Monat erhöhtes Kindergeld galt später nur noch für Kinder, die im Inland lebten. Die Folge war ein massiver Zuzug von Familienangehörigen der Gastarbeiter und damit faktisch die Einwanderung.

1979 stieg die Zahl von in Deutschland lebenden Jugendlichen zwischen 15 und 20 Jahren auf 350.000, vorwiegend aus der Türkei. Davon waren 100.000 arbeitslos. Der Zuzug überforderte nicht nur das Schul- und Ausbildungssystem, sondern belastet bis heute die Integration.

Aus den Fehlern mit den Türken nichts gelernt

Damals begriff sich die Bundesrepublik nicht als Einwanderungsland, und man sah mehr oder weniger tatenlos zu, wie diese Gruppe sich in prekären Verhältnissen einrichtete.

Inzwischen wurden diese Fehler eingestanden und viel Geld für die Integrationspolitik in die Hand genommen. Hätte es damals Sprach- und Integrationskurse und das Bewußtsein gegeben, dass sich nicht alles von selbst regelt, wäre vieles anders gelaufen.

In der aktuellen Debatte um die Freizügigkeit von Rumänen und Bulgaren und den auch aus diesen Ländern kommenden Sinti und Roma zeigt sich aber leider, dass daraus nichts gelernt wurde. Wieder wird Symbolpolitik betrieben.

Die einen, hier vor allem die CSU, versuchen sich als nationale Besitzstandwahrer zu präsentieren, die anderen, wie die SPD-Integrationsbeauftragte **Aydan Özoguz** im Chor mit Grünen und Linken, reden wieder einmal die Realität klein und machen – das zieht immer – rechten Populismus als eigentliches Problem aus.

Und sofort sind die allbekannten Migrationsforscher zur Stelle, die vor Vorurteilen warnen, anstatt Konzepte vorzulegen. Die Bürgermeister in den durch Zuzug geforderten Kommunen lässt man mit den Problemen weiterhin allein.

In der EU gilt das Recht auf Kindheit und Bildung

Von allen wirtschaftlichen und sozialen Problemen abgesehen, haben die Europäer eine höhere Verantwortung für ihren Kontinent. Freiheit und Menschenrechte werden nicht nur am Hindukusch verteidigt, sondern auch in Duisburg und Neukölln. Die Kinder der Sinti und Roma werden alleingelassen, es herrschen in den Clans oftmals mittelalterliche Verhältnisse.

Es ist schon ein Skandal, dass die Regierungen ihrer Heimatländer sie im Stich lassen. Aber dürfen wir das auch? Romakinder werden von ihren Eltern und Clanchefs zum Betteln oder Arbeiten auf die Straße geschickt – dabei gehören sie in die Schule. Auch sie haben ein EU-weites Recht auf Kindheit und Bildung.

In Romafamilien ist Kinderverheiratung, Zwangsverheiratung üblich – auch für junge Mädchen und Frauen muss das Recht auf Selbständigkeit und Unversehrtheit gelten. Es kann keine Tradition über der Verfassung stehen, auch wenn manche glauben, **mittelalterliche Sitten** als "Kultur" seien schützenswert. Die europäischen Grundrechte sollten nicht nur allen gewährt werden – man muss sie notfalls auch durchsetzen.

Es ist eine einmalige Chance, dass auch diese Bürgerinnen und Bürger in einem Rechtsstaat ankommen. Wenn wir ein Europa der Werte wollen, dann gilt auch, dass jedes Mädchen, jeder Junge, ob Sinti, Roma, Zigeuner, Kurde, Deutscher oder Däne das Recht haben, ein freier Bürger zu werden. Und deren Eltern haben dieselben Pflichten wie jeder andere Bürger in Europa.

Ideologische Geplänkel auf dem Rücken der Menschen

In diesem aktuellen und vorhersehbaren Ereignis zeigt sich aber, dass es trotz des fast milliarden schweren Integrationsplans kein nachhaltiges und durchdachtes Einwanderungs- und Integrationskonzept in Deutschland und für Europa gibt.

Europa weiß nicht, was es will. Brauchen wir Zuwanderung, wenn ja, welche? Kann die Zuwanderung gelenkt werden, wenn ja, wie? Soll es ein Punktesystem wie in Kanada, Restriktionen wie in Skandinavien oder Laissez-faire – wie bei uns – geben?

Warum kommen die Menschen nach Deutschland? Wollen sie Arbeit oder **Sozialhilfe**? Kann man diese Arbeit auch zu ihnen bringen? Wie geht die Gesellschaft mit den Menschen um, die kommen? Welche Erwartungen hat die Gesellschaft an die Eingewanderten, was kann verlangt werden, was ist sie bereit zu geben?

Auf diese Fragen haben weder die Regierung, noch die Parteien, noch die Wissenschaft bisher eine Antwort. Es werden ideologische Geplänkel auf dem Rücken der Menschen, der Einheimischen wie der Zuwanderer, ausgetragen.

Was fehlt, ist eine in sich stimmige europäische Einwanderungs- und Integrationspolitik. Im Koalitionsvertrag steht nichts dazu. Die Fehler wiederholen sich.

## Erster Weltkrieg

# Warum Deutschland nicht allein schuld ist 96,92

Historiker verwerfen die These, Deutschland allein habe Schuld am "Großen Krieg". Das sollten auch jene wahrnehmen, die mit dem deutschen Kriegsstreben die Abschaffung des Nationalstaats begründen.

Von Dominik Geppert, Sönke Neitzel, Cora Stephan und Thomas Weber



Foto: picture alliance / dpa

Die Schrecken des Massenschlachtsens verarbeitete der Maler Otto Dix in seinem Triptychon "Der Krieg". Arbeiter hängen es in der Galerie Neue Meister der Staatlichen Kunstsammlungen in Dresden ab.

Deutschland tut sich schwer mit dem öffentlichen Gedenken an den Beginn des Ersten Weltkriegs, der sich 2014 zum hundertsten Mal jährt. Das liegt nicht nur daran, dass hierzulande die Katastrophe des Zweiten Weltkriegs alles andere in den Schatten stellt.

Es hat auch mit der seit den Sechzigerjahren unter deutschen Politikern, in Schulen und Redaktionsstuben verbreiteten Weltsicht zu tun, Deutschland habe nicht nur den zweiten, sondern auch den ersten der beiden Weltkriege angezettelt.

Bei manchen unserer europäischen Nachbarn verdichtet sich das heute zu dem Diktum, mit seiner **Euro-Politik** drohe Deutschland den Kontinent ein drittes Mal zu ruinieren.

Das ist nicht nur historisch falsch, es ist auch politisch gefährlich. Neuere historische Forschungen zu Ursachen und Verlauf des Krieges widersprechen der Vorstellung, wonach das Deutsche Reich durch sein Weltmachtstreben Großbritannien provoziert habe und in seiner Machtgier mit vereinten Kräften gestoppt werden musste.

Falsche Prämissen

Diese Sicht aber liegt jenem Europakonzept zugrunde, demzufolge Deutschland supranational "eingebunden" werden müsse, damit es nicht erneut Unheil stifte. Die Vorstellung von der friedensstiftenden Wirkung der

europäischen Einigung, insofern sie das Nationale überwindet, wie sie besonders in Deutschland verbreitet ist, beruht jedoch unserer Meinung nach auf falschen Prämissen.

Wir glauben, dass es in der besten liberalen Tradition unserer westlichen Partner steht, den falschen Gegensatz **Europa vs. Nationalstaatlichkeit** zu überwinden.

Längst hat sich in der Geschichtswissenschaft ein Paradigmenwechsel vollzogen, den neuerdings Christopher Clark ("Die Schlafwandler. Wie Europa in den Ersten Weltkrieg zog") und **Herfried Münkler** ("Der Große Krieg. Die Welt 1914–1918") zusammengefasst haben. Zahlreiche Detailstudien lassen schon seit einigen Jahren die Großmächtebeziehungen vor 1914 in anderem Licht erscheinen.

Stefan Schmidt über Frankreich, Andreas Rose über England, Sean McMeekin über Russland, Günther Kronenbitter über Österreich-Ungarn und Konrad Canis über das Deutsche Reich – sie alle haben überkommene Sichtweisen auf die Julikrise und den Beginn des Ersten Weltkriegs revidiert und ein vielschichtigeres Bild an deren Stelle gesetzt.

Deutschland nicht Ursache allen Übels

Fritz Fischers These vom zielstrebigem deutschen Griff nach der Weltmacht hat sich als überspitzt und einseitig erwiesen. Von einem "deutschen Sonderweg" kann heute ebenso wenig mehr die Rede sein wie vom "preußischen Militarismus" als Ursache allen Übels.

Die lange Zeit gängige Deutung der Außenpolitik des Deutschen Reiches als Inbegriff diplomatischer Grobschlächtigkeit, deplazierter Krafthuberei, aggressiven Expansionsstrebens und permanenten Versagens ist längst relativiert. Historiker blicken nicht mehr nur nach Berlin, um die Ursachen des großen Krieges zu erklären, sondern verstärkt auch wieder nach Paris und Wien, nach St. Petersburg und London.

Die Schuldfrage, in deutscher Selbstbezogenheit lange Zeit der zentrale Begriff, ob als Skandalon oder als Selbstbeichtigung, spielt dabei keine entscheidende Rolle mehr.

Das Deutsche Reich war nicht "schuld" am Ersten Weltkrieg. Eine derartige Kategorie gab es bis dahin gar nicht, hatten doch dem Codex der europäischen Staatenkriege gemäß souveräne Staaten das "ius ad bellum", sofern sie eine Verletzung ihrer Interessen begründen konnten.

Großbritannien griff ohne Bündniszwang in Konflikt ein

Dieses Recht zum Krieg galt 1914 am wenigsten für Großbritannien, denn das Vereinigte Königreich konnte mit keinem unmittelbaren Interesse oder Bündniszwang ein Eingreifen in einen lokalen Konflikt (zwischen Österreich-Ungarn und Serbien) begründen. Erst der britische Kriegseintritt aber machte aus dem Ursprungskonflikt ein globales Desaster.

Worum nun ging es in diesem Krieg? Um Demokratie und Freiheit, um "Zivilisation" gegen "Kultur", um einen Kampf der Werte und Ideologien, wie die Propagandisten bald verkündeten? Viele der in den Massenheeren aufmarschierenden Männer waren durchaus bereit, ihre Heimat zu verteidigen, konnten aber mit dem Krieg der Ideen nicht viel anfangen.

Die propagandistische Verzerrung des Gegners zur blutrünstigen Bestie widerstrebte ihnen. Im Kriegserlebnis entstand oftmals eine Gemeinsamkeit über die Schützengräben hinweg.

Auch der völkerrechtswidrige Durchmarsch durch Belgien mit den ihn begleitenden Grausamkeiten machte das wilhelminische Deutschland nicht zum Oberschurken und "Barbaren". In den englischen und französischen Kriegsstrategien war Belgien ebenso wenig tabu gewesen. Die Verletzung der Souveränität Belgiens war nicht der Grund, sondern der willkommene Vorwand für das britische Eingreifen.

Politische Führer wollten den Krieg

Sind also alle geradezu schlafwandlerisch in die Katastrophe hineingeschlittert? Das auch wieder nicht. Die politischen Führungseliten hatten durchaus Interessen an einem militärischen Konflikt, die sich nicht aus hohen moralischen Standards, sondern aus handfester Machtpolitik speisten.

So kämpfte Russland nicht in erster Linie für das Selbstbestimmungsrecht der slawischen Brudervölker, sondern für eigene expansive Ziele in Osteuropa und am Bosphorus. Frankreich war nicht passives Opfer deutscher Aggression, sondern durchaus selbst zu einem Waffengang bereit, sofern es Russland und möglichst auch England an seiner Seite wusste.

Englands außenpolitische Elite um Sir Edward Grey erscheint im Lichte neuerer Forschungen weniger friedfertig und auf Ausgleich bedacht als vielfach angenommen. Österreich-Ungarn war nicht das willenlose Objekt sinistrierer Kriegstreiber in Berlin.

Die deutsche Führung schließlich verfolgte, getrieben von Abstiegsängsten und Einkreisungssorgen, das defensive Ziel, jene prekäre Situation einer begrenzten Hegemonie auf dem europäischen Kontinent wieder zu errichten, die das Reich unter Bismarck besessen hatte, weit entfernt davon, übermütig und großwahnsinnig nach der Weltmacht zu greifen.

Schulddebatte klingt wie Propaganda

Aus der Distanz von nunmehr fast hundert Jahren erscheint die Schulddebatte ein wenig wie die Fortführung jener kriegsüblichen Propaganda, der das Deutsche Reich damals kaum etwas entgegenzusetzen wusste, das sich in der Rolle des "Barbaren", der belgische Frauen und Kinder schändete, vorgeführt sah.

Der Erste Weltkrieg ist der Beginn vieler Schrecken, einer von ihnen ist die Moralisierung des Krieges. Dass man diesen Krieg haben müssen, um jeglichem Krieg ein Ende zu machen oder, wie der amerikanische Präsident Wilson proklamierte, die Welt sicher für die Demokratie zu machen, dass es sich also im Krieg gegen das Deutsche Reich um einen "gerechten Krieg" gehandelt habe, erweist sich heute als der Versuch, ein Massenschlachten, das mindestens elf Millionen Soldaten das Leben kostete, zu rechtfertigen – also als Sinngebung des Sinnlosen.

In Wirklichkeit beseitigten der große Krieg und der Friedensschluss, der ihm folgte, kein einziges Problem. Sie hinterließen im Gegenteil viele neue Konflikte, die uns, etwa im Nahen Osten, noch heute beschäftigen.

Der enorme Erfolg des Buchs von Christopher Clark ist ein Hinweis darauf, dass die zeitliche Distanz ein neues, weniger von Emotionen und Ideologien genährtes Interesse ermöglicht. Die Gründe hierfür sind vielfältig. Das Ende des Kalten Krieges hat den Blickwinkel ebenso verändert wie das Heraufziehen eines stärker multipolar ausgerichteten und global dimensionierten Staatensystems mit unverkennbaren strukturellen Ähnlichkeiten zur Welt vor 1914.

Welt ist komplizierter und gefährlicher geworden

Das Gut-gegen-Böse-Schema des Ost-West-Konflikts gilt nicht mehr. Die Welt ist komplizierter und konfliktträchtiger geworden, wie wir nicht zuletzt im Bürgerkrieg in Jugoslawien in den 90er-Jahren gesehen haben.

Uns scheint, dass diese Veränderung in Politik und Öffentlichkeit noch nicht angekommen ist. Sie fordert aber mehr denn je die realpolitische, nicht die moralische Antwort auf das Weltgeschehen. Die multipolare Welt von heute mag an 1914 erinnern. Die Analyse der Julikrise aber lehrt uns, dass es heute wie damals keine zwingende Notwendigkeit für eine globale Katastrophe gibt.

Die neuen historischen Erkenntnisse gefallen einigen nicht, weil sie im Widerspruch zu lieb gewonnenen Selbst- und Feindbildern stehen. In England und Frankreich würden viele gern an der Schwarz-Weiß-Version

eines "gerechten Krieges" festhalten, in dem Liberalismus gegen Militarismus, Demokratie gegen Autokratie und nationale Selbstbestimmung gegen Fremdherrschaft standen.

Umgekehrt haben wir uns in Deutschland einen negativen Exzeptionalismus angewöhnt: das Gefühl, heute besonders gut dazustehen, weil wir in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts besonders schlecht gewesen seien. Manch einem behagen daher die Deutungen der Julikrise nicht, die zwar den deutschen Beitrag nicht leugnen, ihn jedoch in angemessene Proportionen setzen. Schuldstolz aber steht uns genauso wenig zu wie ein triumphierender Freispruch.

Historische Fiktionen sind fatal für Europa

Die deutsche Selbstbezogenheit ist kontraproduktiv. Denn vor allem macht die gegenwärtige Krise klar, dass ein Europa scheitert, das auf historischen Fiktionen beruht. Falsche Lehren aus der Vergangenheit könnten sich als fatal für das europäische Projekt erweisen.

Pazifismus und die Überwindung des Nationalstaates sind nicht die einzig denkbaren Schlussfolgerungen aus den Weltkriegen. Denn weder sind die alten Ängste vor deutscher Hegemonie verschwunden, noch hat die Moralisierung außenpolitischen Handelns seit 1990 zu einer größeren Integration der Bundesrepublik in die europäische Staatengemeinschaft geführt. Im Gegenteil: Einen Menschenrechtsinterventionismus, der sich nicht an nationale Interessen bindet, versteht außerhalb Deutschlands kein Mensch.

Auch will keiner unserer Nachbarn in einem übernationalen großen Ganzen aufgehen, solche Pläne nähren vielmehr die Angst vor alten Machtansprüchen. Die Idee, dass wir mit "Europa" den Nationalismus bekämpfen müssten, der angeblich die Triebfeder des Dreißigjährigen Krieges des 20. Jahrhunderts gewesen sei, hat den Nationalstaat zu Unrecht diskreditiert.

"EU oder Krieg" ist die falsche Alternative und lässt sich auch nicht aus der Geschichte der Weltkriege ableiten. Ein abgeklärter Blick auf die Vergangenheit tut not. Er würde uns zu einem unaufgeregteren Selbstbild unserer Rolle in Europa und der Welt verhelfen. Und das wäre ein wirklicher Fortschritt.

Drei Historiker debattieren 1914/13

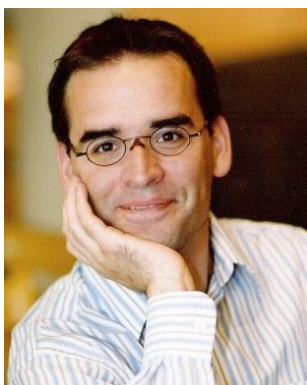


Foto: University of Aberdeen

Thomas Weber ist Professor für Geschichte und Internationale Beziehungen an der Universität Aberdeen und forscht derzeit in Harvard. Zuletzt erschien von ihm "Hitlers erster Krieg: Der Gefreite Hitler im Weltkrieg – Mythos und Wahrheit" (List-Verlag): "Die Deutschen wissen es nicht – aber in ihrem Blick auf den Ersten Weltkrieg sind sie Goebbels späte Opfer. Der Glaube, Hitler und das deutsche Volk hätten sich in den Schützengräben des Ersten Weltkriegs vereinigt, hindert die Deutschen daran, ihre eigenen Toten zu betrauern. So ziehen wir aus dem Krieg die falschen politischen Schlüsse für Gegenwart und Zukunft." Webers Beitrag erscheint am 6. Januar 2014 auf "welt.de"

## Immigration : Merkel et le SPD tentent de calmer la polémique sur les Roumains et Bulgares 96,96

Le Monde.fr avec AFP | 05.01.2014 à 03h03 • Mis à jour le 05.01.2014 à 03h44



Trois jours après [l'ouverture complète du marché du travail allemand aux Bulgares et aux Roumains](#), Angela Merkel et son partenaire social-démocrate tentent de calmer la polémique déclenchée par les conservateurs bavarois, qui craignent et stigmatisent cette immigration. Mercredi, le gouvernement de coalition de la chancelière conservatrice, réuni pour la première fois de l'année en conseil des ministres, se penchera sur d'éventuelles mesures plus sévères contre les supposées fraudes d'immigrés sur les prestations sociales.

« *Je pense qu'il ne faut pas monter artificiellement en épingle ce problème* », a estimé le vice-chancelier Sigmar Gabriel, dans un entretien samedi 4 janvier à *Bild*, journal le plus lu du pays. « *Nous n'avons pas besoin de discriminations à l'exportation contre les Bulgares et les Roumains, mais nous ne devons pas non plus ignorer les problèmes de certaines grandes villes allemandes face à l'immigration des pauvres* », a aussi lancé M. Gabriel.

Et d'ajouter : « *Ce dont nous n'avons vraiment pas besoin, ce sont des déclarations faites dans des buts électoraux. Ce n'est pas avec cela que l'on résout les problèmes d'immigration* ». Deux scrutins sont en effet décisifs pour le parti conservateur bavarois (CSU), cette année, dans cette riche région du sud de [l'Allemagne](#) : les municipales en mars et les européennes en mai.

### « HYSTÉRIE »

Or les conservateurs bavarois – le plus petit partenaire des trois partis de la coalition gouvernementale – ont fait de l'immigration leur cheval de bataille en vue de ces élections, se faisant le porte-voix d'un sentiment antieuropéen qui poind en Allemagne. Ils souhaitent la mise en place de barrières à l'immigration des ressortissants pauvres des pays d'[Europe](#) centrale, avec en ligne de mire les Roms, soupçonnés de vouloir profiter du système social allemand. Accusant les immigrés « *profiteurs* », ils ont récemment exigé une attitude plus sévère face aux éventuels fraudeurs, et lancé leur slogan : « *Qui fraude, dégage* ».

En réaction, le commissaire européen à l'emploi, le Hongrois Laszlo Andor, a mis en garde contre toute forme d'« *hystérie* » dans ce débat et rappelé la nécessité de « défendre absolument des droits fondamentaux comme la libre circulation », dans une interview au quotidien *Die Welt* parue samedi.

Les milieux économiques allemands se sont aussi inquiétés pour l'image de leur pays. Le directeur des Chambres de commerce et d'industrie allemande a ainsi souligné, dans le quotidien *Neue Osnabrücker Zeitung*, que l'Allemagne, pays vieillissant, « *avait besoin dans les prochaines années d'au moins 1,5*



*million de travailleurs qualifiés étrangers pour maintenir sa croissance et garantir le système social » du pays. « Nous devons continuer à améliorer l'accueil des immigrés, c'est un devoir pour l'ensemble de la société », a-t-il affirmé.*

## **UNE VAGUE D'IMMIGRATION PEU PROBABLE**

Les arrivées de Bulgares et de Roumains, même si elles restent limitées par rapport à l'immigration totale en Allemagne, défraient régulièrement la chronique parce qu'elles sont concentrées dans certaines grandes villes, comme Berlin ou Duisbourg, et parce que nombre d'Allemands y voient une fraude aux prestations sociales. Toute famille avec enfants installée en Allemagne a le droit de percevoir des allocations familiales.

Depuis mercredi, Roumains et Bulgares peuvent travailler librement dans l'ensemble de l'Union européenne, sept ans après l'accession de leurs pays à l'UE, avec la levée des dernières restrictions dans neuf pays – Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Luxembourg, Malte, et Pays-Bas.

Ils avaient auparavant accès, depuis 2008, à une liste de 150 métiers dans lesquels existent des difficultés de recrutement, liste élargie en 2012 à 291 professions (conduite d'engins agricoles, entretien d'espaces verts, boulangerie, coiffure...). Pour exercer une activité, les Roumains et les Bulgares devaient demander une carte de séjour et étaient soumis à une autorisation de travail, allégée pour ces métiers. Les Roumains et Bulgares ne partent donc pas de zéro, puisque la plupart des métiers du BTP et de l'agriculture, secteurs traditionnellement employeurs de main-d'oeuvre étrangère, pouvaient déjà accueillir ces travailleurs.

Pour nombre d'analystes, l'impact de ces mesures devrait être faible, également parce que les grandes vagues d'émigration ont déjà eu lieu, limitant le nombre de candidats au départ. Depuis la chute du communisme, environ trois millions de Roumains et un million de Bulgares ont émigré, pour leur très grande majorité en Espagne et en Italie. France et Grande-Bretagne ont aussi recruté des milliers de médecins et d'aides-soignantes.

## „Die Ruhe ist kein Freibrief“ 96,98

von Malte Fischer, Angela Hennersdorf und Konrad Handschuch 05.01.2014, 13:20 Uhr

Der Präsident der Deutschen Bundesbank Jens Weidmann verteidigt im Interview die Niedrigzinsen der EZB – warnt aber vor Gewöhnungseffekten, Reformstillstand und dem Irrglauben, dass die Krise vorbei sei.



Bundesbank-Chef Jens Weidmann hält die Euro-Krise für noch längst nicht ausgestanden. *Quelle: AFP*

**Herr Weidmann, die deutschen Sparer zahlen durch niedrige Zinsen die Zeche für die Euro-Rettungspolitik der EZB. Haben Sie als Währungshüter noch Vertrauen in unser Papiergeld, oder legen Sie Ihre Ersparnisse schon in Bitcoin an?**

Über die einzelnen Krisenmaßnahmen kann man zweifellos kontrovers diskutieren, und Sie wissen, dass ich mich nicht scheue, dies zu tun. Aber Ihre Behauptung kann ich so nicht stehen lassen. Der Euro-Raum erholt sich gerade vom schwersten Wirtschaftseinbruch der Nachkriegsgeschichte, entsprechend niedrig ist der Preisdruck. Die Geldpolitik hat auf diese außergewöhnliche Situation reagiert. Die niedrigen Zinsen treffen nicht nur die Sparer in Deutschland, sondern alle, die derzeit im Euro-Raum ihr Geld risikoarm anlegen möchten. Was Anlagen in das Internet-Geld Bitcoin angeht, wäre ich vorsichtig: Wegen der starken Kursschwankungen und der geringen Tiefe und Intransparenz des Marktes sind diese sicherlich nicht risikoarm. Genau daran hat die Europäische Bankenaufsicht EBA jüngst erinnert. Nach meiner Überzeugung ist das Vertrauen in das auf unabhängigen Notenbanken basierende Geldwesen ungebrochen.

**Der Erfolg von Bitcoin spricht aber dafür, dass die Anleger dem staatlichen Papiergeld zunehmend misstrauen...**

...Bitcoins sind doch überhaupt keine Alternative zu unserem Geld. Sie sind als Zahlungsmittel ein absolutes Nischenprodukt. Versuchen Sie einmal, Ihren Samstagseinkauf mit Bitcoins zu bezahlen. Das treibende Motiv hinter der derzeitigen Nachfrage nach Bitcoins scheint mir eher die Hoffnung auf eine hohe Rendite als das von Ihnen behauptete Misstrauen gegenüber den bestehenden Währungen dieser Welt zu sein. Diese Hoffnung kann aber eben auch enttäuscht werden.

**Bleibt das Problem der niedrigen Zinsen.**

Das gesamtwirtschaftliche Umfeld und das schwache Kredit- und Geldmengenwachstum bremsen den Aufwärtsdruck auf die Preise. In unserer Dezemberprognose erwarten wir für das nächste und übernächste Jahr Inflationsraten von unter eineinhalb Prozent für den Euro-Raum. Das rechtfertigt eine expansive Geldpolitik. Allerdings entbindet uns Ruhe an der Preisfront nicht von einer sorgfältigen Kosten-Nutzen-Analyse der geldpolitischen Maßnahmen.

**Wie fällt die aus?**

Die Ruhe ist kein Freibrief für beliebige geldpolitische Lockerungen. Ich weise auch immer wieder darauf hin, dass mit den Niedrigzinsen auch Risiken und Nebenwirkungen verbunden sind, die mit der Dauer der lockeren Geldpolitik zunehmen. Es besteht die Gefahr, dass sich Staat und Private an das billige Geld gewöhnen,

Strukturreformen unterlassen, Banken und Unternehmen ohne tragfähiges Geschäftsmodell am Leben erhalten. Auch können Vermögenspreisblasen entstehen. Ja, es stimmt: Derzeit wird der Ertrag sicherer Anlagen sogar von der Inflation aufgezehrt, der Vermögenserhalt fällt schwer. Negative Realzinsen gab es aber auch schon zu D-Mark-Zeiten. Sie dürfen jedoch kein Dauerzustand werden. Die Bürger müssen sich jedenfalls darauf verlassen können, dass die Zinsen wieder rechtzeitig angehoben werden, sobald der Preisdruck zunimmt.

Die Geldpolitik muss sich am Schnitt des Euro-Raums ausrichten

**Müssten die Zinsen nicht erhöht werden, damit der Reformdruck steigt?**

Unsere Aufgabe ist es, Preisstabilität im Euro-Raum zu gewährleisten. Unser Mandat besteht nicht darin, Reformen zu erzwingen. Wettbewerbsfähige Wirtschaftsstrukturen und solide Staatsfinanzen sind im Eigeninteresse der Mitgliedsländer. Die Krise hat allerdings auch sehr eindringlich gezeigt, dass es der Geldpolitik schwerer fällt, ihr Ziel zu erreichen, wenn diese Voraussetzungen nicht gegeben sind. Deshalb sind für uns als Notenbanken entsprechende Reformen zentral.

**Die EZB betont zwar, sie richte die Leitzinsen am Durchschnitt der Euro-Länder aus. Studien deuten jedoch darauf hin, dass sie die Zinsen an den Bedürfnissen der schwächsten Mitglieder orientiert.**

Wenn das so wäre, hätten wir ja wohl kaum unser Primärziel erreichen können, die Inflationsrate unter, aber nahe zwei Prozent zu halten. Der Kaufkraftverlust des Euro während der 15 Jahre seiner Existenz liegt bei genau zwei Prozent pro Jahr. Damit war er geringer als der in den letzten 15 Jahren der D-Mark in Deutschland, auch wenn solche Vergleiche immer etwas oberflächlich sind, da sie die unterschiedlichen Rahmenbedingungen nicht berücksichtigen. Unsere Zinsentscheidungen lassen sich auch nicht einfach in Formeln abbilden. Klar ist natürlich: Wenn sich eine signifikante Anzahl von Euro-Ländern in der Krise befindet, wächst der Druck auf das Euro-System, die Anpassungslast zu mildern. Diesem Druck müssen wir standhalten und die Geldpolitik konsequent am Durchschnitt des Euro-Raums ausrichten.

**Für manche Länder fällt die Geldpolitik dann aber zu expansiv aus, für andere ist sie zu restriktiv.**

In den Ländern, in denen die Geldpolitik tendenziell zu expansiv ist, können Finanzstabilitätsrisiken wie zum Beispiel Vermögenspreisblasen entstehen. Dem muss dann aber beispielsweise mit anderen Instrumenten als denen der Geldpolitik begegnet werden – etwa durch höhere Eigenkapitalvorgaben für bestimmte Bankkredite. Den Bedarf für eine solche makroprudenzielle Politik...

**...Sie meinen eine besondere Branchenaufsicht für Banken...**

...haben wir im Vorfeld der Krise zu wenig beachtet. Deshalb gibt es in Europa jetzt den Europäischen Ausschuss für Systemrisiken und in Deutschland den Ausschuss für Finanzstabilität, die solche Risiken rechtzeitig aufspüren und Maßnahmen vorbereiten sollen.

**Na prima, dann ist die Euro-Krise vorbei?**

Vorsicht, die Euro-Krise ist noch längst nicht vorbei. Sie ist derzeit an den Finanzmärkten weniger spürbar als vor gut einem Jahr. Dazu haben neben den Reformfortschritten in den Krisenländern, die fiskalischen Rettungsmechanismen, aber wohl auch die Ankündigung der EZB beigetragen, unter bestimmten Bedingungen notfalls unbegrenzt Staatsanleihen von Krisenländern zu kaufen. Die Euro-Krise ist ein komplexes Geflecht aus Finanz-, Staatsschulden- und Strukturkrise. Bei der Haushaltskonsolidierung und bei der preislichen Wettbewerbsfähigkeit hat es in den Krisenländern einige Fortschritte gegeben, die auch nicht kleingeredet werden sollten. Doch es dürfte noch Jahre dauern, bis die Ursachen der Krise wirklich beseitigt sind.

**Derzeit sinken in einigen Peripherieländern die Verbraucherpreise. Das hat Ängste vor einer Deflation geweckt.**

Für den Euro-Raum insgesamt - und das ist für uns geldpolitisch relevant - rechnen wir auf Sicht der nächsten zwei Jahre mit Preissteigerungen zwischen ein und anderthalb Prozent. Die Inflationsrate wird also niedrig, aber positiv sein. Die längerfristigen Inflationserwartungen liegen zudem in der Nähe von zwei Prozent. Das

Risiko einer Deflation ist somit bei einer Gesamtbetrachtung sehr begrenzt. Dass die Preise in einigen südlichen Ländern sinken, ist Teil der Anpassung, um diese Länder wieder wettbewerbsfähig zu machen. Eine sich selbst verstärkende und erwartungsgetriebene Deflation, die krisenverschärfend wirkt, sehe ich auch dort nicht.

Die EZB ist bereit zu handeln, wenn dies nötig ist

**Dennoch spekulieren die Märkte über weitere Lockerungsmaßnahmen der EZB wie einen negativen Zins für Einlagen der Banken.** Ich halte es nicht für sinnvoll, direkt nach der Zinssenkung im November schon wieder öffentlich über die nächsten Maßnahmen zu spekulieren. Unsere Botschaft ist: Die EZB ist bereit zu handeln, wenn dies nötig ist. Allerdings sind die traditionellen Instrumente an der Null-Zins-Grenze weniger wirksam. Es ist beispielsweise auch nicht auszuschließen, dass Banken die mit negativen Einlagesätzen verbundenen Kosten über höhere Zinsen auf die Kreditnehmer überwälzen. Negative Einlagenzinsen können daher eventuell das Gegenteil von dem bewirken, was eigentlich gewünscht wird, nämlich dass das bereitgestellte Zentralbankgeld zur verstärkten Kreditvergabe an Unternehmen und private Haushalte genutzt wird.

**Wie wäre es denn mit neuen Geldleihgeschäften, die die EZB an die Bedingung knüpft, dass damit Kredite an Unternehmen in Krisenländern vergeben werden?**

Die EZB hat beschlossen, allen Banken im Euro-Raum bis Mitte 2015 über ihre regulären Refinanzierungsgeschäfte so viel Liquidität zur Verfügung zu stellen wie benötigt. Diese Vollzuteilung gibt den Banken Sicherheit über die Liquiditätsversorgung. Ich sehe es grundsätzlich skeptisch, wenn die Notenbank zur Feinsteuerung von regionaler oder sektoraler Kreditvergabe der Banken aufgefordert wird. Das endet schnell in planwirtschaftlichen Ansätzen. Es würde die Geldpolitik weiter politisieren. Zentralbanken sollten nicht in die Geschäftsentscheidungen der Banken eingreifen, um die Kredite in bestimmte Regionen oder an bestimmte Kreditnehmer zu leiten. Bei den bisherigen sehr langfristigen Refinanzierungsgeschäften hat sich allerdings leider gezeigt, dass die bereitgestellte Liquidität nicht in die Kreditvergabe an die Realwirtschaft geflossen ist, sondern größtenteils zum Ankauf von Staatsanleihen verwendet wurde. Bei möglichen künftigen Geschäften sollten wir dies verhindern. Am einfachsten und schlüssigsten durch eine Bepreisung, die solche Carry-Trades unattraktiv macht.

**Fakt ist, die Banken vergeben mit dem Geld kaum Kredite in den Krisenländern...**

...was zum einen seine Ursache in einer schwachen Kreditnachfrage hat, aber wohl auch eine Folge der notwendigen Bilanzbereinigung der Institute dort ist. Dazu kommt, dass in Ländern mit schwächerer Konjunktur und größeren strukturellen Problemen die Ausfallrisiken für die Banken höher sind. Deshalb müssen sie dort höhere Risikoaufschläge in den Zinsen verlangen. Das mag zwar die Kreditvergabe bremsen. Langfristig aber stärkt eine solidere Kreditvergabe die Stabilität des Finanzsystems. Im Übrigen ist die Kreditvergabe auch in den Krisenländern sektoral sehr unterschiedlich. Selbst in einem Land mit hohem Anpassungsdruck wie Spanien werden zwar Kredite an den Bausektor abgebaut, aber exportorientierte Unternehmen erhalten sehr wohl Kredite.

**Sollte das Bundesverfassungsgericht im nächsten Jahr zu dem Schluss kommen, dass das Anleihekaufprogramm der EZB nicht mit dem deutschen Grundgesetz vereinbar ist, fällt womöglich der Schutzschirm für kriselnde Euro-Länder weg. Was wäre die Folge?**

Über das Urteil des Verfassungsgerichts will ich nicht spekulieren. Als Staatsbürger irritiert mich bei der Debatte allerdings, dass mitunter der Eindruck erweckt wird, die verfassungsrechtliche Beurteilung müsse von etwaigen Finanzmarktreaktionen abhängig gemacht werden. Rechtssicherheit ist ein hohes Gut. Meine Haltung im Hinblick auf das Staatsanleihekaufprogramm ist ja bekannt. Ich sehe es kritisch, und ich trete für eine klare Trennung von Geld- und Finanzpolitik ein.

**Aber Sie machen sich doch sicherlich Gedanken, was passiert, wenn der Schutzschirm der Anleihekäufe zuklappt.**

Es kommt doch letztlich auf die Regierungen der betroffenen Länder an. Sie müssen die Anleger durch Reformen und einen nachhaltigen Kurs von der Solidität ihrer Staatsfinanzen und der Leistungsfähigkeit der Wirtschaft überzeugen. Gelingt dies vorübergehend nicht und sehen die Partner die Finanzstabilität gefährdet,

stünden die Instrumente des Euro-Rettungsschirms ESM zur Verfügung, über deren Einsatz Parlamente und Regierungen der einzelnen Länder entscheiden. Nur sie sind auch dazu legitimiert, solche Entscheidungen zu treffen, die Notenbanken nicht.

Wir müssen sinnvoll regulieren

**Bleiben wir bei den Finanzmärkten. Seit Monaten sind die Aktienkurse im Höhenflug. In den USA, in Deutschland, Großbritannien und der Schweiz gehen zudem die Immobilienpreise steil nach oben. Befeuern die Zentralbanken mit ihrer expansiven Geldpolitik neue Preisblasen?**

Derzeit suchen die Anleger wegen der niedrigen Zinsen nach Rendite. Deshalb strömt viel Liquidität in die Vermögensmärkte. Bei Unternehmensanleihen hat die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich jüngst auf die Gefahr von Überbewertungen hingewiesen. In Deutschland sehen wir in einigen regional begrenzten Immobilienmärkten einen stärkeren Preisanstieg. Wir müssen daher genau beobachten, ob sich daraus ein systemisches Problem entwickelt, das die Finanzstabilität in Deutschland oder womöglich der Währungsunion gefährdet. In einem solchen Fall ist im Euro-Raum die neue makroprudenzielle Aufsicht gefordert. Die einheitliche Geldpolitik kann nicht länderspezifisch reagieren.

**Renommierete Ökonomen werfen den Zentralbanken vor, sie hätten mit ihrer expansiven Geldpolitik die Finanzkrise verursacht. Statt aus ihren Fehlern zu lernen, würden die Notenbanken nun ohne Konzept immer mehr Geld in das Finanzsystem pumpen.**

Moment mal. Sie müssen berücksichtigen, vor welchen Herausforderungen die Notenbanken in den vergangenen Jahren standen. Sie sind mit den Auswirkungen der schwersten Wirtschaftskrise der Nachkriegszeit konfrontiert. Und zwar als Ergebnis einer gefährlichen Kombination aus Bankenschieflagen sowie Schulden- und Zahlungsbilanzkrisen. In diesem Umfeld haben sie mit ihren Entscheidungen auch Neuland betreten. Von Konzeptionslosigkeit kann aber keine Rede sein. Der Geldwert ist stabil, und das hohe Vertrauen in die Zentralbanken erkennen Sie an den stabil verankerten langfristigen Inflationserwartungen. Aber in einem gebe ich Ihnen recht: Die Vorstellung, wir können mit billigem Geld die Ursachen der Krise bekämpfen, ist gefährlich. Geldpolitik wirkt wie ein Schmerzmittel, nachlassende Symptome dürfen nicht davon ablenken, die Ursachen zu therapieren. Anders gewendet, es besteht das Risiko, dass die Geldpolitik aus Rücksicht auf die Folgen an den Finanzmärkten zu lange zu expansiv bleibt.

**Bei den Banken machen Sie sich mit der Forderung nach zusätzlichen Regulierungen keine Freunde.**

Wir müssen sinnvoll regulieren, damit wir auf der einen Seite die Risiken für die Finanzstabilität reduzieren und auf der anderen Seite die Funktionsfähigkeit des Bankensystems in seiner dienenden Rolle für die Realwirtschaft erhalten. Nicht jedes Regulierungsvorhaben ist zielführend, aber das heißt nicht, dass wir die Regulierungsagenda schon abgearbeitet haben.

**Was fehlt noch?**

Das Problem des Too-big-to-fail beispielsweise ist noch nicht gelöst. Darüber hinaus müssen wir immer auch im Blick behalten, wie Banken oder andere Finanzmarktakteure auf Regulierungen reagieren und wie sie ihr unter Umständen ausweichen. Deshalb ist es auch so wichtig, die sogenannten Schattenbanken in die Regulierung mit einzubeziehen.

**Angeblich haben die Banken auch bei der Festsetzung des Goldpreises und von Wechselkursen getrickst. Wie lässt sich denn so etwas verhindern?**

Falls sich diese Vorwürfe bewahrheiten, dann handelt es sich um kriminelles Verhalten. Das sollte entsprechend hart bestraft werden.

**Die europäische Bankenunion hat ja unter anderem das erklärte Ziel, die gegenseitige Abhängigkeit von Banken und Staaten zu durchbrechen. Dabei besteht aber die Gefahr, dass das Problem lediglich von der nationalen auf die europäische Ebene verschoben wird. Wäre es nicht endlich an der Zeit, dass Banken ihre Staatsanleihen mit Eigenkapital unterlegen müssen?**

Das fordere ich seit mehr als einem Jahr. Es ist auch eine logische Folge der Bankenunion. Wenn die regulatorische Behandlung von Staatsanleihen nicht geändert wird, laufen wir in der Tat Gefahr, die

Verbindung von Banken und Staaten nicht zu kappen, sondern das Problem lediglich auf die europäische Ebene zu hieven. Gleichzeitig haben wir in der Krise gesehen, dass die nationale Bankenaufsicht dazu tendiert, auf ihr eigenes Bankensystem mit einem zu rosigen Blick zu schauen. Die Europäisierung der Bankenaufsicht ist daher eine sehr sinnvolle Ergänzung der Währungsunion. Eine gemeinsame Verantwortung bedeutet aber auch, gemeinsam für die Folgen von Entscheidungen einzustehen.

Risiken sollten nicht vollständig vergemeinschaftet werden

**Das heißt, der Steuerzahler soll bluten?**

Gerade nicht. Was wir benötigen, sind Regeln, um Banken abzuwickeln, ohne dass der Steuerzahler in der ersten Verteidigungslinie steht. Stattdessen müssen entsprechend dem Prinzip der Eigenverantwortung zunächst die Eigentümer und Gläubiger haften, wenn es zu Problemen kommt. Der Einsatz öffentlicher Mittel muss die absolute Ausnahme werden und sollte auch nur dann in Betracht kommen, wenn die Bank ein tragfähiges Geschäftsmodell hat. Dabei spricht auch in dem noch zu schaffenden europäischen Abwicklungsregime vieles für einen weiteren nationalen Eigenbetrag. Denn auch nationale Politikentscheidungen werden weiterhin einen Einfluss auf die Qualität von Bankbilanzen haben.

**Was meinen Sie konkret?**

Ich denke da beispielsweise an das Insolvenzrecht. Wenn ein Staat dieses ändert, wirkt sich das auch sofort auf die Qualität der Bankbilanzen in diesem Land aus. Dafür eine gemeinsame europäische Haftung zu fordern, macht keinen Sinn. Oder wenn sich Banken mit Staatsanleihen vollsaugen, dann führt man im Grunde mit einer gemeinsamen Haftung für die Banken auch eine gemeinsame Staatshaftung ein. Das würde den Grundsatz der Währungsunion untergraben, der gerade besagt, dass die Nationalstaaten selbst für ihre fiskalpolitischen Entscheidungen haften sollen.

**Ein Restrisiko bleibt also beim Nationalstaat?**

Wenn es um den Einsatz von Steuergeldern geht, bin ich in der Tat der Auffassung, dass wir diese Risiken aus den eben genannten Gründen nicht vollständig vergemeinschaften sollten.

**Wie soll beim angekündigten Banken-Stresstest mit dem Risiko von Staatsanleihen umgegangen werden?**

Die Krise hat gezeigt, dass von Staatsanleihen auch Risiken für die Bankbilanzen ausgehen können, und dies gehört im Stresstest berücksichtigt. Nur ein Stresstest mit Stress für die Staatsanleihen dürfte als glaubwürdig angesehen werden. Schließlich geht es doch darum: Ohne glaubwürdigen Stresstest und Transparenz in Bezug auf die Werthaltigkeit der Bilanzpositionen wird das Vertrauen in die europäischen Banken nicht gestärkt werden können.

**Manche Banken erhöhen ihre Eigenkapitalquote mit Tricks. In Italien werten sie ihre Anteile an der Notenbank auf. In Spanien werden Ansprüche auf Steuererstattung zur Hälfte dem Eigenkapital hinzugerechnet. Stärkt das die Glaubwürdigkeit?**

Wohl eher nicht.

**Was kann man dagegen unternehmen?**

Das hängt davon ab, ob die Maßnahmen nach den Bilanzregeln darstellbar sind. Aber auch nicht alles, was bilanziell zulässig ist, stärkt das Vertrauen in den Bankensektor. Daher würde ich generell Maßnahmen bevorzugen, die dem Bankensektor tatsächlich zusätzliches Eigenkapital zuführen.

**Am Ende der Haftungskaskade steht immer der Rettungsfonds ESM. Ob dieser Banken nun direkt kapitalisiert oder über Kredite an Staaten - steckt dahinter nicht in jedem Fall eine Gemeinschaftshaftung für die Banken?**

Im Augenblick geht es darum, die bestehenden Altlasten in den Bankbilanzen zu ermitteln. Diese sind unter der nationalen Aufsicht entstanden, und deshalb ist es konsequent, dass dafür letzten Endes auch die Nationalstaaten geradestehen. Wenn sie das nicht aus eigener Kraft können, dann kann ihnen ein Kredit des ESM gewährt werden, der für diese Fälle eingerichtet worden ist.

The New York Times

## Opinionator

JANUARY 5, 2014, 7:30 PM

# Does Immigration Mean ‘France Is Over’? 96,103

By [JUSTIN E. H. SMITH](#)

## I.

PARIS — It is difficult to go more than a day in France without hearing someone express the conviction that the greatest problem in the country is its ethnic minorities, that the presence of immigrants compromises the identity of France itself. This conviction is typically expressed without any acknowledgment of the country’s historical responsibility as a colonial power for the presence of former colonial subjects in metropolitan France, nor with any willingness to recognize that France will be ethnically diverse from here on out, and that it’s the responsibility of the French as much as of the immigrants to make this work.

In the past year I have witnessed incessant stop-and-frisk of young black men in the Gare du Nord; in contrast with New York, here in Paris this practice is scarcely debated. I was told by a taxi driver as we passed through a black neighborhood: “I hope you got your shots. You don’t need to go to Africa anymore to get a tropical disease.” On numerous occasions, French strangers have offered up the observation to me, in reference to ethnic minorities going about their lives in the capital: “This is no longer France. France is over.” There is a constant, droning presupposition in virtually all social interactions that a clear and meaningful division can be made between the people who make up the real France and the impostors.

I arrived here in 2012 — an American recently teaching in a Canadian university — to take a position at a French university in Paris. I had long been a moderately interested observer of French history, culture, and politics, but had never lived here for any length of time, and had on previous stays never grown attuned to the deep rifts that mark so much of daily life here.

When I am addressed by strangers anxious about the fate of their country, I try to reply patiently. They hear my American accent, but this in itself does not dissuade them, for I belong to a different category of foreigner. I am not read as an “immigrant,” but rather as an “expatriate,” here for voluntary and probably frivolous reasons, rather than out of economic necessity or fear for my own survival or freedom. This division is not just a street-level prejudice: it is also written into the procedure at French immigration offices, where all foreigners must go to obtain their residence permits, but where the Malians and Congolese are taken into one room, and Americans and Swedes into another. For the former, the procedure has an air of quarantine, and the attitude of the officials is something resembling that of prison guards; for the latter, the visit to the immigration office feels rather more like a welcome ceremony, and everything about our interaction with the officials bespeaks a presumption of equality.

Equality is of course one of the virtues on which the French Republic was founded, yet critics of the Enlightenment philosophy behind the Revolution have long noticed a double standard: when equality is invoked, these critics note, it is understood that this is equality among equals. Political and social inequality is allowed to go on as before, as long as it is presumed that this is rooted in a natural inequality. In the late 18th century, such a presumption informed the reactions of many in the French to the revolution led by François-

Dominique Toussaint Louverture in Haiti, who was himself inspired by the events of 1789 and who took the idea of equality to be one with universal scope.

For most of the history of the French Republic, the boundary between the equal and the unequal was determined by the dynamics of empire: equality within continental France was in principle absolute, while in the colonies it was something that had to be cultivated: only if a colonial subject could demonstrate full embodiment in his manners and tastes of the French identity was he to be considered truly equal.

With the contraction of the empire and the reorientation of French nationalism from an imperial to a cultural focus, the distinction between equal and unequal contracted from a global to a local scale. Francophones from around the world began to move to metropolitan France in large numbers, but now their status was transformed from that of colonial subjects to that, simply, of foreigners. But of course the fact that these unequal subjects have settled in France has very much to do with the historical legacy of French imperialism; Francophone Africans do not choose to come to France on a whim, but because of a long history of imposed Frenchness at home.

## II.

I became a philosopher, like many others, in large part because I imagined that doing so would enable me to rise above the murky swamp of local attachment, of ethnic and provincial loyalty, and to embrace the world as a whole, to be a true cosmopolitan. Yet history shows that many philosophers only grow more attached to their national or ethnic identity as a result of their philosophical education.

This second tendency seems particularly widespread in Europe today, and most of all in France. Many Americans imagine that French philosophy is dominated by mysticians like the late Jacques Derrida, who famously beguiled innocent followers with koan-like proclamations. But a far more dangerous sub-species of French philosopher is the “public intellectual,” whose proclamations, via the French mass media, are perfectly comprehensible, indeed not just simple but downright simplistic, and often completely irresponsible.

Take, for example, the self-styled philosopher Alain Finkielkraut, who in his recent popular book “L’identité malheureuse” (“The Unhappy Identity”), proclaims, in effect, that immigration is destroying French cultural identity. He bemoans the “métissage” of France, a term one often sees in the slogans of the far right, which translates roughly as “mongrelization.” The author, whose father was a Polish immigrant and a survivor of Auschwitz, and who has made much throughout his career of what he calls “the duty of memory,” claims to be defending the values of the “français de souche” — the real French. In this way, he is stoking the rising xenophobia in France, a trend that has been exacerbated here, as elsewhere in Europe, by recent economic uncertainty.

Is there any justification for the two-tiered distinction between expatriates and immigrants, or for the extra impediments members of the latter group face when they try to settle in a new country? Nativist Europeans such as Finkielkraut will often express a concern about being “overrun” by members of ethnic groups from economically disadvantaged states or regions. Most of us can agree that even if there is not an absolute right to preserve one’s culture’s purity, it is at least a genuine good to be able to spend one’s life surrounded by others who share many of the same values and traditions. Something would be lost if, say, massive immigration led to a sudden shift in the demographics of Iceland, so that native Icelanders were now a minority in that once homogeneous island nation — and this would be a loss both for the country itself, as well as for those of us on the outside who value something akin to the cultural equivalent of biodiversity.

But there is nowhere in Europe where anything remotely like a shift on such a scale is taking place, even in the countries that have seen the most immigration, like France and Britain. Alongside the genuine good of a life spent among others who share one’s values and traditions, there is also what the philosopher [Michael Dummett](#) describes in his influential work “On Immigration and Refugees” as the right to live one’s life as a



first-class citizen. This right, he notes, depends in part on the conduct of a state, and in part on the behavior of its people. Whether or not the right of immigrants to first-class citizenship is set up in conflict with the right of earlier inhabitants to cultural preservation, has very much to do with both state policy and with popular opinion.

### III.

Even if the numbers of immigrants in Europe were much higher, it would be an illusion to suppose that the immigrants are mounting a concerted effort to change the character of the place to which they have come. Talk of “overrunning” and “invasion” is analogical, and in fact describes much more accurately the earlier motion of European states into their former colonies, a motion which, again, is a crucial part of the account of patterns of migration toward Europe today. Immigration in Europe, as in, say, the Southwestern United States or within the former Soviet Union, is determined by deep historical links and patterns of circulation between the immigrants’ countries of origin — in France’s case, particularly North Africa and sub-Saharan *Françafrique* — and the places of destination.

Europe has enjoyed constant traffic — human, financial, material, and cultural — with the extra-European world since the end of the Renaissance, yet within a few centuries of the great global expansion at the end of the 15th century a myth would set in throughout Europe, that European nations are entirely constituted from within, that their cultures grow up from the soil and belong to a fixed parcel of land as if from time immemorial. It is this conception of the constitution of a nation that has led to the fundamental split that still distinguishes European immigration policies from those of the United States.

The American approach to immigration is plainly rooted in historical exigencies connected to the appropriation of a continent, and it is this same history of appropriation that continues to induce shame in most Euro-Americans who might otherwise be tempted to describe themselves as natives. America has to recognize its hybrid and constructed identity, since the only people who can plausibly lay claim to native status are the very ones this new identity was conjured to displace. But in Europe no similar displacement plays a role in historical memory: Europeans can more easily imagine themselves to be their own natives, and so can imagine any demographic impact on the continent from the extra-European world as the harbinger of an eventual total displacement.

There are values that are not easy to mock or dismiss informing European nativist anxiety. These values are not completely unconnected to the various movements to defend local traditions: the celebration of *terroir* and of “slow food,” the suspicion of multinational corporations. But like the celebrated tomato and so many other staples of various European cuisines, European cultural identity too is a product of longstanding networks of global exchange. These networks have tended to function for the enrichment of Europe and to the detriment of the rest of the world for the past several centuries, and it is this imbalance that in large part explains current patterns of immigration. Europe has never been self-contained, and its role in the world has both made it rich and left it with a unique legacy of responsibility to the great bulk of the world from which this wealth came.

I witness the present situation from a position of privilege, as a special kind of foreigner: not the kind who is thought to be here to take up resources and to threaten tradition, but rather, it is supposed, to celebrate these traditions and to passively assent to native sentiments. The privilege, for me, is not just that I am not the target of discrimination, but also that I am able to learn quite a bit that would be kept from me if I had a different kind of accent, or darker skin. And while it is disheartening, what I hear in the streets is really only an echo of the rhetoric of politicians and purported intellectuals, who have found it convenient to blame the most powerless members of French society for the instability of the present and the uncertainty of the future.

*Justin E. H. Smith is professor of the history and philosophy of science at the University of Paris 7, Denis Diderot. He is the author of “[Divine Machines: Leibniz and the Sciences of Life](#)” and the forthcoming “[Nature, Human Nature, and Human Difference: Race in Early Modern Philosophy](#).”*

# Analysis: Euro zone - reasons to be wary in 2014

## 96,106

BY MIKE PEACOCK

LONDON Mon Jan 6, 2014 1:13am EST

*(Reuters) - Last year was the least tumultuous for the euro zone since [Greece](#) revealed a vast hole in its books back in 2009.*

The consensus is that 2014 will be just as calm - a view held by some who were predicting the currency bloc's demise little more than a year ago.

The political will to keep the show on the road has held firm, the European Central Bank's pledge to underpin the euro continues to stave off bond market pressure and there is the prospect of economies growing at least a little.

Spain, [Italy](#) and Portugal are all emerging from recession and Greece should follow suit this year.

Yet there are plenty of reasons to be cautious.

### EU ELECTIONS

High unemployment, austerity fatigue and still anemic growth offer the perfect backdrop for fringe parties to prosper at May's European parliamentary elections.

Some pundits predict a group of anti-euro parties including the National Front in [France](#), Britain's UKIP, Syriza in Greece and the Dutch Freedom Party could capture 20 percent or more of the seats.

That could pressure the EU's main party groups to tack right and challenge Europe's ability to integrate further given new powers the parliament will have to rule on the majority of EU legislation.

"It could pull mainstream parties into more euroskeptic positions and complicate both the appointment of a new European Commission (due later in the year) and the task of passing banking union-related legislation," said Alastair Newton, senior political analyst at Nomura Securities.

### BANK STRESS

That the EU has fallen short of its initial plans for a banking union to prevent future financial crises is plain.

For several years at least, the buck for a failing bank will ultimately stop with national governments, leaving the "doom loop" ensnaring weak banks and indebted sovereigns unbroken.

The ECB will publish health tests of Europe's biggest banks prior to taking over their supervision in November.

The scope for a major shock is limited given the extent to which banks have already recapitalized. Still, lending is likely to remain constrained until the tests are complete - hampering economic recovery - and the structure of banking union as it now exists could allow a future crisis to blow up.

### GERMAN COURT

The main reason to be cheerful about the [euro zone](#) is the markets' unwillingness to test the ECB's safety net. Any hole in that would change the terms of the game at a stroke.

Germany's Constitutional Court will rule soon on the ECB's bond-buying program, its as yet unused mechanism to protect the euro zone.

The history of the Karlsruhe-based court has not been to reject outright any crisis-fighting measures though it has bestowed greater levels of scrutiny upon Germany's Bundestag.

But if it did take the nuclear option, the bond market could declare open season on the currency bloc's weaker members once more, pushing it back into crisis.

## REFORM ZEAL

The ECB has consistently said it is buying time for countries to put their houses in order by curbing debts and enacting economic reforms needed to thrive in the 21st century.

The main flashpoints are Italy, which has stagnated for a decade and has a coalition government which may lack the cohesion to respond, and France which is teetering on the edge of a new recession.

"France remains the only major European economy which is beset by serious health problems and has not yet done much about it," Berenberg Bank said in its annual review of the euro zone.

President Francois Hollande used his New Year address to offer companies lower labor taxes if they hire more workers. But with his popularity levels at record lows, a radical leap is unlikely.

Austerity fatigue is most potent in Greece, the country that sparked the debt crisis.

Its coalition government refuses to countenance more cuts and will need some form of debt relief to put its finances on a sustainable path at a time when its parliamentary majority is down to just three seats and the anti-bailout Syriza opposition is ascendant in the polls.

## DEFLATION

If deflation took hold - a big if - that would pose the direst threat of all, raising the prospect of a [Japan](#)-style lost decade and making national debts even harder to pay off.

A plunge in euro zone inflation to just 0.7 percent prompted the ECB to cut interest rates in November but many of its members are viscerally opposed to the sort of money printing that finally breathed life into Japan's economy.

"We must take care that we don't have inflation stuck permanently below 1 percent and thereby slip into the danger zone," ECB chief Mario Draghi said last week.

Even without deflation, any slippage in debt-cutting and structural reforms may require further action from the ECB.

The history of the euro zone crisis shows that while policymakers lose their sense of urgency when the pressure diminishes, they rush to bolster their defenses when the heat comes on and have consistently done so just in time.

"2014 stands to be more challenging and dangerous for euro zone financial markets than the surprisingly calm 2013," said

Russell Jones, economist at Llewellyn Consulting in London.

"(But) predictions of the euro area's imminent demise have proved systematically wide of the mark."

(Editing by Susan Fenton)

Linkspartei

## Aggressiv antieuropäische Töne 96,108

06.01.2014 · In ihrem Europawahlprogramm stellt die Linkspartei die EU als „neoliberale“ und „militaristische“ Macht dar. Das ruft prominente Kritiker auf den Plan. Auch dieser innerparteiliche Streit besitzt einen Subtext.

Von MECHTHILD KÜPPER, BERLIN



© DPA  Katja Kipping und Bernd Riexinger stellen am 9. Dezember das Europawahlprogramm vor

Wäre es inszeniert worden, hätte es seinen Zweck bestens erfüllt: Die Linkspartei ist mal wieder im Gespräch, abermals mit einem innerparteilichen Konflikt innerhalb ihrer Führung, und abermals geht es um Europa und die Nato. Öffentlich wurde der in der Linkspartei weit zurückreichende Dissens durch Bemerkungen des Fraktionsvorsitzenden im Bundestag, Gregor Gysi: Einige Formulierungen in der Einleitung des Leitetrags zum Europawahlprogramm, sagte er, seien „nicht ganz gelungen“, er sei „sicher, dass da noch etwas geändert wird“.

Ende 2013 hatten sich die Vorsitzenden im Parteivorstand nach Angaben der Vorsitzenden Katja Kipping mit ihrem Vorschlag für ein Europaprogramm gegen einen schärfer formulierten Text „mit klarer Mehrheit“ durchgesetzt. Strittig, so Kipping damals, sei vor allem gewesen, ob die Linkspartei anstreben solle, „die AfD im Euro-Skeptizismus zu überholen“, auch die Absage an einen denkbaren politischen „Rückzug auf den Nationalstaat“ sei Thema der Vorstandssitzung gewesen. Mitte Februar kommt die Partei in Hamburg zum Parteitag zusammen.

„Unersättlichkeit der Rüstungskonzerne“

Die Passage, auf die Gysis Einspruch aufmerksam machte, ist dem Vernehmen nach auf Betreiben der stellvertretenden Partei- und Fraktionsvorsitzenden Sahra Wagenknecht in den Leitetrang gelangt. In ihrem aggressiven Ton ist sie schwer zu überbieten: „Die Europäische Union war einst eine Hoffnung für die Menschen. Aber was haben die Raubzüge der Großbanken, der Bürokratismus und die Unersättlichkeit der Rüstungskonzerne daraus gemacht? Spätestens seit dem Vertrag von Maastricht wurde die EU zu einer neoliberalen, militaristischen und weithin undemokratischen Macht, die nach 2008 eine der größten Krisen der letzten 100 Jahre mit verursachte. Viele verbanden mit der EU: mehr internationale Solidarität.“

Herausgekommen sind mehr faschistische Parteien, rechtspopulistische Hetzer und mehr Menschenjagd in und an den Grenzen der EU.“

Am Ende des Vorschlags für ein Linke-Europawahlprogramm heißt es: „Wir setzen uns für einen Austritt Deutschlands und anderer EU-Staaten aus den militärischen Strukturen der Nato ein.“ Neben Gysi meldeten sich zu Wort: Dietmar Bartsch, ein stellvertretender Fraktionsvorsitzender: „Der Entwurf des Vorstands wird mit Sicherheit durch den Parteitag verbessert werden“, äußerte er. Die Abgeordnete Sevim Dagdelen, die oft ausspricht, was Wagenknecht nach Ansicht des linksradikalen Parteiflügels denkt, aber mit Rücksicht auf ihre Karrierepläne lieber nur insinuiert, verwies dagegen darauf, ähnliche Aussagen seien sowohl im Erfurter Programm der Linkspartei als auch im Wahlprogramm zur Bundestagswahl 2013 zu finden. Das sagte auch Heinz Bierbaum, der dem Parteivorstand angehört und als Lafontaine-Mann gilt. Sowohl Lafontaine als auch Wagenknecht versuchten im Wahlkampf, mit pointierter EU-Kritik und Ideen zum Abschied vom Euro die Linkspartei auch unter Sympathisanten der Partei „Alternative für Deutschland“ attraktiv zu halten.

#### Auseinandersetzung mit Subtext

Die Parteiführung betonte dagegen damals wie heute den tradierten „Internationalismus“ und die grundsätzliche Europafreundlichkeit der Linken. Der Abgeordnete Stefan Liebich, der Sprecher des „Forums demokratischer Sozialismus“ (FDS) und Mitglied des Auswärtigen Ausschusses ist, nannte Formulierungen des Leittrags „total schlecht“.

Wie die meisten innerparteilichen Auseinandersetzungen besitzt auch die um die Europa- und Sicherheitspolitik einen Subtext. Denn während die einen daran arbeiten, die Linkspartei bis zur nächsten Bundestagswahl 2017 für SPD und Grüne koalitionsfähig zu machen, arbeiten die anderen daran, politische Positionen möglichst radikal zu formulieren, um sich von anderen Parteien der Linken abzuheben. Bei der Bundestagswahl erzielte die Partei 8,6 Prozent der Stimmen. Seit der Bildung der großen Koalition versteht sie sich als „Oppositionsführerin“.

Der Vorsitzende Bernd Riexinger stellte kürzlich fest, Rot-Rot-Grün sei „nie ernsthaft in der Debatte gewesen“, es habe keinen „gesellschaftlichen Druck für einen Politikwechsel gegeben“. Kipping und er fordern in einem gemeinsamen Text zur Parteientwicklung, die Partei und die Linke insgesamt müssten „stärker werden, breiter aufgestellt und besser verbunden mit denen, die unter der herrschenden Politik am meisten zu leiden haben“. Nach eigenen Angaben hat die Partei 63.036 Mitglieder; rund 10.000 weniger als vor drei Jahren.

[Zur Homepage FAZ.NET](#)

## Welche Sozialleistungen bekommen EU-Bürger? 96,110

06.01.2014 · Unter welchen Voraussetzungen dürfen EU-Bürger in Deutschland leben? Welche Sozialleistungen bekommen? Wann liegt ein Missbrauch vor? Eine Handreichung zur „Armutseinwanderung“.

Von HELENE BUBROWSKI und CORINNA BUDRAS



© DPA Wer kriegt wie viel?

Unter welchen Voraussetzungen dürfen EU-Ausländer in Deutschland leben?

Die Arbeitnehmerfreizügigkeit und die Niederlassungsfreiheit gehören seit 1958 zu den Grundfreiheiten des europäischen Binnenmarkts. Die Arbeitnehmerfreizügigkeit erlaubt es jedem EU-Bürger, in einem anderen Staat ein abhängiges Beschäftigungsverhältnis einzugehen. Unter der Niederlassungsfreiheit versteht man dagegen die Ausübung einer selbständigen Erwerbstätigkeit. Voraussetzung ist lediglich eine Teilnahme am Wirtschaftsleben – dazu gehören zwar weder gemeinnützige Tätigkeiten noch generell verbotene wie etwa der Drogenhandel, wohl aber die Ausübung von Prostitution. Das allgemeine Freizügigkeitsrecht, das erst 1992 mit dem Vertrag von Maastricht eingeführt wurde, setzt anders als die Niederlassungsfreiheit und die Arbeitnehmerfreizügigkeit keine wirtschaftliche Tätigkeit voraus. Auch EU-Bürger, die keiner Erwerbstätigkeit nachgehen, können sich im Grundsatz vorübergehend – etwa als Touristen – oder auch dauerhaft in einem anderen Mitgliedstaat aufhalten.

Was sind die Voraussetzungen für Einreise und Aufenthalt?

Für einen Aufenthalt von bis zu drei Monaten braucht ein EU-Bürger nichts als ein gültiges Ausweisdokument. Will er sich allerdings länger als drei Monate in einem anderen Mitgliedstaat aufhalten, muss er Arbeitnehmer oder Selbständiger sein. Übt er keine Erwerbstätigkeit aus, muss er für sich und seine Familienangehörigen über ausreichende Existenzmittel verfügen, so dass er keine Sozialhilfeleistungen in Anspruch nehmen muss. Außerdem muss die ganze Familie umfassend krankenversichert sein. Diese Regelungen basieren auf der Aufenthaltsrichtlinie aus dem Jahr 2004 und sollen den „Sozialtourismus“ innerhalb der EU eindämmen.

Auf welche Sozialleistungen haben EU-Bürger in Deutschland Anspruch?

Die wichtigste Sozialleistung ist bisher das Kindergeld in Höhe von 184 Euro im Monat für die ersten beiden Kinder, 190 Euro für das dritte und 215 Euro für jedes weitere. Darauf haben EU-Bürger Anspruch, und zwar vom ersten Tage an. Das gilt sogar für Kinder, die gar nicht hier in Deutschland, sondern noch in ihrem Heimatland leben. So erhielten im Juni 2013 insgesamt 32.579 Bulgaren und Rumänen Kindergeld – 44 Prozent mehr als im Juni 2012. 11,6 Prozent der Rumänen-Kinder lebten noch im Heimatland, es geht also um etwa 3000 Fälle. Etwas anderes gilt dagegen für die Sozialhilfe und das Arbeitslosengeld II (Hartz IV), das seit Januar maximal 391 Euro im Monat beträgt. Sowohl das Sozialgesetzbuch (SGB) XII für die Sozialhilfe als auch das SGB II für das ALG II stellen klar, dass die staatliche Hilfe nicht an Ausländer gezahlt wird, die sich allein zur Arbeitssuche in Deutschland aufhalten.

Ist der Ausschluss für EU-Ausländer europarechtskonform?

Der Ausschluss von der Sozialhilfe ist mit EU-Recht vereinbar, schließlich erlaubt es die Aufenthaltsrichtlinie den Mitgliedstaaten ausdrücklich, EU-Ausländer von der Sozialhilfe auszunehmen. Dass auch kein Hartz IV gezahlt wird, gilt dagegen als hoch umstritten. Das Bundessozialgericht hat deshalb den Europäischen Gerichtshof für eine endgültige Klärung eingeschaltet, die allerdings noch mindestens ein Jahr auf sich warten lassen wird. Im EU-Recht gilt: Ausländer dürfen nicht schlechter gestellt werden als die Inländer eines EU-Mitgliedstaates. Ausnahmen bedürfen eines sachlichen Grundes. Juristen streiten nun darüber, ob das ALG II unter den Begriff der Sozialhilfe fällt, die die EU-Mitgliedstaaten ausschließen dürfen, oder ob es eine „beitragsunabhängige Geldleistung“ darstellt, für die keine Ausnahme gemacht werden darf.

Haben EU-Bürger generell keinen Anspruch auf Hartz IV?

Doch schon jetzt erhalten einige EU-Ausländer Hartz IV für sich und ihre Familien. Dies ist zum Beispiel dann der Fall, wenn sie von der Niederlassungsfreiheit innerhalb der EU Gebrauch machen und ein Gewerbe angemeldet haben. Wenn der Lebensunterhalt dann nicht zum Leben reicht, können sie Hartz IV als Aufstockungsleistung beantragen. Außerdem können EU-Bürger das ALG II beanspruchen, wenn sie sich zu anderen Zwecken als zur Arbeitssuche aufhalten. So sprach das Bundessozialgericht im Januar 2013 einer Bulgarin Hartz IV zu, die in Deutschland ein Kind bekommen hatte. Der Vater des Kindes lebt auch in Deutschland, der Schutz der Familie durch Artikel 6 des Grundgesetzes habe insoweit Vorrang, urteilten die Richter.

Welche Rolle spielt das Europäische Fürsorgeabkommen (EFA)?

Für einige EU-Fälle spielt zudem das Europäische Fürsorgeabkommen aus dem Jahr 1953 eine besondere Rolle. Darin haben sich die Unterzeichnerstaaten verpflichtet, in gleicher Weise und unter den gleichen Bedingungen wie den eigenen Staatsangehörigen Fürsorgeleistungen zu gewähren. Bulgarien und Rumänien gehören nicht zu den Unterzeichnerstaaten, allerdings fast alle EU-Staaten sowie Estland, Malta, Türkei, Island und Norwegen. Damit hätten Bürger dieser Staaten Anspruch auf Sozialhilfe und Hartz IV, wie das Bundessozialgericht 2011 feststellte. Als Reaktion auf das Urteil hat die Bundesregierung jedoch einen Vorbehalt für die Zahlung von Hartz IV erklärt, der am 19. Dezember 2011 in Kraft getreten ist. Unklar ist jedoch, ob dieser Vorbehalt überhaupt wirksam ist.

Wie haben die Gerichte bisher entschieden?

Inzwischen gibt es eine Flut von Entscheidungen, in denen die Sozialgerichte die Fälle ganz unterschiedlich bewerteten – je nachdem, ob sie die deutsche Ausnahme für europarechtskonform erachten oder nicht. Einige Landessozialgerichte haben deshalb die Ausnahme im SGB II für unanwendbar erklärt, andere sahen damit den Willen des Gesetzgebers verletzt, der die Grundsicherung für Arbeitslose Ausländern explizit verwehren wollte. Kippt der EuGH die Regelung, wird nicht nur Hartz IV fällig. Die Jobagenturen müssen sich auch intensiv um die Jobvermittlung für die Hartz-IV-Empfänger kümmern. Umgekehrt haben diese auch umfangreiche Meldepflichten und riskieren Kürzungen der staatlichen Leistung, wenn sie gegen Auflagen verstoßen.

Wann liegt ein Missbrauch vor?

Mit der Losung „Wer betrügt, der fliegt“ will die CSU gegen Missbrauch von Sozialleistungen vorgehen. Wann allerdings ein Missbrauchsfall vorliegt, ist nicht leicht festzustellen. Die Aufenthaltsrichtlinie gestattet den Mitgliedstaaten, die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen, um Rechtsmissbrauch und Betrug zu verhindern. Ein Missbrauch der Arbeitnehmerfreizügigkeit ist nur dann gegeben, wenn ein Unionsbürger in einen anderen Mitgliedstaat einreist oder sich dort aufhält und dies allein in der Absicht tut, Sozialleistungen zu erschleichen. Ein Missbrauchsfall im Zeitpunkt der Einreise dürfte freilich schwer feststellbar sein, denn auch die Arbeitssuche ist vom Schutzbereich der Arbeitnehmerfreizügigkeit umfasst. Auch der Aufenthalt ohne Arbeit

ist wohl erst dann als missbräuchlich zu klassifizieren, wenn überhaupt keine Anstrengungen zur Arbeitssuche unternommen werden.

In welchen Fällen darf Deutschland Unionsbürger ausweisen?

Eine weitere Forderung der CSU ist es, Unionsbürger bei Missbrauch auszuweisen und Wiedereinreisesperren zu verhängen. Eine solche Möglichkeit gibt es bereits. Deutschland kann einen Unionsbürger aus Gründen der öffentlichen Ordnung, Sicherheit oder Gesundheit ausweisen und eine Wiedereinreise verbieten. Allerdings kann eine strafrechtliche Verurteilung für sich allein eine Ausweisung noch nicht rechtfertigen. Nach ständiger Rechtsprechung des EuGH und des Bundesverwaltungsgerichts ist eine intensive Einzelfallprüfung erforderlich. Mit Blick auf die Inanspruchnahme von Sozialhilfeleistungen erkennt das Unionsrecht zwar die Schonung der öffentlichen Haushalte und Sozialkassen als legitimes Interesse an, allerdings verlangt es von den Mitgliedstaaten ein Mindestmaß an „finanzieller Solidarität“. Die Inanspruchnahme von Sozialhilfeleistungen darf also nicht automatisch zur Ausweisung führen.



Folgen der Energiewende

## Höchste Braunkohle-Stromproduktion seit 1990 96,113

07.01.2014 · Die Energiewende ist bisher auch eine Kohlewende: Im vergangenen Jahr wurde in Deutschland soviel Braunkohle-Strom produziert wie seit der Wiedervereinigung nicht mehr.



Braunkohlebagger im Tagebau Garzweiler in Nordrhein-Westfalen

Trotz der milliardenschweren Förderung erneuerbarer Energieträger ist die klimaschädliche [Stromproduktion aus Braunkohle](#) im Jahr 2013 in Deutschland auf den höchsten Wert seit dem Jahr 1990 geklettert. Das geht aus vorläufigen Zahlen der Arbeitsgemeinschaft Energiebilanzen hervor.

Demnach wurden 2013 mehr als 162 Milliarden Kilowattstunden Strom in Braunkohlekraftwerken erzeugt - 1990, als noch viele alte DDR-Meiler liefen, waren es knapp 171 Milliarden Kilowattstunden. Dadurch wird trotz eines Ökostromanteils von inzwischen knapp 25 Prozent mit einem abermals gestiegenen CO<sub>2</sub>-Ausstoß in Deutschland gerechnet. Besonders im Rheinland und in der Lausitz wird der Strom aus Braunkohle produziert.

Die Grünen forderten von Union und SPD, dem Trend rasch entgegen zu wirken, er sei dramatisch für die Klimaschutzbilanz. „Wer es mit dem Klimaschutz ernst meint, muss dafür sorgen, dass immer weniger Strom aus der Braunkohle kommt“, sagte die Umweltpolitikerin Bärbel Höhn. „Der CO<sub>2</sub>-Ausstoß braucht einen entsprechenden Preis, damit sich klimaschonendere Gaskraftwerke durchsetzen können.“ Und weiter klagte sie: „Die Braunkohlekraftwerke sind nach den Atomkraftwerken die entscheidenden Renditebringer von RWE und Co. Da werden auch die ganz alten Kraftwerke nicht abgeschaltet.“

### Rekord-Stromexport

Insgesamt führte die gestiegene Braunkohle-Produktion auch zu einem rekordhohen Stromexport - dieser betrug im gerade zu Ende gegangenen Jahr rund 33 Milliarden Kilowattstunden. „Deutschland hat 2013 an acht von zehn Tagen mehr Strom exportiert als importiert. Das ist zu einem Großteil Strom aus Braun- und Steinkohlekraftwerken“, sagte der Strommarktfachmann Patrick Graichen von der Berliner Denkfabrik Agora Energiewende. „Diese verdrängen damit Gaskraftwerke nicht nur im Inland, sondern auch im Ausland - insbesondere in den Niederlanden“, erläuterte er. Experten gehen von guten Einnahmen durch den Kohlestromverkauf im Ausland aus.

Auch die Stromproduktion in Steinkohlekraftwerken stieg um 8 Milliarden auf mehr als 124 Milliarden Kilowattstunden, während die Stromproduktion in Gaskraftwerken um 10 auf 66 Milliarden Kilowattstunden zurückging. Damit fangen vor allem Kohlekraftwerke den Wegfall von acht Atomkraftwerken auf, während sich CO<sub>2</sub>-ärmere, aber im Betrieb teurere Gaskraftwerke derzeit kaum rechnen.

Nach den vorläufigen Zahlen habe sich die Stromerzeugung aus Braunkohle unter allerdings gesunkenem Braunkohleneinsatz im vergangenen Jahr noch einmal um 0,8 Prozent erhöht, sagte Jochen Diekmann vom

Deutschen Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) als Mitglied der AG Energiebilanzen. Zum einen sei der Preis für CO<sub>2</sub>-Verschmutzungsrechte im EU-Emissionshandel sehr niedrig. Zum anderen seien allein 2012 neue Kraftwerksblöcke mit einer Leistung von 2743 Megawatt hinzugekommen, während alte Blöcke mit einer Leistung von 1321 Megawatt vom Netz gingen.

„Energiewende-Paradox“

Energieexperte Graichen sprach vom „Energiewende-Paradox“: Ausbau von Solar- und Windparks und dennoch steigende Kohlendioxid-Ausstöße. [Rund 23,5 Milliarden Euro Förderung für erneuerbare Energieträger werden dieses Jahr vermutlich über die Strompreise gewälzt](#) - ein Vier-Personen-Haushalt muss mit knapp 220 Euro Ökostrom-Umlage in diesem Jahr rechnen.

Die Ursache ist laut Graichen, dass der CO<sub>2</sub>-Ausstoß derzeit kaum etwas koste. „Der europäische Markt für Emissionsrechtezertifikate muss dringend repariert werden, um das zu ändern.“ Die Menge an Emissionsrechten müsse reduziert werden, um den CO<sub>2</sub>-Preis zu erhöhen, fordert er.

Gerald Neubauer von Greenpeace sagte an die Adresse des neuen Wirtschafts- und Energieministers Sigmar Gabriel (SPD): „Er muss den schockierenden Kohleboom stoppen. Das ist die gravierendste Fehlentwicklung bei der Energiewende, die die deutschen Klimaschutzziele stark gefährdet.“ Deutschland sei Weltmeister bei der Stromproduktion aus Braunkohle. In keinem anderen Land werde soviel Braunkohle abgebaut.

„Der Kohleboom gefährdet inzwischen auch international die Glaubwürdigkeit Deutschland bei Klimaschutz und Energiewende.“ Auch 2014 würden neue Blöcke in nicht unerheblicher Zahl ans Netz gehen. „Wir vermissen gerade bei der SPD eine kritischere Haltung“, sagte Neubauer.

## Le patron de Titan traite les salariés de Goodyear de « mabouls » et de « pirates » 96,115

Publiée 07/01/2014 à 08:04



VIDÉO - Maurice Taylor s'est élevé contre la séquestration de deux dirigeants de l'usine d'Amiens-Nord par des salariés. Le groupe américain doit reprendre une partie de l'activité du site.

[Maurice Taylor, patron «sans complexe» de Titan](#), a encore frappé. Connu pour sa verve haute en couleur et ses avis bien tranchés sur l'économie française, il s'est insurgé contre [la séquestration de deux patrons de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord](#), traitant les salariés de «mabouls» et de «pirates».

«C'est vraiment stupide, ils prennent les gens en otages», commence-t-il au micro de RTL. «Aux États-Unis, c'est du kidnapping. S'ils faisaient ça là-bas, ils iraient en prison. Pourquoi ne vont-ils pas masqués faire un hold-up dans des banques françaises? Ainsi, ils pourraient racheter Goodyear», continue celui qui s'est dit intéressé par la reprise de l'usine. «Ce ne sont pas les grands patrons, ils ne peuvent rien faire. Vous savez ce que ça montre au reste du monde? Mon dieu, ils sont mabouls. On devrait faire arrêter ces pirates. Mais ils ne vont pas le faire, parce que c'est comme ça en France.»

Alors que l'usine d'Amiens-Nord doit être fermée, ses 1200 salariés se battent pour obtenir une amélioration de leurs conditions de départ. En novembre dernier, le groupe Titan s'était dit prêt à la sauver, tout en posant la condition du licenciement de tous les salariés, afin qu'elle prenne un nouveau départ. Il a finalement proposé de reprendre l'activité de production de pneus agricoles, qui représente un peu plus de 300 emplois, mais uniquement si les salariés et la direction parvenaient à s'entendre sur les conditions de fermeture de l'usine.

### Un habitué des polémiques



Ce n'est pas la première fois que le patron de Titan s'en prend aux salariés du site et plus généralement aux salariés français. Fin octobre, [il insultait les membres de la CGT](#), principal syndicat opposé à la fermeture de l'usine, les traitant

de «timbrés». «Je ne dis pas que ce sont les employés qui sont stupides mais ceux qui les représentent, les syndicats et leurs avocats.» Et alors que le blocage des négociations était total entre le syndicat et la direction, il déclarait qu'il devait «bien y avoir quelques leaders à la CGT qui ont un cerveau».

Le conflit autour de l'usine Goodyear avait pris une tout autre dimension lorsque Maurice Taylor avait adressé [un courrier au vitriol](#) à Arnaud Montebourg pour retirer son offre de reprise - qu'il avait finalement maintenue quelques semaines plus tard. «Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures, écrivait-il pour expliquer son changement d'avis. Ils ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures.»

Le ministre du Redressement productif avait jugé ces propos «[aussi extrémistes qu'insultants](#)», rappelant que la France était une terre d'accueil plébiscitée par «plus de 20.000 entreprises étrangères». «L'extrémiste, Monsieur le ministre, c'est votre gouvernement et son manque de connaissances sur la façon de bâtir une entreprise», [avait renchéri Maurice Taylor](#), égratignant encore une fois au passage la CGT. «Votre gouvernement a laissé les barjots du syndicat communiste détruire les emplois les mieux rémunérés.» Il avait fallu l'intervention de Washington pour que la polémique s'éteigne... au moins pour un temps.

## Jean-Claude Mailly estime que séquestrer des patrons «n'est pas un drame» 96,117

Publié le 07/01/2014 à 10:14



Il a défendu les salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord qui retiennent toujours deux de leurs dirigeants. Le Medef a quant à lui dénoncé une «action violente».

Alors que [deux dirigeants de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord sont toujours séquestrés](#) par les salariés sur le site, [Jean-Claude Mailly](#) a estimé sur les ondes de Radio Classique ce mardi matin que les séquestrations, «ça arrive de temps en temps quand les ouvriers n'en peuvent plus». «Quand ça se passe correctement sur le plan humain, ce n'est pas un drame», a ajouté le secrétaire général de Force ouvrière, tout en précisant que cette forme d'action n'était «pas la bonne méthode».

[Pierre Laurent](#), secrétaire général du [PCF](#), a quant à lui réitéré son soutien aux salariés. Interrogé sur leurs moyens d'action, il a estimé que s'ils étaient «à la limite», il fallait également prendre en compte que «derrière cela, il y a une colère qui est légitime». «Il faut bien voir que ce sont des gens dont la vie s'arrête, ce sont des familles avec des enfants, des gens qui n'ont plus de revenus, des gens qui pour les plus âgés ne vont pas retrouver d'emploi alors qu'ils défendent des emplois industriels qui sont utiles au pays.»

«Une action violente»

La méthode des salariés de Goodyear fait néanmoins polémique. Mardi matin, [le patron de Titan a traité de «mabouls» et de «pirates»](#) ceux qui prennent part à cette action. Le groupe américain dirigé par Maurice Taylor s'est proposé de reprendre une partie des activités de l'usine, sauvant ainsi 300 emplois sur les 1200 que compte le site.

Le [Medef](#) a lui aussi vivement critiqué l'action des salariés, la qualifiant de «violente, totalement contraire aux principes du dialogue et de la négociation». «Le cadre d'un dialogue social entre l'entreprise, les salariés et l'Etat existe et doit permettre à chacun d'exprimer ses positions dans le respect des principes du dialogue et du droit», a précisé le syndicat patronal dans un communiqué. La «situation difficile» du site d'Amiens-Nord «ne justifie en aucun cas de recourir à des pratiques d'un autre âge».

[Jean-Pierre Raffarin](#) en a également appelé à la «fermeté» du gouvernement pour «faire respecter l'état de droit». Il a également estimé que «les syndicats doivent réfléchir sur leurs méthodes d'action et la manière dont ils doivent condamner la violence».

## La France peut-elle réduire son retard sur l'Allemagne en 2014 ? 96,118

Les écarts grandissants au sein du couple franco-allemand ont atteint une cote d'alerte pour l'Europe et l'euro. François Hollande n'a plus le choix. Il doit réellement réformer pour redonner de la compétitivité au pays.

Publié le 06/01/2014 à 18:53

Vérité au-delà du Rhin, erreur en deçà : on peut partager la même monnaie et en faire des usages opposés. Avec des performances économiques qui font le grand écart. Depuis l'instauration de l'euro en 1999, l'Allemagne affiche en moyenne une croissance annuelle de 1,3 % par habitant, contre 0,8 % en France. Le taux de chômage est aujourd'hui pratiquement le double sur la rive gauche du Rhin qu'il ne l'est de l'autre côté. Les comptes publics allemands ont été légèrement excédentaires en 2013 alors que les finances françaises sont dans le rouge à hauteur de 4,1 % du produit intérieur brut (PIB), la production du pays. Last but not least, la Maison France enregistre un déficit extérieur d'une quarantaine de milliards d'euros, quand le « made in Germany » dégage un surplus de 180 milliards. Aussi monotone soit-elle, la litanie des chiffres révèle une parfaite cohérence. Comme si dans la vie économique on était forcément beau, riche, intelligent et en bonne santé à la fois. Et vieux, faudrait-il ajouter, en référence au vieillissement accéléré de la population germanique. Hormis cette ombre au tableau - et de taille -, l'Aigle d'outre-Rhin étrille le Coq gaulois à plate couture.

Tout en étant souvent érigée en modèle, cette surperformance inquiète. La Commission européenne vient de tancer Berlin pour « excédent commercial excessif » (sic). Reste qu'il vaut toujours mieux faire envie que pitié. Protégée jusqu'à présent par son statut officiel « de fille aînée de la zone euro » - sans elle l'euro disparaît -, la France doit se ressaisir. L'écart grandissant entre la première économie de l'Union monétaire et la seconde a atteint une cote d'alerte. L'Allemagne sort renforcée de la crise

À l'évidence, on ne parle pas le même langage de part et d'autre du Rhin. « La crise s'est révélée plus longue, plus profonde que nous l'avions prévu », a admis François Hollande le 31 décembre lors de ses vœux aux Français. Il songe aux deux « crises conjoncturelles » successives, d'ampleur exceptionnelle, qui ont frappé l'Europe depuis 2008. La conjoncture du trimestre à venir est notre obsession, comme entémoigne le triste feuillet de « l'inversion de la courbe du chômage ».

Angela Merkel tout comme Gerhard Schröder, son prédécesseur à la Chancellerie, se sont préoccupés d'abord des grandes mutations qui secouent depuis quinze ans l'économie mondiale.

La première « crise conjoncturelle », d'origine financière et mondiale, a certes touché plus durement l'Allemagne dont le PIB a plongé de 5,1 % en 2009 (le recul n'a été que de 3,1 % en France). La raison en est l'ouverture extrême de son économie à l'export qui couvre plus de la moitié de son PIB. En revanche, les Allemands ont très peu ressenti l'onde de choc de la crise des dettes souveraines de la zone euro. On en chercherait en vain la trace sur leur marché de l'emploi. Et pour cause.

« L'Allemagne dépend de moins en moins pour sa croissance de la zone euro qui ne représente plus que 36 % de ses exportations », observe l'économiste Patrick Artus (banque Natixis). Il parle même de « déseuropéanisation de l'Allemagne ». Une stratégie qu'il juge « intelligente » compte tenu des possibilités de croissance à moyen et long terme de la zone euro, de 0,8 % par an (hors Allemagne) selon les calculs de Patrick Artus et de 3,5 % pour le reste du monde. Ce redéploiement géographique s'appuie sur un socle solide, les réformes Hartz mises en œuvre à partir de 2003, le fameux Agenda 2010 de Schröder. Angela Merkel les a scrupuleusement poursuivies et amplifiées : ainsi le relèvement de la TVA, portée de 16 % à 19 % le 1<sup>er</sup> janvier 2007, a permis de réduire les charges des entreprises. L'année même où l'économie américaine allait

entrer dans la crise des subprimes, prélude au krach financier qui devait embraser la planète. Étrange prescience ? Évidemment non, les « cinq Sages » qui conseillent le gouvernement fédéral à Berlin ne sont pas plus malins que les prévisionnistes français. Seulement, on se projette différemment dans le temps : le court-termisme péché mignon des Français tranche avec le sens de la continuité qui transcende les alternances politiques à Berlin. le modèle français tarde à se réformer

Désindustrialisation, plans sociaux : un seul chiffre synthétise à lui seul ce mal français qui empoisonne aujourd'hui notre vie. En 1999, les exportations totales de la France représentaient 57 % de toutes les ventes à l'export du « made in Germany » ; elles n'en ont pesé que 39 % l'an dernier. L'institut COE-Rexecode veille comme le lait sur le feu sur cette statistique toute simple qu'il considère comme le meilleur baromètre de notre décrochage.

Les raisons en sont parfaitement identifiées depuis la publication du rapport Gallois qui en appelait en novembre 2012 à un « choc de compétitivité ». Ladistinction entre « compétitivité prix », mettant en question les coûts salariaux et la compétitivité « hors prix » est devenue un pont aux ânes.

Cette grille de lecture a servi de guide au gouvernement. Le CICE - crédit d'impôt compétitivité emploi - est censé alléger les coûts salariaux. « Les entreprises bénéficient désormais d'une baisse de 6 % du coût du travail pour les salariés rémunérés jusqu'à 2,5 smics » en 2014. C'est le chiffre avancé par Pierre Moscovici lors du premier Conseil des ministres de 2014. De même, l'accord entre partenaires sociaux du 11 janvier 2013, entériné par une loi, doit redonner de la flexibilité au marché du travail. Réformes des retraites, de la formation professionnelle, en attendant la renégociation du système d'assurance à compter du 17 janvier prochain, le bilan est loin d'être inexistant.

Pourtant chacun sent bien que « le modèle français » reste en porte à faux. Il est plus que jamais incapable de concilier efficacité économique et justice sociale, l'équité fondamentale étant d'avoir un emploi. François Hollande le reconnaît quand il propose tout à trac « un pacte de responsabilité aux entreprises. Il est fondé sur un principe simple, moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social ».

En clair, un véritable aggiornamento du système à l'instar de ce qu'avait entrepris Gerhard Schröder en Allemagne il y a dix ans pour la social-démocratie allemande.

Obligation de résultats en 2014

La tâche s'annonce manifestement délicate, car le président de la République devra d'abord convaincre sa propre majorité de sa démarche. Vue d'Allemagne, la France apparaît comme un bien curieux pays : « Une social-démocratie sans sociaux-démocrates », s'inquiète l'économiste de la Deutsche Bank, Gilles Moec. Contrairement aux pays de l'Europe du Nord, qui ont un haut niveau de protection sociale et des dépenses publiques élevées, la France ne présente aucune des caractéristiques de ces État-providence et de leur « modèle soutenable et flexible ».

Il n'y a chez nous ni syndicats puissants et représentatifs, ni de véritable consentement à l'impôt, comme on a pu le constater l'automne dernier. D'où cette gestion sociale hypercentralisée contrôlée par l'État, ce qui explique par exemple le rôle prééminent du smic et de façon plus générale les grandes rigidités salariales et statutaires.

Adepte du consensus et des discussions entre partenaires sociaux, au risque de conduire à des réformes a minima (comme sur les retraites et la formation professionnelle en 2013), François Hollande sera-t-il contraint de prendre exemple sur François Mitterrand ? Au printemps 1983, le grand tournant de la « rigueur » et du choix de l'Europe s'est fait dans l'urgence et sans concertation avec les syndicats. Les paris sont ouverts.

Seule certitude, alors que la zone euro est sur la voie de la rédemption, la France est condamnée à une « obligation de résultats ». Les pays du Sud affichent désormais tous des excédents de leurs comptes extérieurs.

Certes, pas toujours pour de bonnes raisons (en Italie, le marasme de la demande intérieure explique le rétablissement). Par ailleurs, la France reste championne d'Europe pour les coûts salariaux, à 35,50 euros (industrie et services confondus), devant l'Allemagne(32,60 euros), selon les derniers chiffres d'Eurostat et de COE-Rexecode. Et à cet égard le relèvement du smic outre-Rhin (8,50 euros de l'heure à l'horizon de 2015) ne changera pas vraiment la donne.

Que cela plaise ou pas, les marchés financiers joueront les juges de paix. Le gouvernement peut se targuer qu'« en 2013 le coût de financement à moyen et long terme de la France s'est établi à un plus bas historique en année complète à 1,54 % contre un précédent plus bas à 1,86 % en 2012 ». Mais les économistes de marché estiment aujourd'hui que l'écart de taux entre France et Allemagne est tombé à un niveau irréaliste vu leurs performances respectives (guère plus de 0,4 point). Il risque fort de grimper en 2014.

Convergence, une ardente obligation

Personne en Europe ne souhaite toutefois la politique du pire. Que la deuxième économie de l'Union s'enfonce, voilà le scénario de l'horreur pour la Banque centrale européenne et son président. Alors que les journalistes du Spiegel lui demandaient fin décembre s'il n'était pas las de recommander des réformes structurelles à la France sans que « rien ne se passe » (sic), Mario Draghi cite un proverbe latin : « repetita iuvant (il est utile de répéter). Moins les choses changent dans un pays, plus je répète mon message. Cela marche », dit-il. Bonne chance au Romain de Francfort, qui va devoir jouer les conciliateurs entre Paris et Berlin.

Les Allemands cachent de moins en moins leur rancœur vis-à-vis de cette BCE qui pratique des taux d'intérêt largement inférieurs à leur inflation, désormais bien plus élevée (1,3 % en 2013) que dans l'Europe du Sud. C'est une perte sèche pour les épargnants d'outre-Rhin, comme le répète à l'envi Jens Weidmann, le président de la Bundesbank.

Comme on dit en France, « le tact dans l'audace, c'est de savoir jusqu'où on peut aller trop loin ». La question taraude les Européens et les Allemands. Car il faut remonter à l'avant Première Guerre mondiale pour retrouver de tels écarts de prospérité entre Paris et Berlin. « L'unité allemande achevée par la défaite française de 1871 (avait permis) au Reich de connaître en éducation, science et technologie un demi-siècle d'or », écrit Jacques Lesourne, dans son nouveau livre, qui paraît cette semaine, L'Europe à l'heure de son crépuscule ? On est prévenu.

292.0.404500392



01/07/2014 01:52 PM

Green Revolution?

## German Brown Coal Power Output Hits New High 96,121

**Germany plans to wean itself off CO2-belching coal-fired power stations. But new figures show that coal power output in 2013 reached its highest level in more than 20 years. Researchers blame cheap CO2 emissions permits, and demand urgent reforms.**

In 1990, Germany's brown coal-fired power stations produced almost 171 billion kilowatt hours of power. At the time, many old eastern German plants were still in operation.

It was a situation that the German government wanted to change, with the aim being that of radically reducing the output of the CO2-polluting lignite plants, but that's not happening. In 2013, it rose to 162 billion kilowatt hours, the highest level since reunification in 1990, according to preliminary figures from AGEBA, a collection of industry associations and research institutes.

Electricity output from brown coal plants rose 0.8 percent in 2013, said Jochen Diekmann of the German Institute for Economic Research. As a result, Germany's CO2 output is expected to have risen in 2013, even as power from renewable sources has reached 25 percent of the energy mix.

Part of the reason, said Diekmann, is the low price of CO2 emissions permits in EU trading scheme. Another reason is that new brown coal plants, with a capacity of 2,743 megawatts, came on line in 2012, far exceeding the 1,321 megawatts from old plants shut down that year.

The opposition Green Party called on the government to stop the trend. "Those serious about protecting the climate must ensure that less and less power is generated from brown coal," said Green Party politician Bärbel Höhn. CO2 emissions needed to be priced at a level that makes the more climate-friendly gas-fired power stations economical, she said. "Brown coal power stations, after nuclear plants, are the main source of profit for RWE and Co.," said Höhn, referring to Germany's major utilities. "So they don't even switch off the really old power stations."

Power output from anthracite coal also rose, by eight billion kilowatt hours to over 124 billion, while output from gas-fired plants fell by 10 billion to 66 billion. That means that coal plants are making up for the bulk of the energy production lost due to the 2011 shutdown of eight nuclear plants, while gas plants, which emit less CO2 but are more expensive to run, are barely profitable at present.

### Energy Paradox

The increase in coal-generated power also led to a new record in German electricity exports to around 33 billion kilowatt hours. "In 2013 Germany exported more power than it imported on eight out of 10 days. Most of it was generated by from brown coal and anthracite power stations," said Patrick Graichen, a power market analyst at Berlin-based think tank Agora Energiewende. "They are crowding out gas plants not just in Germany but also abroad -- especially in the Netherlands."

Graichen said it was a paradox of Germany's "Energiewende," the energy revolution aimed at weaning the country off fossil fuel by 2050, that CO2 emissions were now rising despite the rapid expansion of solar and wind power. In 2014, the surcharge on electricity bills will provide some €23.5 billion of subsidies for renewable energies. A four-person household will pay a surcharge of almost €220 this year.

That, said Graichen, is due to the low price of CO2 permits. "The European market for emissions certificates must urgently be repaired to change that," he said. The volume of emissions certificates must be reduced in order to boost the price of CO2.

Gerald Neubauer of Greenpeace said Energy Minister Sigmar Gabriel, of the center-left Social Democrats, must stop "the shocking coal boom." No other country produces more brown coal than Germany, he added. "The coal boom now endangers Germany's credibility on climate protection and the energy revolution," said Neubauer. The Social Democrats need to adopt a more critical stance on this issue, he added.

January 6, 2014

## Germany Adds Lessons in Islam to Better Blend Its Melting Pot 96,123

By *ALISON SMALE*



Gordon Welters for The New York Times

Timur Kumlu, left, with his first graders. “We must educate so that they develop a personality with common roots,” he said.

FRANKFURT — For the first time, German public schools are offering classes in Islam to primary school students using state-trained teachers and specially written textbooks, as officials try to better integrate the nation’s large Muslim minority and counter the growing influence of radical religious thinking.

The classes offered in Hesse State are part of a growing consensus that Germany, after decades of neglect, should do more to acknowledge and serve its Muslim population if it is to foster social harmony, overcome its aging demographics and head off a potential domestic security threat.

The need, many here say, is ever more urgent. According to German security officials and widespread reports in the German news media, this past semester at least two young Germans in Hesse — one thought to be just 16 — were killed in Syria after heeding the call for jihad and apparently being recruited by hard-line Salafist preachers in Frankfurt.

Such cases have stirred alarm not only that some young Germans are increasingly feeling alienated and vulnerable to recruitment, but also that they will eventually bring their fight home, along with new skills in the use of weapons and explosives gained on distant battlefields. Other parts of Europe with expanding Muslim minorities — including France, Britain, Spain and Scandinavian countries — are facing similar challenges of integration and radicalization.

The Hesse curriculum effectively places Islamic instruction on equal footing with similarly state-approved ethics training in the Protestant and Catholic faiths. By offering young Muslims a basic introduction to Islam as early as first grade, emphasizing its teachings on tolerance and acceptance, the authorities hope to inoculate young people against more extreme religious views while also signaling state acceptance of their faith.

Parents have the option to enroll their children in the religious education classes offered in the district. Nurguel Altuntas, who helped develop the Hesse program at the state’s Ministry of Education, said the sign-up for 29 classes in immigrant-heavy districts was enthusiastic.

For German authorities, countering the expansion of more radical religious thinking has presented a vexing problem. For now, the domestic intelligence service keeps close watch on a growing number, with 4,500 Salafists under observation in 2011 and 5,500 in 2012, according to an annual government report. The figures for 2013 are not yet available, but “we are reckoning with another increase, whether sharp or gradual I cannot say,” said a security official, speaking on the condition of anonymity.

Increasingly, attention has turned to education and ways to nurture greater inclusion for Germany’s approximately four million Muslims, a number that has steadily increased since German industry recruited the first Turks as “guest workers” in the 1960s. How to integrate that minority has long been a source of tension in a country of more than 80 million that has also struggled with — and even resisted — absorbing Christian and European outsiders into the fabric of German life.

One answer, officials in Hesse hope, is being put in effect in classes where young children are guided by a state-trained teacher working from a state-approved curriculum.

In one class, Timur Kumlu recently asked his 19 6-year-old students each to take a strand from a large wool ball. He then instructed the children — whose parents hailed from Muslim countries as varied as Afghanistan, Albania, Morocco and Turkey — to examine how, like the threads, they, too, were woven together.

It was a simple lesson containing a gentle message filled with symbolism — that they were linked by their Islamic faith and practices of prayer.

“We are now all bound together — you come from different countries, and so do your parents,” said Mr. Kumlu, who reminded the children that while their parents came from Afghanistan or Albania, they were born in Germany.

His generally well-behaved pupils squirmed a bit, but listened attentively. “They come here with such different backgrounds,” Mr. Kumlu said after the lesson. “We must educate so that they develop a personality with common roots,” in Germany and in Islam.

Suspicion of radical Islam mounted when a [Hamburg-based cell](#) of Arabs was involved in the Sept. 11 attacks. The so-called [Sauerland cell](#), which targeted Germans in 2007, and a [foiled bombing](#) of the Bonn railway station in December 2012 both involved German citizens.

Enduring battles over whether any public servant can wear a head scarf also underscore the persistent gap between non-Muslim Germans and Muslims who are nonetheless an ever larger part of each other’s lives.

For many teachers, German officials and, not least, Germany’s Muslims, wider instruction in Islam is a belated effort to redress decades of exclusion from the mainstream. Those years of marginalization, they say, meant many of Germany’s Muslims learned their faith by rote teaching at Quran schools, or from the hard-line musings over the Internet or in the courtyard mosques of immigrant neighborhoods in major cities like Hamburg or Berlin.

“I think it’s clear now that for years we made the mistake of alienating people,” said Nicola Beer, who as education minister in Hesse was one of several politicians, professors and teachers who pushed for the Islamic instruction. Now, she said, Germans recognize that “we are here together, we work together, and we educate our children together.”

In the broadest terms, the curriculum in Hesse attempts to counter the strident proselytizing of more hard-line strains of Islam. But while offering instruction in Islam is part of the equal treatment craved by many of Germany’s Muslims, it is also no straightforward task in legalistic and federal Germany.

Each of the 16 states determines its own education system and how noncompulsory religion, or ethics, instruction is offered. Islamic instruction in some form is available in all former West German states, though none of the eastern ones, where there are historically few Muslim immigrants. What makes Hesse special is that the state developed a university program and has taken charge of training teachers.

In other places, such as Berlin, instruction in Islam has already been offered for several years, but teachers have been provided by organizations like the Islamic Federation, a community group, which also helps to decide the curriculum.

Fazil Altin, 34, a lawyer who is president of the Islamic Federation, said Muslims and the city authorities in Berlin had wasted 20 years while they battled in court about whether Islam could be taught. Then, Mr. Altin said, the federation had to overcome suspicions about indoctrination — and all for 40 minutes' instruction per week, which he called “pretty paltry.”

In his view, it will take more than formal state instruction in Islam to bridge the cultural gap between observant Muslims and a highly secular German society. “It is difficult to be a Muslim in Germany,” said Mr. Altin, who said he had been denied access to clients in jails because of his faith. “The fact is, we are seen as a danger.”

The Jens Nydahl school, in Berlin's heavily Turkish and Arab Kreuzberg district, is a prime example of the challenge of integration.

During an open house intended to attract new parents, the only visitors — a native German man and his wife — got a heavy sell from the deputy principal, who assured them that if they could recruit four or five other parents, the school would never split up the resulting nucleus of German-speaking children.

Sabine Achour, a German lecturer and educator in Berlin who is married to a Moroccan lawyer, said that even German parents who live in multicultural districts like Kreuzberg draw the line at too many immigrants in their children's schools.

Ms. Achour voiced doubts about Germans' willingness to meet Muslims halfway. “Teachers here have a feeling that something doesn't fit with Islam and democracy,” Ms. Achour said. Even where Islamic law, or Shariah, fits with German practices, it is not applied because, she said, “Shariah is seen as something very traditional and even contemptuous of human beings.”

It is not clear that other German states will shift toward the version of Islamic instruction pioneered by Hesse.

Mr. Kumlu, 31, the first-grade teacher, had to undergo 240 hours of extra schooling at Giessen University to be accepted as one of Hesse's first 18 teachers of Islam.

He said he was motivated by his own ignorance about Islam when confronted with prejudice as he grew up. “I wanted to clear this up,” he said. His pupils now are third- to fifth-generation German, he noted, “and they should be on an equal basis with other religions.”

# French Goodyear "Boss" Hostages Freed With Police Help

## 96,126



Submitted by [Tyler Durden](#) on 01/07/2014 09:43 -0500



*Update:* in response to the Police intervention, angry union workers set fire to €100,000 worth of Goodyear tires.

**MANAGERS HAD BEEN HELD HOSTAGE BY UNION**

**GOODYEAR MANAGERS' LIBERATION CONFIRMED BY LOCAL OFFICIALS**

We are sure management will be much more open-minded and flexible after this fracas. We await Maurice Taylor's next exhortation on the "stupidity" of hiring in France.

*Via AP,*

*Two Goodyear managers held captive for two days by angry French workers have been **freed after police intervened.***

***The director and human resources chief at the plant in Amiens in northern France walked out of the factory Tuesday afternoon. Minutes earlier, two police officers had entered the facility while a dozen others waited outside.***

*The plant in Amiens, which Goodyear has tried to sell or shutter for five years, has become an emblem of France's labor tensions. **The seizure Monday morning of the two managers appeared to resurrect the once-common practice of "boss-napping."***

*The Goodyear plant's workers, **having failed to get guarantees to keep the factory open,** are demanding larger severance payments.*

## Angry French Union Workers Take Two Bosses Hostage 96,127



Submitted by [Tyler Durden](#) on 01/06/2014 17:31 -0500

**Workers at a tire plant in Northern France have taken two managers hostage** until Goodyear (*the firm that owns the plant and has been trying to shutter it for years*) meets the labor unions demands. [WSJ reports](#), as Goodyear winds down operations with the plant almost idle, **French labor law requires the company to keep all workers employed**, which means many of them don't work more than a couple of hours a day while still getting full salary. The situation is why [Titan International's Maurice Taylor](#) blasted that he "would be stupid" to operate the plant on that basis.

As [we noted previously the tire factory farce escalated a year ago...](#)

The saga of the *capitalist* vs the *socialist* goes on with Round 3, following round 1 in which the "[Titan CEO Crushes Socialist "Work Ethic"](#)", Tells France "You Can Keep Your So-Called Workers" and round 2 in which "[Socialist France Responds To Titan CEO, Hilarity Ensues](#)." With the entire "developed" world now a real-time parody of itself, in which the truth about the true state of affairs is only revealed in grotesque, farcical, ad-hominem repartees between various members of the insolvent status quo plutocracy, we can only hope for many more rounds of this didactic back and forth.

*Excerpted from Titan CEO Maurice Taylor's follow up letter in response to Arnaud Montebourg's letter responding to Maurice Taylor.*

*You letter shows the extent to which your political class is out of touch with real world problems.*

*You call me an extremist, but most businessmen would agree that I must be nuts to have the idea to spend millions of US dollars to buy a tyre factory in France paying some of the highest wages in the world.*

*Your letter did not mention why the French government has not stepped in to rescue this Goodyear tyre factory.*

*The extremist, Mr Minister, is your government and the lack of knowledge about how to build a business.*

*Your government let the wackos of the communist union destroy the highest paying jobs.*

*At no time did Titan ask for lower wages; we asked only if you want seven hours pay, you work at least six.*

*France does have beautiful women and great wine.*

*PS: My grandmother named my father after French entertainer Maurice Chevalier, and I inherited the name.*

*I have visited Normandy with my wife. I know what we did for France.*

But now, Goodyear is entangled in legal proceedings with unions representing workers, led by the communist-backed CGT... and their actions have re-escalated... *(via WSJ)*

**Workers at a Goodyear Tire & Rubber Co. factory in northern France prevented two managers from leaving the facility on Monday, the latest in a string of protests by union members who were accused by a U.S. executive last year of doing little work.**

*Mickaël Wamen, a union representative, said the **managers would be held until workers get a satisfactory response to their requests**. He said the managers already have been informed that they will spend the night at the site.*

**Goodyear, of Akron, Ohio, has been trying to shut the plant for several years, but is entangled in legal proceedings with unions representing workers, led by the communist-backed CGT. Efforts to sell the factory to U.S. tire maker Titan International Inc. hit the headlines last year, after Titan Chief Executive Maurice Taylor blasted French labor laws and work habits.**

**As Goodyear winds down operations and the plant almost idle, French labor law requires the company to keep all workers employed, which means many of them don't work more than a couple of hours a day while still getting full salary.**

*The situation enraged Mr. Taylor, who dropped the first offer he had made for the plant and **told France's industry minister that he would be "stupid" to operate in a country where workers get high wages for little work.***

**Tense labor relations in France were exacerbated by the financial crisis, leading to a string of so-called boss-nappings. In 2009, when industrial companies started retrenching their operations, managers at the French plants of several foreign firms, including Caterpillar Inc., Sony Corp. and 3M Co., were held captive by workers angry at being laid off.**

As we warned earlier, this can and will only [lead to the triple-dip recession in France](#) as industrial production continues to slump. **We strongly urge Detroit's Kevyn Orr to get a bodyguar**



Bevölkerungszahlen

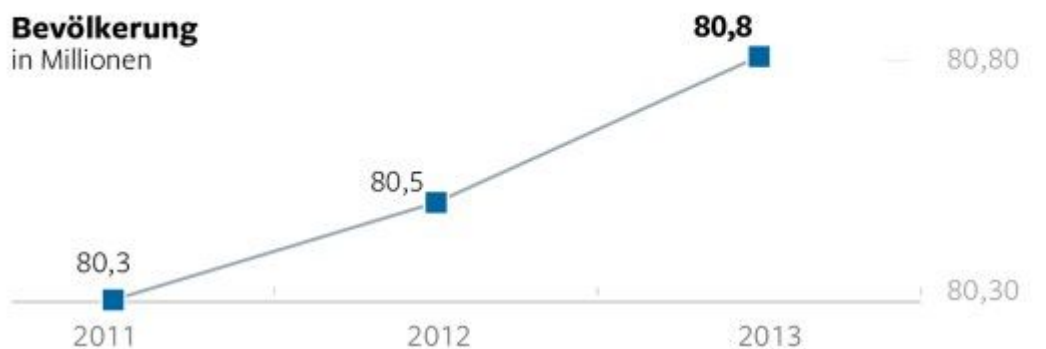
## Deutschland altert trotz Zuwanderung rapide 96,129

Die Bevölkerung Deutschlands ist im Jahr 2013 gewachsen – dank Zuwanderern, vor allem Arbeitsmigranten aus EU-Staaten. Die Alterung der Gesellschaft lässt sich dadurch aber nicht aufhalten.

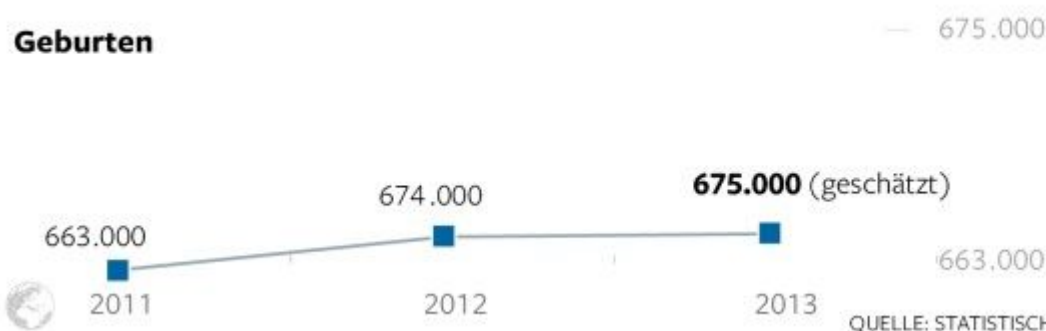
Von Matthias Kamann

### BEVÖLKERUNG IN DEUTSCHLAND 2011-2013

**Bevölkerung**  
in Millionen



**Geburten**



QUELLE: STATISTISCHES BUNDESAMT

Foto: Infografik Die Welt Deutschlands Bevölkerung hat im Jahr 2013 erneut zugenommen. Dasselbe gilt für die Geburtenrate

Mit einem großen Öltanker hat der Bevölkerungswissenschaftler Herwig Birg einmal die demografische Struktur eines Landes verglichen: Der Bremsweg ist extrem lang, die Fahrtrichtung lässt sich nur ganz langsam ändern. Dieses Bild gilt es in Erinnerung zu behalten, wenn man die aktuellen Zahlen des Statistischen Bundesamts betrachtet.

An sich sind diese Daten erstaunlich: Die deutsche Bevölkerung, deren Gesamtzahl 2011 wegen des Zensus auf 80,2 Millionen Menschen nach unten korrigiert werden musste, ist im Jahr 2013 neuerlich gewachsen.

Lebten am Jahresanfang noch gut 80,5 Millionen Menschen in Deutschland, waren es am Jahresende knapp 80,8 Millionen, wie das Bundesamt am Mittwoch in Wiesbaden mitteilte.

Das Geburtendefizit steigt

Dieser Zuwachs allerdings – und da ist zum ersten Mal an den Öltanker zu denken – ergibt sich nicht aus dem Anstieg der Geburtenzahlen. Gewiss zwar, es wurden mehr Kinder in Deutschland geboren, ihre Gesamtzahl dürfte 675.000 bis 695.000 betragen.

Die Ungenauigkeit dieser Angabe beruht darauf, dass es noch keine exakten Geburtendaten für die zweite Jahreshälfte 2013 gibt, man also noch ein wenig schätzen musste. Fest indes steht, dass 2013 mehr Kinder in

Deutschland geboren wurden als 2012. Da waren es genau 673.544. Diese Zahl ist 2013 mit Sicherheit übertroffen worden.

#### MEHR ZUZÜGE ALS FORTZÜGE 2011-2013

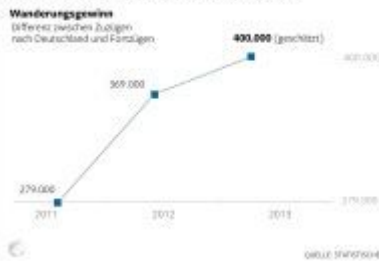


Foto: Infografik Die Welt

Aber dieser Anstieg sorgt nicht für ein Umsteuern des Demografie-Tankers. Denn aus Gründen der langfristig entstandenen Bevölkerungsstruktur ist die Zahl der Todesfälle im vergangenen Jahr ebenfalls gestiegen, von 869.582 im Jahr 2012 auf einen Wert zwischen 885.000 und 905.000 im Jahr 2013. Das heißt, dass das deutsche Geburtendefizit trotz einer höheren absoluten Zahl von Säuglingen 2013 noch größer geworden ist.

Gab es 2012 noch 196.038 weniger Geburten als Todesfälle, so dürfte diese Differenz 2013 auf 200.000 bis 220.000 gestiegen sein. Demografisch also hat der Anstieg der Geburtenzahlen wenig gebracht. Deutschland hätte schrumpfen müssen, wenn es nur auf das Verhältnis zwischen Geborenen und Gestorbenen ankäme.

#### Zuwanderung aus EU-Staaten

Für den Bevölkerungszuwachs verantwortlich ist vielmehr die Zuwanderung. Der sogenannte Wanderungssaldo ist 2013 zum dritten Mal in Folge gestiegen. Abermals sind mehr Menschen aus dem Ausland nach Deutschland gekommen, als fortgezogen sind.

Die Differenz zwischen Zugezogenen und Weggezogenen dürfte nach den noch vorläufigen Angaben des Statistischen Bundesamtes auf etwas mehr als 400.000 gestiegen sein, nachdem dieser positive Wanderungssaldo 2011 noch bei 279.000 und 2012 bei rund 369.000 gelegen hatte.

Doch dass somit das deutsche Demografieschiff einen erheblichen Impuls von außen erhalten hat, heißt noch lange nicht, dass dies den schon vor Jahrzehnten eingeschlagenen Kurs in Richtung Schrumpfung und Alterung ändern könnte. Das gilt schon deshalb, weil der größte Teil der Zuwanderer aus EU-Staaten stammt – vor allem aus Ost- und Südeuropa – und nach Deutschland vor allem wegen wirtschaftlicher Perspektiven kommt.

Über deren Stabilität in Deutschland aber kann derzeit genauso wenig gesagt werden wie über die Dauerhaftigkeit der Krise in den Herkunftsstaaten. Wegen der Flexibilität, die auf dem europäischen Arbeitsmarkt mittlerweile herrscht, kann sich der Wanderungssaldo bei einer Änderung der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen schon in wenigen Jahren wieder umdrehen.

#### Niedrige Geburtenrate bei Zuwanderern

Aber auch unabhängig von der Ökonomie gibt es Faktoren, die bei der gegenwärtigen Zuwanderung eine nachhaltige Veränderungswirkung größeren Ausmaßes auf die demografischen Verhältnisse unwahrscheinlich machen.

Da ist zum einen die Geburtenrate. Zwar befinden sich die meisten Neuankömmlinge im arbeits- und daher meist auch im gebärfähigen Alter, sodass sie, wenn sie denn dauerhaft bleiben sollten, durchaus zu höheren Geburtenzahlen beitragen könnten. Doch größere Hoffnungen sollte man darauf nicht setzen.

Denn: "Wenn sich Zuwanderer in Deutschland integrieren, dann passen sie sich den hiesigen Verhältnissen an, und das gilt auch für die Fertilität", erläutert Rembrandt Scholz vom Rostocker Max-Planck-Institut für demografische Forschung im Gespräch mit der "Welt".

Anders gesagt: Dauerhaft hier lebende Zuwanderer bekommen weniger Kinder, als es möglicherweise in ihren Herkunftsländern üblich ist. Für die zweite Generation von türkischen Migrantinnen in Deutschland hat man dies bereits statistisch nachweisen können. Die Immigrantinnen übernehmen unser Reproduktionsverhalten und verfestigen somit den Trend, dass bei eigener steigender Lebenserwartung nur wenige Kinder geboren werden, die dereinst die Renten für die Elterngeneration zahlen können.

Wenige Geburten in Ost- und Südeuropa

Verschärfend kommt hinzu, dass die derzeitigen Einwanderer sich noch nicht einmal an deutsche Reproduktionsraten anpassen müssen – weil nämlich auch in ihren Herkunftsländern bereits ein Reproduktionsverhalten nach deutschem Muster herrscht.

In den Ländern, aus denen derzeit besonders viele Menschen nach Deutschland kommen, sind die Geburtenraten kaum höher als hierzulande. In Deutschland kamen 2012 auf tausend Einwohner 8,4 Lebendgeburten, aber in Portugal auch nur 8,5 und jeweils bloß neun in Italien sowie Griechenland.

Deutlich mehr als zehn Geburten pro tausend Einwohner gibt es in Europa nur in Ländern, die bei der Zuwanderung nach Deutschland keine Rolle spielen, in Irland (15,7), Großbritannien (12,8) und Frankreich (12,6).

Hingegen sind Bulgarien (9,5) sowie Polen und Rumänien (jeweils 10,0) nicht weit entfernt vom deutschen Niveau. Von der gegenwärtigen Zuwanderung ist daher keine nachhaltige Veränderung des Reproduktionsverhaltens in Deutschland zu erwarten.

Regionale Entvölkerung hält an

Dass man daher trotz Zuwanderung keinerlei Entwarnung bei den absehbaren Problemen des demografischen Wandels geben kann, zeigt sich noch an einem anderen Punkt. Da geht es um deutsche Schrumpfsregionen, die immer mehr entvölkert und gerade von jungen Leuten kaum noch besiedelt werden.

Dieses Problem wird durch die Zuwanderung von Arbeitssuchenden in keiner Weise gemildert. "Zuwanderer gehen in die großen Metropolen, die ihnen attraktiv erscheinen und ihnen vor allem genügend Arbeitsmöglichkeiten eröffnen", sagt der Rostocker Demografie-Experte Rembrandt Scholz. "Die gehen nicht in strukturschwache Regionen." Warum sollten sie auch? Da kommen jene Menschen ja her.

Insofern werden ländliche Regionen etwa in Ostdeutschland – wo die Rostocker Forscher den Trend für Mecklenburg-Vorpommern schon nachweisen konnten – vom Zuwanderungsboom kaum profitieren. Ja, der Trend zu stabilen oder gar wachsenden Städten einerseits und austrocknenden Provinzen andererseits wird sich noch verstärken, wenn die Zuwanderung unter den bestehenden demografischen Verhältnissen anhält. Denn diese Zuwanderung geht in die Städte.


Populisten in der EU

## Feindbild Europa 96,132

09.01.2014 · Am rechten Rand des politischen Spektrums formiert sich auf dem Kontinent eine neue Allianz populistischer Parteien. Mit antieuropäischer Rhetorik geht sie auf Stimmenfang - mit Erfolg. FAZ.NET stellt die wichtigsten politischen Akteure vor.

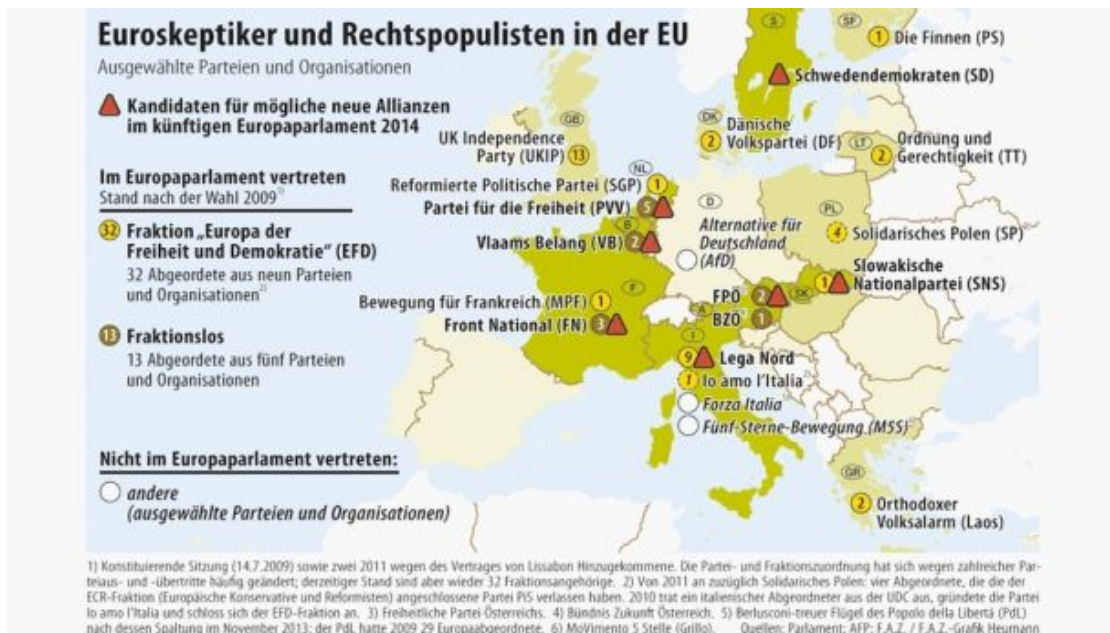
[Artikel](#) [Bilder](#) (2) [Lesermeinungen](#) (11)



© DPA  Populisten unter sich: Marine Le Pen von der französischen Front National und der Holländer Geert Wilders, Vorsitzender der Partei für die Freiheit

In den etablierten Parteien erwarten viele, dass die Wahl zum neuen Europäischen Parlament im Mai zu einer deutlichen Stärkung euroskeptischer Bewegungen führen wird. Die Euro-Krise und eine allgemeine Unzufriedenheit mit der europäischen Einigung haben solchen Parteien bereits in etlichen nationalen Wahlen neuen Zulauf beschert. Bei der Europawahl könnte sich dieser Trend fortsetzen, denn sie hat einen direkteren Bezug zur EU und wurde schon in der Vergangenheit von vielen Wählern als Protestwahl genutzt.

Kritik und Ablehnung gegen die EU gibt es schon lange, die ersten euroskeptischen Parteien zogen in den neunziger Jahren ins Straßburger Parlament ein. Sie von anderen weltanschaulichen Strömungen abzugrenzen ist nicht immer ganz einfach. Manche zeigen eine Nähe zum Rechtsextremismus, andere kennen liberales Gedankengut, etwa in der Wirtschaftspolitik. Gemeinsam ist den meisten, dass sie die EU als undemokratisch, elitär oder bürokratisch ablehnen und den Nationalstaat (oder auch nur ihre Region) als den legitimen Ort für politische Entscheidungen sehen. Diese Parteien sind dafür, die Bindungen ihres Landes an die EU zu lockern oder gleich ganz aus der EU oder zumindest dem Euro auszutreten.



Der Blick auf die politische Landkarte zeigt, dass Euroskepsis vor allem ein nordeuropäisches Phänomen ist. Die größte Tradition hat dieses Denken in Großbritannien und skandinavischen Ländern, die allesamt spät der EU beitraten und nicht jeden Integrationsschritt mitgemacht haben. Hinzu kommen Gründungsmitglieder wie die Niederlande oder Belgien und seit der Gründung der AfD auch Deutschland. In Süd- und Osteuropa spielt parteipolitisch organisierte Euroskepsis, von einigen Ausnahmen wie Italien abgesehen, dagegen eine wesentlich geringere Rolle. Im Süden mag das daran liegen, dass die EU sehr lange als Quelle großzügiger Subventionen galt, während im Osten die EU-Mitgliedschaft bis heute als Abkehr von der kommunistischen Vergangenheit populär ist.

Im gegenwärtigen EU-Parlament stellen die Euroskeptiker eine Fraktion unter Führung der britischen Unabhängigkeitspartei; außerdem muss man noch Teile der fraktionslosen Abgeordneten hinzuzählen, wie etwa die Vertreter des Front National. Insgesamt kommt man so auf etwa 50 Euroskeptiker, was gut 6,5 Prozent aller Abgeordneten sind. Für die Europawahl 2014 gibt es erste Projektionen, die allerdings nicht den Wert klassischer Umfragen haben, weil sie oft auf Zahlen für nationale Wahlen beruhen. Sie deuten darauf hin, dass die Euroskeptiker ihre Sitzzahl verdoppeln könnten. Eine Projektion rechnet mit etwa 90 bis 110 Sitzen für Fraktionslose und die Parteien, die heute der euroskeptischen Fraktion angehören. Auch wenn nicht jeder Fraktionslose euroskeptisch ist, so käme der EU-kritische Block damit auf bis zu 15 Prozent der insgesamt 751 Sitze. Das wäre mehr, als Liberale, Grüne oder Linke jeweils für sich erwarten können, aber noch nicht genug, um die informelle Mehrheit von Christlichen Demokraten und Sozialdemokraten zu gefährden, die seit langem die Politik im Europaparlament bestimmt. (Nikolas Busse)

### Populismus in der EU



### Europas Störenfriede

Quelle: F.A.Z.

# Europe's Supernova Moment 96,134

JAN. 9, 2014



**Jochen Bittner**

*Jochen Bittner is a political editor for the weekly newspaper Die Zeit.*

HAMBURG, Germany — More or less since its birth, the European Union has been a subject of apocalyptic talk — a permanent crisis mode that has worked beautifully to enhance ever-closer integration.

Today, though, the situation is different, and it is serious. Never before have Europeans been more tired and disillusioned with the promises of the Brussels mandarins. In the run-up to the European parliamentary elections in May, the gap between what's economically necessary and what's politically justifiable is growing dangerously wide.

Europe has come through the last years of crisis with a new momentum, and yet the situation is reminiscent of how a star reaches its greatest density just before it explodes. If that is so, is there a remedy for what the analyst Roderick Parkes has called the “supernova moment”?

There is. But it would require Germany, the union's largest and most powerful driver, to support an idea that the country has always fiercely rejected: to activate the thrust reverser for certain parts of the unification project as a way to reduce the Continent's political stress. It would mean, more specifically, listening to the ideas being laid out by the British prime minister, David Cameron.

Integration, Mr. Cameron argues, should be cut back in a variety of policy-making realms — social and employment laws, for example, or environmental legislation — and shifted back to the individual countries. That would allow Brussels to focus on other areas more central to its vision, like monetary unification, energy security and enlargement.

The German chancellor, Angela Merkel, has been ignoring these ideas with a mixture of anxiety, denial and lack of vision. For the sake of Europe, she should think again.

Polls show anti-union forces gaining ground in core nations. In France, the right-wing National Front currently ranks as the country's most popular party. In the Netherlands, the same is true for the Freedom Party. Both parties have just agreed to join forces for the European elections. The very assembly that has always been a club of the European Union vanguard could turn into an arena of political rowdies, trying to destroy the body from within.

One wonders how many more warnings Ms. Merkel needs before she realizes that if Europe must be founded on democratic consent, its limits, for the moment, may have been reached. At nearly every opportunity in which

voters were allowed to have their say about the form, speed and depth of integration, they said “stop.” But the architects of Europe never listened. Now they may have no choice.

In the past, integrationists have seen unification as proceeding in just one direction, with the only variable being the speed. But this critical point offers a unique possibility for a spring cleaning — not to retreat, but to remove those functions of the union that have proved less useful and more controversial than their creators expected.

A first move should be for Europe’s leaders to admit that the history of the Continent’s integration has not been a complete success. Everyone but them can admit that the European Union has grown far too big on the small issues, and remained far too small on the big issues; it has banned incandescent light bulbs, but it is unable to implement a common energy policy. It is too soft on the hard issues, and too hard on the soft issues; unable to pool its military capabilities, while being frenetically outspoken about the alleged foreign-policy mistakes of others.

Astonishingly, it is failing to deliver on the one promise it made above all others: to create a successful single-currency bloc. At no point have the rules been respected by all member states at once.

Now it is the wrong people — the populists — who are asking the right questions. Is it really a good idea, for example, to shift more power to the European Commission, a body that has proved repeatedly that it is much better at issuing rules than enforcing them? One reason for the euro’s problems is that the commission is simply ignored by national governments when it comes to existential political questions.

Europe’s leaders should also concede that the so-called euro-skeptics have often been right in the past, and that it was a mistake to tar them as primitive, reactionary heretics. Historically, heretics have often been the ones who finally force a belief system to confront its own weaknesses. And so it should be with the European Union.

Don’t fear Mr. Cameron’s ideas. More good Europeans, with Angela Merkel in the lead, must take pride in the words: I’m not a euro-skeptic. I am a skeptic because I am European.

<http://blogs.telegraph.co.uk/finance/ambroseevans-pritchard/100026365/barroso-triumphant-as-jobless-europe-wastes-five-precious-years-of-global-recovery/>

## Barroso triumphant as jobless Europe wastes five (precious) years of global recovery 96,136

By [Ambrose Evans-Pritchard](#) [Economics](#) Last updated: January 9th, 2014

[Comment on this](#) [Comment on this article](#)



José Manuel Barroso. (Photo: AFP/Getty)

José Manuel Barroso has declared victory again. The European Commission chief tells us that the eurozone crisis is over. The scorched-earth contraction policies have succeeded.

Ireland has conducted a "clean exit" and is tapping the bond markets again. Latvia has joined the euro and is now the EU's fastest growing country.

"This shows that the programs do work when they are properly implemented," he said.

*Senhor*, it shows no such thing. Ireland is highly competitive (second best in EMU after Finland on the World Bank gauge).

It has an open economy with a trade gearing of 108pc of GDP, giving it three or four times more export leverage than Club Med. It trades heavily with the dollar and sterling zones, now recovering. It has a current account surplus near 4pc of GDP.

Ireland was never unable to cope with the rigours of the euro as a "trade" currency. It was instead in the wrong interest rate regime, causing a destructive credit bubble (which it failed to contain by other means). This tells us nothing about the entirely different circumstances of Italy or Portugal where the intra-EMU exchange rate is overvalued.

But even if Ireland can make it without debt restructuring (and that is not certain), the underlying erosion of the workforce through hysteresis from mass unemployment – and from mass migration to the UK, US, and Australia – has greatly damaged the long-term growth potential of the economy.

Public debt is 125pc of GDP and the budget deficit is still the highest in Europe at 7.8pc of GDP. There is no margin for any error. Mortgage arrears are still rising to record levels. We will find out whether or not the banks need another shot in the arm from an Irish state that cannot afford any more.



At the end of the day, Ireland was forced by the EU authorities to take on the vast liabilities of Anglo-Irish to save the European banking system in the white heat of the Lehman crisis, and the EU has since walked away from its pledge to help make this good.

The Irish people have been stoic, disciplined, even heroic. They have survived this mistreatment. To cite it as a vindication of EU strategy sticks in the craw.

Ditto Latvia, another open export economy subjected to a brutal internal devaluation – in my view a morally indefensible policy since it works by breaking the back of labour resistance to pay cuts through mass unemployment.

Latvia should be a post-Soviet catch-up economy enjoying Asian Tiger growth levels. Instead its output is still far below peak a full six years after the country spiralled into crisis. It has lost 7pc of its population, storing up an even bigger demographic crisis for the near future. That is success?

Mr Barroso goes on to say that Spain is out of the woods and that Portugal is enjoying its ninth month of falling unemployment. In reality the numbers employed in Portugal have merely stabilised after crashing from 5.228m to 4.554m. The young are still migrating, flattering the jobless rate.

Portugal may well succeed in tapping the debt markets in the current mood of near euphoria, but what does that tell us? Portugal's public debt has jumped from 108pc to 128pc of GDP in the last two years (IMF), a pattern replicated in Italy and Spain.

This has happened in part because contractionary policies have themselves played havoc with debt dynamics. A rising debt burden has to be supported on a shrinking nominal GDP base. The EMU slide towards deflation is tightening the screw further through the denominator effect.

Portugal's budget deficit is coming down at a glacial pace and is still 5.5pc of GDP (with no QE offset to erode the debt effects). Portugal's net international investment position (NIIP) – what really matters – has risen from minus 105pc to minus 114pc of GDP since 2011. Spain's is not much better at minus 92pc.

Let us remember the mood of optimism in 2010 and then again in 2011, those false dawns that were preceded by spasms of the EMU economic crisis. If you were looking at bond yields or sentiment indicators you might have thought that the crisis was over. Mr Barroso himself proclaimed as much.

So what was the key failure in macroeconomic analysis? What scientific error induced the ECB to raise rates twice in 2011 and abort recovery? What caused regulators to force banks to quicken the pace of deleveraging with pro-cyclical effect? How badly did the Eurocrats miscalculate the fiscal multiplier in a world of deep and pervasive slump, with a broken financial system? Have any of these lessons really been learned?

ECB's Mario Draghi removed the risk of an Italian and Spanish debt collapse in July 2012 by securing Berlin's support (through Asmussen) for an emergency backstop. People talk of this as if it were magic. All that happened is that the ECB stepped up to its responsibilities as a lender-of-last resort, as it should have done from the beginning.

But monetary policy remains passive and contractionary, arguably incubating another nasty surprise. Broad M3 money has been flat for six months. Business lending has fallen by 3.9pc over the last year. There will be less fiscal drag in 2014 as austerity eases, but the eurozone is doing almost nothing to generate its own internal growth. Europe is once again relying on the rest of the world to pull it along, and the world may not oblige.

Countless risks remain. Bond tapering by the US Federal Reserve will lead to imported monetary tightening. The eurozone faces its own "endogenous tapering" as banks deleverage, paying off €700bn of ECB loans (LTRO). ECB's balance sheet has fallen from €3 trillion to under €2.3 trillion in a year, dropping from 31.8pc to 23.7pc of GDP.

Emerging markets have barely begun to adjust as the Fed start to cut off \$1 trillion of global dollar liquidity (annualised). China is trying deflate its \$24 trillion credit boom, arguably the greatest such bubble in history.

Far from building a base for recovery, the eurozone has wasted the last five years of global expansion holding together a dysfunctional currency union, lurching from crisis to crisis. The result has a been double-dip recession and a worse macro-outcome for the same European states than in the comparable years from 1930 to 1935.

Mr Barroso may have to face the awful possibility that this golden phase right now – relatively golden given that GDP contracted by 0.4pc in 2013 – is as good as it gets, that the "boom" phase of the liquidity cycle is nearing maturity and may start to roll over in 2014 or early 2015.

What happens if the eurozone goes into the next global downturn with unemployment already at or near 12.1pc – and youth jobless already at 57.7pc in Spain, 54.8pc in Greece, and 41.6pc in Italy – and with core inflation running at or near a record low of 0.7pc?

Europe is one external shock away from a full-blown deflation trap, and one recession away from an underlying public and private debt crisis. Nothing has been resolved. Aggregate debt ratios are higher than they were before the austerity experiment. In the end there will still have to be a "Brady Plan" like the Latin American debt write-offs at the end of the 1980s, but on a far larger scale and with far more traumatic effects on the European body politic.

So celebrate today while the sun is still out, and dream on.

## We want a United States of Europe says top EU official 96,139

Voters must decide for or against a United States of Europe during EU elections this spring, says vice president of the European Commission



In the run up to the springtime pan-European vote, the EU is gearing up to mount an unprecedented campaign for the hearts and minds of voters Photo: ALAMY

By [Bruno Waterfield](#), Athens  
5:52PM GMT 08 Jan 2014

A campaign for the European Union to become a "United States of [Europe](#)" will be the "best weapon against the Eurosceptics", one of Brussels' most senior officials has said.

Viviane Reding, vice president of the European Commission and the longest serving Brussels commissioner, has called for "a true political union" to be put on the agenda for EU elections this spring.

"We need to build a United States of Europe with the Commission as government and two chambers – the European Parliament and a "Senate" of Member States," she said.

Mrs Reding's vision, which is shared by many in the European institutions, would transform the EU into superstate relegating national governments and parliaments to a minor political role equivalent to that played by local councils in Britain.

Under her plan, the commission would have supremacy over governments and MEPs in the European Parliament would supersede the sovereignty of MPs in the House of Commons.

National leaders, meeting as the European Council, would be reduced to consultative, second chamber role similar to the House of Lords.

Nigel Farage, the leader of Ukip, said that Mrs Reding had revealed the true choice for British voters to make at polling stations.

"For people in power in Brussels that is the only choice on offer, no reform just a United States of Europe. On 22 May the British people must ask themselves if they want this and vote accordingly," he said.

"I am sure people will say no to this centralist fanaticism."

Mrs Reding's comments illustrate the growing gulf between a Europe committed to "ever closer union" and Britain, which is pushing to reduce the EU's powers.

"We assume Britain's leaving the EU so we don't even bother thinking about British sensitivities at the moment," said an official.

While Britain may have been written off, concern is mounting because hostility has reached unprecedented levels across continental Europe and anti-EU parties are leading the polls in France, the Netherlands and Greece.

Senior EU figures, such as Mrs Reding, want the European elections in May to move beyond debates over eurozone austerity by embracing a grand vision of Europe.

"This debate is moving into the decisive phase now. In a little more than four months' time, citizens across Europe will be able to choose the Europe they want to live in," she said.

"There is a lot at stake. The outcome of these elections will shape Europe for the years to come. That is why voting at these elections is crucial.

This will be our best weapon against the Eurosceptics: to explain to our citizens that their vote really matters."

In the run up to the springtime pan-European vote, the EU is gearing up to mount an unprecedented campaign for the hearts and minds of voters.

Speaking in Athens, José Manuel Barroso, the commission president, signalled that the EU would use the centenary of World War One to warn that Euroscepticism, far-Right and populist anti-European parties could bring war back to Europe.

"No other political construction to date has proven to be a better way of organising life to lessen the barbarity in this world," he said.

"It is especially important to recall this as we will commemorate this year the start of the First World War. We must never take peace, democracy or freedom for granted. It is also especially important to remind this as in May the peoples of Europe will be called to participate in European elections."

The attempt by Mr Barroso and Mrs Reding to raise the stakes in the EU elections have not been well received by all governments.

"Federalist hyperbole about a United States is the opposite of helpful to the majority of countries who want a reformed EU to work better," said a European diplomat.

## Viviane Reding, UKIP's best friend 96,141

**Analysis: The idea that a United States of Europe could have any popular appeal illustrates the distant remoteness of the world that is planet EU, Bruno Waterfield writes**



Viviane Reding, the EU's justice commissioner Photo: Reuters

By **Bruno Waterfield**, Brussels

3:57PM GMT 09 Jan 2014

No one was really surprised when Viviane Reding made her call for a "United States of Europe".

It is not merely that she is prominent member of the European Union's militantly federalist wing.

She also has ambitions to be the president of the European Commission.

When Mrs Reding talks of "a United States of Europe with the commission as government", she sees herself at its head.

Mrs Reding sees herself as the founding father, or mother, of a new federal union, the first president of a US of Europe in the heroic mould of George Washington.

Her speech was part of her campaign to lead the European People's Party (EPP), the federalist, centre-right pan-EU grouping that David Cameron left four years ago.

She is hoping to lead the EPP into May's elections for the European Parliament catapulting her in to the commission top job, as president to replace José Manuel Barroso when he stands down in October.

The idealistic veneer of "federalism" is increasingly important to many in the EPP or the wider world of EU officialdom.

The EU's supranational institutions have come to the fore, and been exposed as never before, during the eurozone crisis.

The brutal bureaucratic character of European institutions imposing the arbitrary fiscal targets of the Maastricht treaty, that created both the EU and the euro, is a daily reality for tens of millions of people across Europe.

They were not asked about bailouts, in fact they were initially told such a thing as a Greek rescue was illegal by people, like Angela Merkel.

They were not asked if they wanted to give up key decisions over how to spend their national wealth as the price of saving the euro. Which German ever voted to allow the French a say over their country's wealth? And vice versa.

Who really wanted arrogant "troikas" of European Central Bank, commission and other unelected officials running their country by diktat, as Greece and Portugal are run today?

The EU's grim eurozone realpolitik has led to unprecedented hostility to its institutions.

Brussels polling has found that trust in the EU has plummeted from a 57 per cent high in 2007 (when people were promised the Union would save them from the looming financial crisis) to 31pc.

But for people like Mrs Reding there is no going back, their mantra remains "more Europe".

The idea that a United States of Europe could have any popular appeal illustrates the distant remoteness of the world that is planet EU.

Every time federalists, like her, speak out they emphasise the alien character of EU institutions and ideology in the hearts and minds of Europe's publics. Mrs Reding is unintentionally a recruiting sergeant for the popular Euroscepticism she fears so much.

If voters are offered a choice of "more Europe", especially one that is shrouded in the trappings of statehood, they will vote against it in droves.

Whatever her ambitions or dreams, Mrs Reding is Nigel Farage's best friend. The more she speaks out, the more votes Ukip will be able to bank.

## ‘Revolutionary political reform’ needed as European Union faces crucial year 96,143

09/01 07:08 CET

There was a convivial atmosphere as European dignitaries gathered in Athens to formally kick off the Greek presidency of the [European Union](#). But 2014 looks set to be far from harmonious as the EU braces itself for some crucial battles that will determine its future direction.

Many voters are likely to use the elections for the European Parliament in May to deliver verdicts on the EU itself. Anti-establishment parties look strong in the polls. Europe’s leaders need to find answers to charges that they are out-of-touch and unaccountable and inspire confidence in the model that many outside the EU – in Ukraine and elsewhere – believe in.

The top jobs in the EU’s main institutions are up for grabs and bitter struggles lie ahead, not least over the prime post of European Commission president. Yet exactly how the winning candidate will be chosen is uncertain.

All this looms amid warnings that the ongoing economic crisis may bring more social unrest, as many people see little sign of a recovery struggling to take hold.

Euronews turned to Jan Techau, Director of the European think-tank Carnegie Europe for some insight.

Rudolf Herbert, euronews: “Greece has taken over the six-month [EU presidency](#). What will happen now? Do we all need to save money or should we go into debt, as Athens did?”

Jan Techau, Director of Carnegie Europe: “We all badly need to make savings in Europe anyway, because over the last three or four decades we have quite massively, systematically lived beyond our means and now this is coming home to roost, that’s quite clear. The euro crisis is partly, but not only, a debt crisis and the question now is: How can we make savings without also totally stifling the economy and at the same time still have the political will to carry out reforms to make our country more competitive and to create jobs again.”

euronews: “The German Chancellor Angela Merkel wants agreements on reforms in order to make Europe more competitive...”

Jan Techau: “This is a typically German idea. It’s the belief that if you codify something, if you’re regulating something contractually or legally, then there will automatically be a political effect. The EU member states have very often committed themselves to political and economic reforms, and often they haven’t complied with these obligations.”

euronews: “How can we make the eurozone more dynamic?”

Jan Techau: “In the end it’s all about being aware that everybody has more to lose in the euro crisis if they don’t cooperate together. It’s a kind of learning through pain. The question is whether there is enough pain in the system, to perform these difficult reforms, or whether Europe – now that it looks a bit better – is going to loosen the reins.”

euronews: “May will see elections in Europe and it is already clear that populist and anti-European parties will make big gains. How can you make Europe more palatable again for the continent’s citizens?”

Jan Techau: “There are always two ways to get citizens on board: first, by creating added value for them, you create a political system which has good things for people. I think that in this sense the EU has done quite a lot. The other option is to enable citizens to participate in the political system, to get them into the system by means of genuine political competition. European citizens feel that they’re not part of this European system, that they have no say in the decision-making process, that they don’t sit at the table where decisions are made.”

euronews: “How should this happen?”

Jan Techau: “Basically through a larger, perhaps even revolutionary political reform in Europe, which should allow for elections on a pan-European level in such a way that we get pan-European, genuine elections. These elections should be Europe’s political aim.”

euronews: “The European Commission will get a new President, also this year we will have a new President of the European Council, there will be a new President of the Parliament and last but not least there will be a new foreign policy chief. Will all this change Europe’s direction?”

Jan Techau: “There will not only be personnel changes, the whole Commission will change, there are entire programs which are going to be changed. New people will have new priorities. In selecting their candidates member states have specific agendas. That means that we’ll have not only changes in personnel but basically in 2014, in many ways Europe has a chance to reconsider and pick up new ideas – from fiscal and economic policy to foreign affairs. This is basically a complete renewal process, and we can hope that at the end of this process, by the end of 2014, an impressive team will be in place that stands for something new and interesting, a new start. That will be urgently needed, even as a signal to citizens who want to see that Europe has of course changed and responded to the escalation of these crises.”



## EMU 2.0: Yes or No? 96,145

Author: [Roberto Tamborini](#) · January 9th, 2014 · [Comments \(0\)](#) [Share This](#) [Print](#) 13 0

In the Summer of 2012 the Euro-crisis seemed to be at a turning point. First, an ambitious programme of institutional reforms of the EMU was launched aimed to the creation of a “Genuine Economic and Monetary Union” (EU Council, 2012). The founding idea of this ‘EMU 2.0’ is that there should be a clear, consensual and contextual exchange of fiscal discipline for fiscal solidarity mechanisms in a context of enlarged common institutions of “sovereignty sharing”. These are essentially two, the so-called Banking Union and Fiscal Union (and in a more remote future, the Political Union). As a matter of fact, this reform plan also certified that the two-stage strategy pursued mainly by Germany – fiscal discipline now, fiscal solidarity (maybe) tomorrow – was not working and was not taming the investors’ fears of the euro breaking up. Second, the ECB announced its new Outright Market Transactions Programme – accompanied by the now famous commitment to doing “whatever it takes” to stabilize the sovereign debt market – which immediately appeared remarkably effective in harnessing spreads (Draghi, 2012). Concomitantly, under the pressure of the crisis, new political leaders came to power in most stressed countries determined to reform their countries consistently with the requirements of the prospective EMU 2.0.

2013 was a year of (relative) financial quiet (see also R. Keenan, [RGE, December 8th, 2013](#)), possibly as an outcome of the three events recalled above. Spreads have shrunked, stock markets have been bullish, Spain and Ireland accomplished their rescue homeworks, Italy overcame its financial emergency. Fiscal deficits were brought under the 3% limit of GDP in almost all countries. Actually, sovereign debts went on rising, but with negligible effects on interest rates. The largest portion of merit should be acknowledged to the OMT, given that the other two events of 2012 have, so far, produced no memorable results. The Banking Union is muddling through slowly; the Fiscal Union is still out of sight. As to the OMT, it is worth stressing that it proofs that the previous “market-discipline” approach was wrong: it is not from the lashes of unfettered spreads that governments get the will and strength to consolidate public finances.

2013 was, instead, yet another gloomy year for real economies and lives. The following table summarizes the data relative to growth rates for the first 12 EMU countries (Eurostat, December 2013).

	Countries in recession	Growth rate $\geq$ 00-07
2013	FIN,GRE,IRE,ITA,NET, POR, SPA	None
2014	None	None except GER
2015	None	None except GER

7 countries out of 12, and the EMU as a whole, ended in recession or almost zero growth. The others are on the track of very weak growth, notably less than the pre-crisis average year rate. Further forecasts are that the EMU countries will muddle through slow recovery. In fact, if all countries will escape recession from 2014 onwards, only Germany is expected to catch up with the pre-crisis growth pace (which, however, was rather poor). Regaining the pre-crisis growth rate would be important, but the *level* of GDP as the basis of the standard of living is equally so. The largest subset of countries is still suffering a net output loss with respect to 2007 (Finland -2%, Greece -22.8%, Ireland -5.4%, Italy -8%, Netherlands -1.2%, Portugal -7%, Spain -6.4%); two are around zero (France and Luxembourg); and only three have barely gained a net output growth (Austria, Belgium, Germany). The unemployment rate in the EMU as a whole has reached 12.2%, almost 5 points above 2007; it has constantly increased in all countries except Germany (Greece +18.7, Spain +18.7, Ireland +9.5, Portugal +9.3, Italy +5.7). The countries with most severe output losses have also recorded sharp cuts in real

compensations per employee: Greece -18.6%, Ireland -9.7%, Portugal -5,8% (Italy and Spain have contained the cuts below 1%, thereby being accused of labour market rigidity). All in all, there is not much ground either for optimism or for declaring the end of the crisis in Europe. Is this the fallout of the Great Recession or the failure of the austerity therapy? The debate is open, though, after the IMF, also the EU Commission begins to admit the recessionary effects of austerity have been worse than expected (for a comprehensive analysis you may see my "[Transatlantic austerity 2010-...](#)", 2013).

Be as it may, the crisis management (and part of the crisis) is the offspring of the Maastricht institutional setup, which brings us back to the need for reforms. At the beginning of this seventh year of crisis, the perception (or the hope) is that 2014 may be the time for final decisions for the future of the EMU. *Each and all* members should be aware, or should be made aware, that the time of maquillage of the Maastricht Treaty is over (De Grauwe, 2013; [Steinherr](#), 2013). *Each and all* members will have to decide, and state clearly, whether they really wish the EMU reforms that are necessary to give the euro a future, or go for the (possibly orderly) resolution of the single currency marriage.

The reasons are compelling. The figures presented above are only the alarm bells of what is happening deep in economies and societies. A paradoxical, but crucial, fact is that the discontent with the euro is generalized throughout the EMU, in the most severely distressed countries as well as in those which have dictated the agenda of the crisis management and have suffered less. Not only are the euro and other European institutions at their all-time low. The application of the Maastricht doctrine to the crisis, the idea that all problems only arise because of the misconduct of some members, has resurrected the demon of European history: economic nationalism. Now everyone believes that domestic troubles are the consequence of foreigners' swindle or greed. The capacity of political containment of the anti-euro, and anti-Europe, forces is rapidly exhausting (Italy is paradigmatic in this respect). We shall see the outcome of the next European elections.

Yet the strategic scenario is even more complicated. The true, and far more difficult battle will not be between pro-euro and anti-euro forces in the next European elections, but within the pro-euro camp in Brussels. Behind the pro-EMU 2.0 façade, one can hardly find sincere reform efforts. Uncertainty about the willingness, and capacity, of most distressed countries to reform themselves and withstand the constraints of a monetary union is legitimate, but uncertainty about their counterparties' will is legitimate as well. The popular narrative of the crisis in the countries that feel virtuous boosts strong political pressure to the effect that all the responsibility and the burden of adjustments fall onto the shoulders of those they see as fiscal profligates (PIIGS). Let financial markets do their job freely and inflict a hard lesson to the PIIGS. The EMU as it is will work well when the PIIGS will be redeemed – even better if they give up. The preferred strategy of the virtuous is the status quo, not the reform of the EMU. In fact, the status quo is propaedeutic to the unilateral exit of the PIIGS, with the creation of the most beloved "Northern euro" as a free lunch. The true battle will be between genuine reformers and disguised conservatives.

Another factor of uncertainty is that reformers and conservatives for the time being fight on the ground of opinion making, but neither camp has yet expressed, or conquered, a political leader sitting where decisions are actually taken. The cradle and natural leader of conservatives is Germany, but the Merkel governments have hitherto maintained an enigmatic role in this game. The new *Grosse Koalition* appears no less enigmatic, but the attractiveness of, and pressure for, the Northern euro is increasing in the German area (see e.g. A. [Steinherr](#), "[Why Germany should leave the euro](#)", 2013). As to reformers, they may find voice and leadership in France and Italy. However, France, which is certainly hostile to the Northern euro today as it was at Maastricht, set the Sarkozy-Merkel diarchy aside has disappeared from the stage of European policy. Further, France is not very credible as genuine reformer owing to its notorious jealousy for national sovereignty. As to Italy, it has clear benefits from staying in a reformed EMU instead of leaving the euro, and this option still gains a (shrinking) majority of the public opinion. Also, Italy will have its window of opportunity in the next semester of presidency. However, Italy's handicaps are even heavier than for France, given its present economic, political and reputational weaknesses.

What can, and should, the leader of genuine reformers do? As in any high politics operation, a unique combination of vision, determination and brinkmanship is needed. First, to conquer the trust of the others, the leading country should convince itself that the EMU 2.0 will not be a tricky system of bypasses of the fiscal responsibilities, sovereignty limitations, and economic reforms that are necessary to live and prosper in the Europe of the euro. Second, the trap of the mirage of the United States of Europe should be avoided – that is the avenue to the *status quo*. A viable monetary union does not require immediate massive doses of federalism, neither fiscally nor politically. What is urgently needed is an effective system of protection and stabilization of large economic and financial boom-bust cycles wisely articulated at the national and super national levels:

1. new financial micro and macro-prudential regulation, inclusive of early warning systems, and effective means of correction, of serious financial imbalances in the private sectors within and across the borders
2. robust and credible financial stabilization mechanisms (banking crises resolution, enhancement of the European Stability Mechanism) decoupling private finances from public finances
3. complete redesign of the fiscal regulation system based on : a) substitution of the “country-by-country” approach with a system oriented towards coordination of fiscal policies (see point 4); b) removal of the apparatus of fixed rules on current fiscal budgets, in favour of direct monitoring of long-term sustainability of public debt; c) flexibility of long-term fiscal plans in relation to the business cycle, domestically and Union-wide, under monitoring and coordination of the EMU authorities (see point 4); d) transfer of a few national fiscal competences (e.g. defence, infrastructural expenses, automatic stabilizers) to the Union’s budget
4. coordination between monetary and Union-wide fiscal policy in view of stabilization of the aggregate business cycle
5. realignment of the ECB statutes and latitude of competences with the those of standard central banks in developed countries (remove prohibitions that are not enforceable when they may endanger the stability of the system).

(If you think you see nothing new in this list you are right. These ideas have been around for years. Had they been implemented in due time instead of insisting with the Maastricht zombie doctrine, we would have been spared some of the pains of the crisis, public opinions would have seen some benefits from sharing common institutions, and the general climate would be more favourable to pro-growth reforms).

**Last but not least, the leader of genuine reformers will need the credible determination to present all the others with the clear-cut alternative: either a serious EMU reform is started here and now, with all the necessary ingredients, those which the “South” dislikes as well as those which the “North” dislikes, or everyone will have to take its own part of responsibility in saying ‘No’ to the European economic and monetary union.**

- See more at: <http://www.economonitor.com/blog/2014/01/emu-2-0-yes-or-no/#sthash.Nq2ECSYI.dpuf>

## Hedge Fund Slams Portuguese Bonds With 64 Page Slideshow 96,148



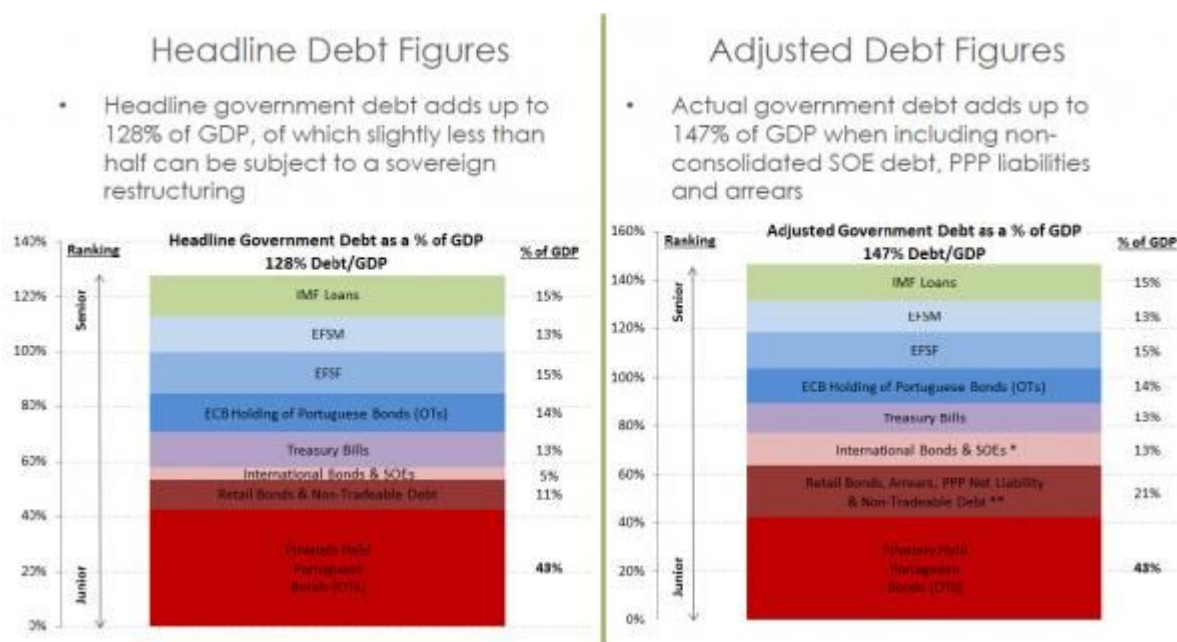
Submitted by [Tyler Durden](#) on 01/09/2014 11:35 -0500

Traditionally, hedge fund managers that go public with multi-page slideshows bashing this or that asset, usually end up in tears (see Bill Ackman) as long as said asset is not some microcap, illiquid stock. That, however, has not stopped David Salanic of Tortus Capital Management to not only mass distribute a presentation highlighting his latest and greatest short idea but to create a website that implicitly highlights his investment thesis. The site in question is called <http://rehabilitatingportugal.com/>, and the asset that Salanic is bearish to quite bearish on, are **Portuguese bonds**.

Of course, slamming Portugal bonds on the day when the country returns to the capital markets by selling its first €3.25 billion 5 year bond offering (which as Bloomberg reports was nearly 4 times oversubscribed) at 330 bps over midswaps in the post-bailout era, makes it doubly risky. That said, the herd momentum is always fickle, and what everyone is buying today may be dumped en masse tomorrow. And Tortus' reminder that nothing has been fixed in Portugal, and in fact that the country desperately needs a Greek-style PSI debt exchange which wipes out a portion of the country's debt, may be just that catalyst. Or then again, a la Ackman, the market may just ramp Portuguese bonds even higher and force Salanic to cover at a major loss (assuming he has exposure).

Either way, the market will decide. Or whatever passes for a market these days.

Cutting to the chase it, Tortus' underlying thesis is simple: Portugal's situation is not sustainable because it is drowning in debt...



... And it is. But so is every other European country when one adds up all the "adjusted" if all too real, debt figures. What makes Portugal so special?

\* \* \*

Below is the verbal summary of the Tortus presentation:

### **Portugal's Status Quo Is Not Sustainable**

The Troika Calls the Portuguese Program "On Track" But It Is Actually Very Much "Off Track"

The Troika's Forecast of Falling Debt/GDP Starting 2014 is Wishful...

...but Not Attainable Because "Kicking the Can Down the Road" Has Made the Problem Worse

Portugal's Government Bonds Are Subordinated To A Mountain of Debt...

...but the Troika Program Had Protected Portuguese Government Bonds Until Now...

...And Now The Portuguese State Is Left to Issue Excessive Levels of Debt in the Markets...

...While Competing With Portuguese Banks and Corporations For Funding...

...And As Fundamentals Start To Matter the Capital Market Window May Face Pressure

Portugal Has Excessive Public and Private Sector Debts, Highly Financed by Foreigners...

...Which It Can Neither Outgrow Nor Devalue

The Alternatives For Portuguese Workers Are Lower Pay or Fewer Jobs...

...Putting the People In Precarious Financial Positions

Portuguese People Unfairly Carry The Full Burden of The Adjustment While Speculators Profit...

...which Has Caused a Loss in Political Consensus...

...and Forcing the Constitutional Court to Reject the Government Budget Repeatedly...

...to Restore Some of the Lost Equality

High Debt Is Also Killing the Corporate Sector...

...As an Increasing Majority of Portuguese Corporations Cannot Sustain Their Debt Burdens...

... Leading to Continuously Lower Investments and More Aggressive Accounting

The Long-Term Growth Outlook Is Even Bleaker

### **Portugal's Sovereign Debt Is Not Sustainable**

Debt/GDP is the Most Commonly Used Metric...

...and Portugal Ranks Poorly on that Metric...

...but the Debt Burden Matters More...

...and Portugal's Debt Burden is Too High...

...Especially Considering its Inability to Further Increase Tax Rates...

...Or Cut Government Expenditures.

The Debt Servicing Capacity is Low...

...However Growth & Structural Reforms can Increase Debt Servicing Capacity...

...But Only Enough to Service 70% of the Existing Debt Outstanding...

#### **Portugal Already Benefits from Extraordinary Levels of Solidarity**

Portugal Already Benefits from Very Generous Fiscal Transfers from the European Union

Euro-Area Central Banks Are Providing Significant Funding through the Target2 System

The ECB's LTRO Program Finances 9% of The Portuguese Bank's Liabilities

The ECB Already Purchased 11% of Portugal's Sovereign Debt and 23% of its Bonded Debt

The EIB Has Lent More Funds to Portugal than to Any Other Country Relative to GDP

The European Rescue Funds EFSF and EFSM Represent 22% of Portugal's Sovereign Debt

The IMF Already Represents 12% of Portugal's Sovereign Debt

Europe Has Already Given Portugal an OSI Without Asking for Concessions From the Private Sector

#### **Common Misconceptions**

Misconception #1: Portuguese Growth Has Turned the Corner

Misconception #2: Exports Can Save Portugal

Misconception #3: Portugal's Bond Exchange Was A Success

Misconception #4: A Portuguese PSI Would Lead to Portuguese Bank Recapitalizations

Misconception #5: A Portuguese PSI Would Create Contagion Risk

Misconception #6: Portugal Is Not Hiding Debt

Misconception #7: The Greek Sovereign Restructuring (PSI) Was a Mistake

And there you have it. Full presentation below - for the sake of Tortus let's just hope Icahn doesn't take the other side of the trade ([pdf](#)).

Average:

09. Januar 2014, 15:20 Uhr

## **Freiwilliger Karriereverzicht 96,151**

### **Mit 500 Euro das große Glück**

Von [Anna-Lena Roth](#)

**Gerrit von Jorck könnte Spitzenverdiener sein: Sein VWL-Studium hat er mit 1,0 abgeschlossen, er war im Ausland, hat Praktika absolviert. Alles richtig gemacht also. Doch von Jorck lebt von 500 Euro im Monat - weil er das so will. Über einen, dem Zeit das Wichtigste ist.**

Zu seinen einstigen Studienfreunden hat Gerrit von Jorck kaum noch Kontakt. Gemeinsam hörten sie in Köln Vorlesungen zur Volkswirtschaft, saßen in Seminaren zur Wirtschafts- und Sozialpolitik. Planten mit einer Zukunft in finanzieller Sicherheit. Inzwischen verdienen seine meisten Ex-Kommilitonen so viel, dass sie schon nicht mehr darüber redeten, sagt von Jorck, 27. "Ich will nicht mit ihnen tauschen." Er selbst lebt von 500 Euro im Monat.

Wenn von Jorck wollte, könnte er Spitzenverdiener sein. Er hat seinen VWL-Abschluss mit 1,0 gemacht, er war zum Auslandsstudium in Budapest, hat mehrere Praktika absolviert. Alles richtig gemacht also. Doch nach dem Ende seines Studiums fragte sich von Jorck, was genau er eigentlich erreichen wollte. Im Leben, in den kommenden Jahren. Mit seiner Vita hatte er unendlich viele Optionen. "Ich war prädestiniert für einen guten Job", sagt er. Aber war das auch sein Ziel?

Von Jorck entschied, dass Zeit wichtiger ist, als Geld. Zeitwohlstand. So nennt er, was er will. "Viele Menschen jammern, dass ihnen Zeit fehlt. Sie arbeiten, konsumieren, arbeiten und konsumieren wieder", sagt von Jorck. "In die Mühle will ich nicht rein."

Auch, weil die Lebenssituation seiner Eltern ihm zu denken gegeben hat, wie er sagt. Sie arbeiten als Krankenpfleger, haben ein Haus gekauft, alle zwei Jahre muss wieder ein Fernseher her. "Sie sind abhängig von ihrem Einkommen", sagt von Jorck. "Wenn einer von beiden seinen Job verliert, verlieren sie alles."

#### **Vier Euro pro Tag**

Von Jorck ging zurück an die Uni, er macht gerade seinen Master in Philosophie. Zehn Stunden pro Woche arbeitet er [am Berliner Institut für ökologische Wirtschaftsforschung](#), nebenbei kümmert er sich um die Homepage von Rüdiger Sagel, dem Landessprecher der Linkspartei in Nordrhein-Westfalen. So kommt von Jorck auf 500 Euro im Monat. Zieht er die Kosten für Miete und [Krankenversicherung](#) ab, bleiben ihm 120 Euro.

Das ist weniger als ein Drittel des Hartz-IV-Satzes. Vier Euro pro Tag. Das schafft von Jorck, weil er mit dem Fahrrad und nicht mit den Bahnen fährt. Weil er im Supermarkt die Billig-Marken sucht. Weil er seine Kleidung nicht im Laden kauft, sondern aus Schenkläden der Stadt mitnimmt. Weil er abends höchstens mal zwei Bier in der Kneipe nebenan trinkt, statt Cocktails in der Szenebar. Weil er kocht, statt ins Restaurant zu gehen. Sein Lieblingsessen ist Reispfanne mit Möhre, Zwiebel, Paprika, Gurke. 1,50 Euro koste ihn das etwa, sagt von Jorck. Die Portion reiche für drei Leute.

"Ich darbe nicht, mir geht es gut", sagt von Jorck. Und wer ihm länger zuhört, begreift: Er meint das so. Das wenige Geld sieht er nicht als Einschränkung, im Gegenteil: Je weniger er braucht, desto weniger abhängig ist er.

Dass ein Student mit wenig Geld auskommen muss, ist kein Einzelfall. Dass er bewusst auf eine finanziell sichere Zukunft verzichtet, schon. Von Jorck lebt das Gegenteil vom Streben nach immer mehr - mehr Geld, mehr Luxus. Und ist damit Teil einer wachsenden Bewegung (siehe Übersicht am Ende dieses Textes).

### **Kein Job - kein Ansehen**

Es gibt Menschen, die den Verzicht noch radikaler leben. Der Berliner Raphael Fellmer zum Beispiel kommt komplett ohne Geld aus. Das käme für von Jorck nicht in Frage. Schließlich sei Fellmer immer von anderen Menschen abhängig. Menschen, die ihn kostenlos zur Untermiete wohnen lassen, die ein Fahrrad abgeben oder Essen. "Ich sehe mich nicht als Aussteiger aus der Gesellschaft", sagt von Jorck. "Ich habe nur das Tempo verlangsamt."

Er trägt Dreitagebart, eine Brille mit runden Gläsern und dünnem Rand. Und wenn er redet - über die Arbeitswelt, über seine Ziele und Finanzen - dann klingt er älter, als er aussieht.

In seiner vielen Freizeit macht von Jorck [Yoga](#), trifft Freunde, geht zu Lesekreisen, engagiert sich bei [Attac](#) und in der Linkspartei. "Bei mir gibt es keinen typischen Alltag", sagt der 27-Jährige. Er genießt das Aufstehen ohne Wecker. Das Gefühl, sich nur nach den eigenen Wünschen richten zu können, und nicht nach einem Dienstplan.

Trotzdem, so sagt er, braucht er einen Job. "Wenn du keinen hast, ist das in unserer Gesellschaft echt bitter. Erst mit einer Arbeitsstelle bist du anerkannt. Hast bewiesen, dass du leistungsfähig bist." Wer fragt: 'Was machst du?' will eigentlich wissen: 'Wo arbeitest du?'

### **Segeln im Mittelmeer, Wandern in Brandenburg**

Seine Wohnung im Berliner Stadtteil Neukölln teilt sich von Jorck mit zwei Freundinnen, es gibt keinen Kühlschrank, Fleisch wird nicht gekauft, Käse nur selten. Zu teuer. In seinem 23-Quadratmeter-Zimmer steht ein Holzschrank von seiner Oma, den Tisch haben sich seine Eltern vor 30 Jahren zur Hochzeit gekauft. Die Matratze ist vom Sperrmüll.

Seine bisherigen Freundinnen hätten kein Problem mit seinem Lebensstil gehabt, sagt von Jorck. Eine gab es, deren Eltern hätten nie verstanden, dass er mit seiner Ausbildung keine Karriere anstrebt. Nicht lebt, wie seine Ex-Kommilitonen. Wenn die Urlaub machen, chartern sie eine Yacht und schippern zwei Wochen über das Mittelmeer, sagt von Jorck. Er geht wandern in Brandenburg.

### **Zukunftspläne**

Momentan ist von Jorck Single, unfreiwillig. Er denkt nach über das Älterwerden, über Kinder und wie er sie großziehen möchte. Eine Zehn-Stunden-Woche wird dann nicht mehr ausreichen, er weiß das. Er will bald auf 20 Stunden aufstocken, länger möchte er nie arbeiten. Er rechnet mit einem Monatsgehalt von 1200 Euro, das soll reichen.

Mit elf Bekannten will er spätestens 2015 ein Haus am Stadtrand von Berlin kaufen, die Kinder sollen dort gemeinsam aufwachsen. Es ist auch eine Art Altersvorsorge, denn von Jorck ist bewusst, dass es schwer wird mit der Rente. Es ist das Faszinierende an ihm: Er klingt nicht verträumt oder wirklichkeitsfremd. Es gebe keinen Grund, sich Sorgen zu machen, sagt er. Nicht über die Schulden aus dem Studium, nicht über den Kredit, den er für das Haus aufnehmen muss. Die [Zinsen](#) seien derzeit ja extrem niedrig. Er hat gerechnet und geplant, das hat er schließlich gelernt, sagt er. "Ich bin immerhin Volkswirt."



## The euro-zone economy

### Parallel universes 96, 153

Jan 9th 2014, 17:03 by P.W. | LONDON

AS FAR as bond investors are concerned, the euro crisis appears to be a thing of the past. Both Ireland, which exited its bail-out programme in December, and Portugal, which hopes to follow suit later this year, have raised pots of money from the markets this week at interest rates they could scarcely have dreamt possible at the height of the crisis.

Such enthusiasm for these once shunned members of the currency club contrasts sharply with the still sickly economy of the euro zone. A recovery continues following the long double-dip recession that ended last spring but it is a feeble affair. Official figures this week showed unemployment stuck at over 12% of the labour force, the highest since the single currency started 15 years ago. In a further sign of economic weakness, consumer-price inflation slipped to 0.8% in the year to December; and core inflation, which strips out volatile elements like energy and food, fell to just 0.7%, the lowest ever for the euro area.

Such low inflation is a particular worry for the European Central Bank (ECB) whose governing council held its first meeting of the year today. The last thing that the euro zone needs after everything else it has endured is to slip into outright deflation. This could abort the tentative recovery as people and businesses delay purchases. And it would raise in real terms the already excessive debt burdens, both public and private, that are bearing down on growth.

As expected, the council made no change to its main policy rate, which it had cut in November from 0.5% to 0.25%. But, speaking at the press conference following the meeting, Mario Draghi, the ECB's president, ratcheted up the rhetoric about the bank's readiness to act if necessary. The council "firmly" reiterated its forward guidance, that ECB interest rates would remain at present or lower levels for an extended period. It remained determined to keep monetary policy as loose as was necessary and "to take further decisive action if required".

Mr Draghi specified two circumstances that would prompt the council to act: an unwarranted tightening in money-market rates or a deterioration in the medium-term inflation outlook. That outlook, set out in the ECB's forecast in December, envisages inflation averaging 1.1% this year, down from 1.4% in 2013, with core inflation averaging 1.3%, up from 1.1% last year. The latest inflation figures, he said, were consistent with this medium-term outlook.

Speaking in Athens yesterday about the prospects for the euro zone in 2014, José Manuel Barroso, the president of the European Commission, accentuated the positive. But in Frankfurt today Mr Draghi stressed the things that could still go wrong. The recovery was not only weak but also fragile, susceptible for example to a relapse in confidence.

Mr Draghi was right to be cautious. The euro zone remains fractured on north-south lines. All along Europe's political leaders have been too swift to proclaim victory. The acute phase of the crisis may be over but the chronic phase may only have begun.

Pro & Contra

## Bringt die 32-Stunden-Woche mehr Kinder? 96,154

10.01.2014 · Die Deutschen bekommen zu wenig Nachwuchs. Familienministerin Manuela Schwesig will deshalb die 32-Stunden-Woche für Eltern von jungen Kindern. Führt das wirklich zu mehr Geburten?

Von MARTIN HOCK und PATRICK BERNAU



© ZB  Kindersegen: drei neugeborene Drillinge in Rostock.

### Ja

#### Politik für Kinder

Von Martin Hock

Endlich! Endlich macht mal jemand Familienpolitik, die vor allem den Kindern zugute kommt. Deutschlands Diskussion war in den vergangenen Jahren oft kinderfeindlich und karrierefremdlich bis zum Befremden. Kinder galten als Aufstiegshindernis – wenn also überhaupt einer Kinder bekam, dann ab mit dem Nachwuchs in die Kita, möglichst schnell, möglichst lang und am besten gleich noch über Nacht! So sollte es weitergehen: ab in die Ganztagschule, am besten bis nach Arbeitsschluss in den Büros. Und nach dem Ende der Schulzeit Vollzeit in den Beruf. Wer diese Perspektive hat, dem bleibt meistens gar kein Bedürfnis mehr, eine Familie zu gründen.

Wenn Eltern aber lieber für ihre eigenen Kinder sorgen wollten, wurden sie in den Medien regelrecht gedist. Für den Verzicht auf die Karriere mussten sie sich entschuldigen. Wer sein Leben so plante, wurde als vorgestrig, reaktionär und bisweilen gar als dumm dargestellt. „Herdprämie“ hieß es despektierlich, wenn Vollzeit-Eltern Geld bekommen sollten. Die Zuwendung zu Kindern wurde lächerlich gemacht – wer will da noch welche haben?

Dabei ist das Opfer groß, denkt man allein nur an niedrigere Renten und private Vorsorgemöglichkeiten. Obendrein lässt sich auf Partys eher mit Karriereerfolgen glänzen. Wer sich darüber freut, dass das Kind zum ersten Mal eine Treppenstufe selbst erklommen hat, bewirkt beim klassischen „DINK“ (Double-income-no-kid)

bestenfalls ein tolerantes, aber weitgehend verständnisloses Lächeln. Ein Werbespot, in dem sich eine Hausfrau und Mutter als „Managerin eines erfolgreichen kleinen Familienunternehmens“ vorstellte, sprach Bände.

Kinderbetreuung erinnert an frühere Jahrhunderte

Das alles erinnert an die großbürgerlichen Familien früherer Jahrhunderte. Hier präsentierten die Gouvernanten und Ammen den Eltern am Sonntag die Kinder frisch gewaschen und im besten Ornat. Dann wussten die Eltern wenigstens, wie ihre Sprößlinge aussahen, bevor sie im Internat verschwanden. Bestenfalls hatten die Kinder dann eine stabile Beziehung zur Kinderfrau, die Eltern waren fremd, manchmal bedrohlich. Dabei waren die Kinder damals noch im Vorteil. Sie hatten wenigstens die Chance auf eine eindeutige Bezugsperson. Die abgeschobenen Kinder von heute müssen sich mit einer Vielzahl von Erzieherinnen und Lehrerinnen herumschlagen. Das sind heute fast nur noch Frauen - für Jungen ist das ein riesiges Problem.

**Mit ihrer 32-Stunden-Woche** setzt Manuela Schwesig den Kurs fort, der mit der Einführung des Elterngeldes eingeschlagen wurde. Diese Politik sorgt dafür, dass das Miteinander von Eltern und Kindern von deren Einkommenslage wenigstens ein Stück weit entkoppelt wird. Das hilft, die Betreuungsbedürfnisse von Kleinkindern, die Kommunikationsbedürfnisse von Müttern und die Beziehungswünsche von Vätern zu ihren Kindern wirklich stärker miteinander in Einklang bringen. Und wenn es Familien besser geht, dann gibt es auch eine Chance auf neue Kinder.

## Nein

Kinder bringt das nicht

Von Patrick Bernau

Schon klar, Zeit ist knapp. Wissenschaftler haben dafür sogar schon einen Fachbegriff gefunden: „**Rush Hour des Lebens**“ heißen die Jahre zwischen 30 und 40, weil es dann besonders schlimm ist. Gerade hat man mal ein Einkommen, mit dem man sich einen ordentlichen Urlaub leisten könnte, aber dann geht es los: Karriere starten, Kinder kriegen, Haus bauen. Da fühlt sich mancher überfordert. Und viele sparen sich dann das Kind. Mehr Zeit für Kinder, damit mehr Kinder kommen - das ist eine romantische Idee. Aber funktionieren wird sie nicht.

Es arbeitet ja nicht jeder seine 37,5 Stunden in der Woche. In den Jahren nach dem Berufseinstieg werden schließlich die Weichen für die Karriere gestellt. Und die Arbeit macht ja Spaß. Da bleibt man abends schon mal ein bisschen länger. Ein Kind passt da nicht rein, also verzichten viele darauf. Der **Vorschlag von Manuela Schwesig** ändert daran gar nichts.

Manuela Schwesig will, dass Eltern von jungen Kindern ihre Arbeitszeit reduzieren können, ohne auf Geld zu verzichten. Dabei könnten das heute schon viele. Ob hoch entlohnt oder prekär beschäftigt - Millionen von Deutschen arbeiten mehr, als im Tarif- oder Arbeitsvertrag steht. Jeder zehnte arbeitet sogar länger als die 48 Stunden in der Woche, die das Gesetz erlaubt. Deshalb haben Millionen von Deutschen heute schon einen Anspruch darauf, fürs gleiche Geld weniger zu arbeiten. Die Arbeitszeitreduktion auf 32 Stunden ist für sie pure Theorie. Genau das sind die Leute, die heute auf Kinder verzichten. Schwesigs Vorschlag wird ihre Entscheidung nicht ändern.

Teuer, aber wirkungslos

Natürlich ist Deutschland auch voller Leute, die Kinder bekommen und in Teilzeit gehen. Die werden sich über das zusätzliche Geld freuen - aber das sind reine Mitnahmeeffekte. Manuela Schwesigs Idee wird viel Geld

kosten, 140 Millionen Euro hat das „Deutsche Institut für Wirtschaftsforschung“ ausgerechnet. Aber es wird am Ende so gehen wie mit dem Elterngeld: Mehr Kinder kommen nicht.

Jaja, die Teilzeit-Initiative soll auch gegen den „Anwesenheitswahn“ der Deutschen wirken. Sie soll dabei helfen, dass mehr Leute früher nach Hause gehen, damit sich auch die Eltern besser um ihre Kinder kümmern können. Aber so anwesenheitsversessen sind wir gar nicht. Ob Spanien, Italien, Griechenland - in vielen Ländern arbeiten die Leute mehr als in Deutschland und bekommen trotzdem mehr Kinder.

Für zusätzliche Kinder braucht es keine steuerfinanzierte 32-Stunden-Woche. Stattdessen muss Deutschland von dem Anspruch runterkommen, dass man in allen Lebensbereichen perfekt sein muss. Eltern müssen sich selbst entscheiden können, ob sie zu Hause bleiben wollen, Teilzeit arbeiten oder ranklotzen. Und zwar ohne schiefe Blicke von anderen Eltern oder Kindergärtnern. Toleranz ist gefragt. Und keine staatliche 32-Stunden-Normwoche.

Quelle: FAZ.NET

## **EU-Kommission zu Zuwanderung**

### **Geschenk für Rechtspopulisten 96,157**

Man kann es Chuzpe nennen - oder hochgefährlich: Die Europäische Kommission fordert, dass Migranten aus EU-Ländern leichter Zugang zu Sozialleistungen in Deutschland erhalten sollen. Kurz vor der Europawahl kommt diese Aussage zur Unzeit. EU-Kritiker und Rechtspopulisten können sich freuen.

#### **Ein Kommentar von Roland Preuß**

Die Forderung der EU-Kommission kommt zur Unzeit. Mitten hinein in eine scharfe Debatte um Armutszuwanderer nach Deutschland wird bekannt, dass sie vor dem Europäischen Gerichtshof einen leichteren Zugang für EU-Migranten zu Sozialleistungen in Deutschland fordert.

Man kann das Chuzpe nennen - oder hochgefährlich. Wenige Monate vor der Europawahl steigert dies den Verdruss von Bürgern, die in der EU jetzt schon ein Vorschriftenmonster und eine Schuldenmaschine sehen. Es ist ohnehin zu befürchten, dass EU-Kritiker und Rechtspopulisten bei der Wahl im Mai erstarken. Sie können sich nun freuen. Man darf sich da nichts vormachen: Zuwanderer, die Sozialleistungen beziehen, sind höchst unpopulär. Auch wenn sie die klare Ausnahme sind.

Die Bürger dürfen jedenfalls staunen. Ihnen wurde beim EU-Beitritt Rumäniens und Bulgariens versichert, es gebe Regeln gegen Zuwanderung in die Sozialsysteme. So lesen sich tatsächlich zahlreiche Vorschriften zur Freizügigkeit. Politisch war dies so gewollt.

Allerdings hat man auch allerlei weitere Regeln vereinbart, die sich als das genaue Gegenteil lesen lassen. Die Folge sind zahlreiche Gerichtsverfahren, welche den ursprünglichen Rahmen für die Freizügigkeit mehr und mehr infrage stellen. Eine Steuerung von Zuwanderung ist so kaum mehr möglich.

#### **Die Frage muss politisch gelöst werden**

Die EU-Kommission und die Mitgliedsländer dürfen ein derart wichtiges Thema nicht den Gerichten überlassen. Die Frage muss politisch gelöst werden - und nicht den Jobcentern überlassen bleiben, wie es der Kommission vorschwebt. Es braucht eine Balance zwischen Hilfe und Perspektive für die Armutszuwanderer sowie dem, was die Bürger und die Städte an Integration leisten können und wollen.

Es geht um zentrale Fragen für die Zukunft der Union: Sollen die einzelnen Staaten noch darüber bestimmen dürfen, wer kommen und Hilfe beziehen darf oder nicht? Und soll das Problem Millionen Armer in der EU durch Auswanderung gelöst werden? Darauf muss die Union rasch Antworten finden.

## Gerüchte über eine heimliche Liebe 96,157

Frankreichs Präsident Hollande unterhält angeblich eine Affäre zur Schauspielerin Julie Gayet

Von Gesche Wüpper

Er wollte 2014 durchstarten und politisch in die Offensive gehen, um aus dem Umfragetief zu kommen. Eigentlich. Denn seit Freitag sorgt Frankreichs Präsident François Hollande nicht mit politischen Ankündigungen, sondern mit seinem Privatleben für Schlagzeilen. Auslöser ist eine Reportage des Klatschmagazins "Closer" über eine Liaison, die das Staatsoberhaupt angeblich mit der Schauspielerin Julie Gayet unterhält. Ein Vertrauter des 59-jährigen Sozialisten kündigte in einer Stellungnahme an, Hollande erwäge, rechtlich gegen die Zeitschrift vorzugehen. Er bedauere zutiefst die Verletzung seiner Privatsphäre, auf die er wie jeder andere Bürger auch ein Recht habe. Als im März erste Gerüchte über eine Liebesbeziehung zwischen ihr und Hollande im Internet auftauchten, hatte die 41-jährige Gayet dagegen erfolgreich geklagt.

Unterstützung erhielt Hollande nun erstaunlicherweise von Politikern jeglicher Couleur. Der Präsident habe zu Recht in seiner Eigenschaft als Bürger um Respekt vor seiner Privatsphäre gebeten, erklärte Premierminister Jean-Marc Ayrault. Harlem Desir, der Vorsitzende der sozialistischen Regierungspartei, wollte den Bericht nicht kommentieren. "Das betrifft nicht das politische Leben, und deshalb denke ich, dass es nicht Gegenstand einer politischen Debatte sein sollte", sagte er dem Radiosender Radio Classique.

Ähnlich äußerte sich auch Marine Le Pen, die Chefin der rechtsextremen Partei Front National. "Ich bin für den Schutz der Privatsphäre von allen", sagte sie dem Fernsehsender i-Télé. "Was den Präsidenten betrifft, denke ich, dass jeder ein Recht auf Schutz der Privatsphäre hat, solange das die Steuerzahler keinen Cent kostet, was während des Mandats von François Mitterrand der Fall gewesen sein kann." Le Pen spielte damit auf die außereheliche Affäre des früheren Präsidenten an, der seine Geliebte Anne Pingeot und die gemeinsame Tochter Mazarine jahrelang in einer luxuriösen Wohnung auf Staatskosten untergebracht hatte. Die Presse soll davon lange Zeit gewusst, jedoch aus Furcht vor negativen Folgen für sie nichts geschrieben haben. Die Veröffentlichung der Fotos von Mitterrand, seiner Geliebten und der Tochter 1994 sei dann bewusst inszeniert worden, heißt es heute.

Das gilt auch für die ersten gemeinsamen Fotos, die Ende 2007 von dem frisch geschiedenen Ex-Präsidenten Nicolas Sarkozy und Ex-Modell Carla Bruni erschienen. Für Caroline Roux vom Nachrichtensender Europe 1 stellt die jetzt von "Closer" veröffentlichte Reportage deshalb einen Bruch dar. Das Staatsoberhaupt werde nun genau so behandelt wie Sternchen aus einer Realityshow, urteilt sie. Er sei ein Promi wie jeder andere geworden. In gewisser Weise sei sein Wunsch, ein normaler Präsident zu sein, nun erfüllt worden. Offiziell lebt Hollande, der aus einer langjährigen Beziehung mit der ehemaligen Präsidentschaftskandidatin Ségolène Royal vier Kinder hat, mit der Journalistin Valérie Trierweiler zusammen.

Laut "Closer" unterhält er jedoch seit Längerem eine Beziehung mit Gayet. Auf den nun von "Closer" auf sieben Seiten veröffentlichten Fotos ist der Präsident jedoch niemals zusammen mit ihr zu sehen. Stattdessen zeigen die Bilder einen Mann von der Größe Hollandes in einem dunklen Trenchcoat, der sich auf einem Motorroller zu einem Haus fahren lässt, in dem Gayet laut Zeitschrift eine Wohnung hat. Das Gesicht des Mannes, der einen Helm trägt, ist darauf jedoch nicht zu erkennen. Auf wieder anderen Fotos sieht man eine Frau, die Gayet ähnlich sieht, in das Haus gehen, auf wieder anderen einen Mann, der einer der Leibwächter Hollandes sein soll, der eine Tüte mit Croissants zu dem Haus bringt.

Die Fotos hätte der Präsident deshalb nach Ansicht von Juristen nicht verbieten können, da keines seine Würde verletzt. Zudem sei der Artikel in einen politischen Kontext eingebettet, da es in ihm auch um die Frage gehe,

wie es um die Sicherheit des Präsidenten bestellt ist, meint die auf Presserecht spezialisierte Anwältin Anne Cousin. Tatsächlich heißt es in der Reportage, dass sich Hollande nur von einem Leibwächter begleitet auf einem Motorroller zu der Wohnung Gayets fahren lasse. Diese werde zwar jedes Mal von einem Sicherheitsbeamten untersucht, doch anschließend bleibe der Politiker nur mit der Schauspielerin dort, ohne Bodyguard oder einen Polizeiwagen vor dem Haus.

In letzter Zeit berichteten mehrere Medien, der Präsident treibe die 60 Sicherheitskräfte, die rund um die Uhr für seinen Schutz im Élyséepalast abgestellt sind, mit heimlichen Ausflügen zur Verzweiflung. So schrieb die seriöse Tageszeitung "Le Monde" im November, die Beamten der Gendarmerie, die das Tor zum Élyséepalast bewachen, hätten ihren Augen nicht getraut, als Hollande und seine Lebensgefährtin Trierweiler vor ein paar Monaten ohne Begleitschutz mit ihrem Privatauto losgefahren seien, um abends auszugehen.

Das Nachrichtenmagazin "L'Express" berichtete kürzlich ebenfalls, das Staatsoberhaupt genehmige sich immer öfter heimliche Spritztouren in die Stadt und treibe damit seine Bewacher zur Weißglut. Hollande hatte den für ihn zuständigen Sicherheitsdienst bereits vor ungeahnte Herausforderungen gestellt, als er kurz nach seiner Wahl im August 2012 mit dem Zug in den Urlaub fuhr. Denn ein Zug, der ganz normal von Hunderten Passagieren benutzt wird, ist schwieriger zu bewachen als ein Regierungsflugzeug.

Für Hollande kommt die Debatte zum ungünstigen Zeitpunkt, denn eigentlich wollte er stärker für seine politische Agenda werben. So hat er gerade seinen [Twitter](#)-Account und seine Facebook-Seite wiederbelebt.

**MATT**

---



*'I wouldn't say that  
was triple A status'*

---



## Climat : l'Europe peine à se fixer un cap pour 2030 96,161

LE MONDE | 11.01.2014 à 11h20 • Mis à jour le 11.01.2014 à 18h21 | Par [Laurence Caramel](#)

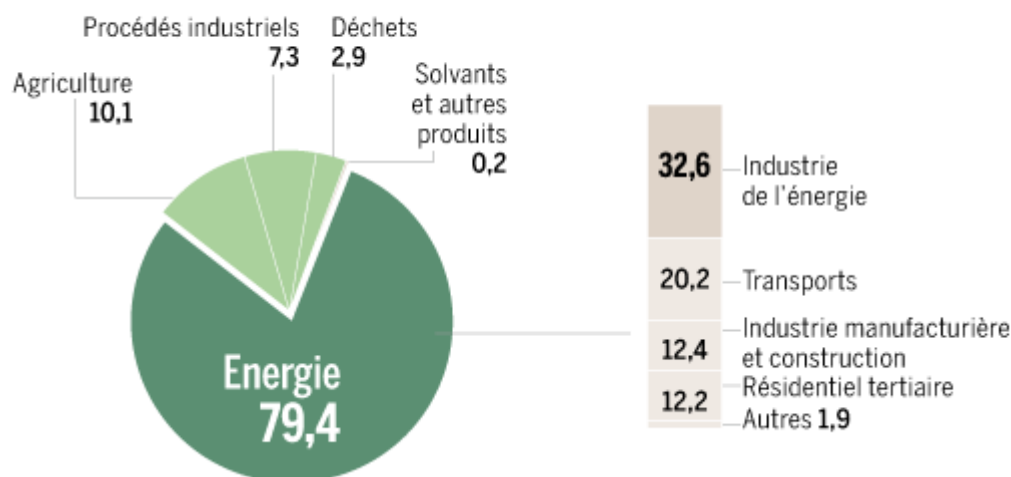
Abonnez-vous

à partir de 1 € Réagir Classer

Partager facebook twitter google + linkedin pinterest

### Les Européens sur la bonne voie

RÉPARTITION PAR SOURCES DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DANS L'UE EN 2011, EN %



La pression monte sur le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, pour qu'en dépit de la crise économique et budgétaire, l'Union européenne se dote d'objectifs climatiques ambitieux à l'horizon 2030.

Vendredi 10 janvier au matin, alors que se tenait une nouvelle réunion à Bruxelles pour tenter de finaliser les grandes lignes d'un futur « paquet énergie-climat » dont la présentation est prévue le 22 janvier, les ministres de l'environnement des Pays-Bas et de l'Espagne ont, à leur tour, réclamé un objectif « *d'au moins 40 % de réduction de gaz à effet de serre d'ici à 2030* ».

>> Lire : Réduire de 40 % les émissions de CO2 et créer 750 000 emplois par an dans l'énergie

Emboîtant ainsi le pas à leurs homologues français, britannique et italien et aux ministres allemands de l'économie et de l'environnement qui, dans une lettre adressée le 6 janvier à la Commission, rappelaient la nécessité d'avoir cette ambition pour « *écarter les conséquences les plus graves du changement climatique* » et donner un cadre permettant aux entreprises d'investir dans la « décarbonisation » de l'économie européenne.

Ce nouveau « paquet » doit remplacer celui conclu en 2009. Celui-ci prévoit que l'Union européenne réduise ses émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici à 2020 par rapport à 1990, qu'elle porte la part des énergies renouvelables à 20 % de son mix énergétique et qu'elle fasse 20 % d'économies d'énergie grâce à des gains d'efficacité. Fin 2012, l'Europe avait déjà réduit ses émissions de 18 %.

...

## Dieudonné : une décision exceptionnelle 96,161

LE MONDE | 11.01.2014 à 10h31 • Mis à jour le 11.01.2014 à 10h40

Abonnez-vous

à partir de 1 € Réagir Classer

Partager facebook twitter google + linkedin pinterest

Le Conseil d'Etat a tranché. Il a interdit, le 9 janvier, le spectacle que Dieudonné devait donner dans la soirée à Nantes. Il a ainsi approuvé le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, qui avait dénoncé les propos racistes et antisémites de l'« humoriste » et décidé d'utiliser toutes les voies juridiques pour interdire ses prestations et « *casser cette dynamique de haine* ».

La décision de la plus haute juridiction administrative du pays est exceptionnelle à plusieurs égards.

D'abord par son extrême célérité. Le 9 janvier en début d'après-midi, le tribunal administratif de Nantes avait autorisé ce spectacle, jugeant que son interdiction constituerait « *une atteinte grave à la liberté d'expression* » et serait donc « *illégal* ». Immédiatement saisi, en appel, par le ministre de l'intérieur, le Conseil d'Etat a rendu sa décision en quelques heures. Un record !

S'agit-il pour autant d'une décision improvisée dans l'urgence ? A l'évidence, non. Préparé à cette éventualité, le Conseil a étayé sa décision d'autant pl...

Spekulant und Staatsmann

## Die Euro-Wette des George Soros 96,162

11.01.2014 · Der Mann spendet Milliarden. Er geht in den Berliner Ministerien ein und aus. Niemand macht sich so stark für eine europäische Schuldenunion wie der Spekulant aus New York. Was treibt ihn?

Von HENDRIK ANKENBRAND

Artikel [Bilder](#) (1) [Lesermeinungen](#) (10)



© REUTERS  George Soros, 83 Jahre alt

Den Menschen George Soros gibt es zweimal: als Spekulant und als Staatsmann. In der Debatte um Europas Zukunft ist der Milliardär aus New York zur Größe geworden. Kaum eine Woche, in der Soros nicht irgendwo fordert, Deutschland solle für Griechenland und Spanien mehr zahlen. Soros macht es einem nicht leicht, auseinanderzuhalten, wer da spricht. Der Staatsmann? Der Spekulant?

Ende Dezember kaufte Soros sich in Spaniens zweitgrößten Baukonzern ein. Nachdem seine Leute eine Nachrichtenagentur angerufen hatten, stiegen seine neuen Aktien gleich um zwölf Prozent. Da war er Geschäftsmann. Doch vor einem Jahr, als Soros Milliarden darauf wettete, dass der Yen bald fällt, war die Rollenverteilung weniger klar. Weil Japans Regierung in der Krise nicht mehr weiterwusste und die Währung abwertete, ging Soros' Wette auf. Er verdiente eine Milliarde Dollar an einem Währungskrieg, den er durch seine Wette noch befeuert hatte. Doch in seiner Rolle als Staatsmann warnte Soros zur gleichen Zeit auf dem Weltwirtschaftsforum im Schweizer Davos: Der Währungskrieg drohe die Welt zu destabilisieren.

Der Spekulant verdient Milliarden mit seinem Hedgefonds, der rund um die Uhr auf der Suche nach kleinsten Schwachstellen in den Volkswirtschaften dieser Welt ist, um zu wetten: dass die Währung eines Landes bald abstürzt.

Doch der früher weltgrößte Spekulant ist auch einer der größten Philanthropen weit und breit. Seit den siebziger Jahren hat Soros acht Milliarden Dollar gespendet: für den Widerstand hinter dem Eisernen Vorhang, für Roma, für Barack Obama, für den freien Verkauf von Cannabis. Kaum eine Universität in Osteuropa, die ohne George-Soros-Lehrstuhl ist. Er finanziert den proeuropäischen Think-Tank European Council on Foreign

Relations fast im Alleingang und sein Institut namens Open Society zur Gänze. Dessen Hauptquartier liegt gleich neben Soros' Hedgefonds am New Yorker Central Park und überwacht die Arbeit von 40 Dependancen weltweit. Zählt man weitere Aktivitäten hinzu, ist Soros in fünfzig Ländern politisch aktiv.

Der Mann aus New York ist ein Europäer

Allein sein Institut hat jährliche Ausgaben von fast einer Milliarde Dollar für Meinungsbildung. Nun nimmt der Milliardär Deutschland in den Fokus. Denn der 83 Jahre alte Soros hat sich entschieden, was sein Vermächtnis werden soll: die Rettung Europas vor den Deutschen.

Im Mai ist Europawahl, Soros hat sich vorgenommen, bis dahin die Meinung der Berliner Republik zur Frage umzukehren, wie viel Geld und Souveränität man an andere EU-Staaten abgeben soll. „Es hängt an Deutschland, die Eurokrise zu lösen“, sagte Soros jüngst der F.A.S. Seine Forderung, wenn Berlin nicht der Vergemeinschaftung aller Schulden der EU-Staaten zustimme, müsse das Land aus der Eurozone austreten, hat ein gewaltiges Echo ausgelöst.

Der Mann aus New York ist ein Europäer. Er wurde in Ungarn als Sohn jüdischer Eltern geboren, entkam mit enormem Mut und Geschick der Deportation ins KZ durch die deutschen Besatzer. „Wenn es mir möglich wäre, die deutsche Öffentlichkeit wachzurütteln, wäre das der krönende Abschluss meines Lebenswerks“, sagt er. Wer ihn kennt, sagt, die Sorge sei echt.

Beim Weltwirtschaftsgipfel in Davos in eineinhalb Wochen ist Soros wie immer Stargast. Vergangenes Jahr rief er beim Dinner im Panoramarestaurant des Hotels Seehof, wenn Deutschland den Euro verlasse, löse sich „das Schuldenproblem in Luft auf“. Seine Mitarbeiter raten Soros, es rhetorisch auch mal sanfter angehen zu lassen.

Im Februar erscheint sein neues Buch

Doch Zurückhaltung ist Soros' Sache nicht. 23 Milliarden Dollar zählt sein geschätztes Vermögen, er hat sich hochgearbeitet aus dem Nichts zum genialen Hedgefonds-Strategen, der mit aggressiven Attacken auf die Devisenmärkte Jahr für Jahr eine Rendite von 35 Prozent eingefahren hat. Der größte Coup bleibt die Bank of England, die Soros vor 20 Jahren bezwang. Das Pfund spekulierte er in Grund und Boden, die Briten verließen das Europäische Währungssystem, der Bürger verlor sein Ersparnis, Soros wurde eine Milliarde Dollar reicher und zur politischen Figur.

Im Februar erscheint hier sein neues Buch voller Warnungen vor dem Untergang Europas, klar zugeschnitten auf deutsche Leser. Der „Spiegel“ besorgt die Vermarktung des Gesprächsbands. Den Titel „Wetten auf Europa“ hat Soros selbst ausgesucht. Das klingt so ambivalent, wie der Mensch Soros ist. Das Wetten auf den Absturz von Volkswirtschaften sei kein Opportunismus, erklärt er seine Verantwortung als Spekulant: Er decke nur Mängel im System auf. „Wer wäre besser als ich qualifiziert, den Kapitalismus zu kritisieren?“

Er will gestalten, unbedingt

Sich einzumischen ist sein Recht. Man kann den Milliardär beglückwünschen, dass er mehr mit seinem Geld anzufangen weiß als noch schönere Paläste zu erwerben als den in Bedford bei New York, in dem Soros kürzlich seine Yogalehrerin geheiratet hat. Die Chefin des Internationalen Währungsfonds war geladen, der Weltbank-Chef. Die Gäste wurden ermutigt, anstelle von Präsenten für Roma und Straßenkinder zu spenden.

Doch wie einflussreich er dank seiner Milliarden und seiner Fähigkeit, gegen Politik zu spekulieren, wirklich ist, bleibt geheimnisvoll. Transparenz ist nicht Soros' Stärke. Wenn der Philanthrop im „Frankfurter Hof“ zum Dinner bittet, eilen deutsche Topmanager heran, die Öffentlichkeit bleibt draußen. In Berlin mietete Soros das Restaurant „Borchardt“ und ließ aus New York seinen Privatkoch einfliegen. Joschka Fischer kam, Biedenkopf,

Weizsäcker. Diensthabende wie Peer Steinbrück begrüßte Soros in dessen Amtszimmer im Finanzministerium einst mit den Worten: „Sie müssen Eurobonds einführen.“

Außenminister Guido Westerwelle und Steinbrücks Nachfolger Wolfgang Schäuble haben Soros viele Male unter vier Augen getroffen, Merkels früheren G-8-Sherpa und heutigen Bundesbankpräsidenten Jens Weidmann besuchte Soros im Kanzleramt. Die Bürotür der Hausherrin blieb zu, Angela Merkel ist zu vorsichtig, um sich mit Soros direkt einzulassen. Das macht den Milliardär halb wahnsinnig.

Er will gestalten, unbedingt. Als Soros im Weißen Haus einmal schier endlos auf Bill Clinton wartete, den er zum Feldzug gegen Serben-Präsident Slobodan Milošević überreden wollte, stand er irgendwann auf und ging. Der Präsident ließ ihn zurückholen und redete dann doch nur über die Börse.

In Finanzdingen konnte ihm niemand etwas vormachen

Nicht ernst genommen zu werden soll Soros in der Europa-Frage nicht passieren. Ende vergangenen Jahres brach er sich das Bein und nutzte die Zwangspause, das Manuskript seines Europa-Buches Zeile für Zeile durchzuarbeiten. Er spricht darin über das Trauma seiner Kindheit im besetzten Budapest und über den „guten Deutschen“ in der Person von Martin Schulz, Präsident des Europäischen Parlaments. Soros hat an der London School of Economics beim Philosophen Karl Popper studiert, dem Gründer der Denkschule des kritischen Rationalismus. Soros wäre selbst gern Philosoph geworden. Dazu reichte es nicht, was er sich nie verziehen hat. Er finanziert ein Popper-Archiv und schreibt. 1998 sagte Soros in einem Buch das nahe Ende des Kapitalismus voraus. Der Star-Ökonom Robert Solow verriss das Werk, die Rezension war mit „Der Amateur“ überschrieben. Das hat Soros mehr weh getan als die 700 Millionen Dollar, die er an einem einzigen Tag mit einer Spekulation verloren hatte.

Unterm Strich konnte ihm in Finanzdingen niemand etwas vormachen. Nach dem Fall der Lehman-Bank 2008 machte sein Hedgefonds Gewinn. 19 Prozent im November, 14 im Dezember, während sich die Märkte pulverisierten. Soros' Ansehen ergibt sich aus seinem Erfolg als Spekulant. Das wird zum Problem, wenn er als Staatsmann auftritt. 2010 wurde Journalisten ein Dossier angedient, nach dem sich Soros mit anderen Hedgefonds verabredet habe, den Euro kaputtzuschießen.

Das „Wall Street Journal“ druckte die unbewiesenen Anschuldigungen. Soros bestreitet, gegen den Euro spekuliert zu haben. Aber er spekuliert. 2012 saß er im Fernsehstudio eines New Yorker Börsensenders und erzählte unbekümmert, er habe gerade für zwei Milliarden Dollar italienische Staatsanleihen gekauft, weil Zinsen von sechs Prozent „phantastisch“ seien und ohne Risiko: Die EU werde Italien niemals pleitegehen lassen. „Das wäre das Ende von Europa.“

Doch der Staatsmann Soros sagte kurz darauf: Wenn Deutschland nicht zustimme, die Schulden der EU-Staaten zu vergemeinschaften, sei der Kontinent in drei Monaten „verloren“.

## Deutscher Handelsüberschuss entsteht außerhalb der Eurozone 96,165

von [Felix Richter](#)

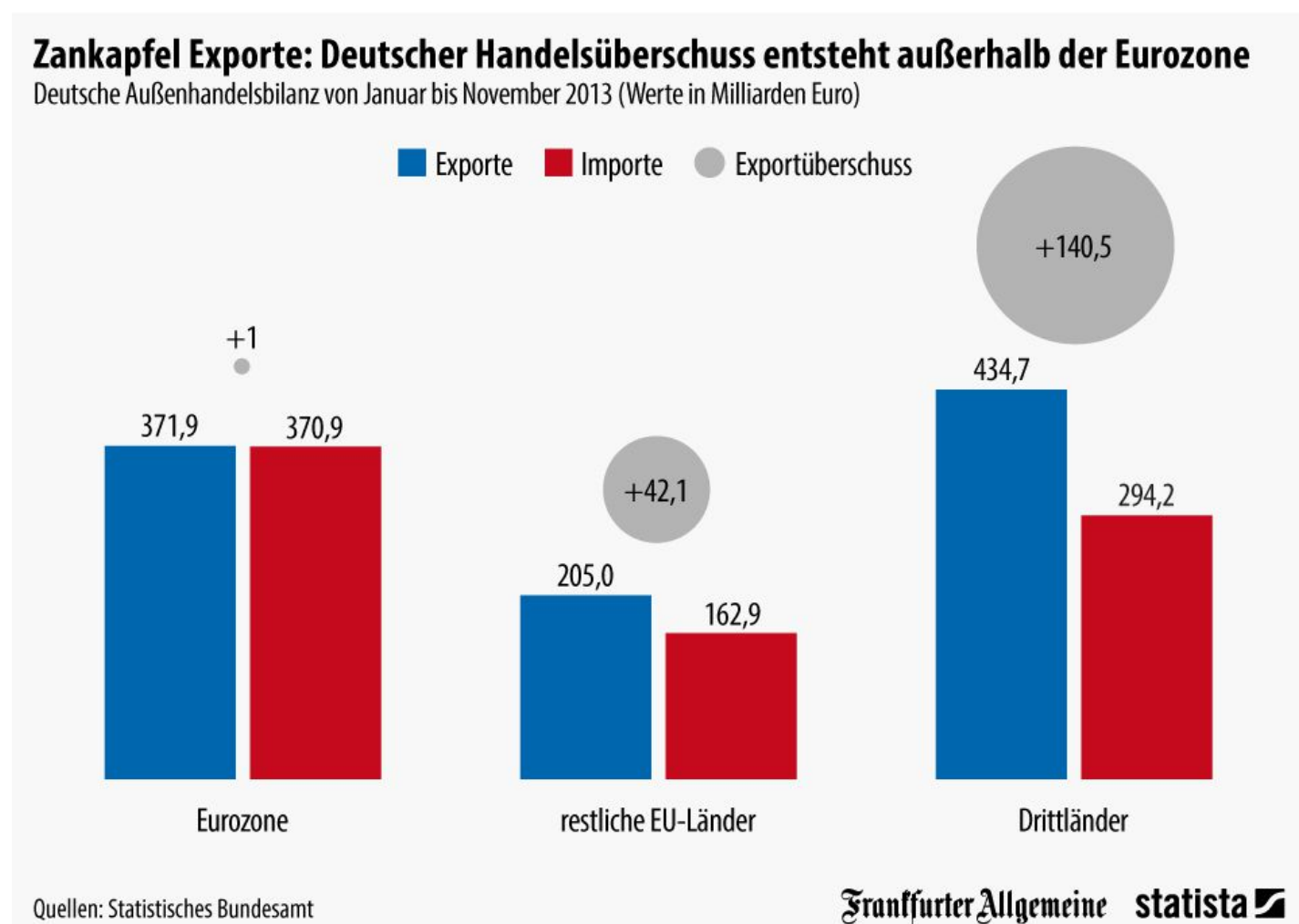
, 10.01.2014

Artikel von faz.net zur Grafik

Die Deutschen sind stolz auf ihre Exporte - auch weil sie zeigen, wie begehrt deutsche Maschinen und Autos in der Welt sind. So war es auch wieder im vergangenen Jahr: Allein von Januar bis November 2013 wurden Waren im Wert von über 1,01 Billionen Euro ins Ausland verkauft.

Dennoch stehen die Überschüsse immer wieder in der Kritik - dann ist von „Ungleichgewichten“ die Rede. Jüngst hat Amerikas Finanzminister Jack Lew seine Skepsis über die hohen Überschüsse vorgetragen. Manche Kritiker sehen in den Handelsüberschüssen auch einen der Gründe für die Schuldenkrise in vielen Euro-Ländern.

Die Grafik von Statista zeigt, dass Deutschlands Handel mit anderen Ländern des Euroraums ausgeglichen ist. Die Überschüsse entstehen außerhalb des Euroraums - zum kleineren Teil im Handel mit den restlichen EU-Ländern, zum größeren Teil im Handel mit Drittländern außerhalb der EU.



Die Grafik zeigt den deutschen Außenhandel 2013 und wo der Exportüberschuss entsteht.

## French First Girlfriend Hospitalized After Francois Hollande Affair With Actress Exposed 96,166



Submitted by [Tyler Durden](#) on 01/12/2014 11:53 -0500

When it comes to socialism, the world's premier promoter of *egalite* - France's Francois Hollande - is very aware that in a socialist utopia, no property is private. Hence everything can be shared, such as actress Julie Gayet with whom it was revealed last week he had an affair. The problem is that the First Lady, er, Girlfriend of France, Valerie Trierweiler, 48, did not share her boyfriend's Marxist view. And, as [Reuters reports](#), when Trierweiler found out about an affair between Francois Hollande and the aforementioned Julie Gayet, 41, she was hospitalized on Sunday morning "because of exhaustion."



*Hollande and Trierweiler in happier times:*



*And the lover, Julie Gayet, 41.*

From [Reuters](#):

BFM Television said the Elysee presidential palace had confirmed that Trierweiler had been hospitalised since Friday because of exhaustion.

French daily Le Parisien said earlier on its website that Trierweiler, shaken by the revelations about the affair, had been taken to hospital on Thursday, right after hearing about Hollande's liaison. The paper said doctors had prescribed rest and that she would be discharged in a few days.

On Friday, Hollande threatened to sue celebrity magazine Closer, complaining of breach of privacy after it said he was having an affair with actress Julie Gayet.

Hollande and Trierweiler, a journalist for celebrity magazine Paris Match, are not married but have been in a long-term relationship for several years.

But before readers cry for Madame Trierweiler, recall that while Hollande is a fervent fan of socialism, the former first girlfriend some far more interested in being more equal than others. Per [the Mail](#): "**She currently has five staff working for her at her office as well as numerous other taxpayer-funded perks, including homes across France, private jets and limousines.** As anger at the scandal grew, politicians suggested Miss Trierweiler's position was already untenable."

As for Hollande, it seems he is keen on taking a page right out of the Eliot Spitzer playbo(y)ok:

There were even claims that she and Mr Hollande have been living separate lives for months and that the president is keen to 'formalise' his relationship with Miss Gayet.

Photographers from French Closer, who watched a Paris flat a few hundred yards from the Elysee for several days, said Mr Hollande regularly met his lover there, wearing a crash helmet when entering and leaving the building in a weak attempt at disguise.

Both Mr Hollande and Miss Gayet have pledged to take action over alleged breaches of privacy following the exposure of their affair, though neither denies it.

Hopefully Hollande hasn't also taken further hints from Anthony Wiener on how to boost his image using social media.

Oh well, it may be time time for France to invade another African republic, or else Hollande's approval rating may be the first in history to turn negative.



12.01.14

Valérie Trierweiler

## Der "große Blues" der Première Dame 96,168

Die Enthüllungen des Boulevard-Blattes "Closer" hätten Valérie Trierweiler "stark mitgenommen", sagt ihr Büro. Die Lebensgefährtin von Frankreichs Präsident Hollande ist jetzt in einer Klinik. Von Sascha Lehnartz, Paris

Es kriselt in Frankreichs Elysée-Palast1/11



Foto: dpa

Krisenstimmung? Der französische Präsident François Hollande ist wegen seiner Unbeliebtheit im Volk unter Druck. Und jetzt kommt ihm auch noch das Publikwerden einer angeblichen Liebesaffäre mit einer Schauspielerin in die Quere. Seine Lebensgefährtin, die Journalistin Valérie Trierweiler, musste kurzfristig in die Klinik.

Versuchen Sie sich bitte einmal folgende Situation vorzustellen: Angela Merkel hätte seit Monaten eine Affäre mit Götz George und führe dazu drei bis fünf Mal die Woche inkognito auf einem Schwalbe-Moped aus dem Kanzleramt in eine Wohnung in Moabit, deren Hauptmieter Bushido wäre. Manchmal brächte sie ihrem Lover Mohnbrötchen aus der kanzleramtseigenen Bäckerei mit. Joachim Sauer hätte davon am Freitag durch eine Veröffentlichung der Super-Ille erfahren, und läge nun nach einem Nervenzusammenbruch in der neurologischen Abteilung der Charité. Und am Dienstag hätte Angela Merkel eine internationale Pressekonferenz vor sich, in der sie erzählen sollte, dass der Mindestlohn eine tolle Sache ist. So - ungefähr - ist derzeit die Lage in Frankreich. Parbleu.

Die Lebensgefährtin des französischen Präsidenten François Hollande ist am Freitag offenbar aufgrund "nervöser Erschöpfung" in eine Klinik eingeliefert worden. Dies berichteten mehrere französische Medien am Sonntagnachmittag, der Élysée-Palast bestätigte den Vorfall auf Nachfrage eines Journalisten der Zeitung "Le Monde".

Das Büro von Valérie Trierweiler erklärte ebenfalls, dass die Première Dame die Enthüllungen des Boulevard-Blattes "Closer" "stark mitgenommen" hätten. Sie solle sich dort "ausruhen" und "einige Untersuchungen" durchführen lassen. "In den nächsten Tagen" solle sie wieder entlassen werden. Valérie Trierweilers Berater Patrice Biancone sagte dem "Figaro", er rechne damit, dass sie das Krankenhaus am Montag werde verlassen

können. Die Affäre habe sie "schwer getroffen", sie sei "erschöpft durch die nervliche Anspannung" und "vorsichtshalber" eingeliefert worden, so Biancone.

"Closer" hatte in seiner Ausgabe vom vergangenen Freitag auf dem Titelblatt "die geheime Liebe des Präsidenten" enthüllt. Mit einer siebenseitigen Reportage berichtete das Magazin über eine Affäre, die [François Hollande mit der 41 Jahre alten Schauspielerin Julie Gayet](#) unterhalten soll. Fotos zeigten Hollande mit Motorradhelm beim Absteigen von einem Motorroller vor einer Wohnung im Achten Arrondissement, in welcher er die Schauspielerin offenbar häufiger trifft. Er bringe sogar gelegentlich Croissants mit, wusste "Closer."

Die öffentliche Verbreitung der Affäre – über die in Paris schon seit Monaten getuschelt wurde – hat Valérie Trierweiler tief getroffen. Sie leide an einem "schweren Blues", hieß es in einem Text in der Online-Ausgabe von Le Monde, der nahelegt, ein Sprecher des Élysée-Palastes habe diese unter den Umständen unangemessen flapsig klingende Formulierung gewählt.

Hollande wollte nach Plan weitermachen

Die Zuspitzung des amourösen Dramas im Élysée-Palast könnte erklären, warum Hollande und Trierweiler bislang keine gemeinsame Erklärung zu dem Fall abgegeben haben. Damit war eigentlich am Wochenende gerechnet worden. François Hollande hatte sich am Freitag lediglich in einer Erklärung über die Nachrichtenagentur AFP geäußert, in der er "die Verletzung der Privatsphäre", auf die er ein Recht habe wie jeder andere, "zutiefst bedauerte" und sich "rechtliche Schritte" gegen "Closer" vorbehielt.

Die Anwälte der Schauspielerin Julie Gayet sorgten jedoch noch am Freitag mit einer einstweiligen Verfügung wegen Verletzung der Privatsphäre ihrer Mandantin dafür, dass "Closer" den Artikel von seiner Internet-Seite nahm. Die gedruckte Ausgabe des Magazins war da an den Pariser Kiosken allerdings bereits ausverkauft und die Geschichte auf allen Kanälen.

Bis zu der Eskalation der Affäre durch die Bekanntwerdung von Valérie Trierweilers Einlieferung in ein Krankenhaus am Sonntagnachmittag hatte der Élysée-Palast noch signalisiert, François Hollande werde mit seinem Programm fortfahren wie geplant. Am Dienstag will der Präsident im Élysée-Palast die erste große Pressekonferenz des Jahres abhalten und wollte bei dieser Gelegenheit, seine politischen Ziele für das Jahr 2014 verdeutlichen.

Fragen nach Affäre sind vorprogrammiert

Mit der Ankündigung eines "Paktes der Verantwortung", den er den französischen Unternehmern in seiner Neujahrsansprache angekündigt hatte, hat Hollande sehr leise Hoffnungen auf einen Richtungswechsel in der Wirtschaftspolitik geweckt. Vor dem Hintergrund der privaten Krise im Élysée-Palast darf man jedoch bezweifeln, dass die 400 geladenen Journalisten aus aller Welt sich am Dienstag für eine vage in Aussicht gestellte Reduktion der Lohnnebenkosten noch besonders interessieren werden.

"Es stand nie zur Debatte über dieses Thema (die Affäre) zu kommunizieren. Was soll man auch sagen? Das ist vor allem eine private, ja intime Frage zwischen zwei Personen. Das geht nicht per Communiqué. Vor der Pressekonferenz wird es dazu nichts geben," hatte das "Journal du Dimanche" einen Vertrauten des Präsidenten zitiert. Wenn der Präsident gefragt werde, werde er allerdings antworten, sagte der Berater auch noch. Aber das war, bevor bekannt wurde, dass Valérie Trierweiler ihre öffentliche Demütigung nicht mit Fassung tragen kann.

An Fragen dürfte es nun nicht mangeln. Denn die konjugale Unordnung im Präsidentenpalast hat nicht zuletzt "unbestreitbar protokollarische Folgen" – wie die ehemalige konservative Ministerin für Sport, Chantal Jouanno feststellte.

Die "Sicherheit" des Präsidenten

Hollande schwächt mit seiner möglichen amourösen Eskapade auch die delikate protokollarische Position seiner 48 Jahre alten Lebensgefährtin, mit der er nicht verheiratet ist. Für Trierweiler hatte Hollande Mitte der Nuller Jahre seine langjährige Lebensgefährtin Ségolène Royal verlassen, mit der er vier Kinder hat.

Trotz des fehlenden Trauscheins nahm Valérie Trierweiler offizielle Termine in der Rolle einer "Première Dame" wahr. Die Internet-Seite des Élysée-Palastes veröffentlicht regelmäßig den Terminkalender mit ihren Auftritten. Schwer vorstellbar, dass die gelernte Journalistin, die aus erster Ehe zwei Kinder hat und nach wie vor eine Kolumne für das Magazin "Paris Match" schreibt, weiterhin große Lust haben wird, als öffentlich demontierte Konkubine wieder im Dienste ihres Lebensgefährten Kinderheime zu besuchen, während dieser mit dem Motorroller Paris unsicher macht.

Das Magazin "Closer" hatte im Rahmen seiner ausführlichen Berichterstattung die etwas scheinheilige aber nicht unberechtigte Frage nach der "Sicherheit" des Präsidenten aufgeworfen, wenn dieser hormonell beschwingt auf einem Scooter durch Paris brause und dabei offenbar höchstens von einem Leibwächter verfolgt werde.

Mieter mit Verbindungen ins Gangster-Milieu?

Vollkommen ungewöhnlich ist derartige Brunftverhalten bei französischen Präsidenten im Amt indes nicht: Der ehemalige Präsident Valérie Giscard d'Estaing rammte 1974 bei einem galanten Ausflug um fünf Uhr morgens mitten in Paris einen Milchlaster. Er war dabei erheblich champagnerisiert, in einem Ferrari unterwegs, den er sich beim Regisseur Roger Vadim geborgt hatte - und auf dem Beifahrersitz befand sich die Schauspielerin Marlène Joubert. Im Vergleich dazu ist François Hollande schon beinahe vernünftig, wenn er die kaum hundertachtzig Meter, die zwischen dem Élysée Palast und dem Liebesnest im vierten Stock eines Wohnhauses in der Rue du Cirque Nummer 20 liegen, auf dem Motorroller zurücklegt.

Eine ganz andere Sicherheitsfrage wirft allerdings das Apartment selbst auf, in dem Hollande sich mit der Actrice Julie Gayet seit Monaten getroffen haben soll. Das wurde der Schauspielerin nämlich offenbar von ihrer Freundin, der Schauspielerin Emmanuelle Hauck, zur Verfügung gestellt. Mieter des Objektes ist jedoch angeblich deren Ex-Mann, der Schauspieler Michel Ferracci, der dem französischen Publikum nicht nur aus einer Serie mit dem Titel "Mafiosi" bekannt ist – sondern der selbst enge Verbindungen ins korsische Gangster-Milieu unterhält.

Ferracci war ein Vertrauter des korsischen Bandenchefs Richard Casanova, der 2008 erschossen wurde. Seine Ex-Frau Emmanuelle Hauck wiederum war mit François Masini liiert, der im Frühjahr letzten Jahres im Norden Korsikas ebenfalls erschossen wurde und ein führendes Mitglied der kriminellen Vereinigung "Brises de Mer" (Meeresbrisen) war. Diese kontrollierte unter anderem den illegalen Glücksspielkreis "Cercle Wagram" – bei dem wiederum auch der Apartmentmieter Ferracci seine Finger im Spiel hatte, was ihm eine Bewährungsstrafe von 18 Monaten einbrachte.

Hollandes Ruf nicht geschädigt

Ferracci selbst wohnt zwar offenbar schon länger nicht mehr in der fraglichen Wohnung, aber die delikate Querverbindungen, die sich hier ergeben, machen dennoch Staunen. Der Präsident, schreibt die auf Enthüllungen spezialisierte Internet-Plattform "Mediapart", habe sich nicht nur in ein "sentimentales Durcheinander" gestürzt, sondern kompromittiere sich in einem Beziehungsgeflecht, wo sich "die Welt des Spektakels mit der organisierten Kriminalität" treffe. Das werfe "irritierende Fragen nach der Sicherheit" des Präsidenten auf, und zwar nicht zuletzt deshalb, weil sich das fragliche Liebesnest in Sichtweite des Innenministeriums befindet – das wiederum für den Schutz des Präsidenten zuständig ist.

Innenminister Manuel Valls habe entweder nicht gewusst, was vor seiner Haustür mit seinem Präsidenten geschehe – dann stehe seine Kompetenz in Frage. Oder aber, er hat gewusst, dass der Präsident sich in einer

Wohnung vergnügt, die mit dem korsischen Bandenmilieu verbunden ist - und den Präsidenten nicht gewarnt. Dann stehe seine Loyalität in Frage. Auf François Hollande kommt in den nächsten Tagen noch einiges zu.

Seinem Ruf hat die Affäre bislang indes nicht übermäßig geschadet, wenn man einer Umfrage Glauben schenken darf, die das Meinungsforschungsinstitut Ifop für das "Journal du Dimanche" durchgeführt hat. 77 Prozent der Franzosen finden demnach, das Ganze sei "eine Privatangelegenheit, die nur François Hollande betrifft." 84 Prozent sagen, ihre Meinung vom Präsident ändere sich dadurch nicht. Nur 13 Prozent haben nun eine "schlechtere Meinung als vorher", drei Prozent sogar "eine bessere." Fazit des Meinungsforschers Frédéric Dabi: "Die Enthüllungen über seine Liaison mit Julie Gayet haben keinen Effekt auf die öffentliche Meinung. Er ist so unpopulär, dass das überhaupt nichts ändert."

# The Fall of France 96,173

By [Janine di Giovanni](#) / January 03 2014 11:08 AM



*Sky-high taxes and overprotective labor laws are driving out the country's best and brightest. REUTERS/Remy de la Mauviniere/Pool*

It's a stretch, but what is happening today in France is being compared to the revocation of 1685. In that year, Louis XIV, the Sun King who built the Palace of Versailles, revoked the Edict of Nantes, which had protected French Protestants – the Huguenots. Trying to unite his kingdom by a common religion, the king closed churches and persecuted the Huguenots. As a result, nearly 700,000 of them fled France, seeking asylum in England, Sweden, Switzerland, South Africa and other countries.

The Huguenots, nearly a million strong before 1685, were thought of as the worker bees of France. They left without money, but took with them their many and various skills. They left France with a noticeable brain drain.

Since the arrival of Socialist President François Hollande in 2012, income tax and social security contributions in France have skyrocketed. The top tax rate is 75 percent, and a great many pay in excess of 70 percent.

As a result, there has been a frantic bolt for the border by the very people who create economic growth – business leaders, innovators, creative thinkers, and top executives. They are all leaving France to develop their talents elsewhere.

And it's a tragedy for such a historically rich country. As they say, the problem with the French is they have no word for *entrepreneur*. Where is the Richard Branson of France? Where is the Bill Gates?

“Do you see that man in the corner? I'm going to kill him. He's ruined my life!”

This angry outburst came from a lawyer friend who is leaving France to move to Britain to escape the 70 percent tax he pays. He says he is working like a dog for nothing – to hand out money to the profligate state. The man he was pointing to, in a swanky Japanese restaurant in the Sixth Arrondissement, is Pierre Moscovici,

the much-loathed minister of finance. Moscovici was looking very happy with himself. Does he realize Rome is burning?

Granted, there is much to be grateful for in France. An economy that boasts successful infrastructure such as its high-speed rail service, the TGV, and Airbus, as well as international businesses like the luxury goods conglomerate LVMH, all of which define French excellence. It has the best agricultural industry in Europe. Its tourism industry is one of the best in the world.

But the past two years have seen a steady, noticeable decline in France. There is a grayness that the heavy hand of socialism casts. It is increasingly difficult to start a small business when you cannot fire useless employees and hire fresh new talent. Like the Huguenots, young graduates see no future and plan their escape to London.

The official unemployment figure is more than 3 million; unofficially it's more like 5 million. The cost of everyday living is astronomical. Paris now beats London as one of the world's most expensive cities. A half liter of milk in Paris, for instance, costs nearly \$4 – the price of a gallon in an American store.

Part of this is the fault of the suffocating nanny state. Ten years ago this week, I left my home in London for a new life in Paris. Having married a Frenchman and expecting our child, I was happily trading in my flat in Notting Hill for one on the Luxembourg Gardens.

At that time, prices were such that I could trade a gritty but charming single-girl London flat for a broken-down family apartment in the center of Paris. Then prices began to steadily climb. With the end of the reign of Gaullist (conservative) Nicolas Sarkozy (the French hated his flashy bling-bling approach) the French ushered in the rotund, staid Hollande.

Almost immediately, taxes began to rise.

I did not mind, initially, paying higher taxes than in Britain in exchange for excellent health care, and for masterful state-subsidized schools like the one my son attends (L'Ecole Alsacienne – founded by some of the few remaining Huguenots at the end of the 19th century).

As a new mother, I was surprised at the many state benefits to be had if you filled out all the forms: Diapers were free; nannies were tax-deductible; free nurseries existed in every neighborhood. State social workers arrived at my door to help me “organize my nursery.” My son's school lunch consists of three courses, plus a cheese plate.

But some of it is pure waste. The French state also paid for all new mothers, including me, to see a physical therapist twice a week to get our stomachs toned again. Essentially it was seen as a baby-making opportunity (your husband is not going to touch you if you still have your baby fat – how very French!) after World War I, when so many young men were killed in the trenches.

When I began to look around, I saw people taking wild advantage of the system. I had friends who belonged to trade unions, which allowed them to take entire summers off and collect 55 percent unemployment pay. From the time he was an able-bodied 30-year-old, a cameraman friend worked five months a year and spent the remaining seven months collecting state subsidies from the comfort of his house in the south of France.

Another banker friend spent her three-month paid maternity leave sailing around Guadeloupe – as it is part of France, she continued to receive all the benefits.

Yet another banker friend got fired, then took off nearly three years to find a new job, because the state was paying her so long as she had no job. “Why not? I deserve it,” she said when I questioned her. “I paid my benefits into the system.” Hers is an attitude widely shared.

When you retire, you are well cared for. There are 36 special retirement regimes – which means, for example, a female hospital worker or a train driver can retire earlier than those in the private sector because of their “harsh working conditions,” even though they can never be fired.

But all this handing out of money left the state bankrupt.

Also, France, being a nation of navel-gazers à la Jean-Paul Sartre, refuses to look outward, toward the global village. Who cares about the BRICS – the emerging markets of Brazil, Russia, India, China, and South Africa – when we have Paris? It is a tunnel-vision philosophy that will kill France.

At the World Economic Forum each year at Davos, France is always noticeably underrepresented. Last year, one junior minister, Fleur Pellerin, came because, apparently, she is the only fluent English speaker in the government. “The French don’t like to speak English,” one of her aides admitted wearily. “So they don’t like to come to Davos.”

The most brilliant minds of France are escaping to London, Brussels, and New York rather than stultify at home. Walk down a street in South Kensington – the new Sixth Arrondissement of London – and try not to hear French spoken. The French *lycée* there has a long waiting list for French children whose families have emigrated.

I grimly listen to my French friends on this topic.

From a senior United Nations official who is now based in Africa: “The best thinkers in France have left the country. What is now left is mediocrity.”

From a chief legal counsel at a major French company: “France is dying a slow death. Socialism is killing it. It’s like a rich old family being unable to give up the servants. Think Downton Abbey.”

From a French publisher: “In the past 10 years, the global village has become a reality. The world economy has become so important that a nation-state can no longer play the role that it did 10 years ago. The French have not woken up to that.”

To wake up, France has to rid itself of the old guard, and reinvent itself.

François Hollande made his first trip to China only when he became head of state in 2012 – and he’s 58 years old. The government is so inward looking and the state fonctionnaires who run it are so divorced from reality that it has become a country in denial.

This is partly the fault of the education system, Les Grandes Ecoles – the essential training ground for elite civil servants. Graduates like Hollande; his ex-wife, Segolene Royal, who was the Socialist presidential candidate in 2007; former president Jacques Chirac; and almost all former prime ministers since 1958 still think of France as a superpower. The sad truth is, France is closer to Spain or Italy these days than to the U.K. or Germany.

There are some business visionaries, like Christophe de Margerie, the CEO of multinational oil and gas company Total, who speaks the Queen’s English and spends much of his time working on deals outside of France. But de Margerie is rare.

I love my adopted country. And I don’t want to leave. I want my son to finish his French education, and I don’t want him to run away to work on Wall Street or in the City of London (Britain’s financial district) but to stay and try to build a better France.

To do that, however, politicians like Hollande have to let the people breathe. Creativity and prosperity can only come about when citizens can build, create, and thrive.

## Dans la plupart des démocraties occidentales, "l'affaire Hollande-Gayet" aurait eu des répercussions politiques. Pas en France ! 96,176



François

Hollande à l'Élysée, le 23 décembre 2013. © BERTRAND GUAY / AFP

On en sait presque plus sur la vie personnelle de [Fidel Castro](#), apparu récemment à une exposition de peinture à La Havane, que sur celle du chef de l'État français. Une boutade ? Pas simplement. Les exemples ne manquent pas, et pas seulement le dernier en date. L'examen médical et biologique de M. Hollande n'avait-il pas été qualifié de "normal" en juin 2012 par les services de l'Élysée ? Opéré de la prostate en 2011, ce dernier [a pourtant attendu les révélations de France Info en décembre 2013](#) pour confirmer avoir subi une intervention chirurgicale. Pourquoi ? Parce que nous sommes en France, pays où le respect de la vie privée précède quasiment la raison d'État. A priori, rien ne rapproche cependant cette "erreur de communication" des révélations de *Closer* sur la supposée relation entre le chef de l'État et une actrice.

En fait, ces deux affaires en disent beaucoup sur la France. Elles en disent beaucoup plus sur notre pays que sur la seule présidence tragiquement normale de [François Hollande](#). Que M. Hollande, qui n'est pas marié, ait quitté ou non sa compagne par amour ou parce qu'il n'a jamais digéré le tweet de Valérie Trierweiler n'est pas une affaire d'État. C'est effectivement une affaire privée.

On pourra simplement regretter l'encre gâchée par tant de constitutionnalistes sur cette question essentielle - dans un pays où la dette flirte avec les 2 000 milliards - qu'est la nécessité ou non de légiférer sur le statut d'une éventuelle "first lady" française. Pour que cela en eût valu la peine, encore eût-il fallu que le président ait suffisamment de constance pour que sa compagne puisse espérer se maintenir à ses côtés le temps d'un quinquennat.

### Un mal français

Soit. L'affaire Hollande-Gayet est une affaire privée. [Que le scooter du président regagne à la nuit tombée le 15e ou le 8e arrondissement](#) ne risque en rien d'aggraver le déficit budgétaire - le nombre de gardes du corps n'y change rien -, et le président y gagne des minutes précieuses dans une période délicate où son emploi du temps ne lui laisse probablement que peu de temps libre. Les affaires "privées" en disent cependant souvent plus long sur la santé d'un État que les affaires dites publiques. Et ceux qui ironisaient sur le divorce de Vladimir Poutine et sur l'éternelle absence de glasnost dans ce pays réputé pour sa manière cavalière de traiter les libertés publiques se montreraient avisés de se pencher sur l'affaire Hollande-Gayet avec un oeil neuf.



Voici deux ans, Sophie Pedder, journaliste à *The Economist*, publia un livre critique à notre endroit intitulé *Le déni français*. Mieux accueilli que le récent article de *Newsweek* sur la France (qui, en dépit de quelques erreurs, ne méritait pourtant pas ce tombereau d'injures, car le constat d'ensemble reste juste), il égrenait gentiment les tares d'un système enfanté par "les derniers enfants gâtés de l'Europe", de l'indemnisation des chômeurs aux 35 heures, en passant par la haine des riches. Son avis sur la France : "Le déni a existé trop longtemps."

La France et ses élus se comportent comme si le monde n'avait pas changé

L'affaire Hollande-Gayet est le dernier exemple en date du "déni" français. Rien à voir avec le déficit commercial qui s'est encore creusé, rien à voir avec le chômage dont le gouvernement pense qu'il suffit de rêver à le réduire pour en inverser la courbe, c'est tout autre chose, une idée toute bête. Pour beaucoup de Français, leurs élites en tête, les choses ne peuvent se passer chez nous comme chez nos voisins, fussent-ils nos plus proches riverains et partageassent-ils avec nous non seulement des traités communautaires, mais aussi, au-delà, bien des traditions culturelles et religieuses. C'est que nous, les Français, nous sommes différents, comme enfantés par la cuisse de Jupiter. Pourquoi donc ? Va savoir ! Le rideau de fer est tombé depuis longtemps, l'excédent commercial chinois atteint 260 milliards de dollars, Google s'est installé dans 10 000m<sup>2</sup> de bureaux rue de Londres, mais la France et ses élus se comportent comme si le monde n'avait pas changé, comme si nous pouvions encore vivre comme au temps d'Astérix.

M. Hollande est le premier d'entre eux. Il est, à ce titre, celui qui devrait donner l'exemple, celui qui devrait montrer le chemin, celui qui devrait tracer la route. Il n'est pas le seul. Tous les élus ont cette lourde charge. Leur fonction leur impose de nous rappeler - chaque jour s'il le faut - que nous ne vivons plus dans un village gaulois. Et que font-ils, dans un même concert ? Ils invoquent le droit au secret, comme on parle du secret défense, Marine Le Pen en tête. Mais peut-être préfèrent-ils laisser au *Daily Mail* le soin de dénoncer nos mensonges ? Pensent-ils que les scoops font moins mal lorsqu'ils sont publiés en anglais ?

La vie privée existe-t-elle encore au temps de Twitter, de Tumblr et d'Instagram ?

La vie privée, comme ils l'appellent, existe-t-elle encore au temps de Twitter, de Tumblr et d'Instagram ? On peut en douter, comme de l'efficacité de tant de législations absurdes. Faut-il continuer à interdire les sondages 36 heures avant le scrutin présidentiel afin que toute la France se branche en direct sur la RTBF et la presse suisse ? Faut-il continuer à défendre l'exception culturelle ? Faut-il continuer à bricoler des chiffres rassurants pour prétendre être dans les clous de Maastricht alors que nous ne les avons jamais respectés ? Faut-il continuer à dénier la mort du village gaulois à l'heure de la mondialisation ? Faut-il continuer à perpétuellement se mentir, continuer à faire comme si de rien n'était, comme si la France vivait encore en 1812, lorsqu'elle pouvait lever une armée de 600 000 hommes et qu'elle était l'homme fort de l'Europe, celui qui fixait les règles au-delà de ses frontières ?

L'affaire Hollande-Gayet n'est pas une simple question de morale, ce dont on se moque. Et il ne sert à rien d'évoquer une certaine tradition présidentielle française en matière d'adultère. Le monde qui entoure la France de M. Hollande n'est plus celui qui entourait M. Mitterrand, né pendant la Première Guerre, à une époque où M. Peyrefitte n'avait pas encore inventé l'ORTF.

C'est la ligne de défense de toute la classe politique qui est contestable, elle est même absurde à l'époque d'Internet. Elle symbolise le repli de la France sur soi. Elle démontre l'aveuglement d'un pays qui se croit encore au siècle dernier. Elle nous ridiculise. Elle nous cantonne dans une médiocre caricature de nous-mêmes. Comme si la France n'était capable de faire son unité nationale qu'autour de la célébration de l'adultère, cette notion horriblement bourgeoise qui fit longtemps recette au boulevard. La tactique de la classe politique française me rappelle la phrase qui figurait sur l'emblème des unités de la ligne Maginot : "On ne passe pas". On connaît la suite.

## Tesson : c'est Hollande qui a confondu vie publique et vie privée !

**96,178**

Le président en appelle au respect de sa vie privée comme un pompier pyromane vient éteindre l'incendie qu'il a lui-même allumé, analyse Philippe Tesson.



François Hollande, président de la République, à l'Élysée, le 23 décembre 2013. © Bertrand Guay / AFP

Que les hommes politiques, au premier rang desquels le président de la République, aient droit au respect de leur vie privée, ainsi que le revendiquait François Hollande dans le communiqué qu'il faisait publier vendredi dernier, c'est évident. "Comme tout citoyen", ajoutait-il. C'est déjà un peu moins évident. C'est en tout cas un sujet de débat. Le président de la République n'est pas un citoyen comme les autres. La curiosité qu'inspirent les grands de ce monde ne date pas d'aujourd'hui, Louis XIV ne nous démentira pas, Saint-Simon non plus. Les hommes d'État exemplaires n'ont jamais détesté qu'on vantât leurs vertus. Alors pourquoi ferait-on silence sur les faiblesses de ceux qui sont moins sages, surtout lorsqu'elles sont vénielles, comme une libido un peu intempérante, est-ce un crime ?

Et puis tout se sait aujourd'hui, même ce qui est caché. Va-t-on interdire les réseaux sociaux, cette plaie insupportable dont l'usage est apparemment devenu indispensable à l'humanité tout entière ? Il y a belle lurette que la vie privée des hommes politiques est compromise. L'intérêt qu'on lui porte ne part pas forcément d'un mauvais sentiment. Les présidents de la République appartiennent à tout le monde. Ils sont de la famille. Ils le disent assez. On en connaît même un qui se prétend un homme normal. Un ami, quoi, un copain. On est en République, non ? Ils nous mettent à l'aise. On les aime bien, on aime bien savoir qui ils sont, d'où ils viennent, comment ils se portent, s'ils font de la bicyclette ou de la cuisine. Alors de là à s'intéresser à des caractéristiques plus intimes, il n'y a qu'un pas qui évidemment mène à une sorte de voyeurisme, mais c'était fatal, même si ce dérapage, et il faut l'avouer, n'est pas très délicat. Telle est la rançon de la familiarité.

### Affaiblissement de son image

C'est pourquoi François Hollande aurait dû, dans son communiqué, soumettre le respect de la vie privée des hommes publics à une condition : c'est qu'ils ne l'exhibent pas inconsidérément et qu'ils la gèrent intelligemment. Or on conviendra que s'il n'a pas vraiment exhibé la sienne, contrairement à certains autres, il l'a gérée comme un idiot normal plus que comme un homme d'État soucieux de son rang, de sa fonction et de son devoir. Ce n'est pas là un jugement que nous portons sur son cursus sentimental, nous n'en aurons pas l'indiscrétion, c'est un constat que nous faisons sur l'étrange manière qu'il a de provoquer un imbroglio politique dès que sa vie amoureuse connaît un soubresaut. Ce fut d'abord le douloureux épisode de sa rupture avec Ségolène Royal, avec laquelle il était en compétition politique. Ce fut ensuite, au début du quinquennat, l'apparition publique d'une concubine

dont les écarts de caractère provoquent dans l'opinion quelques interrogations de nature politique. Et c'est aujourd'hui une rocambolesque aventure galante qui pose des questions politiques : celle de sa désinvolture, celle de sa sécurité, celle de son intelligence et celle de l'affaiblissement de son image au moment où il a plus que jamais besoin de la restaurer. On n'entre pas ici dans l'intimité de sa vie privée, on constate simplement qu'il est par sa maladresse l'auteur d'une confusion entre sa vie privée et sa vie publique.

Cette confusion est infiniment regrettable. D'abord, elle provoque la risée de la plupart de nos "amis" étrangers. Chacun d'eux devrait pourtant balayer devant sa porte. Mais ainsi va le monde. Elle crée un malaise dans l'opinion française. Les sondages attestent d'une certaine indulgence dans le jugement populaire. Il est pourtant douteux que les caprices libertins du président contribuent à restaurer son crédit. Et enfin, les échéances qui l'attendent : demain une rencontre avec la presse, puis une visite à Obama, ensuite un voyage au Vatican, enfin une épineuse et décisive négociation avec le patronat, cela exige une disponibilité d'esprit, un sang-froid, une autorité, toutes qualités forcément mises à mal par les séquelles de ses fredaines qui donnent de lui une image d'inconséquence et de légèreté.

On repense au couplet "Moi, président de la République" qu'il avait décliné face à Sarkozy lors de la campagne. Cette arrogance ! Nous n'avons, depuis, cessé de le dire : ce n'était que hâblerie.

<http://www.itele.fr/chroniques/invite-bruce-toussaint/edwy-plenel-hollande-nest-pas-au-rendez-vous-de-ce-pourquoi-il-a-ete-elu-68701>

[L'invité de Bruce Toussaint](#) – 13 janvier 2014, à 09:10 – Mis à jour le 13 janvier 2014 à 09:25

## **Edwy Plenel : "Hollande n'est pas au rendez-vous de ce pourquoi il a été élu" 96,180**

VIDEO 9'

Invité de Bruce Toussaint, Edwy Plenel est revenu sur les révélations de Médiapart qui a dévoilé que l'appartement du 8e arrondissement de Paris, utilisé secrètement par François Hollande pour ses rencontres avec l'actrice Julie Gayet, était lié au grand banditisme corse.

[http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702303595404579316620963974650?mod=WSJEUROPE\\_hpp\\_MIDDLETopNews&mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052702303595404579316620963974650.html%3Fmod%3DWSJEUROPE\\_hpp\\_MIDDLETopNews](http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702303595404579316620963974650?mod=WSJEUROPE_hpp_MIDDLETopNews&mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052702303595404579316620963974650.html%3Fmod%3DWSJEUROPE_hpp_MIDDLETopNews)

## **All of Europe Awaits Hollande's Cure 96,180**

### **As Southern Europe Shows Signs of Recovery, the Spotlight Swings Onto France**

By

SIMON NIXON

[CONNECT](#)

Jan. 12, 2014 10:32 p.m. ET

Many countries have been labeled the "Sick Man of Europe" over the years. Now it is France's turn. As the crisis countries of Southern Europe start to show signs of recovery, the spotlight has swung with remarkable speed onto the Continent's second-largest economy.

After three recessions in five years, France's economic weaknesses are becoming harder to ignore: Growth flatlined in the third quarter of 2013, unemployment hit...